

**Université de Montréal**

**LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU VIÊT-NAM : ENTRE LA  
FAUCILLE ET LE MARTEAU**

**Par  
Stéphanie Tailliez**

**Département d'Anthropologie  
Faculté des Arts**

**Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du  
grade de Philosophiae Doctor  
en Anthropologie**

**Septembre 2003**

**© Stéphanie Tailliez, 2003**



GN

4

U54

2004

V.003

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

**Université de Montréal  
Faculté des études supérieures**

**Cette thèse intitulée:**

**Les investissements étrangers au Viêt-nam : entre la faucille et le marteau**

**présentée par:  
Stéphanie Tailliez**

**a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes:**

**Gilles Bibeau**

---

Président-rapporteur

**Bernard Bernier**

---

Directeur de recherche

**René Parenteau**

---

Membre du jury

**Louis-Jacques Dorais**

---

Examineur externe

**Pierre Martin**

---

Représentant(e) du doyen de la FES



## RESUME

Cette thèse tente d'expliquer les obstacles rencontrés par les investisseurs étrangers au Viêt-nam et plus particulièrement à Hanoi. Nous essayerons aussi de montrer les changements sociaux qui apparaissent dans la société vietnamienne avec une présence croissante d'investissements étrangers dans l'économie. Depuis 1986, le Viêt-nam a entrepris une politique d'ouverture économique baptisée *Doi Moi*. Cette nouvelle politique, sans toutefois laisser le champ libre à un capitalisme sauvage comme celui observé en ex-URSS, a décidé d'encadrer une « économie de marché à orientation socialiste », ce qui signifie, entre autres, l'acceptation d'investissements étrangers. Ce changement politique et idéologique ne va pas sans mal puisqu'il remet en cause les théories marxistes de développement. Un certain nombre de tensions politiques apparaissent, ayant comme conséquence la promulgation de lois contradictoires gênant les investissements étrangers sur le territoire. Nous nous intéresserons au cadre juridique et aux aménagements successifs pour laisser entrer le capital étranger et aux problèmes qu'ils engendrent. La corruption et les réseaux d'influence tiennent aussi une place d'importance dans notre analyse, démontrant que le Viêt-nam agit bien souvent comme ses voisins. Le mécontentement des investisseurs étrangers est aussi l'un des principaux constats de notre travail. Enfin, le fait que les salariés vietnamiens travaillant pour des étrangers puissent améliorer leur niveau de vie, de compétence et de connaissance est ressorti des entrevues faites sur le terrain (1998-2000). Les femmes semblent être celles qui en bénéficient le plus. En travaillant pour des étrangers, elles acquièrent un statut social, une certaine indépendance financière et une certaine reconnaissance. La famille, noyau central de la société vietnamienne change, elle aussi. Les jeunes décident de se marier plus tard, de quitter le domicile parental avant le mariage ou tout simplement choisissent un conjoint que la famille désapprouve. Pour conclure, cette thèse se veut un travail exploratoire puisqu'il ne traite que de la situation à Hanoi.

**Mots-clés :** Viêt-nam, Hanoi, développement, idéologie, habitus, investissements étrangers, changements sociaux, corruption, guanxi.

## SUMMARY

In a nutshell, this thesis aims at explaining the obstacles foreign investors meet in Hanoi, Vietnam. It examines social changes arisen in the Vietnamese society from the increase of foreign investments in the local economy. In 1986, Vietnam entered in the *Doi Moi* a new economic paradigm meaning “socialist market economy”. Though *Doi Moi* opened the market to foreign investors, Vietnamese leaders attempted to avoid the pitfalls met by the ex-URSS in the early 1990s. This political and ideological turn challenged the Marxist development theories. Political tensions arose and lead to the establishment of contradictory laws that hindered foreign investments. The thesis exes the juridical context organizing foreign investments in Vietnam and reviews the obstacles met by foreign investors. Among others, they have to deal with corruption and networks of influence (*guanxi*). In addition, the thesis shows that Vietnamese employees who worked for foreign investors improve their standards of living, their competence and their knowledge. Women seem to be the first beneficiaries of this situation as working for foreigners allows them to enhance their social status, and gain financial independence and recognition. The family, centre-pillar of the Vietnamese society, also changed. Youngsters now tend to get married older, leave the family residency before marriage or choose spouses without the approbation of their family. In short, the thesis is an exploratory document that depicts the situation in Hanoi, capital of the country at the end of the 1990’s.

**Keywords:** Vietnam, Hanoi, Development, Ideology, Habitus, Foreign Investments, Social changes, Corruption, Guanxi,



1.2.1.1.6	La place des enfants dans la société traditionnelle vietnamienne .....	37
1.2.2.2	La religion au Vietnam .....	38
1.2.2.3	Les pagodes .....	43
1.2.2.4	Les autres religions présentes au Viêt-nam : le caodaïsme et le Hoa Hao .....	45
PARTIE II : MÉTHODOLOGIE ET CONCEPTS .....		47
CHAPITRE 2: PROBLÉMATIQUE ET CONCEPTS .....		48
2.1	Problématique générale et les concepts utilisés .....	48
2.2	Le développement .....	49
2.3	La culture .....	57
2.4	Le Communisme et l'État .....	59
2.4.1	Marx et Lénine .....	59
2.4.2	L'État socialiste .....	60
2.5	Don, cadeau et les réseaux d'influence .....	63
2.5.1	Le don .....	63
2.5.2	Réciprocité et réseaux d'influence .....	65
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE .....		70
3.1	Définition des composantes du sujet .....	70
3.1.1	La recherche et les variables .....	70
3.1.2	La méthodologie .....	71
3.2.1.1	Le corpus .....	71
3.2.1.2	La méthode d'analyse des données .....	76
3.2.1.3	Le codage des entrevues .....	77
3.2.1.4	La catégorisation .....	79
CHAPITRE 4 : LA SITUATION ACTUELLE AU VIÊT-NAM .....		82
4.1	L'État .....	82
4.1.1	L'organisation politique du pays .....	82
4.1.2	La Dôï Môi .....	85
4.1.3	L'État et les entreprises étrangères .....	90
4.1.4	L'État, la culture, l'idéologie et l'économie .....	92
4.2	L'éducation au Viêt-nam .....	95
4.2.1	Le système d'éducation .....	95

4.2.2	Les femmes et l'accès à l'éducation .....	97
4.3	La culture vietnamienne.....	100
4.4	La liberté et le secret au Viêt-nam .....	103
CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉCONOMIE DU VIÊT-NAM.....		109
5.1	Le développement.....	109
5.1.1	Le développement des pays d'Asie du Sud-Est.....	109
5.1.2	Le développement du Viêt-nam .....	115
5.1.2.1	Les nouvelles politiques .....	115
5.1.2.2	Un appareil administratif inchangé .....	118
5.2	L' économie au Viêt-nam .....	120
5.3	Les secteurs de l'économie .....	122
5.3.1	Le secteur agricole.....	122
5.3.2	La politique de collectivisation et son échec : 1954-1988 .....	123
5.3.3	Les réformes agricoles.....	125
5.3.4	Le secteur secondaire.....	129
5.3.5	Le secteur tertiaire .....	131
5.4	Les investissements étrangers au Viêt-nam .....	133
5.4.1	Les investissements directs étrangers.....	133
5.4.2	La part des investissements étrangers dans l'économie du pays.....	138
5.4.3	L'aide internationale au développement.....	140
PARTIE III : ANALYSE DES DONNÉES .....		143
CHAPITRE 6 : LES FREINS AUX IDE : L'ÉCHEC DES RÉFORMES .....		144
6.1	Les impasses des réformes au Viêt-nam : un frein aux Investissements Directs Etrangers.....	144
6.1.1	Les freins institutionnels.....	144
6.1.2	Corruption et incertitude : deux obstacles aux IDE .....	151
6.2	L'environnement juridique .....	154
6.3	Les tentatives de réformes.....	157
6.4	Le secteur informel .....	160
CHAPITRE 7 : <i>GUANXI</i> , « FACE » ET CAPITAL SOCIAL AU VIÊT-NAM : L'OCCIDENT FACE À L'ASIE.....		163

7.1	La corruption : un problème au Viêt-nam.....	163
7.2	Don, cadeau et la « face » : faire des affaires en Asie.....	170
7.3	Le « capital social » et l'art des <i>guanxi</i> .....	175
7.4	La lutte contre la corruption.....	181
7.5	« Système D », commissions et corruption .....	184
CHAPITRE 8: INCOMPRÉHENSIONS ET MÉFIANCE		
MUTUELLES : COMMENT LES VIETNAMIENS ET LES		
ÉTRANGERS SE PERÇOIVENT-ILS ? .....		
8.1	La situation des investisseurs étrangers au Viêt-nam .....	197
8.2	La formation des salariés vietnamiens .....	202
8.4	Différences culturelles et méfiance mutuelle.....	203
8.5	La vision des vietnamiens sur les IDE et les étrangers .....	207
CHAPITRE 9 : DES CHANGEMENTS SOCIAUX ÉMERGENTS .....		
9.1	Les changements sociaux.....	214
9.2	Productivité, rentabilité et travail salarié : les changements observés dans les manières de travailler et de penser. ....	216
9.3	Des changements apparaissent pour les femmes vietnamiennes .....	220
9.3.1	Les Vietnamiennes et le travail salarié.....	220
9.3.2	Le rôle traditionnel de la femme vietnamienne freine encore le processus d'égalité.....	223
9.4	Les «maux sociaux» et les changements sociaux.....	232
9.5	L'évolution des habitudes matrimoniales .....	234
CONCLUSION .....		
ANNEXE 1 : ENTREVUES AVEC LES INVESTISSEURS		
ÉTRANGERS.....		
ANNEXE 2 : ENTREVUES AVEC LES SALARIÉS VIETNAMIENS.....		
ANNEXE 3 IMPROVING THE CLIMATE FOR ENTERPRISE, 1998-		
OCTOBER 2001 .....		
BIBLIOGRAPHIE .....		

**LISTE DES TABLEAUX**

	<b><u>Page</u></b>
Tableau 1 Les facteurs d'attraction et de dissuasion.....	159

## LISTE DES FIGURES

	<u>Page</u>
Figure 1	Scolarisation au Viêt-nam par genre et par groupe d'âge, 1997-1998 ( UNDP, 2002 : 14.).....98
Figure 2	Taux d'alphabétisation dans les pays d'Asie du Sud-Est (pour les 15 ans et plus), 1999. (UNDP, 2000 : 26) .....99
Figure 3	Exportations du Viêt-nam selon les régions de destination (1996) .....139
Figure 4	Investissements étrangers au Viêt-nam selon la région d'origine 1997.....139
Figure 5	Investissements étrangers projetés et réalisés en milliards de dollars, 1993-1998. (source MPI) .....147
Figure 6	Composition des investissements étrangers au Viêt-nam.....148
Figure 7	Heures moyennes de travail domestique, homes et femmes,1997-1998. source : « Gender Differences in the Transitional Economy of Vietnam » (UNDP,Hanoi, 2002) .....227



**LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

BAD (ou ADB) :	Banque Asiatique de Développement
IDE :	Investissements Directs Etrangers
NPIA :	Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie
MPI :	Ministère du Plan et des Investissements
PNUD (ou UNDP) :	Programme des Nations-Unies pour le Développement
CCE :	Communauté Economique Européenne
ASEAN (ou ANSEA) :	Association of South-East Asian Nations
JV :	Joint-venture (entreprise conjointe)
ONG (ou NGO) :	Organisation Non Gouvernementale
OMC :	Organisation Mondiale pour le Commerce
WTO :	World Trade Organization
UNICEF:	United Nations International Children's Emergency Fund (maintenant United Nations Children's Fund)
ZPE:	Zone de Production pour l'Exportation
ZI :	Zone Industrielle
ZHT :	Zone industrielle de Haute Technologie

*A Jules et Joséphine*

## REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je voudrais remercier mon directeur Monsieur Bernard Bernier pour son soutien et son aide tout au long de ce long processus douloureux qu'est le doctorat. Je voudrais aussi remercier ma famille pour son soutien pendant toutes ces années. Ainsi que mes familles adoptives au Québec, les Lapointe et Tremblay, pour leur aide. Merci à Nathalie Harnois pour tous les bons moments à Hanoi comme à Montréal, pour ton aide et tes fous rires. Mille mercis à Annick Lenoir pour son aide précieuse, son amitié toutes ces années et l'échange de karma ! Milles mercis à Jasmina Merar pour ne pas m'avoir oubliée. Merci aussi à la famille Laugrand. A Hanoi, merci à Patrick Deporte non seulement pour m'avoir donné du travail mais surtout pour m'avoir offert son amitié et sa confiance. Merci à Hạnh Duval pour avoir été, et d'être toujours mon amie. Merci à mes ami(e)s Béatrice Auchapt, Clémentine Gougy, Laëtitia Legrand, Laurent Tognazzi, Stéphanie Andretseheho, Pierre Vanderhoven et son épouse, Carmen et Dietmar Hellman pour leur soutien. Merci à Olivier Chabert pour les « quadrilles » et à Dominique Gonzalez pour sa bonne humeur. Merci à Jean-Philippe Eglinger pour toutes les agréables discussions. Merci à , Pham Thu Nguyet, Do Thi Minh Nguyet, Nguyen Phuong Dung et Nguyen Nga.

Merci au reste de la « tribu hanoïenne » pour ces deux ans et demi qui furent grâce à eux plus doux. Merci aussi à tous ceux et celles qui ont accepté de répondre à mes questions.

Enfin, je souhaiterais remercier la Providence de m'avoir évité de finir sur un quelconque talus entre Hanoi et Hoa Binh... ainsi que tous ceux qui ont eu la présence d'esprit de ne pas croiser ma route en moto !

## AVANT-PROPOS

Au début des années 1990, les journaux s'enthousiasmaient du dynamisme des « tigres asiatiques » et des « nouveaux dragons ». Le Viêt-nam ne faisait pas exception et de nombreuses entreprises décidèrent d'y investir. Les réformes économiques et la perspective d'un marché de près de 75 millions de personnes à l'époque ont stimulé les investissements.

A mon arrivée à Hanoi en juin 1998, les circonstances avaient changé. La crise asiatique était passée par là et les investisseurs étaient devenus plus frileux. Les investissements avaient considérablement chuté et les directeurs d'entreprises étrangères étaient peu optimistes quant à un retour à une situation plus favorable. La mise en place des réformes allait aussi trop lentement au goût de ces derniers.

Lors de mes premiers entretiens avec des investisseurs étrangers, je me suis rapidement aperçue que la plus grande majorité d'entre eux était pessimiste et désabusée. Désabusée car nombre d'entre eux pensait sincèrement que le contexte local serait plus favorable qu'il ne l'était effectivement. Ils semblaient peu préparés aux difficultés potentielles (lenteur des réformes, corruption et problèmes avec leurs partenaires d'affaires pour les co-entreprises). Je peux aussi supposer que ceux-ci s'attendaient sincèrement rencontrer un contexte économique et politique plus facile qu'il ne l'était en réalité.

Plusieurs investisseurs ravis de me parler de leur expérience vietnamienne, ont uniquement abordés les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Et ce sont ces problèmes de fonctionnement au quotidien qui ressortent des entrevues effectuées. Seul un investisseur américain est très optimiste quant au développement des

investissements étrangers au Viêt-nam et à la situation sur place. Le but de cette thèse n'est en aucun cas, de montrer le Viêt-nam sous un mauvais jour. Mais les entretiens reflètent les perceptions des répondants entre 1998 et 2000. De plus, certains hebdomadaires français vinrent ajouter de l'eau au moulin de ces perceptions en titrant : « Vietnam : le lézard qui n'est jamais devenu dragon » ou « Le tigre immobile ». Le désenchantement transparaisait dans les médias occidentaux.

Je suis arrivée au Viêt-nam sans contact, sans soutien d'une institution vietnamienne et avec un visa de touriste valide 3 mois. Dès lors, il a fallu que je cherche un sponsor pour obtenir un visa de 6 mois.

Cette situation vous expose à divers obstacles. Se créer un réseau social peut être une tâche ardue dans un milieu urbain. Il faut non seulement établir le contact mais aussi instituer des liens de confiance avec des informateurs et des répondants potentiels. Si certains investisseurs ont refusé de me répondre parce qu'ils ne me connaissaient pas ; d'autres l'ont fait parce qu'ils me connaissaient . Il en est allé de même pour les salariés vietnamiens. C'est alors que l'observation participante fut plus adéquate que les entretiens.

Le fait de travailler m'a permis de diversifier mes lieux d'observation et d'obtenir plus d'information sur le fonctionnement d'une co-entreprise, d'une entreprise composée en majorité d'employés vietnamiens et d'une ambassade. Cela m'a certes plongée dans le milieu des expatriés plutôt que dans un milieu vietnamien. Grâce à l'intervention de quelques contacts que j'avais développés sur place, après plusieurs mois je connaissais nombre d'investisseurs. C'est en les rencontrant quotidiennement et en les écoutant que j'ai glané le maximum d'informations. Plusieurs me confiaient leurs problèmes et me parlaient du fonctionnement de leur entreprise très fréquemment. J'ai procédé de la même manière avec quelques salariés vietnamiens que je connaissais. Certains ayant

refusé de répondre à mes questions, il était pour moi plus aisé de les observer lors de nos échanges. Ceci explique en partie pourquoi ma thèse repose plus sur des données relevant d'observation participante que d'entretiens.

*« Mais quelle qu'en soit la cause, tous les ethnographes entendent l'appel de la nature sauvage avec la même conviction que les musulmans pris d'un besoin soudain et irrésistible de se rendre à La Mecque »*

*—Nigel Barley*

## INTRODUCTION

Le Viêt-nam unifié depuis 1975 par le Parti Communiste Vietnamien, après trois décennies de guerre civile, s'ouvre aux investisseurs étrangers avec l'annonce de la politique de *Doi Moi* en 1986. Ayant reconnu depuis 1982 les problèmes de l'économie socialiste, la direction du PCV<sup>1</sup> décide d'établir une nouvelle politique de mise en place d'une « économie de marché socialiste » accompagnée d'une décollectivisation des terres. La chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'U.R.S.S furent autant de raisons qui firent que le Viêt-nam perdit ses principaux alliés et surtout sa principale source de financement : l'U.R.S.S. Les exportations et les importations en provenance des anciens pays frères chutèrent : le Viêt-nam ne pouvant plus payer. Peu à peu les entreprises étrangères furent autorisées à s'installer au Viêt-nam. Ce processus en marche depuis plus d'une quinzaine d'années maintenant vaut la peine d'être étudié. Si l'évolution de l'économie vietnamienne et les changements auxquels elle fait face sont documentés, l'impact social de l'implantation des sociétés étrangères ne l'est pas. C'est ce que je me propose de faire en analysant non seulement les difficultés que rencontrent les investisseurs étrangers mais aussi le changement social qui s'effectue peu à peu dans la société vietnamienne au contact de l'extérieur, de l'Autre représenté ici par les entreprises étrangères et leurs employés expatriés.

Le Viêt-nam est un pays attrayant pour les pays industrialisés. Il est en effet un pays dont les économistes disent au début des années 1990 que le marché va s'ouvrir, qui va donc offrir une possibilité de débouchés pour les produits des pays industrialisés. Le Viêt-nam c'est près de 79 millions d'habitants, une population jeune et dynamique; surtout un pays où tout est à construire. L'ouverture vers l'extérieur fut dernièrement réaffirmée avec la signature de l'accord commercial avec les États-Unis et la visite du Président Bill Clinton en novembre 2000.

---

<sup>1</sup> Parti Communiste Vietnamien



La politique de *Doi Moi* avait pour but de faire sortir le Viêt-nam du sous-développement, et ce à travers une certaine libéralisation de l'économie tant sur le plan interne (une certaine décollectivisation, ouverture au capital privé vietnamien) qu'externe (ouverture au capital étranger). C'est justement un des aspects de la libéralisation externe, celui qui touche à l'entrée des entreprises étrangères, que je me propose d'examiner. Cela signifie, en premier lieu, analyser les conditions d'entrée et de fonctionnement des entreprises (lien à l'administration à tous les niveaux, restrictions aux opérations, recrutement et formation de la main-d'oeuvre, condition de vente sur le marché vietnamien, etc.) et, en second lieu, tenter de mesurer l'impact économique et social des entreprises étrangères au Viêt-nam.

Il est important d'analyser l'insertion des entreprises étrangères au Viêt-nam parce que c'est un processus en marche. Autrement dit, il ne faut pas rater l'occasion d'analyser directement un processus actuel. L'avantage de cette analyse du présent réside dans le fait qu'elle permet de voir directement les problèmes et effets à mesure qu'ils se forment. Mais elle présente aussi le désavantage de ne pas avoir clairement sous les yeux les conséquences à long terme des pratiques actuelles. Nous pensons cependant que les avantages l'emportent sur les désavantages. Cette étude est particulièrement pertinente du fait que le Viêt-nam est récemment sorti d'une politique socialiste de fermeture face à l'extérieur (sauf l'URSS). Le Viêt-nam est entré dans une phase d' "économie de marché à orientation socialiste". Par ailleurs, le Viêt-nam faisant partie de l'aire asiatique et venant d'entrer dans l'ASEAN<sup>2</sup>, de nombreux journalistes et économistes voyaient en lui, il y a quelques temps encore, un futur "dragon"<sup>3</sup>. En dépit des réformes et des potentialités de l'économie

---

<sup>2</sup>le 28 juillet 1995.

<sup>3</sup>Récemment, le *Nouvel Observateur* titrait au sujet du Vietnam : "Le lézard qui n'est pas devenu dragon", 12-18 août 1999. Et en mai 2000, *l'Express* renchérisait avec un reportage intitulé "Le

vietnamienne, de nombreuses difficultés surgissent qui rendent problématique l'insertion des entreprises étrangères.

Le gouvernement vietnamien semble d'un côté abandonner la position qui voulait que les pays sous-développés se soustraient au marché mondial et insistent sur la distribution autant que sur la production. Le Viêt-nam se lance donc dans la course à la croissance, avec comme moyens la libéralisation interne et externe de l'économie, donc l'abandon de certains contrôles établis dans la période d'économie socialiste, et l'insertion dans l'économie mondiale, la globalisation. C'est dans ce contexte que les investissements étrangers sont acceptés. Mais la politique vietnamienne est plus ambiguë que la politique chinoise, en ce sens que les officiels mettent davantage d'obstacles à l'entrée des investissements étrangers et au fonctionnement des entreprises: il y a ici des relents du refus officiel antérieur du marché mondial.

Par ailleurs, la *Doi Moi* ne s'accompagne pas de réformes politiques.

« *Doi Moi* c'est la rénovation. Résumé officiel et prudent: "Rénovation économique et élargissement de la démocratie sur la base de la stabilité politique ". La rénovation économique est une litote, l'élargissement de la démocratie est une concession verbale. La stabilité politique signifie le maintien du parti unique » (Gaillard,1994:65).

Dans ce contexte, les investissements étrangers, recherchés d'un côté, sont d'un autre seulement tolérés. La loi à ce sujet n'est pas claire et les investisseurs étrangers font face à de nombreuses difficultés. Le Viêt-nam ne semble pas vouloir sur ce point suivre la voie tracée par la Russie, c'est-à-dire une libéralisation rapide et brutale, qui a causé de nombreux problèmes sociaux. La libéralisation se fait lentement, par bonds, avec des retours en arrière.

---

tigre immobile ". Les deux magazines furent censurés au Vietnam et une journaliste de l'Express

Enfin, des pratiques comme la corruption, sans être des politiques officielles, sont assez répandues pour décourager même les investisseurs les plus motivés. C'est ce contexte dans lequel une politique qui suit d'un côté les modèles internationaux dominants de développement est alliée, d'un autre, à des pratiques officielles et officieuses qui nuisent à l'application des modèles qui sera au centre de notre analyse du premier aspect de notre recherche.

Au sujet de la position vietnamienne, il faut se demander si les craintes des officiels face aux investissements étrangers ne sont pas motivées par la peur de perdre le contrôle de la société, contrôle qui leur donne un grand nombre d'avantages. Cette peur permettrait de rendre compte de certaines politiques contradictoires, dont celle à la fois de convoiter les investissements étrangers et de résister à l'invasion étrangère. Cette invasion est ressentie par certains dirigeants comme un danger pour l'ordre établi.

Mais le Viêt-nam est un pays pauvre, qui manque de tout, où tout est à bâtir. Le gouvernement craint que la pauvreté ne nuise à son contrôle. C'est ce qui motive la politique de réforme. Cette politique est favorisée par la présence d'une population jeune et bien éduquée. Par ailleurs, le gouvernement ne veut en aucun cas perdre le contrôle sur cette population jeune. Alors il veut limiter les effets de l'entrée des capitaux étrangers. Entre autres, les effets du travail dans les entreprises étrangères, effets que nous voulons étudier. C'est donc dans ce contexte de politique contradictoire que se situe notre sujet.

Le Viêt-nam fait face présentement à une situation particulière. Il est dans une période de transition. En effet, le Parti Communiste n'a pas lâché les rênes du pays: il entend rester fort et continuer à contrôler le pays. Cette volonté de contrôle se trouve pourtant confrontée à une autre réalité: celle de l'intégration

---

expulsée.

progressive des mécanismes du marché dans le pays. Avec ces mécanismes, on voit apparaître des entreprises étrangères dont des projets touristiques, des terrains de golf, des restaurants, des boutiques, etc. Quel est le processus réel qui accompagne ces implantations? Comment cela se passe-t-il? Comment les Vietnamiens perçoivent-ils ces implantations? Nous pouvons peut-être avancer qu'il y a d'abord une certaine fascination pour l'Occident et surtout pour la liberté, les biens et services qu'il semble représenter<sup>4</sup>. Parallèlement à cette fascination, il peut y avoir des sentiments nationalistes: les Occidentaux sont des "pilleurs"<sup>5</sup> et des "barbares" qui ne comprennent rien aux Vietnamiens. Et on retrouve parfois l'idée selon laquelle les Occidentaux prennent tout ce dont ils ont besoin et ne donnent rien en échange. De même, la population vietnamienne voit les pays occidentaux comme des pays où tout est possible; où il est impossible de mourir car rien ne manque. Ils ont parfois de la difficulté à accepter le fait qu'en Occident aussi il y a du chômage, des exclus et des gens qui ne mangent pas à leur faim. La question de la négociation politique se pose aussi. En effet, comment justifier l'implantation d'entreprises étrangères dans un pays communiste? Comment est-ce possible? Et surtout comment le gouvernement l'explique-t-il? Enfin, quel impact ces investissements ont-ils sur la population? Certes l'impact est différent pour ceux qui travaillent avec et pour des étrangers. Nous verrons que l'impact sur les femmes est important. Elles sont nombreuses à travailler dans des compagnies étrangères comme secrétaires, assistantes, interprètes. Par conséquent cet impact a une influence sur la famille et bien évidemment sur le rôle et la place des femmes dans la société vietnamienne. Enfin, le contact répété avec des étrangers peut inciter les Vietnamiens à réfléchir sur leur propre société, à sa façon de fonctionner.

Pour traiter de ce sujet, ma thèse est divisée en trois parties. La première présente le contexte et l'approche. Elle est composée du chapitre 1 qui

---

<sup>4</sup>Karnow, 1996.

<sup>5</sup>Les Français lors de la colonisation et les Américains par la suite.

traite d'une présentation historique et ethnographique du Vietnam. La deuxième traite de mon approche. Le chapitre 2 aborde les concepts utilisés. La méthodologie est expliquée au chapitre 3. Dans la troisième partie, je présente l'analyse de mes données de terrain. Au chapitre 4, j'analyse la situation actuelle au Viêt-nam. Le chapitre 5 analyse le développement et l'économie du pays. Quant au chapitre 6, il traite des freins et des obstacles rencontrés par les investisseurs étrangers au Viêt-nam. Les réseaux d'influence et la corruption constituent le chapitre 7. Puis dans le chapitre 8, je traiterai des incompréhensions et de la méfiance entre Vietnamiens et étrangers. Enfin, le dernier chapitre abordera les changements sociaux émergents au Viêt-nam.

Il est important de noter que les données dont nous disposons sont majoritairement constituées d'observations. En effet, le contexte sur place était tel qu'il ne nous permettait pas d'interroger comme nous le voulions des Vietnamiens. En effet, la surveillance du gouvernement est toujours très présente. Chacun se surveille et il est très difficile voire impossible de rencontrer quelqu'un discrètement. Par crainte et par pudeur, les Vietnamiens hésitent donc à vous parler et lorsqu'ils le font, leurs réponses restent bien souvent, et on le comprend, évasives. Dans un tel contexte, l'observation pendant deux ans et demi de présence sur place est la source de la majorité de mes données.

## **PARTIE I : HISTOIRE ET ETHNOLOGIE DU VIÊT-NAM**

Cette première partie nous permettra de situer le contexte historique en présentant les événements qui ont conduit le pays à travers les différentes époques de domination et d'indépendance. La deuxième section abordera le Viêt-nam sous un angle ethnographique. L'organisation sociale, la famille et les religions seront successivement traitées.

## CHAPITRE 1: LE CONTEXTE HISTORIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE

*« La différence entre l'histoire et l'ethnologie  
est que l'historien connaît la suite ».*  
—Marc Augé

Le Viêt-nam<sup>6</sup> est un état à la jonction de l'Asie orientale et de l'Asie du sud-est d'une superficie de 335 000 km<sup>2</sup>, et dont la population avoisine les 79 millions dont 20% vit en ville. La densité est de plus de 207 habitants au km<sup>2</sup> et 85% des Vietnamiens viennent de l'ethnie viet. On trouve au Viêt-nam deux fleuves importants : le fleuve Rouge et le Mékong, qui forment deux deltas. Le delta du fleuve rouge ou delta tonkinois au nord et le delta du Mékong au sud. C'est dans ces deux deltas que la densité de population est la plus forte. Le Viêt-nam est baigné par la mer de Chine méridionale sur 2 000 km. Géographiquement, il occupe la partie orientale de la péninsule indochinoise et s'étend de la Chine jusqu'au Golfe de Thaïlande. La forme du pays ressemble à celle d'un " fléau d'épaule " avec à chaque extrémité un sac de riz. Le Viêt-nam se situe entre 8° 30' et 23° N et entre 102° et 109° E. Les trois quarts du territoire vietnamien possèdent un relief accidenté ou montagneux, alors les Vietnamiens habitent principalement dans les plaines. Le Viêt-nam possède un climat subtropical régi par la mousson. Et la mousson régit la vie des paysans.

C'est au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. que le royaume du Viêt-nam est créé dans le nord du pays. Ce royaume ne resta pas longtemps indépendant : au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. la Chine le conquiert. Le pays restera sous la domination chinoise jusqu'au X<sup>e</sup> siècle après J.-C.. Cette longue présence entraîna une sinisation des élites, et par là même des idéologies. « (...) à l'exception des

---

<sup>6</sup> Voir carte du pays en annexe .

premières années de la dynastie des Nguyễn (début du 19<sup>e</sup> siècle), le Viêt-nam n'a jamais été un état unifié. Ce n'est que depuis la réunification du Nord et du Sud, entérinée officiellement en juillet 1976, que le Viêt-nam existe véritablement comme État unitaire » (Guillaume & Népote, 1992:14).

De 1965 à 1975 : le Vietnam pratique une économie de guerre. Il est véritablement dépendant pendant la guerre, des Chinois et des Soviétiques au Nord alors que la moitié Sud du pays était quasiment sous-perfusion grâce à la présence américaine ou à cause d'elle. Après la réunification, le gouvernement vietnamien a mis en place une économie socialiste de centralisation c'est-à-dire une socialisation des moyens de production et l'adoption de plans quinquennaux.

## **1.1 HISTOIRE DU VIÊT-NAM**

### **1.1.1 Le Viêt-nam avant la colonisation française**

#### **1.1.1.1 La domination chinoise**

L'histoire du Viêt-nam est avant tout celle d'un pays colonisé par la Chine pendant près de dix siècles. Le Viêt-nam a assimilé de nombreux éléments de la culture chinoise comme nous le verrons par la suite. De cette occupation, le pays garda certaines traces mais ne perdit cependant pas son identité. Malgré la domination étrangère et la politique d'exploitation et d'assimilation, le peuple vietnamien a résisté et continué à préserver son identité nationale. Ce qui par la suite a permis la création d'un État indépendant.

Le Viêt-nam ainsi colonisé par la Chine, la politique impériale des Han pouvait se mettre en place. Ce sont des fonctionnaires nommés par la Cour qui administraient le pays. Chaque mandarin qui siégeait dans le chef-lieu arrivait avec sa suite, sa famille et ses scribes. La population vietnamienne payait impôts et taxes à la Cour. Elle était aussi corvéable et les hommes devaient effectuer leur service militaire. De nombreuses révoltes eurent lieu à la suite de cette exploitation et des exactions perpétrées par des fonctionnaires impériaux. D'un



point de vue social, les Chinois ont imposé de nouvelles façons de penser. Ainsi la vénération de l'Empereur comme Fils du Ciel, l'écriture idéographique ainsi que le confucianisme furent imposés à la population locale. La nouvelle vie sociale, surtout pour les gens éduqués, était faite de rites et d'obligations. Les Han ont aussi imposé la langue chinoise mais les Vietnamiens l'ont adaptée et ont vietnamisé certains mots. Mots qui deviennent partie intégrante de la langue et l'enrichissent. Ce sont surtout les couches supérieures de la société qui ont subi le plus l'influence du dominateur que les communautés villageoises. Elles se trouvaient plus proches des mandarins et de leurs idées. De nouvelles doctrines et religions ont peu à peu pénétré dans le pays: le confucianisme, le bouddhisme et le taoïsme. Ces religions n'ont donné naissance à aucun fanatisme et donc la préservation de l'union de la communauté fut assurée.

#### 1.1.1.2 Entre la domination chinoise et la présence française : la construction du Viêt-nam

C'est au X<sup>e</sup> siècle que le Viêt-nam se libère du joug chinois et au XI<sup>e</sup> siècle qu'apparaît la première dynastie majeure indépendante, la dynastie Ly (1010-1225). En 1054, le pays prend le nom de " Dai Viet " et s'organise. Le bouddhisme reprend sa place : il atteint son apogée. Une fois indépendant, le Viêt-nam crée un État monarchique centralisé. La centralisation s'avéra nécessaire face à une double exigence: la poursuite de grands travaux hydrauliques (digues et canaux pour permettre le développement de l'agriculture) et la sauvegarde de l'indépendance nationale contre les tentatives de reconquêtes par la Cour impériale chinoise. Une monarchie stable s'installe donc avec l'avènement des Ly (1009). En 1010, Ly Thai To est intronisé et transfère la capitale à Thang Long sur l'emplacement de l'actuelle Hanoï. En 1054, son successeur Ly Thanh Tong donna au pays le nom de Dai Viet. Les Tran qui leur succédèrent en 1225 continuent l'unification et l'édification nationale jusqu'à la fin XIVE siècle.

L'empereur est, à partir de 1054, un souverain de droit divin nommé 'Fils du Ciel', il gouverne avec un mandat du Ciel mais il n'est pas pour autant une divinité. L'empereur avait pour tâche d'organiser et d'instruire un ordre social et politique harmonieux. Si cet équilibre n'était pas maintenu, alors:

« Floods, droughts, and other catastrophes are indicative of disharmony and the disapproval of Heaven. This is the time for 'change of mandate', the literal Vietnamese expression for revolution » (Keyes, 1977:195).

L'empereur était aidé dans sa tâche par des mandarins. La légitimité de l'empereur était fournie par le mandat du Ciel et les mandarins exerçaient leur autorité, leur pouvoir parce qu'ils étaient considérés comme des "hommes supérieurs" qui agissaient conformément aux idéaux confucéens. Les hautes fonctions étaient réservées aux grandes familles aristocratiques, tandis que les concours mandarinaux n'étaient ouverts qu'aux fils des mêmes familles ainsi qu'à ceux des mandarins. Les bonzes bouddhiques devaient être aussi classés avec les féodaux, les monastères constituant de grands domaines. Puis venait le peuple : paysans-propriétaires, commerçants, paysans libres des communes, artisans, serfs et esclaves domestiques.

C'est en 1242 que la monarchie mit en place des fonctionnaires communaux. Avant l'avènement de la dynastie Tay Son à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les fonctionnaires étaient alors des "mandarins"<sup>7</sup> : ils étaient recrutés lors d'examens écrits qui se tenaient tous les trois ans. Ce statut était très envié mais n'était pas héréditaire. A partir de 1802, les officiels viennent de familles d'intellectuels. Ils seront récompensés par la Cour en terres. Les corvées imposées au peuple sont quant à elles très lourdes: construction de routes, de ponts, de canaux d'irrigation etc...Malgré son indépendance, le Viêt-nam a continué d'être influencé par la Chine:

---

<sup>7</sup>Ce terme a été créé par les Occidentaux.

« Under the Ly dynasty (1009-1224 A.D.), the state in Vietnam as in China continued to recognize Mahayana Buddhism as the dominant religion. When Mahayana Buddhism underwent a decline in China, and Confucianism emerged as the preeminent state religion, so too, did the strength of Mahayana decline in importance and Confucianism rise in Vietnam. From the thirteenth century until the middle of the nineteenth century, the Vietnamese rulers attempted to emulate Confucian-based Chinese tradition as closely as they could, and they were no more zealous promoters of this tradition in Vietnam than the first three emperors of the Nguyen dynasty who ruled Vietnam from 1802-1847» (Keyes,1977:183).

Depuis le XV<sup>e</sup> siècle, le confucianisme était la doctrine officielle de l'État monarchique et de la bureaucratie mandarinale. Doctrine prônant le respect du roi et de la hiérarchie, il connut une crise sans précédent au XIX<sup>e</sup> siècle. La culture populaire prit le dessus. La monarchie connaissant alors une crise, elle entraîna celle du confucianisme. Ce déclin favorisa la réapparition du bouddhisme. D'autres se tournèrent vers le taoïsme ou encore vers un syncrétisme des trois.

Le Viêt-nam, au fil des années, s'étendait vers le Sud au détriment des populations de ces régions comme les Cham et les Khmers (Keyes,1977). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, une crise de la monarchie se fit ressentir au Viêt-nam. L'État était un État féodal où les propriétaires fonciers et les nobles étaient les maîtres. Ils percevaient des impôts et des fermages très lourds, asphyxiant la petite paysannerie.

« L'État féodal administrait le pays par le moyen d'une bureaucratie mandarinale recrutée au concours, et une de ses fonctions essentielles consistait à construire, entretenir un réseau important de digues, de canaux, d'irrigation pour protéger l'agriculture contre les calamités naturelles » (Nguyen Khac Vien, 1993:91).

Face aux rébellions<sup>8</sup>, la stratégie de la dynastie Nguyen pour tenter de reconquérir le Nord du pays fut de s'allier avec la France. L'empereur signa alors un accord avec l'évêque français Pigneau de Brehaine. Le 28 novembre 1787, ce traité stipulait que la France accordait une aide militaire en échange de la session du port de Tourane, des îles de Poulo Condor et du droit au libre commerce à l'intérieur du Viêt-nam à l'exclusion des autres nations européennes. En raison des événements de 1789, l'aide militaire française promise n'arriva jamais.

Les Français ont cependant apporté, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, leur aide militaire aux empereurs lors de conflits internes (avec les Tay Son). Le traité de Versailles fut signé entre la France et le Viêt-nam en 1787. Celui-ci stipulait que la France s'engageait à fournir des armes au Viêt-nam et en contrepartie le Viêt-nam accordait des avantages commerciaux aux Français. Malgré le début d'exécutions de missionnaires à partir de 1830, le christianisme continua de se répandre. L'intolérance ne cessa de croître : entre 1848 et 1860, on estime à 25 le nombre de prêtres européens tués, environ 300 prêtres Vietnamiens et 30 000 vietnamiens catholiques tués. En réponse à ces exécutions, la France envoya sa flotte et encercla Saigon et les trois provinces attenantes de 1859 à 1862. Les Vietnamiens furent vaincus et un traité de paix fut signé le 5 juin 1862 créant la colonie française de Cochinchine.

---

<sup>8</sup> Au Nord, l'accaparement des terres se fit progressivement en faveur des propriétaires fonciers, des notables et des mandarins. De fait, il ne restait plus grand chose aux paysans. La Cour, de plus en plus corrompue avait besoin de plus en plus d'argent pour ses frais (Nguyen Khac Vien, 1993). Tant et si bien que les Trinh en vinrent à imposer de nouveaux impôts et de nouvelles taxes. La corruption avait atteint un point tel que même les fonctions mandarinales étaient à vendre. Cette conjugaison de facteurs entraîna de nombreuses révoltes paysannes. Ces révoltes prirent une ampleur croissante. Vint s'y ajouter une agitation politique, et les foyers insurrectionnels se multiplièrent dans toutes les régions à partir de 1739. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Trinh réussirent à réprimer les révoltes. Au Sud, le même phénomène de corruption et de crise apparut. Et de là allait naître le mouvement Tay Son. Ce mouvement allait balayer les régimes Trinh et Nguyen, réunifiant le pays. Comme au Nord, les paysans sont acculés à la misère et à la ruine en raison de l'extension des propriétaires fonciers et des notables. En 1771, dans le village de Tay Son, trois frères suscitérent un mouvement insurrectionnel qui obtint immédiatement le soutien de la population.

### 1.1.1.3 L'Indochine française (1862-1954).

Après moins d'un millier d'années d'indépendance, le Viêt-nam va, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, devenir un territoire administré par les Français. Le 31 août 1858, une escadre française attaque Da Nang. De 1858 à 1884, la guerre fait rage entraînant l'annexion du pays. Cette occupation par la France durera près de cent ans. Les lettrés confucéens avaient sous-estimé la puissance des Anglais et des Français: "tout en ayant conscience de la nécessité d'une certaine modernisation, elle ne sait leur opposer qu'une stratégie d'isolationnisme culturel, de résistance militaire et d'appel à l'aide chinoise"(Hemery,1990:15). Hanoi tombe aux mains des Français en avril 1882 et Hué est placé sous protectorat français deux ans plus tard. L'Indochine française (1867-1954) venait de naître et se composait alors de cinq régions administratives dont trois au Viêt-nam (deux protectorats et une colonie) sous l'autorité du Ministère des Affaires Étrangères. Ces régions<sup>9</sup> étaient l'Annam, le Tonkin, la Cochinchine, le Laos et le Cambodge. Paul Doumer, Gouverneur Général de 1897 à 1902, y centralisa les services de la colonie et l'École Française d'Extrême Orient fut créée. "La colonie devait devenir un débouché pour les produits industriels français, un fournisseur de matières et de main-d'œuvre à bon marché"(Nguyen Khac Vien, 1993:178).

Une résistance à la présence française commença à se développer avant 1900, cependant elle ne pouvait être qualifiée de nationaliste. Elle était plutôt un mouvement de résistance xénophobe et loyaliste (envers le confucianisme). Un mouvement de résistance de "Can Vuong" (aide au roi) naît dans les montagnes. Il a pour objectif la défense de l'ordre confucéen et de l'Empire contre les Occidentaux considérés comme des barbares: " Il (...) va tenir en échec une décennie durant le pouvoir colonial et les autorités mandarinales

---

<sup>9</sup>La Cochinchine était administrée comme une colonie française, le Tonkin était mi-colonie, mi-protectorat et enfin l'Annam était un protectorat.

mises en place au nom d'un nouveau souverain Dong Khanh, intronisé en septembre 1885 par le résident général de Courcy "(Hemery,1990:23). Toutefois très tôt l'armée française dût faire face à la résistance de la population qui mit en place une guérilla. Dans un premier temps, les notables et les mandarins refusèrent de coopérer avec les troupes françaises, mais la Cour de Hué leur demanda de cesser toute résistance (Nguyen Khac Vien, 1993).

Le nationalisme au sens où nous l'entendons actuellement, c'est-à-dire, comme " doctrine qui affirme la prééminence de l'intérêt de la nation par rapport aux intérêts des groupes, des classes, des individus qui la constituent <sup>10</sup>" est donc apparu vers 1900 via la Chine sous la forme de textes de Rousseau, Voltaire, Montesquieu<sup>11</sup> que se sont appropriés les intellectuels vietnamiens. Les courants nationalistes eurent des influences différentes successives. D'abord, le modèle Meiji japonais (monarchie progressiste et modernisée) eut une grande place dans la politique révolutionnaire. Puis le modèle chinois. En 1927, le Parti Nationaliste prend le pouvoir en Chine et en décembre de cette même année est créé le Parti Nationaliste Vietnamien à Hanoi. Même si la structure du Parti Nationaliste Vietnamien est calquée sur celle du Kuomintang, il tient à garder son indépendance, son identité. Le leader communiste Ho Chi Minh fonde à Canton, la Ligue Révolutionnaire de la Jeunesse Vietnamiennne. Puis en 1930 fonda le Parti Communiste d'Indochine. Celui-ci se donna deux tâches:

- «- lutter contre l'impérialisme français, reconquérir l'indépendance nationale.
- lutter contre le féodalisme, donner la terre aux paysans » (Nguyen Khac Vien, 1993:215-216).

Jusqu'aux années 1940, toutes les théories nationalistes étaient réservées à l'intelligentsia vietnamiennne. La présence française eut une influence

---

<sup>10</sup> Larousse.

<sup>11</sup>Ces textes furent traduits en chinois classique.

certaine sur le système vietnamien mais dans une moindre mesure si nous considérons l'influence chinoise. La principale conséquence de cette influence fut la perte d'un équilibre, si important aux yeux des confucéens. Certains Vietnamiens s'étaient assimilés et étaient devenus français comme l'avaient voulu les autorités françaises. La " mission civilisatrice " portait ses fruits. Le principal instrument de l'assimilation était l'éducation: tous les enfants scolarisés dans l'Empire français apprenaient ces quelques lignes: " nos ancêtres les Gaulois... ". Cette formule devenait alors le point de départ de l'assimilation. Tous ne souhaitaient pas s'assimiler, certains se tournaient vers la révolte et d'autres vers la religion. Le bouddhisme devint un réconfort face à cette perte de sens qui s'opérait dans la société vietnamienne, d'où le renouveau constaté; dans des termes quelque peu condescendants pour les doctrines autres que le bouddhisme :

« Buddhism experienced a widespread renewal and above all became aware of its being a real, organized religion and not merely a moral philosophy, like Confucianism or a superstitious and magic practice like Taoism » (Keyes, 1977:218).

D'autres mouvements religieux pour le moins éclectiques se développèrent pendant la période coloniale comme le caodaïsme (synchrétisme de christianisme, bouddhisme, islam et doctrines diverses, cultes des dieux et de personnages variés tels Victor Hugo) et le Hoa Hao. Ces deux mouvements sont encore présents actuellement au Viêt-nam, bien que leurs adeptes se « cachent » pour pratiquer leur culte.

De 1919 à 1929, la culture d'hévéa s'intensifia ainsi que l'activité minière. La classe des propriétaires fonciers représentait 3% à 5% de la population et accaparait environ 50% des terres. La paysannerie constituait 90% de la population. La classe ouvrière est de petite taille en comparaison des paysans mais elle se concentre dans des secteurs et régions d'une importance vitale pour l'économie de la colonie: mines, caoutchouc, grandes villes.

Après la Première Guerre Mondiale, la crise économique frappa aussi l'Indochine: la chute des cours mondiaux des matières premières rendait la situation difficile. Les salaires baissaient dramatiquement et le chômage augmentait. Beaucoup de fonctionnaires furent licenciés, d'autres virent leurs heures de travail augmentées et leurs traitements réduits. En 1930, des syndicats clandestins formés par le Parti Communiste comptaient environ 10 000 membres (Nguyen Khac Vien, 1993). La répression ne tarda pas à se faire sentir. En 1936 avec l'arrivée du gouvernement du Front Populaire en métropole, il y eut promulgation de nouvelles lois sociales. Cependant les syndicats étaient toujours interdits.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale<sup>12</sup>, le pays fut occupé par les Japonais: 35 000 militaires japonais s'y trouvent basés. Les Vietnamiens se trouvaient alors sous une double occupation franco-japonaise. Cette occupation donna aux communistes l'opportunité de répandre leur doctrine. C'est en 1941 que dans la province de Cao Bang, Ho Chi Minh fonde le " Viet Minh " (Front de l'Indépendance du Viêt-nam). En 1945, l'empereur Bao Dai abdique à la demande du Viêt Minh. Ho Chi Minh prend alors le pouvoir et crée le 2 septembre à Hanoi, la " République Démocratique du Viêt-nam " (RDV). Mars 1946 : la France finit par reconnaître l'indépendance de la RDV. Le gouvernement vietnamien accepte de faire partie d'une Union française et permet alors à l'armée française de réoccuper le nord pour 5 ans afin de tenir la Chine à l'écart. Et c'est à la fin de cette même année que la guerre entre la France et le Viêt Minh est déclarée. En 1949, Mao Tsé-Toung a pris le pouvoir et s'est débarrassé de Tch'ang Kai-chek. Le Viêt Minh a alors dans la Chine un très puissant allié.

Le traité de Genève en 1954 met fin à la présence française et divise le pays en deux (17<sup>e</sup> parallèle): au Nord, une partie communiste et au Sud, une partie non-communiste, de plus en plus sous influence américaine. Le pays



alors divisé en deux, voit aussi la vie active vietnamienne séparée en deux. Les élections programmées pour 1956 relatives à la réunification du pays n'eurent jamais lieu en raison de l'opposition du gouvernement du Sud-Viêt-nam et des Américains.

#### 1.1.1.4 La guerre du Viêt Nam (1961-1975).

Le Viêt Cong (Front National de Libération) est créé en 1960, et la guérilla dans le Sud s'organise. L'Armée Populaire de Libération est créée en 1961. Les Américains estimèrent qu'environ 2/3 des villages du sud Viêt-nam étaient sous le contrôle des communistes. Les communistes mirent en place leurs propres structures dans les villes et villages. Pour contrecarrer les avancées des communistes, les interventions militaires américaines commencèrent en 1961-1962.

« In his inaugural address in 1953, President Eisenhower had found that a common anti-Communist faith conferred 'a common dignity upon the French soldier who dies in Indochina...[and] the American life given in Korea'. Eisenhower regarded Vietnam as a land shaped 'roughly like a bent dumbbell' whose surrender to 'Communist enslavement' would 'threaten' Thailand, Burma, and Malaya and would mean the irreparable loss of 'valuable deposits of tin and prodigious supplies of rubber and rice'. The Kennedy administration continued the Eisenhower policy of regarding the suppression of communism in South Vietnam as geopolitically indispensable » (Steinberg (ed), 1987:361)

L'affrontement direct entre les forces armées américaines et le Viêt Cong aura lieu en 1965: le 7 février l'aviation américaine commence les bombardements. L'armée américaine essaya par tous les moyens de protéger le Sud de l'invasion communiste mais n'y parvint pas: la piste Hô Chi Minh étant toujours réparée. De plus, la R.D.V.N reçut l'aide de la Chine et de l'URSS en matière d'armement et de nourriture. Elle jouissait en plus d'un certain prestige

---

<sup>12</sup> Plus précisément de 1941 à 1945.

dans l'opinion mondiale et les USA étaient de plus en plus isolés. En 1967, le président Johnson conscient de l'échec commença les démarches diplomatiques. C'est ainsi que s'ouvre en 1968 la conférence vietnamo-américaine à Paris. La conférence ne menait à rien, chaque gouvernement maintenant ses positions. En conséquence, en 1969 le Front National de Libération crée un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui avait ses propres écoles, ses journaux et services de communications. Un cessez-le-feu est signé le 28 janvier 1973. La partition du pays était maintenue. Le cessez-le-feu ne fut pas respecté. Les troupes communistes progressaient et la ville de Saigon est finalement prise le 30 avril 1975 par l'armée nord-vietnamienne. C'est cette même année que les deux parties du pays sont réunies : l'armée américaine quitte le Viêt-nam. La guerre (et la victoire) a eu pour principales conséquences l'élimination d'une partie de l'intelligentsia et de la classe moyenne et la fuite de nombreux intellectuels vers l'étranger. Le conflit causa de nombreuses pertes humaines et contribua aussi à la destruction de la majeure partie des terres arables du pays. Vingt-cinq ans plus tard, des milliers d'hectares restent incultivables en raison de la contamination par l'agent orange . Lors de ce conflit, il est à noter que toute la population participait à l'effort de guerre. Et le coût en vies humaines fut considéré par les Vietnamiens, et principalement par les militaires, comme le prix à payer pour la victoire (Karnow, 1997 : 20). Lors d'une entrevue avec un journaliste américain, le Général Giap, tenait les propos suivants :

« How long would you have gone on fighting against the United States? I asked<sup>13</sup>. He [General Giap] replied instantly, "Another twenty years, maybe a hundred years, as long as it took to win, regardless of cost" » (Ibid : 20).

#### 1.1.1.5 Le Viêt-nam indépendant.

---

<sup>13</sup> Stanley Karnow.

Avec la victoire du PCV, “ le marxisme-léninisme s’est substitué au Confucianisme comme idéologie officielle au Viêt-nam ”(Devillers:561<sup>14</sup>). Au lendemain de la guerre, la prise du pouvoir n’est pas facile. La tâche du nouveau gouvernement était vaste: l’économie d’une ville de 4 millions d’habitants comme Saïgon vivait principalement de la présence de l’armée américaine<sup>15</sup>. Il lui faudrait faire face aux chômeurs, affamés, orphelins. Mais aussi il serait nécessaire pour le nouveau gouvernement de “ rééduquer ” les prostituées et les drogués<sup>16</sup>. Le 25 avril 1976, une nouvelle Assemblée Nationale est élue et le 2 juillet le Viêt-nam est rebaptisé république socialiste du Viêt-nam. En 1978, le Viêt-nam signa un traité d’amitié comprenant une alliance militaire avec l’URSS. Et en juin de cette même année, le Viêt-nam adhéraït au COMECON<sup>17</sup>. En février 1979, les troupes chinoises envahissent les provinces du nord. Une guerre brève entre les deux pays s’en suit dont le Viêt-nam sort vainqueur.

L’aspect historique ayant été développé brièvement, nous allons dans la deuxième partie nous attacher à traiter des aspects ethnologiques.

---

<sup>14</sup> in Encyclopedia Universalis.

<sup>15</sup> La ville était littéralement sous perfusion économique. L’armée américaine importait tout ce dont elle avait besoin. Saïgon était devenue la ville de tous les trafics : fournitures militaires, drogues etc...

<sup>16</sup> Un certain nombre de jeunes continuent à se droguer et la solution, en l’an 2000, reste le camp de réhabilitation.

<sup>17</sup> Conseil d’Assistance (ou d’aide) économique mutuelle. Organisme créé en 1949 regroupant l’URSS, la RDA, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Mongolie, Cuba et le Viêt-nam.

### 1.2.1 Ethnologie du Viêt-nam.

*« Le fou épouse la femme qu'il aime,  
le sage aime la femme qu'il épouse »  
Proverbe chinois.*

Le Viêt-nam s'allonge sur 2 000 km et sa population est polyethnique. Actuellement, on dénombre au Viêt-nam plus de soixante ethnies différentes<sup>18</sup>: dont les Viets qui constituent environ 80% de la population et les *Khmers*. On trouve aussi au Viêt-nam cinq familles de langues : austro-asiatique, austronésienne, tai-kadaï, miao-yao et sino-tibétaine. A ce propos, la division du pays se ferait plutôt Est-Ouest que Nord-Sud comme nous pourrions le penser:

« mais s'il devait y avoir une division géographique ou ethnique du Viêt-nam, elle serait plutôt Est-Ouest ou plaine-montagne, car dans les plaines il y a globalement une identité ethnique ou culturelle ( influence du Confucianisme), du delta du Nord à celui du Sud malgré l'éloignement géographique » (Madesclaire, 1994: 891).

Les Vietnamiens vivaient traditionnellement dans des villages faits de maisons regroupées autour d'un marché et d'un temple communal. Ces villages avaient leur propre autonomie et leurs membres étaient très soudés. Ils avaient leurs fêtes et leur hiérarchie. La grande majorité des Vietnamiens est encore une population agricole. La riziculture est la principale culture mais les paysans cultivent aussi un peu le maïs, quelques légumes et font un peu d'élevage de volailles, de porcs. Les paysans tonkinois comme les paysans chinois sont depuis longtemps des cultivateurs de riz humide et utilisent des buffles d'eau comme force de travail animale. Ils ont aussi adopté les systèmes d'irrigation chinois et le systèmes de digues du delta du Tonkin sont de meilleurs contrôleurs du débit des eaux que ceux des autres régions. Ces systèmes permirent deux récoltes de riz par an, phénomène autrefois peu répandu dans le reste du pays.

Après la riziculture, la pêche est la deuxième activité la plus importante. Le Centre du pays est spécialisé dans la production de *nuoc mam*, i.e. de la saumure de poisson. Quant à l'artisanat, c'est une activité à temps partiel. Les artisans vietnamiens devaient aussi faire face à la concurrence chinoise. Les petits commerces sont tenus généralement par des femmes. Enfin, les spécialistes religieux avaient eux aussi leur place dans les villages: "Although many practitioners of magical arts were farmers who engaged in these practices in their spare time, some - notably Buddhist monks and, of far less importance, Taoist priests - were full-time specialists" (Keyes, 1977:186).

Dans les villages, le pouvoir de décision appartenait aux hommes, les femmes ne devant pas se mêler des affaires publiques:

« Leadership in the villages in traditional Vietnam was vested in men (never women) who belonged to the council of notables (*hoi dong hao muc*). This council consisted of 'a heterogeneous group of men, true elders, retired officials, lesser degree holders, and former village chiefs » (Keyes, 1977:189).

Le village constituait aussi une unité religieuse. On y trouvait une pagode bouddhiste ainsi qu'un temple dédié à l'esprit gardien du village. Ce dernier culte se devait d'être maintenu par le Conseil des Notables. Les cultes, orientés autour des activités agricoles, avaient pour but de rassembler l'entière population du village. Pour en revenir au pouvoir, il faut préciser que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'argent ne procurait pas forcément le pouvoir. Cela est dû à l'influence du confucianisme. En effet, les actions faites dans le but d'accumuler de l'argent pouvaient être dévalorisées par rapport à celles faites dans le but de démontrer sa vertu:

« Merchants were denigrated by the political elite in part because Confucian orthodoxy so dictated and perhaps more importantly because of

---

<sup>18</sup>P-B Lafont in Encyclopedia Universalis:567.

the fear that those with great wealth in a poor society would wield too great an influence. As with other societies in Southeast Asia, the most successful merchants in traditional Vietnam were alien Chinese rather than indigenous Vietnamese » (Keyes,1977:200).

En rapport avec le confucianisme, la division de la société Vietnamienne est semblable à celle de la Chine. La société est divisée en quatre catégories: les intellectuels, les paysans, les artisans et les marchands. La sinisation des élites s'est manifestée concrètement par l'adoption de la pensée confucéenne par les lettrés vietnamiens. Cette sinisation s'est aussi manifestée par l'adoption lors du premier millénaire de notre ère, des méthodes chinoises d'irrigation et de terrasses agricoles. L'élite vietnamienne en vint aussi à supporter le bouddhisme mahayana, cependant le bouddhisme n'y était pas la seule religion.

Revenons pour l'instant aux élites. Les lettrés ou " mandarins " étaient très importants dans la vie administrative et sociale vietnamienne: on disait d'eux qu'ils étaient le " père " et la " mère " des administrés. Le prestige de cette fonction résidait dans le fait que les lettrés " incarnaient la culture intellectuelle "(Masson,1972:57). En 1070 est créé le " Temple de la Littérature " consacré à Confucius mais qui abritait aussi un collège destiné aux fils des dignitaires. Le premier concours littéraire eut lieu en 1075. Mais au cours des trois cent années qui suivront, il y en eut très peu (Lê Thanh Khôi, 1986) ce qui montre que le cadre de l'instruction ne devait pas dépasser les limites de la capitale: instruction réservée par conséquent à l'aristocratie. En revanche à partir de 1463 les concours eurent lieu sur une base régulière: tous les trois ans dans chaque province (Masson,1972:61). Le recrutement devient alors plus démocratique:

« Les lettrés-fonctionnaires s'affirment comme la classe dirigeante tandis que son recrutement s'élargit lentement à des couches de moins en moins étroites de la population. C'est, cimentée par une idéologie rationnelle, cohérente et totale, la stabilité de cette institution qui a permis, à travers toutes les vicissitudes de l'histoire (révoltes paysannes, changements dynastiques, sécessions et invasions extérieures), la continuité du Viêt-nam ancien (Lê Thanh Khôi, 1982: 139) » (Lê Thanh Khôi, 1986:126).

Les lettrés reçus aux épreuves des concours devenaient fonctionnaires et ceux qui avaient échoué retournaient dans leur village, et y devenaient le plus souvent maîtres d'école (Lê Thanh Khôi, 1986). Le confucianisme et le bouddhisme sont les deux idéologies qui ont influencé la vie religieuse vietnamienne.

Il va sans dire que le confucianisme fut dès lors très présent au Viêt-nam. Pourtant il est important de ne pas négliger l'influence bouddhiste:

« jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, le bouddhisme restait la religion dominante: les bonzes étaient les conseillers du roi, et les monastères bouddhiques possédaient des domaines cultivés par des serfs » (Nguyễn Khắc Viện, 1989:76<sup>19</sup>).

Depuis longtemps les paysans se battaient contre les privilèges qu'avaient les monastères ainsi que contre les seigneurs féodaux. Peu à peu avec l'expropriation des monastères, le bouddhisme disparaît. Au XV<sup>e</sup> siècle, le bouddhisme a perdu l'appui de l'administration royale mais a subsisté comme religion populaire. Les lettrés confucéens, les mandarins ont donc pris la place des bonzes. La doctrine confucéenne est complètement à l'opposé de l'idéologie bouddhique.

« Face au bouddhisme qui affirmait la vanité, voire l'irréalité des choses de ce monde, prêchait le renoncement, et orientait les esprits vers des espérances supra-terrestres, le Confucianisme enseignait que l'homme est avant tout un être social, lié par des obligations sociales. Servir son roi, honorer ses parents, rester fidèle à son époux jusqu'après la mort, gérer sa famille, participer à l'administration de son pays, contribuer à sauvegarder la paix dans le monde, tels étaient les devoirs que la doctrine confucéenne assignait à tous. Se façonner soi-même pour être à même d'assurer toutes ses tâches, telle devait être la préoccupation fondamentale de tous les

---

<sup>19</sup>in RUSCIO, A (ed): 1989.

hommes depuis 'l'Empereur, Fils du Ciel, jusqu'au dernier des hommes du peuple' » (Ibid:80).

Le confucianisme voulait que la famille et le lignage soient la base de la vie vietnamienne. La famille est au centre de la vie vietnamienne et les Vietnamiens vénéraient leurs ancêtres avec du riz, de l'encens, du vin, du bétel, des prières lors des anniversaires de leur mort et lors d'autres occasions familiales:

« The ancestral cult was designed to keep the family united as a eternal corporation and to supply each family with a gallery of paragons from the past whose memory might improve the behaviour of the living » (Steinberg,1987: 70).

Comme nous venons de le voir les liens familiaux étaient très importants et l'ordre était basé sur le conditionnement idéologique. Idéologiquement il existait "trois liens" primordiaux (*tam cuong*): 1) la loyauté des ministres à leur empereur; 2) l'obéissance des enfants à leurs parents; 3) la soumission des femmes à leurs époux. Lê Thanh Khôi quant à lui précise que le confucianisme repose sur cinq relations sociales; il le définit comme suit:

« Dans son essence, il se présente comme une théorie conservatrice de l'ordre social qui doit reposer sur un certain nombre de relations et de normes. Les relations sociales sont au nombre de cinq (*ngu luân*): roi-sujet, père-fils, mari-femme, aîné-cadet, amis et relations. Les deux premières sont les plus importantes: elles se placent sous le régime du loyalisme (*trung*) pour la première et de la piété filiale (*hiêu*) pour la seconde. Les normes ou qualités que chaque personne doit posséder sont également au nombre de cinq (*ngu thuong*): ce sont l'humanité (*nhân*), la justice(*nggia*), le sens des rites (*lê*), l'intelligence du bien et du mal (*tri*), la foi (*tin*) » (Lê Thanh Khôi, 1986: 127).

Dans les paragraphes qui suivent nous allons nous attarder sur l'organisation sociale au Viêt-nam.



### 1.2.1.1 L'organisation sociale.

Définir exactement l'organisation sociale en Asie du Sud-Est et au Viêt-nam n'est pas chose aisée car paradoxes et évolutions coexistent et interagissent. C'est probablement G.Hickey qui la définit le mieux:

« G.Hickey<sup>20</sup> has aptly compared the evolution of human societies in Southeast Asia to 'the constantly altering profusion of a luxuriant tropical garden with its old and new growths, its struggles and symbioses, florescence and death » (Jamieson, 1984: 320).

Il existe de nombreuses théories relatives à l'organisation sociale en Asie du Sud-Est. N.Jamieson (1984) propose une hypothèse de travail selon laquelle les différentes divergences d'opinions quant à l'organisation sociale pourraient suggérer un bipolarisme profondément enraciné et répandu qui envahit les cosmologies, les institutions, les personnalités et l'organisation sociale en Asie du Sud-Est . Il suggère même que:

« (...) For example, that pre-eighteenth century organization in Vietnam (and throughout much of Southeast Asia) was both loosely structured and tightly structured, vertical and horizontal, hierarchical and egalitarian, competitive and cooperative, active and passive, derivated and indigenous » (Ibid: 322).

Pour expliquer le fonctionnement de l'organisation sociale, Jamieson a adopté deux concepts chinois distincts et pourtant interactifs: le " yin " et le " yang " qu'il a redéfinis comme suit:

« The yang system, for example, is predominantly male, Sinitic in origin, legal in basis, orthodox, formal, autocratic, and culturally prescribed; while the yin system, in contrast, is more female, indigenous, customary in basis, heterodox, informal, egalitarian and culturally optional. While yang systems and subsystems tend to be active, complex, highly organized, and prestigious, the yin counterparts tend to be more passive, reactive, simple,

---

<sup>20</sup> Hickey, Gerald.C : Sons of the Mountains. New Haven : Yale University Press, 1982, p: xv.

loosely linked and survival and subsistence oriented. Yin is also more emotional and frequently succorant; yang is more rational and highly disciplined (.). Yang is organized vertically; yin, horizontally » (Ibid: 324-325)

À la base de la civilisation vietnamienne, il y a la famille qui occupe la place la plus importante (Keyes,1977; Jamieson, 1991): "La famille vietnamienne tire sa cohésion du caractère religieux des liens qui, par le culte des ancêtres, unissent les vivants aux morts "(Masson, 1972:48). En conséquence, les Vietnamiens sont obligés d'avoir des enfants pour perpétuer la tradition et continuer d'honorer les morts.

#### 1.2.1.1.1 La famille vietnamienne

Le concept de famille est central au Viêt-nam. En témoignent les pronoms en langue Vietnamienne : *ba* (grand-mère), *ma* (mère), *bo* (père), *cô* (tante), *chu* (oncle), *chi* (grande sœur), *anh* (grand frère), *em* (petite sœur, petit frère), *chau* (bébé, enfant). On utilise le pronom en fonction de l'âge de son interlocuteur. Par exemple, vous vous adresserez à un enfant en lui disant : « *em* ».

« Vietnamese kinship terminology is of the Sudanese type, highly descriptive. There are different terms for father's siblings and mother's siblings, and father's older brother is terminologically distinguished from his younger brother » (Jamieson, 1991:285).

Au Viêt-nam il existe deux systèmes de parenté: le premier qui est orienté vers l'homme (i.e. le genre masculin) et le deuxième qui ne l'est pas. Il y a des constantes:

« Each lineage had a ritual head, the *truong toc*, who, according to the law, was the senior male in the direct line of descent from the focal ancestor. Revenues necessary for maintenance of lineage ancestral cult was derived from lineage property, known as *huong hoa* (lit., "incense and fire"), which was controlled by the *truong toc*. The *truong toc* was also responsible for maintaining the lineage hall and the tombs of ancestors and for making entries in the genealogies (*gia pha*) » (Keyes, 1977: 187).

Avant une loi de 1960, la polygynie était courante au Viêt-nam. La polygynie permettait aux Vietnamiens d'avoir de nombreux enfants et de pouvoir ainsi perpétuer le culte des ancêtres. En dépit de cette loi, il existe encore des cas de polygynie, mais la polygynie actuelle n'a pas la même forme que la polygynie ancienne. La famille vietnamienne est bilatérale avec une plus grande importance théoriquement accordée à la famille paternelle. Et selon l'idéal confucéen tous les membres de la même famille (i.e. toutes les générations) doivent vivre sous le même toit.

« The male-oriented model obviously also emphasizes the male-oriented continuity of the kinship unit. In terms of the model's internal logic, polygyny is intended to ensure this continuity. Resources are accordingly allocated in favor of sons and other patrilinear relatives » (Luong Van Hy, 1989:745).

Le modèle qui n'est pas orienté vers l'homme incorpore un modèle bilatéral: l'épouse ne coupe pas les liens qu'elle a avec sa famille comme c'est le cas pour le modèle précédent. Comme pour le premier modèle, il existe des différences de vocabulaire. Mais le vocabulaire dans le deuxième modèle fait preuve de plus d'égalité:

« the non-male oriented model stresses greater equality in gender relation and a resource-allocating pattern in which the distinction between sons and daughters as well as between patrilinear and matrilinear relatives is not emphasized. In conformity with this principle, the distinction between patrilateral and matrilinear relatives is either de-emphasized or obliterated in many Vietnamese kinship terminological subsystems for 'uncles' and 'aunts' » (Ibid: 747).

Dans la société traditionnelle vietnamienne, en raison de l'empreinte laissée par la colonisation chinoise et le confucianisme, la femme est non seulement complètement dépendante de l'homme mais aussi son inférieure. « This male domination was also reflected in the gender roles and division of labour society » (UNDP, 2000 : 9). Dépendante d'abord de son père, puis de son

mari et enfin de son fils aîné en cas de veuvage, elle n'a aucun droit ni sur ses enfants, ni sur sa maison. Les femmes et les concubines étaient souvent considérées comme de la vulgaire main d'œuvre: elles s'occupaient de la maison et travaillaient dans les champs en zone rurale. Cependant, les femmes pouvaient hériter :

« Perhaps the most striking contrast between the Vietnamese and the Chinese systems (or between the actual Vietnamese system and the ideal system based on the Chinese model) was the fact that in Vietnam women, as well as men, inherited land. This practice was first given legal recognition under the fifteenth century Hong Duc code, and although it was specifically forbidden in the Gia Long code drawn up in the early nineteenth century, the practice continued to be followed throughout the Nguyen period and on through the colonial and postcolonial periods as well » (Keyes,1977:187).

Avec la colonisation, les femmes subirent un double poids: celui de la colonisation et celui du système confucéen. En 1945, Ho Chi Minh prévoit dans la Constitution l'égalité des sexes: les femmes ont aussi combattu et ont aussi pris la place des hommes dans les champs lorsque ceux-ci étaient au combat. La baisse d'influence du confucianisme entraîne une amélioration du statut des femmes vietnamiennes<sup>21</sup>. Nous verrons plus tard le statut social de la femme à l'heure actuelle. Pour en revenir au système de parenté, disons que nous avons affaire à un système fortement hiérarchisé:

« On one level the two models in Vietnamese kinship are complementary. They are both encompassed by an organic framework that emphasizes hierarchy and diffuses enduring solidarity among members of the same sociocultural unit. But on another level the models potentially oppose each other because they are constructed on the basis of mutually exclusive and

---

<sup>21</sup> "It is notable that, although Confucianism limits its activities within the household, Vietnamese women historically enjoyed greater freedom as compared to Chinese women. For example, they actively participated in economic and social activities outside of the family –mainly due to the fact that men were usually absent from many families due to perpetual war during the history of Viet Nam. The Viet Nam Women's Union and Center for Women's Studies, in outlining the history of women, consider that Vietnamese women held a "special position and prestige in family and society", compared with women of surrounding countries" (UNDP, 2000: 9).

logically incompatible principle: linear time (lineage and ancestors worship) versus cyclical time (reincarnation and constantly forming and dissolving kindred and nuclear family) and hierarchy among opposite-sex actors versus their relative equality (Luong 1984) » (Ibid:749).

Il est impossible de nier l'influence du système de parenté chinois (codifié par Confucius) sur le système vietnamien. La famille au Viêt-nam est une unité sociale fondamentale, c'est le noyau de la société . Dans le quotidien, c'est une unité fonctionnelle mais c'est aussi une unité économique, surtout en zone rurale. L'idéal confucéen semble avoir eu une emprise réelle mais limitée sur la famille vietnamienne et le système de parenté semble être assez compliqué:

«The same cultural ideal suggested that Vietnamese families held patrilineal and patrilocal cultural ideals, but closer study revealed the importance of maternal relatives and the primary importance of nuclear family relations.(...) Hickey also reports a fair degree of inconsistency between cultural beliefs and actual practice.(...) Dong reports that the general type of village family would be " semi-nuclear " with parents and grandparents living with the family of the eldest son, other sons having independent households » (Hirschman & Vu Manh Loi,1996:232).

Keith W.Taylor met en avant la nature bilatérale et flexible des tendances de la société vietnamienne pendant le premier millénaire de notre ère. Il montre aussi comment le système social vietnamien résista avec succès aux tentatives chinoises de le transformer en un système de style patrilinéaire orthodoxe chinois. Le système de parenté vietnamien serait donc un système bilatéral: c'est-à-dire qu'il reconnaît les parents des deux côtés de la famille. Mais l'accent est tout de même mis sur la famille paternelle. La preuve en est le changement de vocabulaire. Tous les membres de la famille paternelle sont appelés avec le terme 'noi' qui signifie intérieur ('ông noi' pour grand-père paternel). Alors que pour la famille maternelle, on utilise le terme 'ngoai' ('ông ngoai' pour grand-père maternel) qui signifie extérieur. En Chine l'épouse est considérée comme une étrangère: "All married women in the house were, by the rules of agnatic exogamy and patrilocality, necessarily some sort of stranger" (Freedman, 1958:21).

Luong (1989) quant à lui, propose une coexistence des deux systèmes: l'un patrilinéaire et l'autre qui ne l'est pas. Ceci serait en quelque sorte la démonstration de la situation paradoxale dans laquelle évoluent les sociétés d'Asie du Sud-Est. Selon Haines la question n'est pas là:

« (...) suggests that the important questions in assessing Vietnamese society may lie not in discussions of whether or not Vietnamese society is or is not patrilineal, or is or is not equalitarian, but rather in how enduring, and sometimes competing, principles ... together form the dynamic of Vietnamese society as a whole » (Haines cité par Jamieson, 1984: 321).

Jamieson va plus loin en disant que non seulement les systèmes coexistent mais qu'ils s'enclenchent<sup>22</sup>. Comme on l'a vu, il compare la coexistence des deux systèmes à l'opposition binaire yin/yang: "Social organization in traditional Vietnam was a product of the simultaneous operation of both yin and yang principles and institutions at all levels of society"(Ibid:325). Il développe la comparaison comme suit:

« To me the essence of social organization in Vietnam is that the "yin" (relatively open, loosely structured, flexible, horizontal, egalitarian, high entropy) subsystem and the "yang" (relatively closed, tightly structured, rigid, vertical, formal; Sinitic, high redundancy) subsystem were both integral parts of, two complementary dimensions of, the single, larger, more or less integrated and constantly self-integrating and self-correcting system » (Ibid:328).

Au dessus de la famille se trouve le clan ou lignage.

« Les querelles entre lignages pour l'accession au pouvoir sont une constante dans l'histoire vietnamienne, chacun d'entre eux manœuvrant pour placer l'un des représentants aux postes clefs de l'administration communale. (...) Parce qu'ils structurent les clans et leur confèrent une dignité religieuse, parce qu'ils sont le cadre dans lequel se joue la politique locale, parce qu'ils sont le lieu où s'élaborent les stratégies de domination, les lignages jouent un rôle politique essentiel » (Papin 1999 : 104).

---

<sup>22</sup> "interlock" (Jamieson, 1984)

Si le clan, le lignage et la famille sont les entités essentielles de l'organisation sociale au Vietnam, l'individu en tant que tel n'a que peu de place selon Bertrand. « Chacun vit sous l'œil des autres, l'être vietnamien est dès la naissance « *un être collectif dans lequel l'intérêt et la volonté du groupe priment toujours sur ceux de l'individu et du couple* <sup>23</sup> » (Bertrand, 2000 :35). Pour chaque individu, l'approbation du groupe est primordiale. Chacun doit se conformer à des règles de conduites établies par la société : l'introversion est fortement valorisée (Bertrand 2000 : 32). Et le carcan est tellement fort que l'uniformité est la norme au Vietnam. Ainsi la réputation est essentielle et par conséquent « garder la face » est la base de bonnes relations sociales. « L'affirmation de soi est d'ailleurs plutôt mal perçue, de même que le modèle socioculturel valorisé n'est pas le sentiment d'originalité mais de conformité : ne pas se faire remarquer » (Bertrand, 2000 : 37). Aussi tout Occidental apprend qu'en Asie, il est impératif de ne pas faire perdre la face à vos interlocuteurs. « Le développement de la personne se fait avec une constante attention à l'opinion des autres, aux normes sociales, à la réputation : la face » (Bertrand, 2000 : 40-41).

#### 1.2.1.1.2 *Le mariage*

En ce qui concerne le mariage, les Vietnamiens considéraient que les jeunes de 15-16 ans sont en âge de se marier. En vue d'un mariage, il était nécessaire que les deux familles soient « de même rang social <sup>24</sup> » (Phan Kê Binh<sup>25</sup>, 1975: 55). Concernant le rôle de l'homme et de la femme, le code Lê, qui est un code pénal promulgué lors de la dynastie Lê (1428-1788), stipule que les époux sont égaux en droit:

---

<sup>23</sup> HUART,P et M, DURAND: *Connaissance du Vietnam*, EFEO, Hanoi.

<sup>24</sup> Il est utile de préciser que les choses n'ont pas beaucoup changé en matière de choix du conjoint avec l'arrivée du Communisme.

<sup>25</sup> Phan Kê Binh sera notre principale source d'informations pour ce qui concerne la société traditionnelle vietnamienne avant la guerre du Viêt-nam.

« Marriage did not form a single, patrilineal dominated unit, but a union of two individuals, each of whom retained ties to his or her own family unit and the rights of control over the property each brought into the marriage (articles 388, 390, and see below). Upon divorce or the spouse's death, each returned to his or her family to be married again » (Whitmore, 1984: 299).

Dans les deux paragraphes qui suivent nous allons examiner plus en détail les droits et les devoirs des époux selon l'idéal confucianiste. Avant cela, il est nécessaire de préciser que le principal devoir des époux est de vivre en paix: "Le mari doit, en premier lieu, montrer de l'affection envers sa femme, et celle-ci doit lui rester fidèle" (Ibid:64). Traditionnellement donc, les Vietnamiens se marient jeunes : une femme se doit être mariée avant ses 25 ans, dans le cas contraire elle sera socialement mise à l'index. Le choix de l'époux se fait en fonction du statut social. Les mariages arrangés sont encore présents, mais, de plus en plus de jeunes se marient par amour. Le choix du conjoint se fait donc encore, dans la majorité des cas, en fonction du statut social. C'est le statut économique qui prime et non plus le statut politique. Et ces dernières années, on a pu remarquer que les jeunes femmes vietnamiennes préfèrent les hommes d'affaires vietnamiens anglophones. La maîtrise de la langue anglaise est en fait vue comme gage de réussite sociale et financière.

#### *1.2.1.1.3 Le mari*

En ce qui concerne les devoirs du mari, Phan Kê Binh nous dit ceci:

« En premier, le mari doit se conduire d'une manière correcte avec sa femme. Il doit l'aimer, l'estimer, surtout si elle a du talent et de l'intelligence, de telle sorte que la femme puisse trouver en lui un appui et le bonheur, c'est cela qui compte le plus » (Ibid: 65).

Le mari a non seulement des devoirs mais aussi des pouvoirs qui sont considérables dans la mesure où la société vietnamienne accorde plus d'importance aux hommes qu'aux femmes. Ainsi la femme, selon le



confucianisme, n'a aucun droit de propriété même si la société vietnamienne a tempéré ce principe ; elle ne peut en aucun cas s'insérer dans des affaires. Enfin, un homme a le droit de prendre cinq à sept femmes s'il le peut, alors qu'une femme ne peut avoir qu'un seul époux. L'homme peut aussi se distraire sans que sa femme ne lui fasse aucun reproche, en revanche, la femme ne peut en aucun cas faire de même. L'homme, au contraire de la femme, est plus libre qu'elle dans certains domaines.

#### *1.2.1.1.4 Le statut de la femme avant 1954*

Comme le mari, la femme a, elle aussi, des devoirs envers son époux:

« La femme doit d'abord s'occuper de ses beaux-parents, quelquefois même entretenir son mari, ensuite elle doit apporter aide à ce dernier dans les soucis (que lui causent) ses travaux, employer ses forces à le seconder (ganh vac giang son); enfin élever ses enfants avec vigilance, c'est ainsi, seulement, qu'on peut lui décerner le nom de 'nôi tro ' (aide-intérieur) » (Phan Kê Binh, 1975 :64).

Traditionnellement, on estime que la femme doit aussi être vertueuse. Pour cela elle doit remplir les critères suivants: être modeste, gracieuse, féminine, habile aux travaux féminins, avoir une conversation agréable. Elle doit aussi bien se conduire, être propre, soignée et élégante. La femme est, comme nous l'avons décrit, assujettie aux hommes: son père, son mari puis son fils. Enfin, la mission la plus importante que la femme doit remplir est de " perpétuer la race " (Ibid:67). Si la femme n'est pas capable de donner des enfants à son mari alors celui-ci est en droit de divorcer (Phan Bê Binh,1975:66-67). Enfin, si elle est mariée au fils aîné de la famille, elle devra s'occuper de ses beaux-parents et bien souvent vivre avec eux.

Hommes et femmes ne sont donc égaux en rien dans la société traditionnelle vietnamienne. La femme est souvent considérée comme une

domestique par son mari, qui l'accable de travail alors que lui se distrait sans se soucier.

#### 1.2.1.1.5 *Le statut de la femme après 1954*

L'égalité des sexes est prévue dans la Constitution vietnamienne<sup>26</sup> mais dans la pratique les choses sont bien différentes. En effet, la pensée confucéenne est encore très présente et elle dénigre la femme. De fait, les femmes pensent implicitement que les hommes sont socialement supérieurs. Il existe aussi une forte pression sociale qui oblige les femmes à se marier: une femme seule n'est rien. Les femmes occupent des emplois dans des secteurs comme l'enseignement, la santé, les services, le personnel de maison etc... Elles sont aussi plus nombreuses dans l'agriculture (53,4%<sup>27</sup>) car les hommes partent souvent en ville pour trouver un emploi rémunéré. Les femmes sont aussi responsables de la maison et des enfants: leur charge de travail est donc plus importante.

A mesure que l'influence confucéenne se fait moins importante, le statut de la femme s'améliore mais ceci bien évidemment diffère d'une région à l'autre, d'une ethnie à l'autre. Dans le secteur de l'emploi, à l'heure actuelle, les femmes sont moins favorisées que les hommes car elles sont moins "éduquées". Politiquement, elles sont sous-représentées: 17,7% à l'Assemblée Nationale et 19,5% dans les conseils communaux. Un rapport de UNDP (2000) estime que le Viêt-nam a le plus fort taux de femmes présentes au Parlement dans la zone asiatique, et le deuxième dans la zone Asie-Pacifique après la Nouvelle-Zélande qui compte 29,2% de femmes au Parlement. Seulement dix pays ont une représentation féminine plus importante: Cuba, le Danemark, la Finlande,

---

<sup>26</sup> En 1959, l'article 24 de la Constitution stipule: "Women enjoy equality with men in all spheres of activities - political, economic, cultural, at home and in society. ... There should be equal pay for equal work... The state guarantees women employees fully paid maternity leave both before and after the birth." (UNDP, 2000: 6).

<sup>27</sup> Tran Thi Que (1995) in Norlun, Gates & Vu Cao Dam (eds), 1995.

l'Allemagne, l'Islande, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Afrique du Sud et la Suède.

« In 1994, The Central Party issued Directive n°37, which was designed to increase women's participation in political leadership. It states that all levels of Government and Party should aim to have at least twenty per cent of elected positions filled by women. As a result, the percentage of women in the Central Party Committees has increased from 8.2 per cent in the term of 1991-1996 to 10.5 per cent in the term 1996-2001 and for the first time, a woman has been appointed the Vice-President of the State. Women's representation in the National Assembly increased from 17.8 per cent in the term 1976-1981, to 26.6 per cent in the term 1997-2001» (UNDP, 2000: 35).

Ce sont les femmes qui se préoccupent des questions de santé. Quant à la formation, on donne maintenant priorité aux femmes. Enfin, sur le statut de la femme vietnamienne, les avis sont partagés. Philippe Papin nous dit que les femmes sont dans le mariage les égales de leur époux :

« Mais, globalement, le Viêt-nam est marqué par une relative égalité entre les conjoints. C'est précisément la question du statut des femmes qui éloigne le Viêt-nam du modèle chinois: partage égalitaire de l'héritage, limites posées à la répudiation, pouvoir de divorcer (en certains cas), droit de poursuite en cas de différends et protection juridique des veuves. (...) Les femmes, dans le passé et aujourd'hui encore, ont toujours eu un énorme avantage sur les hommes: le monopole sur le petit commerce de détail qui, bien plus que le riz, génère la richesse. (...) Actuellement, les Vietnamiennes règnent encore sur la gestion du patrimoine familial » (Papin, 1999 :106).

Il est nécessaire de souligner l'à-propos du terme « globalement » de l'observation de P. Papin. En effet, dans la pratique, pour un travail, elles ne sont pas toujours payées à égalité. Sur les chantiers de construction, elles sont payées moins qu'un homme ( environ 10 000 dôngs par jour soit 1 \$ canadien contre 30 000 dôngs pour un homme)<sup>28</sup>, et en général, effectuent les tâches les

---

<sup>28</sup> A Hanoi en 1999.

plus rébarbatives. Ce sont aussi les femmes qui construisent les routes<sup>29</sup> et qui ramassent les ordures dans les caniveaux chaque nuit. Elles repiquent le riz, portent d'énormes charges de fruits et légumes sur des palanches qu'elles vont vendre sur les marchés ou dans les rues. Le prestige de l'homme, de l'être masculin, est un des axes principaux des relations sociales. Ainsi certains hommes exercent des professions prestigieuses comme professeurs, directeurs d'usine ou cadre du parti. Or leur statut de fonctionnaire leur procure un traitement insuffisant pour faire « bouillir la marmite ». Bien souvent l'épouse ouvre un petit commerce, un comptoir de soupe dans la rue. Petit commerce qui permettra de subvenir aux besoins de la famille. Egalité donc toute relative comme le précise Lê Thanh Khoi :

« Toutefois l'inégalité n'a pas disparu, surtout à la campagne, ni dans la division sexuelle du travail (au sein et en dehors du foyer), ni en ce qui concerne la rémunération. Les hommes n'ont pas abandonné toute idée de supériorité. L'expérience chinoise et vietnamienne démontre que le socialisme pas plus que la participation à la production n'entraîne automatiquement une transformation complète des modèles culturels. L'oppression des femmes n'est pas seulement une oppression de classe » (Lê Thanh Khôi, 1992:114).

#### *1.2.1.1.6 La place des enfants dans la société traditionnelle vietnamienne*

En ce qui concerne les enfants, ceux-ci doivent manifester respect et affection envers leurs parents:

« Nous lisons des livres des sages qui nous enseignent que l'amour envers les parents est une des grandes règles des rapports sociaux et qu'il est le point de départ de cent belles vertus de l'homme. (...) La pitié filiale (Hiêu), consiste à savoir respecter et chérir ses parents, leur obéir et les vénérer. La coutume veut que l'on ne s'éloigne pas du vivant de ses

---

<sup>29</sup> Il m'a été donné de voir en 1999 sur une route à la périphérie de Hanoi, une femme qui creusait au moyen d'une pioche et quatre hommes accroupis la regardaient faire en fumant une cigarette.

parents de crainte de ne pouvoir profiter d'un moment de joie près de leurs oreillers » (Ibid:22).

A la mort des parents, les enfants doivent les vénérer, les honorer à travers les pratiques du culte des ancêtres. Enfin, les enfants héritent également de leurs parents mais il arrive parfois que le fils aîné soit favorisé par rapport aux autres. Côté éducation, les parents sont en général assez permissifs avec les jeunes enfants; de même les jeunes garçons ont plus de liberté que les filles. Bien souvent leur éducation passe avant celle de leur sœur.

#### 1.2.2.2 La religion au Vietnam

Au Viêt-nam coexistent religions et croyances antiques. Les croyances antiques comprennent de nombreux cultes comme ceux du Ciel ou de la Famille. Nous nous attacherons à expliquer les principaux. Le culte des Ancêtres est, précisons-le, le culte le plus important des cultes de la Famille.

Les cultes religieux sont très importants dans l'édifice de l'organisation sociale. Au culte des ancêtres, vient s'ajouter celui des esprits du village qui vise à rassembler tous les habitants. La religion vietnamienne populaire se trouve être un mélange de rituels et de croyances animistes, bouddhistes, taoïstes et confucéennes. La partie la plus importante de ce syncrétisme restant le culte des ancêtres. On trouve aussi au Viêt-nam environ cinq millions de catholiques, trois ou quatre millions de bouddhistes (surtout près de Ho Chi Minh Ville et Huê), environ deux millions de caodaïstes (mélange de christianisme et de croyances populaires), puis environ deux millions d'adeptes de Hoa Hao et enfin un petit nombre de protestants. Bien évidemment, l'histoire et le contexte politique ont influencé cette situation:

« The official ideology of the Socialist Republic of Vietnam is basically atheistic, and state is committed by its constitution to combat "backward lifestyles and superstitions". While official policy guarantees freedom of

religion, secular activities of religious groups are severely circumscribed, and activist religious leaders have been jailed » (Jamieson,1991: 286)<sup>30</sup>.

Les cultes les plus importants restent le bouddhisme et le culte dédié à Confucius. A la base des cultes ancestraux, il y a le Culte du Ciel.

« Dans l'ensemble le peuple vietnamien croit en 'Monsieur le Ciel', qu'ils adorent comme le Dieu personnel et transcendant, Créateur de l'Univers, Source de la Vie et Suprême Justicier qui récompense le bien et châtie le mal » (Nguyen Huy Lai, 1981:54).

Quand au culte des ancêtres, il s'insère parfaitement bien dans le système de parenté vietnamien et les règles sociales qui le régissent.

« Nous nous rendons compte que nos coutumes, au point de vue du culte, sont très respectueuses. Elles sont faites, d'une part du désir de ne pas oublier et, d'autre part, du sentiment du devoir chez l'homme. Il faut également savoir que ces sacrifices servent à montrer aux ancêtres notre respect et non pas à leur offrir de la nourriture pour les entretenir. Si l'on est reconnaissant envers les ancêtres, il faut, par tous les moyens, garder ce sentiment intact » (Ibid:21).

Pour honorer les ancêtres, les descendants de la lignée dressent un temple à la mémoire du premier ancêtre mais lorsqu'on fait des sacrifices on associe les ancêtres des différentes lignées.

Cependant, le confucianisme est probablement l'influence la plus importante:

« Depuis deux mille ans, le Confucianisme constitue le patrimoine spirituel, moral et social du peuple vietnamien. La doctrine de Confucius forme la base des institutions familiales et nationales du Viêt-nam. La philosophie confucéenne a dominé la culture et l'activité intellectuelle des

---

<sup>30</sup> Certains dissidents, moines bouddhistes, comme Bui Tinh, sont assignés à résidence à Saigon. Nouvel Observateur, 2000.

Vietnamiens, et la sagesse confucéenne est devenue leur règle de vie » (Nguyen Huy Lai, 1981:127).

Sur la transmission de la doctrine confucéenne, les auteurs s'affrontent. Par exemple H. Maspéro voit la doctrine confucéenne comme une morale sociale et non individuelle : "Le but de Confucius c'est le bon gouvernement: il prend la suite des Anciens Maîtres de l'École des Scribes et de leur doctrine de gouvernement; l'individu, en tant que tel, reste aussi complètement étranger à ses recherches qu'aux leurs; la pensée du perfectionnement individuel ne lui vient même pas. C'est la vertu du Souverain, l'influence surnaturelle qu'il tient de sa charge, du 'Mandat céleste', qui fait la bonne ou la mauvaise conduite du peuple "(Nguyen Huy Lai, 1981:150).

Confucius ne laissa aucun écrit, son enseignement ne fut qu'oral. Confucius a enseigné à ses disciples une philosophie morale basée sur le 'Jen' et la justice 'Yi'. Le 'Jen' c'est la vertu, la bonté, l'humanité, l'altruisme... *Jen & Yi* ne peuvent exister l'un sans l'autre. Ils ont tous deux un côté positif et un côté négatif. Le côté positif peut être résumé comme suit: faire à autrui ce qu'on veut qu'on nous fasse. Quant au côté négatif cela serait plutôt : ne pas faire à autrui, ce qu'on ne veut pas qu'on nous fasse. « L'homme moral doit garder le 'Milieu juste' » tel est le maître mot (Nguyen Huy Lai, 1981:153). La loyauté et la sincérité sont indispensables pour la conduite morale. « En conclusion, d'après la doctrine confucéenne, le « Kiun-Tseu » ou l'homme noble qui pratique la vertu sans défaillance, aura la joie de voir tous les hommes devenir ses frères »(Nguyen Huy Lai, 1981:157). Confucius connut l'époque de la chute de la féodalité où il n'y avait plus d'ordre dans le pays, où tout était désorganisé. C'est après sa disparition que le confucianisme connut son rayonnement à travers la Chine et bien d'autres pays.

Relativement au confucianisme une question se pose, à savoir si cela est une religion. Certains considèrent Confucius comme un agnostique alors

que pour d'autres il pratiquait la religion de ses contemporains. Et Lui Wu-Chi va même jusqu'à nier tout caractère religieux attribué au confucianisme. « Il en résulte que la religion confucéenne pratiquée en Chine et au Vietnam est la religion traditionnelle dont la complexité est due à l'enchevêtrement de croyances, de rites et d'usages accumulés au cours des siècles » (Nguyen Huy Lai, 1981:186).

Au confucianisme est venu s'ajouter le taoïsme. Il est arrivé au Viêt-nam à peu près en même temps que le confucianisme. Il atteint son apogée du III<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle. « Le Taoïsme n'est pas l'oeuvre d'un seul auteur. C'est une 'Somme' de théories taoïques, élaborées durant différentes périodes par plusieurs penseurs chinois, notamment par Lao-Tseu, Tchouang-Tseu et Lie-Tseu, auteurs présumés de trois ouvrages célèbres qui portent leurs noms. On a donné à ces derniers le nom de 'Pères du Système taoïste' » (Nguyen Huy Lai, 1981:195). L'oeuvre de Lao-Tseu fut désigné sous le nom de 'Tao te King' ou le Livre de la Voie et de la Vertu. C'est un ouvrage de 81 chapitres qui traite des notions philosophiques et des règles de conduite pour parvenir à la sagesse et à la sainteté.

La philosophie taoïque repose sur la notion de Tao.

« Le Taoïsme est un système panthéiste, selon lequel tout réside dans le Principe Un, Origine de l'Univers, appelé 'Tao' qui est lui-même en tout. Le 'Tao' manifeste son 'To', c'est-à-dire sa Vertu, sa Puissance, par l'intermédiaire du Yin et du Yang qui produisent le Ciel, la Terre, l'Homme et toutes les choses de l'Univers » (Nguyen Huy Lai, 1981:201).

Le taoïsme et le confucianisme s'opposent sur différents points:

« En proposant le retour à la Nature et à la vie simple, le Taoïsme s'oppose systématiquement au Confucianisme, dont l'idéal est le respect des valeurs traditionnelles et de l'autorité du passé. Le Taoïsme recherche le bonheur individuel dans l'évasion, la pauvreté, le mysticisme et l'harmonie universelle. Le Confucianisme tend à instaurer l'ordre social par l'humanisme, les rites, les institutions et la règle du juste milieu. Le Taoïsme axé sur l'individu, représente le rôle négatif du Yin, le versant



obscur et le non-agir. Le Confucianisme, axé sur la société représente le pôle positif du Yang, le versant lumineux et l'action. Le Taoïsme préconise une morale individuelle et une doctrine de gouvernement de soi-même. Le Confucianisme enseigne une morale sociale et une doctrine de gouvernement qui régit le pays » (Nguyen Huy Lai, 1981 : 247).

Le bouddhisme, quant à lui, a des principes totalement différents:

« Le bouddhisme, quelles que soient les écoles, repose sur l'idée que l'existence est douleur, que l'origine en est le désir, et que le nirvāna s'obtient par l'extinction du désir. La voie qui y mène comprend huit pratiques: la compréhension juste, la pensée juste, la parole juste, l'action juste, la vie juste, l'effort juste, l'attention juste » (Lê Thanh Khôi, 1986:130).

« Aussi sa doctrine reflète-t-elle la croyance à la succession des existences et aux fruits des actions bonnes ou mauvaises des vies antérieures dans la vie présente, et les voies spirituelles qui conduisent au salut, savoir: le détachement de tous les liens du monde, la non-violence à l'égard de tout être vivant, la négation de toute stabilité de toute permanence, la concentration et le contrôle de l'esprit, la maîtrise de ses passions et de ses instincts, la pratique de l'ascétisme, le jeûne et les austérités... » (Nguyen Huy Lai, 1981:301).

Le bouddhisme ne nie pas Dieu, ni les enfers dans l'au-delà. Il établit quatre nobles vérités:

1- l'existence de la souffrance en ce monde. Elle englobe toutes les douleurs. « La philosophie bouddhique ne voit en l'Âme qu'une combinaison d'énergies physiques et mentales, un composé d'agrégats ou de Skhandas » (Nguyen Huy Lai, 1981:304).

2- L'origine de la souffrance est la deuxième Noble vérité. La souffrance a pour origine le désir ou la soif : il y a trois sortes de soif. La soif de l'existence, la soif des plaisirs des sens, la soif de la non-existence. Le Karma signifie l' « action volontaire ». Le Karma peut être bon ou mauvais.

3- La troisième Noble vérité est la cessation de la souffrance: on y parvient en supprimant le désir, la soif. C'est le Nirvana.

4- La voie du juste milieu qui conduit à la cessation de la souffrance et finalement au Nirvana est la quatrième.

La communauté monastique contribue au rayonnement du bouddhisme. Les trois règles monastiques sont : le célibat, la pauvreté et la non-violence. Le moine vit en principe des aumônes et ne possède aucun bien personnel excepté les objets rituels. Le célibat le rend libre de se consacrer entièrement à la religion. De plus, les moines bouddhistes ne mangent pas de viande, ne sortent pas pendant la saison des pluies et filtrent l'eau de leur boisson. Les femmes aussi peuvent appartenir à un ordre monastique bouddhiste: l'Ordre des Nonnes a été fondé par le Bouddha mais leur rôle est effacé. Quant aux laïcs, parce qu'ils travaillent, ils ne peuvent atteindre le Nirvana. Mais ils peuvent accumuler les mérites pour que leur vie prochaine soit meilleure et ainsi ne plus arriver à renaître.

#### 1.2.2.3 Les pagodes

Chaque village possède une pagode bouddhiste. On connaît plusieurs routes de propagation du bouddhisme. Le bouddhisme ne fit vraiment de progrès au Viêt-nam qu'à partir du moment où des écoles organisées furent créées. La dynastie Ly employa les bonzes pour des tâches administratives et, comme nous l'avons vu dans la première partie, les monastères bénéficiaient de nombreux avantages. Mais au XIV<sup>e</sup> siècle, ils perdent de leur influence et ce, au profit des lettrés confucéens. Et ce n'est qu'à partir de 1954 qu'on assiste à un renouveau de la religion bouddhiste. Au Viêt-nam, on retrouve les deux formes du bouddhisme : le *theravàda* pratiqué par la minorité khmère au sud, et le *mahàyàna*, pratiquée par l'ethnie vietnamienne: « c'est de l'école du dhyàna de

Bodhidharma que se réclament la majorité des moines vietnamiens » (Lafont<sup>31</sup>,1989: 92). Le bouddhisme a eu beaucoup d'influence au Viêt-nam:

« La pensée d'abord, puisque les notions d'impermanence, de causalité, de réincarnation sur lesquelles il est fondé, ont été jusqu'à ce siècle acceptées par la masse des Vietnamiens qui craignaient les réactions karmiques et pour qui les actes vertueux de l'existence présente contribuaient à l'amélioration des destinées futures » (Lafont, 1989: 92).

A l'heure actuelle, l'Eglise bouddhique se trouve divisée en deux courants : les religieux et les laïcs. Traditionnellement, chaque pagode vénère plusieurs bouddha et déesses comme nous le décrit Phan Kê Binh (1975:120-123). Le bouddhisme est une religion très particulière car « la doctrine met en valeur le calme du néant et surtout il considère que la vie est néant » (Phan Kê Binh,1975:124). Depuis plusieurs années le bouddhisme se trouve confronté à de nombreux problèmes liés au fonctionnement de son Eglise:

« The Buddhist hierarchy is in more difficulty. Buddhist leaders, with a firm sense that they are custodians of the values of most Vietnamese, yet with a much briefer institutional history than that of the Catholics, have been thrown into confusion since 1975 » (Marr,1987: 2).

Le gouvernement vietnamien face aux bouddhistes ne sait comment agir, certes de nombreux leaders sont en prison (Marr,1987; Jamieson,1991) mais le gouvernement ne peut nier l'influence qu'exerce le bouddhisme sur le quotidien des Vietnamiens malgré l'absence de structure, de hiérarchie.

Historiquement, le confucianisme a détrôné le bouddhisme mais c'est aussi comme nous allons le voir un culte particulier. Dans chaque village des autels étaient dressés pour vénérer les lauréats des concours mandarinaux et si aucun des villageois ne s'était distingué alors on vénérait Confucius (Phan Kê

---

<sup>31</sup> in Ruscio,A (ed), 1989.

Binh, 1975: 125-126). Ces cultes rendus aux sages étaient une manière de sauvegarder éducation et moeurs. L'importance accordée aux concours encourageait par conséquent les gens à étudier.

#### 1.2.2.4 Les autres religions présentes au Viêt-nam : le caodaïsme et le Hoa Hao

Le caodaïsme est un syncrétisme des croyances et religions existantes dans le pays. Celui-ci :

« réunit principalement les « Trois Religions », savoir : le Bouddhisme, le Taoïsme et le Confucianisme, auxquelles sont ajoutés le Christianisme et les Croyances Antiques. L'idée fondamentale de cette religion est qu'il existe un seul Dieu, Etre Suprême et Créateur de l'Univers, qui règne au plus haut des cieux. D'où vient son nom de 'Cao Dai' (Cao signifie Haut, et Dai, Palais) » (Nguyen Huy Lai, 1981:349).

Selon les caodaïstes, si nous croyons tous dans les mêmes choses alors le monde vivra dans le bonheur et la paix. Le caodaïsme suit principalement les préceptes métaphysiques du taoïsme. Ses membres observent les règles morales du confucianisme, du bouddhisme et du taoïsme. Ses adeptes sont répartis en 3 catégories : les Religieux, les Médiums et les Fidèles.

Enfin, il reste les Hoa Hao. Ce terme signifie Paix dans la Bonté. C'est un mouvement religieux né dans le Sud du pays en 1937. C'est aussi un syncrétisme mais il écarte le christianisme de ses croyances.

« Le but que s'était proposé le Hoa Hao était de fonder un Bouddhisme rénové, en le débarrassant de tous les éléments susceptibles d'entacher la pureté du Culte et en l'adaptant à l'évolution des moeurs et des coutumes du pays » (Nguyen Huy Lai, 1981: 363).

Pour clore cette partie nous pouvons dire que le Viêt-nam tout au long de son histoire a subi diverses influences qu'elles soient chinoises, françaises

ou américaines Par conséquent, de tout cela est née la société vietnamienne telle que nous la connaissons maintenant:

« Over the centuries, the Vietnamese have had intensive relations with Southeast Asian hill peoples, with the Chams and the Khmer; and with various Tai peoples. It is adaptation of a Chinese-derived cultural tradition to a Southeast Asian environment that has given the Vietnamese tradition its distinctive cast » (Keyes,1977:181)

Mais, la principale influence depuis une vingtaine d'années et sans conteste l'influence exercée par l'idéologie communiste.

## **PARTIE II : MÉTHODOLOGIE ET CONCEPTS.**

La deuxième partie de notre thèse présentera dans le chapitre 2 tout d'abord la problématique et tentera d'expliquer les différents concepts utilisés pour l'analyse des données. Puis la méthodologie employée lors de la cueillette de données sur le terrain constituera le chapitre 3.

## CHAPITRE 2: PROBLÉMATIQUE ET CONCEPTS

*« Penser ne suffit pas : il faut penser à quelque chose ».*  
*Jules Renard.*

Comme nous l'avons dit précédemment, depuis 1986, le Viêt-nam a entrepris une politique de réformes économiques. C'est ce que le gouvernement a nommé la *Doi Moi*. Avec cette nouvelle politique, on assiste à la mise en place d'une certaine libéralisation qui se manifeste concrètement par la décollectivisation des terres et l'autorisation pour les entreprises étrangères de s'implanter sur le sol vietnamien. Il est important de souligner que cette libéralisation économique n'est pas pour autant synonyme de libéralisation politique. Le Viêt-nam est donc entré dans une "économie de marché à orientation socialiste" et le Parti est toujours l'unique parti politique.

### 2.1 PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE ET LES CONCEPTS UTILISÉS

La problématique générale de notre projet, c'est celle du développement. Dans cette problématique nous nous intéressons particulièrement au rôle des organisations et de la culture. On assiste actuellement au Viêt-nam à l'affrontement entre deux modèles d'organisation: le modèle issu de l'économie socialiste, qui est celui de l'entreprise d'État, et le nouveau modèle inspiré de l'entreprise privée. Au niveau culturel, un affrontement semblable se dessine, entre, d'une part, la culture léguée par le régime socialiste, qui n'avait pas cependant effacé tout le bagage culturel plus ancien fondé sur le bouddhisme et le confucianisme, et une culture plus nouvelle, inspirée des modèles occidentaux et qui est introduite entre autres par l'intermédiaire des entreprises étrangères. C'est autour de ces problèmes que s'organise notre cadre théorique.

Nous tenterons d'articuler les différents éléments de notre problème. Ces différents éléments sont au nombre de quatre. Nous examinerons donc successivement: le développement, la culture, l'État et les réseaux d'influence.

## 2.2 LE DÉVELOPPEMENT

Le terme de développement est non seulement récent dans son sens biologique mais encore plus récent dans son acception économique (Latouche, 1976 :42). En 1919, le terme reste très proche du terme de « civilisation ». Le concept de « développement » découle aussi en grande partie des théories évolutionnistes de Darwin, de Malthus ou des Lumières. Et : « la représentation du 'développement' est liée indissolublement à l'idée de *progrès*<sup>32</sup> qu'elle prolonge et accomplit » (Latouche, 1976 :47)

Le développement est avant tout un concept occidental. Avec le concept de développement naît celui du « sous-développement ». Ce nouveau concept : « traduit le mélange d'inquiétude et de sollicitude des pays « riches » devant la montée des *jeunes nations*<sup>33</sup>, dès lors que les ex-colonisés accèdent à la parole sur la scène internationale » (Latouche, 1976 :54). Ainsi, les programmes de développement sont nés après la Seconde Guerre Mondiale, de cette idée du « développement » et du rapport au « sous-développement ». Ils se sont surtout multipliés dans les années 1960 quand l'ONU a mis sur pied sa « décennie du développement ». Les pays occidentaux et les organisations non gouvernementales créèrent des programmes d'aide financière ou technique.

Le développement a tout d'abord été défini comme:

---

<sup>32</sup> En italique dans le texte.

<sup>33</sup> En italique dans le texte.



« (...) processus destiné à frayer la voie à la reproduction, dans la plupart des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des conditions qui étaient censées caractériser les pays économiquement les plus avancés du monde : industrialisation, niveau élevé d'urbanisation et d'éducation, technicisation de l'agriculture et adoption généralisée des valeurs et principes de la modernité, notamment de formes particulières d'ordre, de rationalité et d'orientation individuelle. Ainsi défini, le développement implique à la fois la reconnaissance et la négation de la différence ; d'une part, les sujets du tiers-monde sont reconnus comme différents alors que d'autre part, le développement est précisément le mécanisme grâce auquel cette différence doit être oblitérée » ( Escobar, 1997 : 539).

D'une manière générale, le terme de « développement » est associé à celui de progrès: « The verb 'to develop' involves inevitable notions of making progress, of effecting a transformation from a primitive to a more elaborate form » (Hancock,1989:41).

Plusieurs courants théoriques définissent le développement. Prenons tout d'abord les théories libérales<sup>34</sup> du développement. Elles s'inscrivent dans ce courant où « progrès » et développement sont liés. Ils suivent la théorie des étapes établie par Rostow. Selon Rostow, pour se développer, les pays doivent être intégrés au marché mondial et passer par cinq étapes successives dont l'étape centrale est celle du « décollage ». A la lumière de ce principe, les libéraux interprètent la situation des pays du Tiers-Monde comme un retard. La pensée libérale prône aussi la réhabilitation du « laisser-faire » en général. Les libéraux s'appuient sur la théorie de la croissance transmise : c'est-à-dire que les échanges commerciaux vont tendre à transmettre la croissance du centre vers la périphérie.

« Dès lors, la transmission de la croissance se ferait par le jeu :

- 1- des flux d'échanges, les pays sous-développés pouvant acquérir au meilleur compte les marchandises et les biens d'équipement dont ils ont besoin, du fait de la spécialisation internationale, la

---

<sup>34</sup> « Le modèle libéral est ethnocentrique dans la mesure où il ne reconnaît qu'une seule voie de développement, celui des sociétés occidentales, et qu'il tente de l'imposer aux pays sous-développés » (Pariseau, 1993: 33).

- croissance de la productivité dans les pays du centre facilitant par ailleurs ces acquisitions ;
- 2- des variations des termes d'échange qui devraient – en théorie – évoluer en faveur des pays sous-développés pour les mêmes raisons; en outre, si on lève l'hypothèse d'immobilité internationale des capitaux, des mouvements de ceux-ci pourront se faire au bénéfice des pays sous-développés où surgiraient de fortes opportunités de profits (...)» (Dockès & Rosier, 1988 : 247).

Or dans la réalité, l'inégalité des différentes économies et la puissance de certaines multinationales font que cette croissance ne touche pas autant les pays en périphérie qu'on veut bien le croire.

A l'opposé de la théorie libérale et de Rostow, les théories radicales procèdent avec une analyse systémique, c'est-à-dire qu'elles reconnaissent la spécificité du développement et privilégient « une approche en termes d'économie mondiale basée sur la mobilité du capital et du travail » (Pariseau, 1993 :35). Quand aux théories marxistes, elles préconisent une rupture d'avec le système capitaliste. Selon les marxistes, les systèmes socialistes sont capables de surmonter la corruption et les contradictions que le capitalisme ne peut surmonter. Ensuite, le capitalisme est incapable d'assurer le développement économique, il ne fait qu'aggraver le sous-développement. La rupture avec le système capitaliste est pour les tenants de cette théorie une évidence parce que c'est la structure même du système dominant (le capitalisme) qui est en cause, d'où la nécessité de rupture et de construction du socialisme.

Immanuel Wallerstein (1994) va plus loin en affirmant que le développement dans un cadre capitaliste tel que nous le connaissons aujourd'hui est impossible. Son raisonnement consiste à dire que le développement est à l'heure actuelle trop lié à la croissance, et que le développement ne doit pas être uniquement défini par celle-ci. Il définit le développement comme quelque chose qui apporte bien-être à tous. Or, selon lui, deux facteurs sont nécessaires pour

l'obtention de ce bien-être: dans un premier temps l'augmentation de la richesse (la croissance) et par la suite sa distribution égalitaire. Et il explique que cette distribution égalitaire est impossible dans une économie capitaliste, le capitalisme étant un système irrationnel fondé sur l'accumulation sans fin. Wallerstein établit alors clairement que tout développement est impossible. Enfin, ce dernier approuverait sans aucun doute la définition du capitalisme donnée par Duclos : « ... le capitalisme, terme qu'il faut entendre plus que jamais comme désignant le système global de la circulation de la valeur, serait désormais la consommation de l'humanité par elle-même » (Duclos,1997:13).

Il n'en demeure pas moins que la majorité des auteurs définissent le développement par la croissance. En résumé, il y a deux catégories de penseurs en ce qui concerne le développement:

« Les tenants de la première catégorie (Frank, Amin et autres), de plus en plus nombreux mais encore minoritaires, font une critique sévère du rôle néfaste que joue pour leur développement l'intégration de ces pays dans le marché mondial. Ils contestent par ailleurs la validité d'une imitation du processus de développement capitaliste à l'occidentale. Les tenants de la seconde catégorie (Hirschman, Rostow et autres) continuent à prôner la thèse libérale du développement dans le sillage de l'Occident et que par conséquent l'intégration au marché mondial lui est indispensable » (Bernier & De Koninck, 1974 :17).

La conception ethnocentrique de l'évolution est encore très présente, même si l'Occident a abandonné sa mission civilisatrice au profit d'une mission d'aide. « Et les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui, hier les civilisaient, aujourd'hui les développent » (Partant, 1982 :25). Enfin, l'accent est mis sur les aspects économiques et technique de l'évolution humaine (Partant,1982 :25) parce que :

« 1.) Si les pays industrialisés sont le modèle de développement, c'est leur développement qu'ils vont impulser dans le monde. Ils demeurent les maîtres du jeu. Ils conservent leur position dominante et les échanges

pourront se poursuivre à leur avantage, dans les limites qu'ils fixeront (...).

2.) Ces échanges permettent de maintenir le tiers monde dans le cadre général de l'économie mondiale, où la concurrence joue au profit des pays les plus compétitifs : la domination économique remplace avantageusement la domination politique et militaire (...).

3.) (...) La civilisation (...) est essentiellement technique. Le prestige du modèle est assuré par ses réalisations techniques. Si le tiers monde veut bénéficier de certaines de ces réalisations, il ne peut les attendre que du modèle lui-même (...).

4.) Le capitalisme et le socialisme entretiennent tous deux l'idée que le progrès social ne peut résulter que d'un accroissement de la richesse d'une société (...).

5.) Mais enfin l'idée que les pays du tiers monde peuvent et doivent se développer comme les pays industrialisés, par recours aux mêmes moyens techniques, afin d'atteindre des résultats comparables, étant entretenue par la science économique, telle que l'Université l'enseigne (...).

En définitive, le développement est un projet inspiré par les mêmes idées que la conquête et la domination coloniales. Il répond aux mêmes intérêts et a les mêmes conséquences que l'exploitation coloniale » (Partant, 1982 : 26-27).

La prise de conscience des problèmes engendrés par le développement a permis l'émergence de nouvelles conceptions du développement. Et d'autres définitions viennent enrichir le concept: "Le développement comme processus peut se définir comme l'ensemble des activités qui contribuent à la formation progressive du capital matériel et humain en vue d'une production auto-entretenu visant à satisfaire les besoins présents et futurs de la collectivité "(Gelinas, 1994 :54).

Ces débats autour de la notion de développement ont permis d'aboutir à la définition du développement durable. Cette notion de développement durable est apparue vers la fin des années 70 et l'expression fut popularisée par le rapport Brundtland en 1987. A partir du sommet de la Terre en 1992, la notion de développement durable a fait son apparition dans les grandes

organisations comme l'ONU ou l'OCDE <sup>35</sup>. La définition du développement durable semble se situer entre la définition radicale du développement et la définition libérale, elle reste cependant très vague. Elle ne mentionne pas non plus le terme de croissance (excepté dans sa traduction anglaise<sup>36</sup>): “ Le développement durable est le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins ”(Brooks, 1990:24). Les cinq exigences du développement durable sont les suivantes:1) l'intégration de la conservation dans le développement; 2) la satisfaction des besoins humains fondamentaux; 3) la réalisation des principes d'équité et de justice sociale; 4) la prévision de dispositions en faveur de l'autodétermination sociale et de la diversité culturelle; 5) la sauvegarde de l'intégrité écologique. Toutefois, le terme ‘durable’ ne doit pas être compris comme ‘doit durer à tout prix’ mais plutôt comme “ capable de durer ”.

« Tous ces éléments sont requis pour un *développement durable et endurable* où la communauté locale, le village, le quartier, la région ont un droit de regard sur la production, la consommation et, en dernière analyse, sur leur destin et celui des générations futures. Le développement soutenable *-sustainable-*, c'est celui qui se maintient dans la durée et que la nature et l'humanité peuvent endurer » (Gelinias, 1994 : 54).

Le développement est maintenant défini dans un contexte de préservation. Avec une telle définition, les nouveaux indicateurs du développement ne seraient plus le PIB ou le PNB mais bien l'amélioration du statut des femmes, la préservation des ressources et l'amélioration du bien-être. Or, les indicateurs économiques ont toujours la prévalence. Notons aussi que les

---

<sup>35</sup> « Ainsi, ONG et associations d'un côté, instances internationales (BM, PNUD, OCDE, etc.) de l'autre, scandent-elles, dans un chœur qui est loin d'être dysharmonieux et qui est aussitôt repris par les États, une série d'aspirations au développement « durable » voire « humain » : valorisation et préservation du « capital social » et « culturel » s'adjoignent les prescriptions et remontrances en faveur d'une démocratisation, ou « bonne gouvernance » dans la terminologie de la Banque Mondiale » (Bazin & Sélim, 2001: 114-115).

<sup>36</sup>Développement durable est traduit par *sustainable growth* en anglais. Or, “ growth ” signifie croissance. (Wallerstein, 1994; Morin,1976).

pays développés et les NPIA<sup>37</sup> ne satisfont pourtant pas à certaines des exigences du développement durable. Par conséquent, la croissance reste importante dans la mesure du développement, car de cette croissance dépend en partie la redistribution. Enfin, Gilbert Rist (1996) souligne « les ambiguïtés d'un développement qui, selon qu'on le qualifie de soutenable ou de durable, privilégie implicitement la préservation des ressources non renouvelables ou la poursuite de la croissance économique, dans l'intérêt des pays industrialisés » (cité dans Sciences Humaines, 2002 : 31).

Idéalement (selon la thèse néo-libérale), le développement pourrait se dérouler en trois étapes: une accumulation qui entraînerait une croissance et aboutirait à une redistribution. La redistribution découle alors de l'accumulation. Cette redistribution est-elle un élément du développement ou une conséquence de celui-ci?

La redistribution peut venir de l'État; ou bien d'autres mécanismes comme le secteur informel qui donne biens et services à la population. Dans de nombreux pays du Tiers-Monde, la redistribution ( en provenance de l'État) est faible. Les dirigeants et la bourgeoisie sont les principaux bénéficiaires de la croissance: l'argent de l'aide financière, par exemple, est parfois placé à l'étranger; et l'obtention de certains marchés bénéficie la plupart du temps à la classe dirigeante. En revanche, le secteur informel semble plus lié à une redistribution d'ordre général. En effet, le secteur informel crée des emplois, un marché, une économie parallèle dont les bénéfices restent sur le territoire national. Les micro-investissements auront lieu sur place et créeront de l'emploi. Les investissements étrangers ou domestiques, qui s'inscrivent très souvent dans une logique de profit, ne sont pas toujours générateurs d'emplois.

---

<sup>37</sup> Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie.

Les principaux acteurs du développement sont: le secteur public, le secteur privé, le capital étranger y compris les PME et bien évidemment les populations. Selon les gouvernements et les politiques de développement, certains de ces acteurs furent privilégiés. Les États marxistes ont privilégié le secteur public avec l'espoir qu'une économie étatique permettrait d'atteindre l'égalité interne. Or bien souvent, le secteur public est vu comme peu performant, peu productif et déficitaire. Quant aux pays capitalistes, ils ont privilégié le secteur privé. Le secteur privé est générateur d'emplois et à la source des investissements, qui entraînent la croissance et donc la création d'emplois; et ainsi permettent un PIB plus élevé. Le secteur privé est habituellement perçu comme un secteur productif et compétitif. Son but est de faire des profits. Profits qui ne sont pas obligatoirement réinvestis. L'accumulation peut se traduire par une épargne excessive, des investissements dans l'immobilier ou encore par une fuite des capitaux vers l'étranger. Dans certains pays du Tiers-Monde, le secteur privé ou informel apporte un complément de revenu au fonctionnaire. Les salaires payés par l'État étant plus bas que dans le privé, cela entraîne un mouvement de la main-d'œuvre du secteur public vers le privé<sup>38</sup>. Ou encore les fonctionnaires exercent un deuxième emploi après leurs heures de travail au bureau. Le secteur public peut aussi servir à l'accumulation pour un profit personnel: certains fonctionnaires détournent des fonds ou des stocks de céréales pour les vendre au marché noir. D'autres vont utiliser leur statut pour créer leur propre entreprise, pour leur consommation ostentatoire seulement.

Le capital étranger est présent dans les pays capitalistes au contraire des pays communistes. Pourtant certains pays dits "d'économie de marché à orientation socialiste" commencent à l'autoriser dans une certaine mesure. Le capital étranger peut avoir des effets positifs, comme créer des emplois

---

<sup>38</sup>A ce propos, au Viêt-nam on constate le phénomène inverse. Des employés dans le secteur privé, retournent vers le public. Le travail y est moins stressant et ils peuvent aussi cumuler plusieurs activités plus rémunératrices.

ou améliorer la qualité de vie, mais il peut aussi de manière négative entraîner un appauvrissement du pays. Si les ressources ne sont pas protégées, et s'il y a une exploitation de la main d'œuvre, les profits vont à l'extérieur du pays. A ce propos, les théories radicales du développement préconisent un développement sans investissements étrangers. Pourtant, les pays socialistes ont plié peu à peu leur idéologie pour faire graduellement une petite place au marché capitaliste dans leur économie. Excepté en ex-URSS où la rupture avec le socialisme fut brutale.

Pour conclure, nous pouvons dire qu'il y a une véritable crise des modèles de développement. Et que si le développement durable est souhaitable il n'est pourtant pas à la base des programmes de développement définis par les grandes agences. Le développement durable n'est pas non plus défini par les acteurs du développement. Enfin, c'est la croissance qui reste valorisée par les gouvernements et les agences de développement. Et après quatre décennies du développement, le constat que faisait F. Partant en 1982 est toujours d'actualité : « Le déséquilibre que les pays aujourd'hui industrialisés ont provoqué à leur profit est absolument irréductible » (Partant, 1982 :29), mais avec la restriction suivante : plusieurs pays d'Asie connaissent maintenant des phases importantes de développement mesuré par le taux de croissance.

### 2.3 LA CULTURE

La culture devrait avoir une place d'importance dans les programmes de développement. Les programmes ne sont effectivement pas universellement applicables car les réalités sont différentes d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre. La culture est un concept polysémique et dont les acceptions sont variables. Nous n'allons pas ici recenser toutes les définitions du terme. Là n'est pas notre but. Nous allons plutôt poser la définition qui nous intéresse :



« Il s'agit en résumé de l'univers de sens, implicite et explicite, que tout groupe social développe et qui l'enveloppe. L'expression " univers de sens " fait référence à tout ce qui est appris et qui a du sens pour les membres d'un groupe, c'est-à-dire les modes de faire et de penser conscients ou inconscients (l'*habitus* selon Bourdieu), les attentes, mais aussi les représentations, les doctrines, les images explicites que le groupe se donne. Chaque ensemble social, c'est-à-dire, pour le monde actuel, chaque pays, chaque nation ou chaque ethnie, développe cet univers de sens, spécifique, mais pouvant partager - et en général partageant - des traits avec d'autres groupes semblables. La culture est ce qu'on apprend, à partir de la naissance, et qui nous définit comme québécois ou français ou japonais. Parmi les aspects de la culture, il faut inclure la culture des élites, et en particulier toutes les formes d'art et le sens esthétique » (Bernier, 1995:269-270).

Notons que cet univers de sens est sujet à des conflits au sujet des significations. Le concept de culture peut nous permettre une analyse à deux niveaux. Le premier est celui des *habitus*, c'est-à-dire de ce qui est implicite. Le second est celui des idéologies, c'est-à-dire de ce qui est explicite. Par conséquent, cela pourrait nous permettre de mieux cerner les traits culturels vietnamiens et de voir leur évolution. Mais aussi de repérer les évolutions au niveau des doctrines, des idéologies, comme par exemple les modifications ou les aménagements apportés à l'idéologie communiste. Et à un niveau plus personnel, nous pourrions tenter d'expliquer les changements qui ont lieu dans les *habitus*. Nous reviendrons au concept d'idéologie plus loin. Mais pour l'instant, il est nécessaire de définir le terme d'*habitus*.

« Les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des *habitus*, systèmes de *dispositions* durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme des structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement 'régées' et 'régulières' sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre » (Bourdieu, 1980: 88-89).

Plus clairement, l'habitus est un conditionnement inconscient. Et si les circonstances viennent à changer alors l'habitus peut devenir inadéquat à la situation. Cette inadéquation au nouveau contexte peut entraîner une adaptation de l'habitus: il peut se transformer et c'est cette transformation qui nous intéresse tout particulièrement. Certes la transformation de l'habitus, de par son caractère implicite, sera probablement plus difficile à observer que les transformations de l'idéologie.

L'idéologie est aussi, comme il est précisé dans le paragraphe précédent, un concept d'importance. L'idéologie " c'est un système d'idée et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité" (Rocher,1979:375). Cette définition posée, nous pourrions ainsi tenter d'appréhender les aménagements apportés à l'idéologie marxiste vietnamienne. Car comme nous l'avons spécifié plus haut, pour justifier l'implantation d'entreprises étrangères, le gouvernement vietnamien i.e. le Parti Communiste, va devoir aménager son discours vis-à-vis des investissements étrangers. Et il sera peut-être plus aisé pour nous de traiter des modifications des idéologies dans la mesure où celles-ci sont explicites. Et en ce qui concerne l'idéologie marxiste, la définition de nouvelles politiques nous montrera clairement les modifications apportées.

## **2.4 LE COMMUNISME ET L'ÉTAT**

### **2.4.1 Marx et Lénine**

Pour Marx, l'État capitaliste est un État répressif. Et l'émancipation de l'homme ne peut être réalisée qu'au moyen de la révolution; cette révolution conduira à la disparition de l'État lui-même :

« (...) He [Marx] wrote about the state in capitalist society, he asserted forcefully that the state was “an instrumentality of class struggle”, “ a repressive force”. It is here that the state was most closely identified with class society so that with the demise of class society, Marx argued, the need for the state would disappear, although a temporary state in the form of the dictatorship of the proletariat would be necessary » (Hoston, 1994 : 54).

Pour Karl Marx, l'État était le produit de la division des classes sociales, si celles-ci disparaissaient alors l'État en tant que tel n'aurait plus aucune raison d'être. Il pensait aussi que l'État était non seulement un instrument de domination de classe, mais aussi une condition permettant l'exploitation d'une classe par une autre.

« When discussing the dictatorship of the proletariat, Lenin found himself confronting complications previously mentioned here in the dual conception of the state in Marx and Engels. If the state existed as a product of “irreconcilable class antagonism”, then once classes were eliminated with the last form of class society, bourgeois society, the state would lose its raison d'être and, ultimately, its very existence. Yet Marx and Engels called for a dictatorship of the proletariat to precede the final withering away of the state » (Hoston, 1994 : 61).

Marx conceptualisait l'État comme une sphère d'aliénation et considérait que son illusion touchait inévitablement la classe dirigeante. Il constata aussi la tendance des différents États de s'arroger des pouvoirs au delà de ceux délégués par la société qui les avait créés. Mais c'est en Russie avec Lénine, que la notion d'autonomie de l'État est apparue la première fois.

#### **2.4.2 L'État socialiste**

Avec l'arrivée de Lénine au pouvoir, la vision de l'État évolua. Et la révolution russe inaugurerait donc un État d'une forme inédite : la dictature du parti unique<sup>39</sup> i.e. un Parti-État dont le modèle sera aussi exporté au Viêt-nam :

« The violent proletarian revolution would destroy the bourgeois state, but would then replace it with a revolutionary proletarian dictatorship modeled on the Paris Commune. Necessitated by the resistance of the vestiges of "bourgeois right", the proletarian dictatorship would resemble other states in acting as an instrument of class rule. Nonetheless, it would only exist as a temporary "semi-state", for during the transition from capitalism to communism, "the state must inevitably be a state that is democratic in a new way (for the proletariat and property less in general) and dictatorial in a new way (against the bourgeoisie) » (Hoston, 1994 : 62).

Cette dictature du parti unique survit grâce à une cohésion qui se fait autour de la bureaucratie ou grâce elle. Kornai (1996 : 62-64) a identifié trois forces qui assurent la cohésion de la bureaucratie et la pérennité du système socialiste. La première est l'idéologie : « La bureaucratie et, en particulier, sa force dirigeante, le parti, sont intégrées par des idées, objectifs et valeurs spécifiques » (Kornai, 1996 : 62). La seconde est le pouvoir :

« Les membres de la bureaucratie, qui inclut le parti, sont maintenus ensemble par leur résolution à conserver le pouvoir. La bureaucratie constitue l'élite du pouvoir dans le système classique. Le pouvoir, bien entendu, est inégalement partagé à cause de la manière hiérarchique, à multiples niveaux, dont la bureaucratie est structurée. (...) En tant que possesseur du pouvoir, la bureaucratie se reproduit à l'infini, même si les gens qui la constituent changent constamment » (Kornai, 1996 : 62).

---

<sup>39</sup> « Il sera nécessaire sous la dictature du prolétariat de réduire 'des millions de paysans et de petits propriétaires et des centaines de milliers d'employés de bureau, de fonctionnaires et d'intellectuels bourgeois', de subordonner 'toutes ces personnes à l'État prolétaire et à la direction prolétaire...' tout comme nous devons, '... dans le cadre d'une lutte prolongée, sur la base de la dictature du prolétariat, réduire les prolétaires eux-mêmes, parce que ceux-ci n'abandonneront pas leurs préjugés petits-bourgeois tout d'un coup (...) mais seulement au cours d'une longue lutte de masse difficile à mener contre les influences de la petite bourgeoisie' » (Lénine cité in Kornai, 1996 : 79).

La dernière est le prestige et les privilèges. La bureaucratie dispose d'un certain prestige<sup>40</sup> : « le prestige est accompagné de privilèges matériels qui sont proportionnels au rang. (...) une importance bien plus grande est attachée à tous les bénéfices matériels accessoires en plus du salaire » (Kornai, 1996 : 64).

Le maintien du pouvoir dans les mains de la bureaucratie passe par la répression et un pouvoir totalitaire. Convaincre la population de soutenir le pouvoir passe non seulement par des activités de propagande politique et des mesures de propagande éducative mais aussi par la répression. Si les groupes religieux, par exemple, ne sont pas interdits, ils font l'objet de répression : tracasseries administratives, assignation à résidence, voire emprisonnement<sup>41</sup>. L'influence de la bureaucratie, grâce à la propagande, se fait ressentir à tous les niveaux :

« [elle] s'étend sur des sphères qui traditionnellement appartiennent à la vie privée, comme la culture, la religion, la vie de famille, le nombre d'enfants, les relations d'un ménage avec les voisins, l'organisation des loisirs, le choix de la carrière ou de l'emploi et bien davantage encore; sans oublier que toute transaction économique est considérée comme un sujet intéressant le parti et l'État » (Kornai 1996 : 68).

L'idéologie officielle ne nie pas le fait que le système soit dictatorial, puisque tous les systèmes politiques existants sont considérés comme tels (Kornai, 1996). «La classe ouvrière n'exerce pas directement le pouvoir ; elle est représentée par le parti. Le parti est l'avant-garde de la classe ouvrière et ainsi, celle de l'ensemble de la société. Comme tel il est destiné à diriger la société » (Kornai, 1996 : 78). De plus, la classe dirigeante reste persuadée qu'elle sait ce qui est le mieux pour le peuple, d'où le caractère paternaliste du pouvoir<sup>42</sup>.

---

<sup>40</sup> Avec le prestige on constate aussi la présence du culte de la personnalité des dirigeants : Lénine, Staline, Mao, Ho Chi Minh, Castro...

<sup>41</sup> Pasquier, 2000.

<sup>42</sup> Staline était le « petit père des peuples » et Hô Chi Minh appelé « Oncle Hô ».

Enfin, Kornai ajoute que la bureaucratie « n'est pas subordonnée à un système légal stable » (1996 :69), et qu'il est fréquent d'observer ses membres violer les lois existantes. Il semblerait plutôt que « le système formel du droit est subordonné aux aspirations courantes de la bureaucratie » (1996 :69). La constatation de ce paradoxe peut se faire dans de nombreux pays socialistes<sup>43</sup>. Avec l'ouverture des pays socialistes vers l'extérieur, les notions de secret et de sincérité sont apparus plus clairement dans certains pays socialistes comme dans l'ex-URSS . Le secret se justifiait sans problème dans une logique de lutte contre les pays capitalistes ennemis.

« Ces gens<sup>44</sup> donnaient foi à leurs propres déclarations parce qu'ils faisaient confiance à leur propre idéologie, qui avait façonné leur vision des choses ; parce qu'ils avaient confiance en leurs dirigeants qui leur avaient inspiré ces déclarations ; parce qu'ils avaient peur de penser autrement ; parce qu'on les avait formés à obéir et non pas à douter ou à critiquer » (Kornai,1996 :504).

Nous aborderons plus longuement la notion de secret dans le chapitre 4.

## **2.5 DON, CADEAU ET LES RESEAUX D'INFLUENCE**

### **2.5.1 Le don**

Avant de parler des réseaux d'influence, nous aborderons le concept du don. Ceci nous permettra de mieux comprendre par la suite comment fonctionnent la logique des réseaux d'influence et la corruption. Le cadeau n'est pas perçu comme un moyen de corruption. Le don est un acte volontaire, désintéressé et spontané (Mauss 1954)<sup>45</sup>. Selon Mauss, il y a une obligation à donner mais aussi à recevoir et à rendre. Le don peut aussi marquer l'alliance et forme un réseau d'attaches réciproques (Souty, 2002 : 32).

---

<sup>43</sup> Nous y reviendrons dans l'analyse de données.

<sup>44</sup> Les fonctionnaires.

« Yet gifts create obligations that must be reciprocated, and failure to do so places the recipient in a subordinate position (Bourdieu 1977:195). This contradiction, between generous and gratuitous gifts and binding obligations that result but are not normally acknowledged, is in Bourdieu's analysis essential to the nature of gift. The manner of giving "must be such that the outward forms of the act present a practical denial of the content of the act, symbolically transmuting an interested exchange or a simple power relation into a relationship set up in due form for form's sake [Bourdieu 1977: 194]" »  
 (Smart, 1993 : 394-395).

Le don entraîne une obligation de réciprocité. Cependant, la réciprocité n'est pas toujours pratiquée. Et selon Smart (1993), l'obligation n'est pas une quantité objective et mesurable mais plutôt un résultat négocié et bien souvent renégocié socialement. Il établit que dans les zones rurales, la réciprocité est plus importante qu'en ville en raison du tissu social plus serré et d'un anonymat impossible. La réciprocité est d'autant plus importante que si un Vietnamien (comme un Chinois) manque à cette obligation il perdra la « face ». En dépit de la taille des villes comme Hanoi<sup>46</sup>, l'anonymat y est aussi difficile, la ville étant composée de quartiers qui sont autant de petits villages où chaque habitant est bien connu.

La frontière entre le don, le cadeau et la corruption est donc assez mince.

« Even when the form of the gift is followed, the exchange may be a bribe rather than a gift. This occurs in several circumstances. First, there may be no countergift: the promised service may not be forthcoming, or may never have been in the power of the official to provide. Second, the exchange may be a one-time deal rather than just one exchange in a continuing, strengthening relationship. Third, because some mainland Chinese are resentful of the wealth of Hong Kong investors in comparison to their poverty, they may see the gifts that they receive as entailing no cost to the

---

<sup>45</sup> Nous ne traiterons que brièvement du concept de "don" c'est pourquoi nous n'avons pas développé ce dernier dans notre cadre théorique.

<sup>46</sup> Hanoi compte environ 3 millions d'habitants.

investor, who is exploiting China, and therefore worthy of no gratitude or reciprocity » (Smart 1993 : 401).

### 2.5.2 Réciprocité et réseaux d'influence

Dans les États socialistes, avec la domination de la bureaucratie se mettent en place des réseaux d'influences. Si ce thème est peu documenté en ce qui concerne le Viêt-nam, nous pouvons cependant nous pencher sur le cas de la Chine. Le réseau en Chine se nomme *guanxi*. « La logique explicite du *guanxixue*<sup>47</sup> est que deux individus partagent au moins un point commun au nom duquel l'un peut demander à l'autre des services ou des faveurs » (Lautard,1997 :124). On peut recenser trois ensembles de relations : « la parentèle, les logiques de clientèle basées sur des liens amicaux, et toutes les connaissances au sens large » (Lautard,1997 :125). Ces relations fonctionnent dans toutes les sphères de la vie quotidienne : dans la sphère familiale comme dans la sphère professionnelle. On assiste alors à une forme d'échange généralisé c'est-à-dire où chacun donne et chacun reçoit. Ce genre de relations sociales implique de « cultiver des réseaux de relations personnelles, de constituer des réseaux de dépendance mutuelle et de s'intégrer dans un système d'obligations et de dettes » (Lautard,1997 :125). Ce système est un jeu subtil. Car s'il est réussi l'échange peut permettre d'acquérir trois choses : une plus-value symbolique<sup>48</sup>, un capital social ou un capital politique (Lautard 1997). De plus, créer une norme de « réciprocité » chez son interlocuteur est extrêmement utile :

« On retrouve donc toujours dans la logique des *guanxi*, l'obligation de donner, de recevoir et de « rembourser » selon l'expression de Marcel Mauss, car il est toujours souhaitable de maintenir l'autre endetté par rapport à soi afin de disposer dans le futur d'un 'stock' de relations redevables dans le cas d'une demande de faveur importante » (Lautard,1997 :126).

---

<sup>47</sup> En italique dans le texte.

<sup>48</sup> La notion de perte de « face » ou de « face » sauvée est une notion centrale en Chine comme au Viêt-nam.



Les sphères sociales et politiques sont en effet fortement mêlées en Chine. L'appartenance à une province ou à un groupe pouvait favoriser l'accession à un poste politique de pouvoir. Les liens familiaux étaient aussi importants en matière d'accession et de succession à des postes d'importance. Mais depuis peu, la sphère économique est venue s'insérer aux autres.

« En fait, la parenté, lorsqu'elle intervient dans la relation politique, n'opère pas seule : pour devenir des réseaux puissants, les familles doivent constituer un carrefour d'influences. Les réseaux personnels issus de la parentèle dessinent alors une trame dont les fils se connectent avec des réseaux économiques, socioprofessionnels, associatifs, etc. Aussi, l'engouement, assez net, des dirigeants de cette génération pour les institutions économiques et militaires n'est pas le fruit d'un désintéret pour la sphère politique ou une contestation sourde de l'héritage « révolutionnaire ». Il s'agit au contraire d'une stratégie de contournement temporaire du politique dans le but, précisément, de l'atteindre. C'est donc l'accumulation des rôles économiques qui tend à favoriser aujourd'hui l'acquisition du pouvoir car il s'agit du pouvoir au sens global et pas seulement du pouvoir politique. Dans ce processus, la politique devient une sorte de business dont les deux monnaies d'échanges sont l'argent et les relations » (Lautard,1997 :130).

Avec ce système d'échange, de don ou de relations, la corruption a commencé à se développer (Lautard,1997). Et l'on note des relations étroites entre le marché, la bureaucratie et les relations interpersonnelles. Godement et Domenach ont remarqué qu'en Chine apparaissait « une forme inédite d'« économie socialiste de marché » dans laquelle « l'interpénétration du capitalisme et de la *nomemklatura*<sup>49</sup> est quasi totale » (Lautard,1997:133)<sup>50</sup>. Smart (1993) a étudié le phénomène des *guanxi* en Chine et les relations qu'entretiennent les hommes d'affaires de Hong Kong et les Chinois du continent. Dans l'observation qu'il fait, il établit que l'échange de cadeaux n'est pas fondamentalement opposé à la logique du capitalisme et à la commodité de l'échange. Selon lui, les relations établies et renforcées par l'échange de cadeaux

---

<sup>49</sup> En italique dans le texte.

aident à établir et maintenir l'investissement capitaliste dans une société socialiste qui opère avec des principes très différents de ceux de l'économie capitaliste agressive hongkongaise. Il ajoute :

« In a situation where there is pervasive distrust of the system and great gaps exist in the legal and societal infrastructure necessary for capitalism, the consolidation of social relationships built on gift exchange provides a substitute form of trust that can improve the profitability of investment and reduce risk of arbitrary bureaucratic interference that is not in the interests of the investors » (Smart, 1993 : 398).

Dans la mesure où il existe un réel décalage en Chine entre les discours culturels et les pratiques sociales, l'on prend bien soin, pour éviter toute confusion, de différencier *guanxi* et corruption.

« La corruption est pratiquée pour des raisons égoïstes, c'est-à-dire pour des gains individuels, alors que les *guanxi* peuvent être utilisés à des fins collectives, donnant réponse à des demandes « raisonnables » (*heli*) d'entraide et de promotion actuelle (Yang 1994 :62). Cependant, puisque la motivation est une chose difficile à percevoir directement, d'autres indices entrent en jeu pour distinguer un acte égoïste d'un acte « raisonnable ». Tout d'abord l'utilisation licite des *guanxi* est basée sur des relations préexistantes : la demande d'aide s'inscrit dans un échange social à long terme alors que, dans les pratiques de corruption, la relation entre les deux partenaires de l'échange n'existe que pour réaliser l'échange en soi (p :63) » (Hertz, 2000 : 107).

En Chine, les réformes économiques entreprises n'ont toujours pas entraîné de réformes politiques. Le Parti gouvernait grâce au contrôle qu'il exerçait sur l'État, à l'imposition de son idéologie et la pénétration d'organisations du Parti très profondément dans la société (Nee & Matthews, 1996). L'entrée dans une économie de marché n'a en aucun cas changé la situation. La bureaucratie et la nomenklatura toujours en place sont encore ceux qui possèdent le pouvoir:

---

<sup>50</sup> Selon T.Wing Lo, la corruption est devenue une pratique systématique en Chine et la richesse qui l'entoure est particulièrement tapageuse. In Lautard,1997 :133.

« In the period of market reform, state-centered analysis emphasizes the persistent power of the administrative elite under conditions of rapid shift to market coordination. Market reform shifted responsibilities among different kinds of cadres. But although the nature of cadre power has changed, the state controls rural communities as in the past through clientelist politics (Oi 1989,1990). The shift to markets in this view does not erode the institutional bases of cadre power because patron-client ties to cadres are still necessary for everyday economic transactions » (Nee & Matthews, 1996 : 404).

L'élite politique grâce à ses privilèges peut profiter des opportunités économiques et, jalouse de ces mêmes privilèges, elle sera peu encline aux réformes<sup>51</sup>. Nee & Matthews expliquent que : «The theory<sup>52</sup> assumes that the elite continue to derive power and privilege from position, and indeed empirical studies indicate that such power is augmented by marketization » (Nee & Matthews, 1996 : 422). Le pouvoir économique s'est accumulé dans les mains de l'élite, de la nomenklatura. Cela a eu comme conséquence de concentrer davantage le pouvoir politique dans les mêmes mains renforçant ainsi la volonté de la classe dirigeante de perpétuer le système existant :

« Pourtant une inquiétude croissante et fondée traverse la scène du pouvoir quant à sa légitimité dans la mesure où l'ouverture au marché a été – comme en Chine encore une fois- l'occasion d'un processus formidable d'accaparement des ressources économiques par les détenteurs d'une autorité politique déclinée toujours dans l'indéfectible conjonction État-parti. La nature du pouvoir s'est en effet transformée : de politique, elle s'est adjointe une qualification économique au plan micro comme macrosocial. Ces mécanismes d'accumulation économique dans les couches politiques dominantes renvoient à des facteurs historiques : si comme dans tous les pays communistes, les cadres politiques ont été sélectionnés et promus au départ sur leur critère de leur origine de classe inférieure ; la hiérarchisation de la société qui en a découlé n'a nullement été en mesure de bouleverser radicalement les ordonnancements antérieurs et, en particulier, de détruire les appartenances « communautaires » des

---

<sup>51</sup> « This is because the administrative elite can readily convert political capital into economic gain, even more so in marketizing economy than in a nonmarket setting » (Nee & Matthews, 1996 : 420).

<sup>52</sup> The market transition theory

acteurs (famille, généalogie, territoire, localité, région etc.) : elles ont au contraire été le creuset d'édification du pouvoir. Si, dans la période antérieure de pénurie générale, détournements et polarisations avaient peu de visibilité compte tenu de la raréfaction des biens, ils acquièrent avec l'explosion du marché un caractère ostentatoire insigne. Ainsi, la vente systématique des emplois (dans le pays comme à l'étranger dans la mesure où l'État reste exportateur officiel de main d'œuvre), du travail, des diplômes comme de tout document autorisant les actes de la vie quotidienne, n'est pas une vente libre sur un marché ouvert : elle suppose toujours l'inclusion dans un réseau « communautaire » donnant accès à l'achat et déterminant le montant du prix. L'argent n'est donc pas l'outil et la coquille neutre d'un capitalisme mécaniquement « pur » : sa valeur d'usage comme d'échange reste référée à la médiation « communautaire ». De ce fait, les membres de la couche politique dominante – qui tient son pouvoir du parti- sont amenés à concentrer dans leurs propres réseaux interpersonnels les ressources économiques dont ils disposent et en particulier l'emploi à des positions stratégiques d'enrichissement mais aussi à des niveaux très inférieurs » (Bazin & Sélim, 2001 : 126-127).

Enfin, le “capital symbolique” devient aussi important car le concept de *guanxi* est, en Chine, lié à celui de “face”.

« Yang argues that the art of *guanxi* “aims at building up symbolic capital”(1989:46). This symbolic capital takes the form of face in China. The giver increases his or her face, and in doing so “becomes the moral and symbolic superior of the recipient and can thus subject the latter to his or her will” (Yang, 1989 : 43) » (Smart, 1993 : 402).

Si nos trois principaux concepts sont le développement, l'État et la culture, de nombreux autres sont venus s'y greffer nous permettant d'affiner notre compréhension et qui, lors de l'analyse, nous seront utiles dans nos tentatives d'explications.

## CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

*“Because qualitative data gathering is conducted through such everyday techniques as participant observation and interviewing, it is comforting to employ a term like analysis to suggest that in what we do with data we are able to wrest them from their humble origins and transform them into something grand enough to pass for science”.*

*Harry Wolcott*

### 3.1 DÉFINITION DES COMPOSANTES DU SUJET

#### 3.1.1 La recherche et les variables

La recherche que j'ai faite est une recherche de type exploratoire. Elle comporte deux aspects. Le premier est l'insertion des entreprises étrangères. Le second aspect considère les conséquences de l'implantation des IDE . Conséquences pour le pays mais aussi pour la population, en particulier pour les Vietnamiens employés par des sociétés étrangères. A ce propos, je vais m'intéresser aux aspects suivants:

1. Le contexte.
2. Les problèmes des entreprises étrangères (vus par les étrangers).
3. Les avantages retirés par les autorités vietnamiennes de la présence des entreprises étrangères
4. Les conditions de travail des Vietnamiens dans ces entreprises.
5. Les effets économiques.

### 3.1.2 La méthodologie

#### 3.2.1.1 Le corpus

La méthode que j'emploie est liée aux variables analysées. Elle est constituée d'entrevues, d'observations et de consultation d'archives (français, anglais). Les variables concernant le contexte seront analysées à partir d'écrits comme les textes de lois ou la Constitution, les directives du PCV. Celles concernant les entreprises étrangères le seront au moyen d'entrevues avec des dirigeants d'entreprises étrangères: ils me donneront les éléments du contexte tels qu'ils les perçoivent ainsi que leur conception des problèmes. Enfin, les variables concernant les Vietnamiens le seront avec des entrevues faites auprès d'employés vietnamiens et d'observations.

L'observation directe fut la méthode que j'ai principalement utilisée. L'observation directe, c'est une manière d'« être là, pour fins d'analyse » (Laperriere, 1993). Deux approches de l'observation directe peuvent être recensées. La première serait une observation « objective », c'est-à-dire que l'observation a pour but de « décrire, de façon exhaustive, les composantes objectives d'une situation sociale donnée (...) pour ensuite en extraire des typologies » (Laperriere, 1993 :76). La seconde est celle qui me préoccupe le plus : l'observation participante.

« (...) elle utilise l'observation directe de façon beaucoup plus large. (...) Cette deuxième approche rassemble, sous le vocable « d'observation directe », non seulement la collecte de données par observation « pure », mais aussi une série d'approches complémentaires –collecte documentaire, échanges ou entrevues avec les participants – permettant de mieux décrire le sens des actes et événements observés » (Laperriere, 1993 :76).

Les données recueillies au quotidien étaient transcrites au fur et à mesure sous formes de notes descriptives ou cursives<sup>53</sup> puis classées par thèmes. Chaque thème principal étant sous-divisé en sections. Enfin, les données contenues dans les différents thèmes furent relues à la lumière des entrevues effectuées.

Les entrevues que j'ai faites dans le cadre de mon étude sont semi-dirigées (au nombre de 18)<sup>54</sup>. La plupart ont été effectuées auprès de cadres étrangers (n=13). Et le reste auprès de salariés vietnamiens (n=5) travaillant pour des entreprises étrangères.

« Pour ce qui concerne l'entretien semi-directif, il existe un schéma d'entretien (grilles de thèmes, par exemple). Mais l'ordre dans lequel les thèmes peuvent être abordés est libre, si e.<sup>55</sup> n'aborde pas *spontanément* un ou plusieurs des thèmes du schéma, E.<sup>56</sup> doit lui proposer le thème. Dans le cadre de chaque thème les méthodes se rapprochent de celles de l'entretien libre » (Ghiglione & Matalon, 1985:75).

Les questions sont des questions ouvertes et portent sur des opinions, des attitudes, des motivations ou des préférences. Comme il a été dit dans le chapitre d'introduction, les données de terrain sont essentiellement composées d'observation directe. Il était plus commode de recueillir des informations de cette façon. Les différents milieux de travail<sup>57</sup> et sociaux dans lesquels j'ai évolué m'ont permis d'avoir accès à des données variées et intéressantes. Certes la question de la subjectivité se pose. Cependant, les informations parfois contradictoires ou complémentaires recueillies sur le terrain me permettront d'avoir une vision plus globale et critique de la situation actuelle.

---

<sup>53</sup> « Ces notes sont prises sur le vif et parfois à la dérobée lorsqu'elles risquent d'indisposer les participants; elles sont en conséquence nécessairement brèves et ne comprennent que des mots ou des phrases clés, qui servent de repères aux notes plus élaborées qui suivront » (Laperrière, 1993 :264).

<sup>54</sup> Voir annexe

<sup>55</sup> l'enquêté.

<sup>56</sup> l'enquêteur.

<sup>57</sup> De juin 1998, date de mon arrivée, à décembre 2000, j'ai travaillé pour l'Agence Universitaire de la Francophonie, Le Courrier du Vietnam, The Population Council (ONG), une co-entreprise franco-vietnamienne, une chambre de commerce et une ambassade.

Les conditions sur place ont aussi fait que certaines des entrevues furent enregistrées et d'autres non (faites dans un lieu public). Les informateurs vietnamiens préféraient ne pas être enregistrés pour des raisons de confidentialité et de discrétion. Être vu avec une étrangère pouvait être acceptable mais l'enregistrement aurait suscité nombre de questions et probablement une visite de la police à leur domicile par la suite.

Hanoi a été choisi comme lieu de terrain d'abord parce que c'est la capitale du pays, lieu du pouvoir communiste depuis 1954; ensuite parce que mon seul contact sur place s'y trouvait. Si initialement mon but fut d'éventuellement me rendre à Saigon, les circonstances ont fait que je suis restée à Hanoi de juin 1998 à décembre 2000. Les entrevues faites auprès des entrepreneurs étrangers furent les plus faciles à réaliser. Bien souvent, ils étaient enthousiastes à l'idée de discuter de leur situation, mais insistaient sur la nécessaire confidentialité de leurs propos. La méthode employée pour recruter, si je puis dire, mes informateurs fut la suivante. Après avoir obtenu la liste des entreprises étrangères au Viêt-nam auprès des ambassades française, anglaise et australienne, j'ai contacté certains directeurs. Ceux qui m'ont répondu furent interviewés. Dans un tel milieu, nous devons de préciser que les liens sociaux sont très importants. La recommandation d'un tiers est un véritable sésame. C'est donc au hasard des rencontres qu'il m'a été permis d'entrer dans le groupe International Women Business Club ou de travailler brièvement pour la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Viêt-nam. Avec le temps, certaines personnes refusaient de m'accorder une entrevue puisque nous étions devenus amis, mais continuaient à me parler dans un cadre informel. Il en va de même avec mes informateurs vietnamiens. Mon meilleur informateur vietnamien a refusé de répondre à une entrevue, mais étant mon ami pendant deux ans et demi, l'entrevue ne s'avérait plus nécessaire. L'observation et nos discussions quotidiennes devenaient mon matériel le plus précieux.



En ce qui concerne les Vietnamiens, les questions des entrevues portent sur leur lieu de travail actuel : les salaires, les méthodes de travail, les relations patrons/employés, ce qu'ils attendent de l'entreprise, la formation. Mais aussi ce que cet emploi a changé dans leur vie au niveau matériel, sur le plan intellectuel, sur le plan relationnel (avec les autres Vietnamiens) et sur le rapport qu'ils entretiennent avec les valeurs vietnamiennes traditionnelles<sup>58</sup>.

Mon échantillon d'étrangers est presque uniquement composé d'hommes car ils sont plus nombreux à occuper des postes de direction dans les sociétés étrangères. En ce qui concerne les salariés vietnamiens, selon le poste occupé, les femmes sont plus nombreuses à occuper des fonctions de secrétariat ou d'interprétariat. Les hommes, quant à eux, occupent des postes de direction. En effet, ils sont souvent plus éduqués que les femmes, mieux formés et postulent à des postes à responsabilités. Traditionnellement, les hommes sont favorisés et considérés comme supérieurs aux femmes. Et, comme nous l'avons vu, même si la Constitution vietnamienne prévoit l'égalité des sexes, inconsciemment cette infériorité des femmes reste présente dans tous les esprits.

Les femmes sont, quant à elles, le plus souvent employées dans des usines. Les femmes occupent aussi des postes dans l'enseignement, la santé, les services, le personnel de maison etc.

Auprès des responsables (ou cadres) d'entreprises étrangères, il fut pertinent de savoir ce qu'ils recherchent chez un employé mais aussi comment est formée la main-d'œuvre vietnamienne : si la formation est adéquate (selon leurs critères). Je parlerai en premier lieu du genre de problèmes que les investisseurs ont rencontrés pour s'établir au Viêt-nam: et tout particulièrement des problèmes avec les autorités vietnamiennes. Puis je tenterai d'aborder le problème des relations interculturelles et des conceptions différentes du travail qu'ont les

---

<sup>58</sup> Voir questionnaire en annexe

Vietnamiens et les étrangers. L'échantillon idéal aurait dû comprendre autant d'hommes que de femmes. La réalité est telle que peu de femmes sont à la tête d'entreprises étrangères au Viêt-nam. Après avoir obtenu la liste des entreprises étrangères à Hanoi auprès de différentes ambassades, j'ai tenté d'établir des contacts. Certains ont donné lieu à des entrevues. Il reste que la communauté étrangère à Hanoi est assez restreinte et les rapports sociaux sont relativement aisés. Toutefois, on peut noter l'existence de différentes sphères qui se mêlent parfois : le milieu diplomatique, le milieu d'affaires et le milieu de la coopération internationale. Milieux qui évoluent dans des « réalités » différentes.

Enfin, j'ai aussi consulté la littérature pertinente en français et en anglais. Deux quotidiens en langues étrangères sont publiés au Vietnam : "Vietnam News" et "Le Courrier du Vietnam"<sup>59</sup>. Il existe aussi des hebdomadaires traitant de l'actualité économique comme "Vietnam Investment Review" (version anglaise de l'hebdomadaire *Dau Tu*) et "Vietnam Economic Times". Il est à noter qu'il n'y a aucun hebdomadaire en français. Le seul existant, "Vietnam Scoop", publié par le groupe Hachette, a cessé ses activités fin 1998. Les quotidiens précédemment nommés sont faits par des équipes vietnamiennes. Les seuls étrangers participant à la rédaction sont les correcteurs linguistiques. Ils n'ont que peu d'influence sur le contenu<sup>60</sup> d'autant que ce contenu est en grande partie une traduction des dépêches de l'A.V.I<sup>61</sup> ou d'articles déjà parus dans d'autres quotidiens vietnamiens<sup>62</sup>. Il existe cependant une revue de presse électronique en français des journaux vietnamiens, faite quotidiennement par un Français qui épluche et traduit les informations intéressantes.

---

<sup>59</sup> Le journal est en partie financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (ancienne AUPELF-UREF) et l'Ambassade de France à Hanoi.

<sup>60</sup> Leurs corrections étant parfois effacées par l'équipe de rédaction !

<sup>61</sup> Agence Vietnamiennne d'Information

### 3.2.1.2 La méthode d'analyse des données

Pour la méthode d'analyse des données, je m'orienterai avec comme hypothèse de travail que le nombre et le montant des IDE au Viêt-nam ont chuté entre 1997 et 2000 en raison de nombreux obstacles que je décrirai plus loin. Et aussi que les Vietnamiens travaillant pour les entreprises étrangères ont changé leur façon de travailler, de vivre et d'envisager l'avenir. J'utilise pour cela une méthode classique de transformation des données qualitatives (Wolcott, 1994) : description, analyse et interprétation.

« *Description*<sup>63</sup> addresses the question, « What is going on here? » Data consist of observations made by the researcher and/or reported to the researcher by others.

*Analysis*<sup>64</sup> addresses the identification of essential features and the systematic description of interrelationships among them- in short, how things work. In terms of stated objectives, analysis also may be employed evaluatively to address questions of why a system is not working or how it might be made to work "better".

*Interpretation*<sup>65</sup> addresses processual questions of meanings and contexts: "How does it all mean?" "What is to be made of it all?" » (Wolcott, 1994 : 12).

Dans un premier temps, je dessinerai le contexte dans lequel évoluent les IDE et les obstacles qu'ils rencontrent grâce à la littérature sur le sujet mais aussi grâce aux entrevues réalisées auprès d'investisseurs étrangers. L'objectif est de montrer l'état des lieux entre 1998 et 2000. Je montrerai aussi les avantages apportés par les IDE aux autorités vietnamiennes et tenterai de faire ressortir les incompréhensions existant entre les investisseurs et les Vietnamiens. Puis je regarderai les divergences dans les visions de gestion d'une entreprise privée ainsi que les changements apportés dans la vie des employés vietnamiens au travers des entrevues réalisées sur le terrain et des observations.

---

<sup>62</sup> Les journalistes du Courrier du Vietnam ne font pas de journalisme d'investigation. Cependant, il leur arrive parfois de faire des entrevues pour des événements culturels.

<sup>63</sup> En italique dans le texte.

<sup>64</sup> En italique dans le texte.

Je me propose d'utiliser l'analyse de contenu. L'analyse de contenu s'alimente de trois sources: l'utilisation de documents (archives, articles, documents administratifs etc...), l'observation par le chercheur et l'information fournie par les sujets (entrevues semi-dirigées). Je ferai une analyse qualitative des données et nous nous intéresserons au sens explicite du corpus. Ce corpus sera, comme je l'ai dit, principalement constitué d'entrevues semi-dirigées. Mais il n'en faut pourtant pas moins négliger les sources secondaires.

« Faire une analyse qualitative du discours oblige dès lors le chercheur à procéder document par document, pour saisir la signification de chacun d'entre eux. Il s'agit, (...), d'en saisir le sens - ce que l'auteur a voulu dire, le message qu'il a voulu transmettre - mais aussi sa signification sociale, son insertion dans une situation déjà constituée, ses effets idéologiques, qui peuvent être indépendants de la volonté de l'émetteur du message. Le moyen technique utilisé pour analyser le message est le décodage du texte à partir des catégories théoriques utilisées pour définir l'objet. Il faut donc diviser le texte en unités significatives et classer ces unités en fonction des catégories pertinentes du projet de recherche.(...).Il s'agit de trouver les thèmes centraux ou dominants , les thèmes qui sont repris d'un texte à l'autre et d'un auteur à l'autre ou bien les thèmes qui s'excluent » (Bernier & Kirsch, 1988 : 43).

L'analyse de contenu explicite sera privilégiée même si une analyse du sens implicite ne serait pas inintéressante. “ L'analyse du discours dépasse alors la simple analyse de contenu pour en arriver à une analyse sociale du discours comme idéologie et comme moyen stratégique dans des luttes de pouvoir ”(Bernier & Kirsch, 1988:45). En effet, cette analyse nous permettrait de découvrir: le rôle des institutions gouvernementales; le rôle des entreprises étrangères; les rapports entre les entreprises étrangères et le gouvernement et les rapports entre les étrangers et les Vietnamiens.

### 3.2.1.3 Le codage des entrevues

---

<sup>65</sup> En italique dans le texte.

Pour analyser les entretiens, j'ai utilisé le logiciel NUD\*IST. Ce logiciel permet de faire de l'analyse qualitative. Les entretiens sont entrés une à une dans le logiciel puis grâce au codage, les « morceaux » de texte sont un à un mis dans des catégories.

« Le codage est le processus par lequel les données brutes sont transformées systématiquement et agrégées dans des unités qui permettent une description précise des caractéristiques pertinentes du contenu » (Hosti cité par Bardin, 1977 :102).

Pour coder les entretiens, j'ai choisi de procéder par thèmes. Une première lecture des entretiens a été faite, permettant de dégager les principaux thèmes et de préciser une ébauche d' « arbre » de codage. Les entretiens furent à la base divisés en deux catégories : les entretiens faits auprès des étrangers et celles faites auprès des Vietnamiens. Deux « arbres » de codes furent donc créés. Le thème est défini comme :

« une unité de signification complexe, de longueur variable; sa réalité n'est pas d'ordre linguistique mais d'ordre psychologique : une affirmation mais aussi une allusion peuvent constituer un thème; inversement, un thème peut-être développé en plusieurs affirmations (ou propositions) à plusieurs thèmes » écrit M.C d'Urung » (Bardin, 1977 :104).

Il s'agit donc de repérer les principaux thèmes du discours. L'analyse qualitative ne retient pas les indices fréquentiels, c'est-à-dire qu'elle ne se concentre pas sur la fréquence, le nombre de répétition des indices dans le discours. Elle est plus souple, elle tient compte du contexte : circonstances de l'entretien, conditions, moment et lieu de l'entretien et aussi les événements antérieurs ou parallèles (Bardin,1977). Et « les hypothèses formulées au début peuvent être influencées en cours de route par ce que l'analyste comprend de la signification du message » (Bardin, 1977 : 116). L'analyse qualitative :

« (...) correspond à une procédure plus intuitive mais aussi plus souple, plus adaptable à des indices non prévus ou à l'évolution des hypothèses. Elle est à employer lors des phases de formation des hypothèses. Elle

permet de suggérer des relations possibles entre un indice du message et une ou plusieurs variables du locuteur (ou de la situation de communication). L'analyse qualitative présente certaines caractéristiques particulières. Elle est surtout valable pour faire des déductions spécifiques à propos d'un événement, d'une variable d'inférence précise et non pour des inférences générales » (Bardin, 1977 : 115).

#### 3.2.1.4 La catégorisation

L'analyse de contenu s'organise autour d'un processus de catégorisation. « La *catégorisation* est une opération de classification d'éléments constitutifs d'un ensemble par différenciation puis regroupement par genre (analogie) d'après des critères préalablement définis » (Bardin, 1977 : 118). Cette démarche comporte deux étapes : l'inventaire et la classification des éléments. Selon Bardin (1977), le critère de catégorisation peut être soit sémantique, soit syntaxique, lexical ou expressif. Pour l'analyse, j'ai choisi un critère sémantique, par exemple j'ai regroupé dans le thème « problèmes avec le partenaire vietnamien » tout ce qui entrait dans cette catégorie. « La catégorisation a pour objectif premier (comme l'analyse documentaire), de fournir par condensation une représentation simplifiée des données brutes » (Bardin, 1977 : 120). Pour la catégorisation, j'ai employé une démarche où « le système de catégories n'est pas donné, mais est la résultante de la classification analogique et progressive des éléments. C'est la procédure par « tas ». Le titre conceptuel de chaque catégorie n'est défini qu'en fin d'opération » (Bardin, 1977 : 120-121). Pour Bardin, un ensemble de catégories doit avoir les qualités suivantes :

« *L'exclusion mutuelle* : cette condition stipule que chaque élément ne peut être affecté à plus d'une seule case. (...) *L'homogénéité* : le principe d'exclusion mutuelle dépend de l'homogénéité des catégories. Un même principe de classification doit gouverner leur organisation. (...) *La pertinence* : est considérée pertinente une catégorie qui est adaptée au matériel d'analyse choisi et qui appartient au cadre théorique retenu. (...) *L'objectivité et la fidélité* : jugées très importantes au début de l'histoire de l'analyse de contenu, ces principes restent toujours valables. Soumises à plusieurs analystes, des parties d'un même matériel, auquel on applique la

même grille catégorielle, doivent être codées de la même manière.» (Bardin, 1997 :121-122).

Pour l'analyse proprement dite du discours, il existe six filtres proposés par Gritti.

« Les deux premiers filtres essaient de révéler le contenu : il s'agit de retrouver les oppositions ou les associations d'une part et d'autres les niveaux de culture. Ces deux filtres ont pour objet l'analyse de la structure fondamentale du texte lui-même. La deuxième perspective porte sur l'énonciation et est destinée à étudier le profil idéologique du locuteur. Il s'agit cette fois de trois filtres différents. Tout d'abord, on étudie les connotations qualitatives du texte, qui permettent de déterminer un lieu privilégié par le locuteur, lorsqu'il désire communiquer avec un public précis. Le deuxième filtre étudie les lieux idéologiques, c'est-à-dire les parties du discours où l'idéologie du locuteur a le plus de probabilité de s'exprimer. Un dernier filtre de cette catégorie s'intéresse aux types de raisonnement utilisés par le locuteur. La dernière perspective est celle de la relation de communication, entre le locuteur et le public, c'est-à-dire la manière dont le locuteur parle, le type de vocabulaire utilisé pour se qualifier lui-même et qualifier le destinataire » (Houtart, 1990 : 70).

En ce qui concerne le deuxième niveau de filtre, celui des niveaux de culture est particulièrement intéressant car il permet de repérer les connotations possibles des termes utilisés. Il faut donc au cours de l'analyse, repérer les mots non-définis, les mots définis, les mots traducteurs, les termes connotés et enfin regrouper les termes par registre (Houtart,1990). C'est cette méthode que j'utilise pour analyser les perceptions et les attitudes des répondants.

Pour conclure, je me dois de préciser qu'en dépit des efforts, aucun chercheur ne peut garantir l'objectivité de ses propos. En effet, le choix des données à analyser, à interpréter constitue déjà un obstacle à une quelconque objectivité, à une « description pure » ou une « perception immaculée » (Wolcoot,1994). Les propos des répondants ne peuvent en aucun cas refléter la réalité dans sa globalité. Ces propos ne peuvent me permettre de généraliser mais

il est possible d'en déduire certains « patterns », certaines visions ou encore des jugements partagés.



## CHAPITRE 4 : LA SITUATION ACTUELLE AU VIËT-NAM

*« Tout l'art de la politique est de se servir des conjonctures »*

*Louis XIV.*

### 4.1 L'ÉTAT

#### 4.1.1 L'organisation politique du pays

Depuis 1954 au Nord et 1975 au Sud, le Parti Communiste gouverne non seulement le pays mais dirige aussi à lui seul l'idéologie du pays. Il se compose d'un Comité Central, d'un Politburo et d'une Permanence du Politburo. Tous les cinq ans, le Congrès du Parti se réunit et élit le Secrétaire Général. Le plus récent, le IX<sup>e</sup> Congrès s'est tenu en 2001. Depuis le 17 avril 2001, Nong Duc Manh, actuellement le Président de l'Assemblée Nationale, est le numéro un du Parti Communiste Vietnamien. Seule la tête du PCV a changé : Trân Duc Luong est reconduit dans ses fonctions de chef de l'État et Phan Van Khai dans celles de Premier Ministre.

L'Assemblée Nationale détient quant à elle les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. “ Elle élabore la Constitution du pays, décide des grandes orientations politiques et est le gardien de l'application de la constitution et des lois du pays sur l'ensemble du territoire du Vietnam ” (p:20<sup>66</sup>). L'Assemblée Nationale adopta une nouvelle constitution le 15 avril 1992 dans laquelle elle

---

<sup>66</sup> in Ministère de Plan et de l'Investissement et LBLF Vietnam: *Guide de l'Investissement direct étranger*, Ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam, Hanoi, juin 1997.

stipule que l'État vietnamien est un État " du peuple, par le peuple et pour le peuple "(p:20<sup>67</sup>).

Le pouvoir exécutif est lui représenté par le Gouvernement. Ce dernier prend en charge la politique économique et sociale du pays, ainsi que son administration. Quant au pouvoir judiciaire, il se compose de la Cour Populaire suprême, des cours populaires des villes, des tribunaux militaires et des autres juridictions.

« (...) le Gouvernement est, au Viêt-nam, l'exécutif de l'Assemblée nationale elle-même. Autrement dit, les pouvoirs exécutifs et judiciaires relèvent tout deux du pouvoir législatif et ils lui sont, en théorie, subordonnés. Au niveau local, des provinces jusqu'aux communes rurales, le pouvoir appartient de même aux conseils populaires qui émanent de l'Assemblée et qui, tous les cinq ans, élisent des comités populaires qui en constituent le simple exécutif » (Papin, 1999 : 118-119).

L'organisation administrative du pays comprend quatre échelons : le centre, les provinces, les districts et les communes. Chaque échelon local est administré par un Conseil Populaire élu au suffrage universel pour quatre ans.

Depuis la réunification en 1975, le pouvoir est, nous l'avons dit, entièrement détenu par le Parti Communiste. Même si depuis 1988 on parle de réformes, politiquement, les choses n'ont pas beaucoup changé.

« The model of the *bureaucratic polity*, in which major decisions are made entirely *within* the bureaucracy and are influenced by it rather than by extra-bureaucratic forces in society - whether parliamentary parties, interest groups, or mass movements - aptly describes how the Vietnamese policy system works. Not only the determination of major policies but the power over the selection of political and governmental leadership is confined to small group of party officials (Porter 1993: 101, italics in original) » (Kerkvliet,1995:399).

---

<sup>67</sup> voir note précédente.

Pour tenter de mieux comprendre le rôle de l'État au Viêt-nam, il est nécessaire de rappeler que dans les années 1920-1930, la priorité était donnée à la décolonisation, au nationalisme plus qu'au marxisme par les peuples qui subissaient la domination des nations européennes. Mais par la suite, la lutte contre la domination des nations de l'Ouest a souvent adopté le marxisme comme une idéologie.

« Rather, while retaining the dual problématique of nation- and statehood it has assumed a new form. The new formulation arises first out of the fact that Marxism was imported to China, Japan and other later- industrializing societies as a tool, as a model of national development that embraced a critical view of the Western socio-economic order by which many of their leaders felt victimized. When such thinkers and activists sought to adapt Marxism as a revolutionary strategy to their own societies, they confronted the national question in a new form. This new version of the question retained its dual facets regarding both the national and statist aspects of the original question. First, these non-Western thinkers embraced Marxism as a thought system that advocated the ultimate dissolution of the state as a desideratum for the protection of their peoples from the West. Second, even as Marxism was imported in appreciation of its value as a model of national development, it was based on the West European experience and, thus, existed in these non-Western societies in tension with the desire to assert and affirm their own indigenous cultural contributions to human history » (Hoston, 1994 : 8).

L'État socialiste n'est pas différent des États modernes en ce qui concerne sa constitution. Il comprend trois branches : « l'administration de l'État responsable de l'application des lois, le législatif et le judiciaire » (Kornai 1996:57). Dans nombre de pays socialistes, le Parti est la force dominante reconnue par la Constitution (Kornai 1996). Rien dans les textes de lois n'oblige les fonctionnaires de l'État à obéir aux instructions du Parti, cependant, dans la mesure où la quasi-totalité des fonctionnaires est membre du Parti, ils sont tenus d'exécuter les directives du Parti. L'État et le Parti sont donc intimement liés.

« Certains membres élus des organes du parti détiennent des postes d'État ou des positions de dirigeants dans le secteur public, comme ministres,

vice-ministres, directeurs d'entreprises d'État, ambassadeurs, généraux, chefs de la police et membres du parlement. Non seulement le parti a pénétré dans l'« État », mais l'« État » est aussi présent au sein du parti » (Kornai, 1996 : 59).

Le Parti Communiste ne tolère aucune autonomie des organisations de l'État ou des fonctionnaires. De fait, l'existence du « parti-État » (État-parti) et le mélange des fonctions politiques et administratives est l'une des caractéristiques principales du système.

#### 4.1.2 La *Dôi Mũi*

La politique de *Dôi Mũi* a été définie par le gouvernement vietnamien comme une politique de réforme et de libéralisation. En 1986, le gouvernement vietnamien se voit obligé de reconnaître le mauvais fonctionnement de son économie et décide ainsi d'organiser une politique de réformes. La collectivisation, étendue à l'ensemble du pays en 1976, semble être un échec. Déjà, en 1979, des réformes avaient été engagées mais la *Dôi Mũi* constitue une politique plus précise, plus déterminée semble-t-il. Ceci, même si de nombreuses réserves sont apportées.

La *Dôi Mũi* est donc née d'une nécessité de réformes. Les raisons de son adoption par le gouvernement sont:

- «1.the reduced credibility of the party because it could not solve the economic crisis;
- 2.The increased economic and technological gap between Vietnam and its neighbours;
3. The rapid progress of China's economic reform and its economic development, and
4. The indication of a reduction in Soviet aid, as implied in its 'New Thinking on Diplomacy', which forced Vietnam to seek a new development strategy without Soviet assistance » (Ebashi in Morley & Nishihara (eds), 1997:40).

Les priorités établies par la *Dôï Moi* sont: la production de vivres, pour satisfaire aux besoins urgents de la population et constituer des réserves; la production de biens de consommation courante, pour répondre à la demande croissante; la production d'un certain nombre de produits d'exportation, pour dégager des devises nécessaires à l'importation de machines, de pièces de rechange, etc. (Dirier, in Ruscio et al., 1989:172). Cette nouvelle politique était aussi une sorte d'expérimentation d'importance historique: c'est-à-dire essayer de libéraliser l'économie d'un pays communiste sans pour autant affaiblir le pouvoir du Parti (Morley,1997:15). Et jusqu'à présent, le gouvernement vietnamien semble avoir trouvé dans l'immobilisme, la solution à ce problème.

« (...) the policy dilemma centered on how to give the people a prosperous life without significantly altering the Leninist political construct achieved at such high price in blood, treasure, and wartime sacrifice. Their policy response, in a word, was judiciously to do nothing -to make no policy changes in any sector, or any matter, if such could be managed » (Pike,1992:79).

La “ *Dôï Môï* ” i.e. la politique de rénovation, est mise en place à la suite du VI ème Congrès du P.C.V (1986) : ”Elle dresse dès lors un nouveau paysage structuré par deux forces essentielles et a priori contradictoires: le libéralisme d'une part et l'autoritarisme de l'autre ” (De Hartingh, 1994 : 329). Cette politique de rénovation prend naissance dans un cadre plus global de réformes politiques, celui de la *glasnost* et de la *perestroïka*.

« A la fin des années 1980, la désintégration de l'URSS et les changements de l'Europe de l'Est, signifièrent la fin du socialisme comme système mondial. A ce moment, personne ne mettait en doute que le démantèlement ferait tomber l'un après l'autre les régimes socialistes de la planète. On pensait que la transition vers le marché apporterait la liberté, le bien-être et le progrès » (Houtart & Duterme, 2001 : 11).

La *Dôï Môï* jetait les bases du Modèle d'Economie Socialiste de Marché (Bergeret,2000). Pour P.Bergeret, l'intention des dirigeants vietnamiens

n'est pas de favoriser la transition vers le capitalisme bien au contraire. Il mentionne :

« Il semble plus adéquat de comparer la Doi Moi avec la NEP (Nouvelle Politique Economique) conduite par Lénine en Russie pendant les années 1920. Comme la NEP, la Doi Moi peut sans doute être considérée – tout au moins du point de vue d'une partie significative des leaders vietnamiens – comme une pause nécessaire mais temporaire sur la voie du Socialisme. Une telle pause est nécessaire, dans un contexte international hostile au communisme, afin de permettre un niveau suffisant d'accumulation de biens matériels et d'induire le développement des forces productives, conditions nécessaires à la réalisation de l'Economie socialiste. Ainsi, le développement des forces productives sous la Doi Moi doit être conduit sans que n'émerge une classe bourgeoise. L'auto-emploi et les micro-entreprises doivent être tolérés, en ce qu'ils fournissent un moyen de mobiliser le dynamisme de la population pendant que se consolide un secteur d'État fort, efficient et profitable. Priorité est donnée à l'industrie, parce que seule l'industrie peut fournir de forts taux de croissance de la production matérielle et entraîner un développement rapide des forces productives<sup>68</sup>. De plus, la classe ouvrière a toujours été considérée par la pensée marxiste comme l'avant-garde du socialisme » (2000 : 458).

La *Dôi Mũi* est une politique de réformes économiques et non politiques qui se caractérise par « une combinaison entre austérité fiscale et l'ouverture au marché, une lutte contre l'inflation, un effort de réduction du déficit de l'État et une dévaluation de la monnaie, le dong » (Houtart & Duterme, 2001 : 28). Par conséquent, politiquement, les choses n'évoluent pas vraiment: le multipartisme n'est pas encore de rigueur car selon les dirigeants il mettrait en péril la stabilisation du pays<sup>69</sup>. C'est à partir de 1989 que les autorités vietnamiennes cherchent à utiliser, avec cette nouvelle politique, les

<sup>68</sup> « A partir de maintenant et jusqu'en 2020, nous devons faire tous les efforts pour transformer le Vietnam en un pays industrialisé pour l'essentiel » (Parti Communiste du Vietnam 1996). Cité par Bergeret, 2000.

<sup>69</sup> « (...) Le Parti Communiste s'est soumis à la règle d'or qui veut que, publiquement, tout le monde s'aligne sur la ligne adoptée par le Congrès, ajustée de plénum en plénum. Elle n'en demeure pas moins fondée sur la trilogie de la poursuite des réformes, la régénération des instances centrales et intermédiaires et le monopartisme. En enfermant les réformes dans ce corpus politique rigide, le parti communiste a réduit les réformes économiques à une succession d'ajustements de la praxis sans logique d'ensemble » (Lechervy, 1997 : 120).

investissements étrangers : « comme un instrument de sa politique économique lui permettant de mobiliser les ressources et les compétences externes pour développer ou moderniser des secteurs stratégiques ou des régions sous-développées » (Fabry et Richer, 1998 : 122). En 1991, les réformes se précisent de nouveau suite au VII<sup>e</sup> Congrès du PCV. Les bases posées alors sont les suivantes :

« (1) Passer d'un système centralisé, bureaucratique et subsidié à une économie multisectorielle opérant selon les mécanismes du marché, régulé par l'État, dans une perspective socialiste; (2) lier la croissance économique à l'équité et au progrès social, au développement culturel et à la protection de l'environnement; (3) démocratiser la vie sociale, dans le but de développer l'État de Droit, par le peuple et pour le peuple. (4) S'ouvrir pour favoriser des rapports d'échanges et de coopération avec le monde extérieur dans un esprit d'entente pour la promotion de la paix, de l'indépendance et du développement » (Houtart & Duterme, 2001 : 28-29).

En 1993, en dépit de rumeurs persistantes, la “Troïka” reste en place à la tête du gouvernement: Do Muoi comme Secrétaire du Parti, Vo Van Kiet comme Premier Ministre et Phan Van Khai comme Vice Premier Ministre . La situation économique s'améliore sensiblement mais le chômage atteint 20%, et la pauvreté est toujours présente. Le Parti doit aussi faire face aux changements survenus en ex-URSS et en Europe de l'Est. En effet, le Politburo sait parfaitement qu'il ne peut stopper l'évolution historique mais les changements ne sont pas faciles à gérer. De nombreux experts estimèrent au milieu des années 1990, que les changements économiques nécessiteraient à court terme des changements politiques. De plus, le fait que 50% de la population actuelle n'a pas connu la guerre entraîne un changement de priorités. L'année suivante<sup>70</sup> les investissements étrangers ont été très importants et les relations avec les USA s'améliorèrent. Le Viêt-nam n'était plus un pays paria. En février 1994, les USA lèvent l'embargo qui pesait sur le pays depuis 1975. Cet embargo l'empêchait alors de bénéficier de l'aide financière d'organisations nationales ou

---

<sup>70</sup> 1994

internationales. En juillet 1995, les relations américano-vietnamiennes se normalisent. Et une ambassade américaine ouvre ses portes à Hanoi fin 1997<sup>71</sup>.

Par ailleurs, il est nécessaire de mettre un bémol à cette amélioration des relations américano-vietnamiennes: des projets d'investissements américains furent approuvés mais le pays ne bénéficiera pas du statut de la nation la plus favorisée (MFN) qui lui permettrait d'exporter ses produits manufacturés aux USA à des tarifs douaniers préférentiels<sup>72</sup>. La levée de l'embargo américain n'a cependant pas accéléré le développement économique. La ratification de la signature d'un accord commercial entre les États-Unis et le Vietnam aurait dû avoir lieu en 1999. « (...) Le bureau politique du PCV a refusé d'entériner un traité commercial signé quelques semaines auparavant avec les États-Unis lors d'une visite au Vietnam de la secrétaire d'État Madeleine Albright » (Pomonti, 2000 : 12<sup>73</sup>). Certains ont attribué ce refus aux propos tenus par Mme Albright au sujet de la situation des droits de l'homme au Vietnam. D'autres comme P. Bergeret avancent une autre explication :

« On dit en effet que c'est sur les injonctions des Chinois qu'en 1999 les Vietnamiens refusèrent *in extremis* et contre toute attente de signer l'accord commercial avec les États-Unis, dont la préparation avait pris plusieurs années. La signature, deux mois plus tard, de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine, consacrant la préséance des intérêts chinois doit avoir laissé un goût amer dans la bouche de nombre de décideurs vietnamiens » (Bergeret, 2000 :469).

Les deux parties ont finalement ratifié l'entente à la fin de l'année 2001. Cet accord serait susceptible de faire augmenter les exportations. « Mais le vrai problème du pays reste le décalage entre ses résultats actuels – un taux de

<sup>71</sup> Le hasard (ou l'ironie) a fait que le premier ambassadeur américain : Douglas « Pete » Peterson fut prisonnier de guerre à Hanoi lors du conflit vietnamo-américain.

<sup>72</sup> Comme c'est le cas de la Chine.

<sup>73</sup> In « Le « risque prudent » des communistes vietnamiens », Jean-Claude Pomonti, Le Monde, 08 mai 2000 :12-13.



croissance de 5% à 7% - et un potentiel de ressources humaines jugé exceptionnel » (Pomonti, 2001)<sup>74</sup>.

Sur le plan diplomatique, le pays s'est employé à améliorer ses relations avec les pays de l'ASEAN. C'est en juillet 1998 qu'il devient l'un des membres de l'ASEAN. Celle-ci regroupe le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour. Le Viêt-nam rejoint l'APEC la même année. Et depuis 1995, le Viêt-nam s'est engagé dans un processus d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce.

En 1998<sup>75</sup>, douze ans après la création de la *Dôl Moi*, l'économie vietnamienne n'a pas encore atteint le stade de « décollage ». En effet le pays souffre du manque d'infrastructures, donc, entre autres, du manque d'énergie; et la population augmente au rythme de 2% par an; enfin, la production agricole est inégale. Depuis 1986, des entreprises publiques ont été privatisées et des entreprises étrangères ont pu s'installer au Viêt-nam. La privatisation de certaines entreprises publiques permet ainsi au gouvernement de se désengager: il n'est alors plus responsables de leurs problèmes. Il est important de rappeler que cette libéralisation économique n'est en aucun cas une libéralisation politique.

#### 4.1.3 L'État et les entreprises étrangères

Les entreprises étrangères font partie de ces organisations qui ont un impact au Viêt-nam. Comme nous venons de le dire, elles sont présentes en grand nombre dans le Sud. En effet, 75% des investisseurs étrangers se dirigent vers le Sud, dont 45% pour l'ancienne Saïgon. Celle-ci fait apparemment part de plus de libéralisme que sa rivale du Nord: Hanoï. Ces entreprises peuvent être vues comme des moteurs à la croissance économique du pays. Elles apportent des

---

<sup>74</sup> In « Nong Duc Manh, un "numéro un" de compromis à la tête du Parti Communiste vietnamien », Jean-Claude Pomonti, Le Monde, 18 avril 2001. Version électronique.

devises étrangères et aussi créent des emplois sur place. Cependant, l'attitude du gouvernement vietnamien à leur égard est ambiguë. L'État les tolère mais les craint<sup>76</sup>. En effet, leur présence ressemblerait plus ou moins à un aveu de l'échec de la politique communiste. Mais ces entreprises peuvent aussi modifier les comportements des Vietnamiens (les *habitus*) et aussi, à plus grande échelle, elles peuvent à long terme modifier l'idéologie. D'ailleurs, l'idéologie et les conceptions, les préjugés sont déjà en train de changer puisque les entreprises étrangères sont tolérées sur le sol vietnamien.

La place des entreprises étrangères est complètement liée à la politique gouvernementale. Le gouvernement vietnamien a choisi une politique de développement qui passe par une ouverture au capital étranger. Ainsi les entreprises étrangères peuvent aider le pays à augmenter sa croissance et donc à se développer. Mais revenons à l'État. Il semblerait y avoir une distinction entre le gouvernement et le Parti. Depuis le dernier Congrès du Parti Communiste Vietnamien, on observe une certaine distance entre les deux. On va vers plus de transparence et le Parti organise des réunions régionales et locale pour critiquer les rapports du gouvernement. Quant aux réformes engagées, le Parti est hésitant: « (...) The Congress calls for the passage of new laws governing aspects of the economy, but seriously debated forbidding party members to engage in market activities because commerce would stain and corrupt the party » (Stern, 1997:480). Plus que jamais, le parti veut contrôler le pays mais en profitant des avantages du marché<sup>77</sup>. Cette hésitation des autorités entraîne une application élastique des lois sur les investissements étrangers menant à des problèmes de

---

<sup>75</sup> Date de mon arrivée sur le terrain.

<sup>76</sup> « Dans cette conjoncture volatile d'alliance entre communisme et capitalisme, une des questions essentielles est d'appréhender la position symbolique de l'État comme acteur d'une neutralisation dans l'imaginaire des tensions structurelles en jeu : l'État maintient en effet un mode d'autorité disciplinaire et d'imposition despotique dont le parti, dans sa rigidité conservatrice et sa phraséologie obsolète et décalée, est l'emblème – tout en intégrant des formes d'échange capitaliste qui se présentent comme autant de forces disruptives ou explosives » (Bazin & Sélim, 2001 : 125).

confiance vis-à-vis de l'État vietnamien. La corruption ainsi qu'une loi changeante font que les investisseurs renoncent souvent à s'installer au Viêt-nam.

La mise en application de toute politique est fonction du fonctionnement des institutions: elles aident ou au contraire empêchent l'implantation d'entreprises étrangères. Il ne faut pas non plus négliger les entreprises d'État et leur rôle dans le développement. Au Viêt-nam, elles auraient dû être le fer de lance du développement mais comme nous l'avons dit, elles doivent faire face à de nombreux problèmes. Et l'État se désengage au profit de joint-ventures.

Pour conclure cette partie, nous pourrions peut-être dire que les politiques de développement et donc le développement sont liés d'une part aux organisations (entreprises et État) dans la mesure où ce sont ces organisations qui, à l'heure actuelle, génèrent la croissance (en admettant que nous définissions le développement par la croissance). D'autre part, le développement et la culture sont liés par le fait que les programmes de développement doivent justement tenir compte de la culture locale, des traditions d'un pays pour se mettre en place. Les programmes de développement tiennent parfois trop peu compte des besoins des populations locales ; et une mauvaise évaluation des besoins peut avoir de graves conséquences et sur la population et sur l'environnement (Hancock, 1989).

#### **4.1.4 L'État, la culture, l'idéologie et l'économie**

La culture explicite (idéologie) régit les rapports entre les organisations et le développement : la preuve en est la loi sur les investissements étrangers au Viêt-nam. Nous l'avons dit à la page précédente, le gouvernement vietnamien tolère la présence d'entreprises étrangères mais en freine le

---

<sup>77</sup> C'est la nomenklatura vietnamienne qui profite le plus des investissements étrangers et c'est encore elle qui crée des PME parfois florissantes (restaurants, hôtels, boutiques et discothèques).

fonctionnement. Ceci parce que l'idéologie marxiste préconise un développement basé sur les forces internes et non sur l'insertion dans le marché capitaliste. L'idéologie est par conséquent importante dans la mesure où elle oriente la politique gouvernementale vers un processus de développement plutôt qu'un autre. C'est aussi l'idéologie du Parti qui décide de l'orientation à prendre en ce qui concerne le développement: si l'on va privilégier un développement axé sur l'épargne interne ou alors sur les investissements étrangers<sup>78</sup>.

L'idéologie (du Parti) encadre aussi les rapports que la population entretient avec les étrangers. Longtemps, les étrangers ont été perçus comme étant dangereux pour le Viêt-nam. Mais avec la *Dôl Moi* cette perception se doit de changer. Et idéologiquement, le Parti va devoir amener des modifications pour permettre à la population de changer ses comportements vis-à-vis des étrangers.

Si l'on prend un instant l'exemple du Japon, on note que le gouvernement, pour lancer l'industrialisation, a eu recours au nationalisme et à l'uniformisation de la culture (Bernier, 1995). Le nationalisme est aussi un facteur non négligeable de l'idéologie. Et c'est parfois ce nationalisme qui va décider de l'orientation du développement: c'est-à-dire s'il va faire appel aux forces internes ou non. Il est aussi communément admis que le confucianisme est un facteur de développement pour les NPIA et le Japon. Quand aux pays d'Asie du Sud-Est, certains vont même jusqu'à dire que ce sont les valeurs culturelles asiatiques qui leur ont permis de se développer (Domenach, 1997:26). Ces valeurs rejoignent et l'implicite et l'explicite. Elles sont valorisées par l'idéologie et font en même temps partie des *habitus*.

---

<sup>78</sup>A ce sujet les avis divergent. Certains économistes semblent vouloir privilégier le recours à l'épargne interne pour atteindre un développement durable. Mais dans la rue, la population pense que l'avenir passe par les investissements étrangers (Horizons Francophones, RDI, nov. 1997).

La culture implicite, les *habitus* et l'idéologie se trouvent intimement liés. L'*habitus* est à la base des choix et des comportements. Et pour ce qui est du développement c'est essentiel car l'*habitus* détermine le comportement de l'individu au travail mais aussi en tant qu'entrepreneur. C'est aussi l'*habitus* qui va déterminer le degré d'implication et d'initiative au travail. C'est encore lui qui va gérer les rapports entre les associés d'une joint-venture par exemple. D'ailleurs, les joint-ventures avec l'État ont peu de succès auprès des entrepreneurs: ces derniers restent méfiants. Enfin, l'entrepreneuriat est lui aussi influencé par l'*habitus*: au Viêt-nam les PME sont majoritairement familiales. D'ailleurs les Conseils d'administration sont bien souvent des réunions familiales (Hoang & Hoang, 1995<sup>79</sup>). L'*habitus* détermine aussi la manière dont se place l'entrepreneur dans le système actuel et comment il fonctionne dans le système de la *Dôl Moi*. L'*habitus* va aussi déterminer les rapports que l'individu peut avoir avec la loi, l'idéologie, avec les institutions. On remarque par exemple que les PME s'adaptent plus rapidement au marché, sont plus facilement gérables. Ayant une complète autonomie, elles sont plus productives mais elles sont aussi connues pour leur corruption et leurs fraudes fiscales<sup>80</sup> (Hoang & Hoang, 1995<sup>81</sup>). Par conséquent, les *habitus* jouent un grand rôle dans l'implantation de programmes de développement. Le succès ou l'échec de ces programmes repose en partie sur les *habitus* de la population. Pour changer les *habitus*, un gouvernement est parfois obligé d'aménager l'idéologie comme ce fut le cas au Japon.

« La nouvelle idéologie est fondée sur l'utilisation du prestige associé auparavant aux guerriers, afin, d'une part, de justifier le nouvel État et sa politique d'industrialisation, et d'autre part, de redorer l'image des hommes d'affaires ternie par l'ancienne idéologie féodale » (Bernier, 1988:253).

---

<sup>79</sup> in Norlund, Bates & al. (eds), 1995.

<sup>80</sup> Les fraudes fiscales sont considérables et empêchent ainsi la redistribution.

<sup>81</sup> in Norlund, Bates & al. (eds), 1995.

Mais les rapports entre l'implicite et l'explicite sont parfois confus. En effet, si explicitement le gouvernement vietnamien autorise les investissements étrangers, il semble les condamner moralement. De plus, le gouvernement tolère la libéralisation économique grandissante au Sud. Et ceci probablement parce que l'État a adopté "a multicomponent commodity economy functioning in accordance with market mechanisms under state management and following a socialist orientation" (Ebashi<sup>82</sup>,1997:54). Malgré cela, le rôle de l'État au Viêt-nam reste à définir. Le Viêt-nam doit non seulement faire face à une crise des modèles de développement mais aussi à une crise idéologique. L'immobilisme dans lequel le gouvernement vietnamien se réfugie pourrait en être la preuve.

« L'insertion dans la globalisation capitaliste du marché – dont une des traductions endogènes est la nouvelle orientation des élites politico-économiques prenant désormais comme modèle la consommation étrangère – met singulièrement à mal un processus bien rôdé de légitimation du pouvoir par l'érection négative de la domination étrangère : au plan symbolique comme réel, l'autochtonisation de la domination étatique se révèle actuellement de plus en plus fragilisée, et ce particulièrement dans un contexte où ce qu'on dénomme pudiquement la disette continue à sévir de façon endémique et où la prospérité du marché reste inaccessible à la majorité » (Bazin & Sélim, 2001 :128-129).

## 4.2 L'EDUCATION AU VIET-NAM

### 4.2.1 Le système d'éducation

Le prestige accordé à la connaissance et à l'apprentissage est très important au Viêt-nam : le communisme n'a pas totalement effacé l'influence des lettrés. D'une manière générale, les Vietnamiens aiment étudier mais il reste que selon les investisseurs interviewés, ils sont très mal formés pour travailler dans une entreprise. Pourtant nombreux sont les Vietnamiens qui prennent des cours du

---

<sup>82</sup> In Morley & Nishihara,1997.

soir. Car dans une nation rurale à 80%, le statut d'étudiant et de lettrés est encore très valorisé<sup>83</sup>.

Un autre problème vient de ce que les enseignants sont mal formés. Seulement 15% possèdent un diplôme post-universitaire. Il existe aussi un enseignement privé très particulier :

« Dans chaque quartier, les habitants s'organisent eux-mêmes pour louer une salle et embaucher une maîtresse d'école qui fait répéter les élèves. Cercle vicieux au demeurant parce que les enseignants ont plus d'intérêt (financier) à travailler dans ces classes privées qu'au sein des établissements publics ce qui oblige ceux-ci à recruter un personnel non qualifié » (Papin 1999 : 97).

En ce qui concerne l'éducation, 13% des 20-25 ans vont à l'université et il y a deux fois plus de garçons que de filles. 55% des 11-14 ans sont scolarisés et 18% des 15-17 ans. Dans les campagnes, ils vont rarement au-delà du primaire. Si c'est une famille nombreuse les enfants travaillent aux champs mais quelquefois les familles leur demandent de partir et ils se dirigent alors vers les villes. Il existe une réelle inégalité riches/pauvres (ville/campagne). 70% des 10-19 ans sont scolarisés en ville contre 55% à la campagne. Il faut avoir de l'argent pour pouvoir continuer à étudier. Papin nous dit que l'Éducation Nationale représente environ 10,5% du budget d'État et 3% du PIB c'est-à-dire deux fois moins que ce qu'il coûte. 40% du coût total est supporté par les familles et 10% par les ONG.

Avec un revenu annuel moyen de 200 dollars US, la majorité de la population est très pauvre. Et le travail des enfants permet à un grand nombre de familles de ne pas souffrir de la faim. Ainsi, le travail des enfants est très répandu dans des secteurs comme l'industrie, l'agriculture, les services ou la construction.

---

<sup>83</sup> Les examens d'entrée à l'Université sont difficiles et les étudiants peuvent les réussir grâce à une aide extérieure.

Les enfants ont bien souvent une tâche qui ne requiert que peu de qualification et de capital. Ils sont le plus souvent employés dans le secteur informel où il n'y a aucune norme de sécurité et où les lois du travail ne sont pas respectées. Enfin, on a remarqué une division du travail à Ho Chi Minh Ville, les filles sont employées pour des travaux plus délicats où les matériaux sont plus coûteux (domestique, restauration). Et les garçons généralement s'occupent de machinerie (fabrication de chaussures). D'autres facteurs déterminent le genre de travail que font les enfants : l'âge, la taille, la force de l'enfant mais aussi le milieu d'où vient la famille. Il a été remarqué que les nouveaux arrivants exercent les pires travaux. Les enfants exercent les mêmes métiers que leurs parents et travaillent dans le même quartier (Save the Children, 1998)<sup>84</sup>. Il arrive aussi que des filles soient "vendues" comme femme de ménage ou serveuse. Les enfants exercent des petits boulots et sont très souvent abusés. Ils fuient leurs patrons et préfèrent bien souvent faire de la récupération sur les tas d'ordure que de travailler pour un artisan (Save the Children, 1998).

#### 4.2.2 Les femmes et l'accès à l'éducation

Dès 1946, dans la première constitution, la femme était reconnue comme l'égale de l'homme en tous points et par conséquent avait le droit d'accéder à l'éducation.

« Immediately following independence, the government commenced major efforts to expand the public education system. Under the literacy campaign launched by Ho Chi Minh in 1945, women were encouraged to join literacy classes and to enter higher levels of education (Tran Thi Van Anh, 2000). For the first time, equal access to education and training between

---

<sup>84</sup> Save the Children (1998) a identifié cinq groupes d'enfants qui travaillent: 1) Children who work in their family-own enterprise (lantern, shoes). They go to school in the morning and work in the afternoon; 2) Children who work for someone else. They're home in the evening. They don't go to regular classes. If they do, they work in the evening; 3) Children who live with their employers. Noodle soup vendors and domestic work. They have the lowest degree of freedom. And they never go to school; 4) Self-employed kids. Street vendors, scavenging dumps. They have high degree of freedom but they're exposed to assault and abuse. They are relatively happy and satisfied with their work condition; 5) totally independent kids who are responsible for their earnings.



women and men was declared and confirmed by the Constitution promulgated in 1946 » (UNDP,2000 : 25).

Dans le Vietnam d'aujourd'hui le taux d'alphabétisation est assez élevé : il avoisine les 90%. A se promener dans les rues de Hanoi, il semble que les élèves vont toute l'année ou presque à l'école. Contrairement à cette observation, Philippe Papin (1999) nous dit qu'ils y vont moins longtemps que la moyenne mondiale soit 660 heures/an contre 880 heures/an pour la moyenne mondiale. Selon un rapport du PNUD, les femmes et les hommes n'ont pas le même accès à l'éducation :

« There now exists very little difference between enrolment rates of boys and girls of primary school age. However, a significant gender gap is still apparent in the secondary school age group, which increases in the upper secondary school level. (...) The educational gender gap has actually widened for children of parents with no education. For girls, school attendance is lower in rural areas compared to urban areas. For boys, school attendance is similar across both areas. This implies that boys attend school regardless of residence, whereas, girls in rural areas are more likely not to attend school » (UNDP, 2002 : 14).

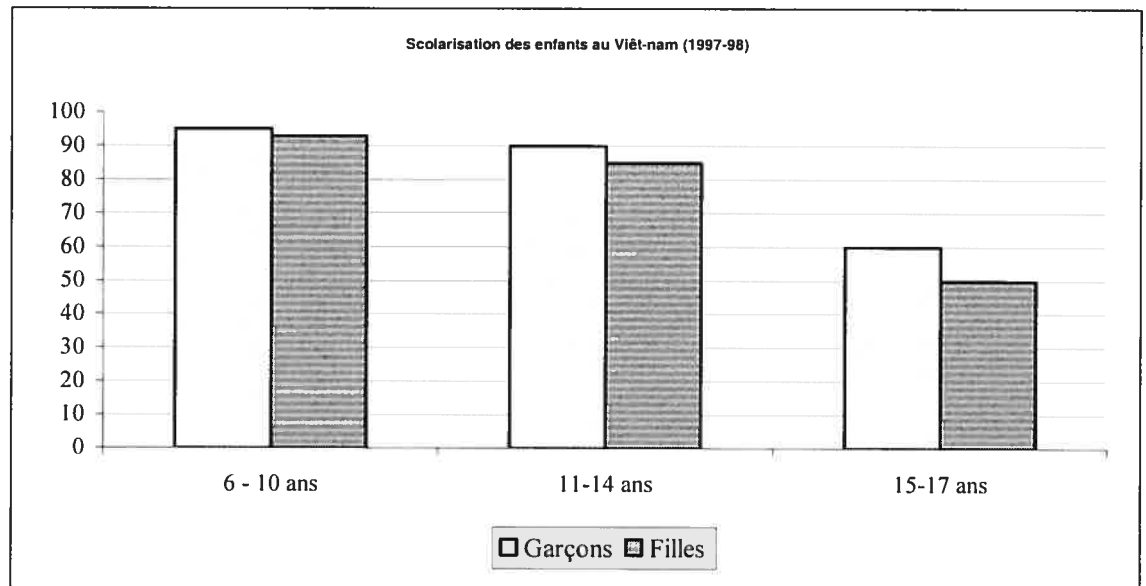


Figure 1 : Scolarisation au Viêt-nam par genre et par groupe d'âge, 1997-1998 ( UNDP, 2002 : 14.)

Et comparativement à ses voisins de la zone asiatique, le Viêt-nam a un fort taux d'alphabétisation pour les femmes, comparable à celui de la Thaïlande et des Philippines (figure 2).

%	Femmes	Hommes
<b>Viêt-nam</b>	<b>90.6</b>	<b>95.3</b>
Laos	30.2	61.9
Myanmar	79.5	88.7
Thaïlande	93.2	96.9
Bangladesh	28.6	51.1
Philippines	94.6	95.1

Figure 2 : Taux d'alphabétisation dans les pays d'Asie du Sud-Est (pour les 15 ans et plus), 1999. (UNDP, 2000 : 26).

Treize pour cent des 20-25 ans vont à l'université et les garçons sont deux fois plus nombreux que les filles. L'explication que nous pourrions avancer est que les filles se marient jeunes et élèvent les enfants. Mais aussi, les garçons sont toujours plus favorisés que les filles, donc la famille veillera à leur éducation. Les garçons peuvent être préférés par leurs parents. La fille qui se marie va aller habiter dans la famille de son époux et donc prendra soin de ses beaux-parents et non de ses parents. Les familles ont donc tendance à accorder plus d'attention à leurs fils qui prendront soin d'eux lorsqu'ils seront âgés. Encore maintenant la différence faite entre les filles et les garçons est très importante. Il arrive bien souvent que les femmes soient moins bien nourries que les hommes :

« Adult women are still more likely to suffer from chronic energy deficiency than men. The gender gap in adult nutritional status is greatest in rural areas, in poorer households and amongst people of ethnic minority. This suggests that in the most disadvantaged households, women have access to relatively fewer resources than men » (UNDP, 2002 : 15).

D'un point de vue plus général, les Vietnamiens aiment étudier mais ils restent très mal formés pour le marché actuel selon les employeurs et les

enseignants étrangers. Des programmes d'enseignement ont été mis en place par différents pays. Ainsi la France forme des ingénieurs avec le programme du P.F.I.E.V (Programme Francophone des Ingénieurs d'Excellence au Vietnam), des juristes avec la Maison du Droit Vietnamo-Française, des informaticiens avec l'I.F.I (l'Institut Français d'Informatique), des professions hôtelières avec les programmes d'enseignement du français de spécialité grâce à l'Alliance Française et l'A.U.F ( Agence Universitaire de la Francophonie) et enfin des économistes avec le C.F.V.G (Centre Franco-Vietnamien de la Gestion). Notons que nombreux sont les Vietnamiens de tous âges qui prennent des cours du soir. La principale critique émise par les professeurs et les professionnels étrangers à propos de la formation est la suivante : les étudiants ne sont pas formés pour penser mais pour apprendre et répéter.

### **4.3 LA CULTURE VIETNAMIENNE**

La culture au Viêt-nam est une question délicate à cause de l'histoire du pays. Rappelons le brièvement, le Viêt-nam fut sous la domination chinoise pendant un millénaire, puis après un intermède d'indépendance, le pays fut colonisé par les Français. De nouveau indépendant en 1954, le pays est divisé en deux parties au niveau du 17 ème parallèle. Ce n'est qu'en 1976, qu'il est réunifié sous la férule communiste. Au Viêt-nam, il est donc possible de recenser différentes influences culturelles : chinoise, française, américaine (au Sud) et communiste en dernier lieu. Nous nous devons aussi de traiter de l'influence du confucianisme sur le développement des pays d'Asie. Mais l'influence la plus importante (explicitement) actuellement est probablement celle de la doctrine communiste.

L'idéologie communiste régit donc le pays depuis plus de vingt cinq ans. Elle a modelé la politique mais aussi la culture au moyen de la rééducation, de la propagande (école, livres, journaux) et de la censure

(communication, arts). C'est là que se trouve le lien entre la culture et l'État: au niveau des programmes éducationnels et culturels. Selon Kornai (1996), l'idéologie socialiste est composée de plusieurs couches : une profonde qui comprend « les idées des premiers socialistes, en premier lieu celles de Marx »<sup>85</sup>. La suivante correspond « aux idéaux, espérances, valeurs des mouvements révolutionnaires organisés dans les pays devenus plus tard socialistes »<sup>86</sup>. Puis viennent les « idées produites par la phase révolutionnaire transitoire »<sup>87</sup>. L'État peut aussi se bâtir une légitimité à partir de la culture: c'est-à-dire créer un fort sentiment nationaliste, un sentiment d'unité profond dans la population comme le fit le Japon par exemple. Et :

« Dans le socialisme classique stabilisé et mûr il n'y a pas de compétition ouverte entre des idéologies alternatives pour conquérir le cœur et l'intellect de la population. La bureaucratie jouit d'un monopole idéologique quasiment total. (...) Les idéologies qui sont diamétralement opposées à la ligne officielle apparaissent aussi, mais seulement à titre temporaire et d'une manière semi-légale ou entièrement illégale. L'idéologie officielle, de son côté, est présentée par un important appareil du parti, de l'État et des organisations de masse; elle possède à son service la presse, les autres médias et les activités déployées dans les secteurs de l'éducation, de la science et de la culture » (Kornai,1996 :71).

Les membres de la bureaucratie sont convaincus de la supériorité du système socialiste par rapport au système capitaliste. Et certains sont même « imprégnés d'une foi messianique selon laquelle le socialisme a comme tâche de sauver l'humanité » (Kornai,1996 :73). Au niveau du développement au Viêt-nam, l'idéologie a joué un rôle très important puisque c'est en fonction d'elle que le gouvernement a toujours défini ses politiques de développement: collectivisation, décollectivisation, et *Dôï Moi*. Toute politique doit être conforme idéologiquement.

---

<sup>85</sup> Kornai,1996 :72

<sup>86</sup> Kornai,1996 :72.

En ce qui concerne les *habitus*, donc l'implicite, cela semble différent. La non-transformation de certains *habitus* hérités du capitalisme pourraient être à l'origine de l'échec du communisme au pays. Le présupposé des socialistes consistait à penser que les êtres humains allaient changer leurs comportements, et que ce changement leur permettrait d'assurer la supériorité économique du socialisme. Mais dans les faits les choses furent bien différentes. En effet les Vietnamiens, particulièrement au Sud, n'étaient pas prêts à la collectivisation<sup>88</sup>. Les problèmes rencontrés le prouvent: désintéressement du travail agricole collectif, préférence pour son lopin de terre, certains paysans ont même préféré tuer leur cheptel plutôt que de le donner à la coopérative (Yvon, 1989). Et en dépit du "rouleau compresseur" communiste, des traditions vietnamiennes issues du bouddhisme et du confucianisme sont restées, comme le culte des ancêtres<sup>89</sup>, le respect des aînés etc. Après 1975, Hanoi envoya de nombreux cadres du parti de Hanoi occuper des postes importants à Saïgon, manifestant ainsi son manque de confiance vis-à-vis des populations du Sud. Pour Douglas Pike, la société vietnamienne est traditionnelle : « Vietnam even today is a deceptively traditional society. Every Vietnamese has a profound sense of history and is moved by images from the past » (Pike, 1996 :111). Certaines de ces images du passé sont largement véhiculées par la télévision vietnamienne, entre autres, qui programme fréquemment des émissions sur la guerre, la lutte contre la colonisation ainsi que des hommages à ces héros de la guerre<sup>90</sup>. Avec une population rurale à 80%, on a affaire à une société de villages et cette mentalité de « village » exerce une forte influence sur les attitudes et le changement social (Pike,1996 :111). Même dans les centres urbains, on retrouve cette mentalité dans les différents quartiers. On assiste donc à une sorte

---

<sup>87</sup> Kornai,1996 :72.

<sup>88</sup> « Early post-Vietnam War efforts by Hanoi to amalgamate the two systems generally did not succeed, particularly with the economic sector, although the effort continues » (Pike, 1996 :112).

<sup>89</sup> Sur l'autel des ancêtres, le portrait d'Ho Chi Minh est bien souvent accroché au-dessus de ceux des parents (grands-parents) décédés et parfois au-dessus aussi de celui du Christ.

<sup>90</sup> Cela est d'autant plus important que la grande majorité de la population est née après 1975.

d'enfermement, de repli sur soi. Et le reste du monde est perçu comme un endroit hostile.

« Folk psychology teaches that the individual cannot cope alone with the stranger, who is always dangerous and clever and who should be avoided ; if this is not possible it is permissible to lie, cheat and make fun of him. In order for the individual to make it through life successfully, a network of special relationships must be established. These are not friendships (nor are they clan/family relationships) but mutually supportive associations » (Pike, 1996: 111).

Ces associations dont parle Pike seraient sans doute proches des « guanxi »<sup>91</sup> chinoises dont nous avons déjà parlé. Enfin, au Sud, la “ tradition communiste ” est moins présente: dans les faits, cela se traduit par la domination économique d'Ho Chi Minh Ville sur Hanoi. Les investisseurs étrangers y sont nombreux et la population ne semble pas avoir oublié les mécanismes de l'économie de marché<sup>92</sup>.

#### 4.4 LA LIBERTÉ ET LE SECRET AU VIÊT-NAM

Économiquement et politiquement, les enjeux sont énormes au Viêt-nam. Certains auteurs allaient même jusqu'à dire (en 1995), qu'à plus ou moins long terme (5 ans au maximum), le gouvernement vietnamien se verra dans l'obligation de concéder plus de liberté politique. Actuellement, le gouvernement ne semble pas prêt à s'engager dans cette voie. « Le comportement de la bureaucratie n'est pas univoque. On assiste à une alternance de phases de plus grande tolérance et de relative fermeture » ( Kornai, 1996 : 502). Il est aisé de remarquer ce genre de comportement dans la vie quotidienne. La censure est toujours d'actualité. En effet, si les magazines étrangers sont autorisés à la vente au Viêt-nam, la censure se réserve le droit d'ôter certaines pages avant de les

---

<sup>91</sup> Lautard, 1997.

<sup>92</sup> « Pendant toute la période du socialisme classique une forte tension s'est manifestée entre les promesses faites par l'idéologie officielle et la performance économique effective du système » (Kornai, 1996 : 77).

mettre en vente libre<sup>93</sup>. L'importation de livres est très réglementée par le Ministère de la Culture. A la censure vient s'ajouter aussi une politique du secret. Les autorités vietnamiennes montrent peu d'enthousiasme pour la transparence. Le système socialiste classique ne s'est jamais senti gêné de sa pratique du secret, « il l'avait considérée comme une exigence fondamentale de la vigilance. Toutes les informations peuvent être utiles à l'ennemi extérieur et intérieur. Pour cette raison tous les fonctionnaires sont généralement tenus de ne communiquer qu'un minimum d'informations » (Kornai, 1996 :503). C'est pourquoi au Viêt-nam, un(e) journaliste ne peut continuer à exercer son métier s'il (elle) partage sa vie avec un étranger. Obligation leur est faite de démissionner. Cette pratique du secret alliée à une culture confucianiste où l'on ne doit pas montrer ses sentiments, ni les exprimer, se traduit fréquemment par une mise à l'écart des étrangers en général.

« Bien que garanti par la Constitution, le droit à la liberté d'expression reste sérieusement restreint. Après les mesures prises en 1996 pour contrôler les représentants de la presse étrangère (et l'expulsion du correspondant de la *FEER*<sup>94</sup>), le pouvoir a lancé des avertissements : ainsi, par l'arrestation, en octobre 1997, de Nguyen Hoang Linh, rédacteur en chef d'un journal financier de Hanoï accusé d'avoir révélé des secrets d'État (en fait des détails sur un scandale de corruption dans l'achat de quatre vedettes par les douanes), les autorités font savoir que l'ouverture ne s'étend pas à la corruption des forces de sécurité! » (Richer, 1999 : 221-222).

Le secret est très ancré dans la société vietnamienne :

*« You can understand nothing. You can understand what people are willing to let you understand »  
(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

---

<sup>93</sup> Il arrive que certaines pages de l'Express ou Nouvel Observateur manquent à l'appel ou même que soient noircies au feutre certaines parties de l'anatomie de célébrités françaises exposée à la « Une » des magazines.

<sup>94</sup> Far Eastern Economic Review. En italique dans le texte.

*« Il y a tout un système de non-dits : on ne dit jamais les choses franchement, il faut tout deviner. Ils ne montrent jamais leur colère ou leur haine. Il faut toujours faire bonne figure. Mais en tant qu'étranger tu dois aussi fonctionner comme ça et comprendre les non-dits. Même eux s'y perdent. Si quelqu'un te plante un couteau dans le dos, tu dois savoir pourquoi et l'avoir vu venir. Il ne faut pas s'énerver, ni être en colère car ça ne passe pas avec les Vietnamiens. Ils ne montrent pas leurs sentiments et ce n'est pas correct de le faire. Tu peux leur dire quelque chose, râler mais sans colère et là, ça ira bien »*  
(Jacques, Chef de Chantier, Entreprise 4).

Pour expliquer ce « goût » du secret, il est nécessaire de montrer que le pouvoir a depuis 1975 institutionnalisé la surveillance des citoyens et aussi des étrangers. Dans chaque quartier, il y a des unités de groupement de maisonnées et dans chaque groupe il y a un « délateur » qui surveille les autres. Certains estiment qu'il doit y avoir un délateur pour 6 à 8 familles<sup>95</sup>. Dans un premier temps, cette fonction avait pour but de protéger la révolution et le pays des colonisateurs et des impérialistes. Discours que l'on retrouve encore dans les journaux vietnamiens et les dépêches de l'A.V.I. où les termes de colonisateurs français et impérialistes américains sont fréquemment employés. Dans une entrevue accordée au magazine Time Asia, le nouveau leader du PCV Nong Duc Manh a déclaré :

*« During the revolution we had to keep secrets to ensure the success and victory of the cause, to gain independence and unification. Now the party has won a leading role...I think everything should be governed by law. We don't want to keep secrets anymore »* (Johnson, 2002).

Il va même plus loin en disant que les autorités ne cachent rien.

---

<sup>95</sup> Il est encore très difficile pour un étranger de travailler ou de faire de la recherche dans les provinces. Deux exemples : le premier celui d'un anthropologue qui désirait faire de la recherche dans un petit village. Les autorités lui ont demandé 200 USD pour une autorisation. Il ne pouvait dormir sur place, il était dans l'obligation de séjourner dans l'hôtel choisi par le Comité Populaire. Enfin, on lui avait attribué un interprète alors qu'il parlait couramment la langue. Le deuxième, un autre chercheur qui devait participer à un programme de recherche proche de la frontière chinoise et qui s'est vu suivre par la police pendant des mois. Des bruits concernant son appartenance à la CIA circulaient en ville! Dans ces conditions, le projet était retardé.



« Since the implementation of doi moi, we have nothing hidden or secret on our economy or society. Since 1998 we have introduced grassroots democracy under motto/principle: “People knowing, people discussing, people doing and people examining » (Johnson, 2002).

Mais c’est surtout un formidable outil de surveillance de toute la population et même si le danger est moins grand de nos jours, ce système persiste.

« L’idéologie officielle devient plus pragmatique aussi sous cet angle : l’idée de la lutte des classes sur un plan international s’affaiblit, et il en est de même de l’idée selon laquelle les pays socialistes représentant les intérêts de la classe ouvrière internationale doivent vaincre les pays capitalistes incarnant les intérêts de la bourgeoisie internationale » (Kornai, 1996 : 501).

Le Ministère de la Propagande a été transformé en Ministère de la Culture en 1955<sup>96</sup>. Toutes les activités artistiques ou intellectuelles sont encadrées par des Unions et des Associations (écrivains, artistes, peintres etc.)<sup>97</sup>. La liberté de penser ou d’écrire est limitée. Tout est visé par la censure: livres, magazines et films. Par exemple, le film *Le déclin de l’empire américain* n’a pu être projeté lors du Festival du film québécois à l’Alliance française en l’an 2000, la censure en ayant interdit la projection. Certaines séquences de film sont coupées (Forrest Gump, Apocalypse Now etc.). Les lignes téléphoniques des étrangers sont encore écoutées, le courrier lu et la maison peut-être fouillée pendant votre absence. Nous pourrions ajouter que le système d’envoi des courriels est totalement contrôlé par trois fournisseurs qui stockent les messages avant leur expédition<sup>98</sup>. Les courriels entrant sont lus et parfois bloqués. Un « firewall » limitant l’accès de certains sites internet existe aussi. Les Vietnamiens possèdent un système informatique (utilisé

---

<sup>96</sup> In Papin, 1999

<sup>97</sup> Voir Papin, 1999.

<sup>98</sup> Certes les Américains font exactement la même chose avec leur programme « Echelon », cependant à tort ou à raison, nous avons l’impression que la surveillance des citoyens est moins étendue. Depuis les événements du 11 septembre les USA et le Canada, entre autres, ont renforcé leurs mesures de surveillance des citoyens.

dans certains pays occidentaux comme les USA) recherchant des mots-clés dans les messages<sup>99</sup>.

Les services de police essaient tant bien que mal de surveiller les étrangers. Plusieurs moyens sont à leur disposition. D'abord, pour pouvoir louer une maison ou un appartement au Viêt-nam (en 1998), il faut que le propriétaire possède une autorisation en bonne et due forme qu'il obtient de la police du quartier. Une fois que vous louez le logement, votre propriétaire va aller porter votre passeport au poste de police pour vous enregistrer ainsi que votre bail. Les Vietnamiens qui travaillent pour des sociétés étrangères ou des ambassades doivent « se rapporter » à la police régulièrement. En l'an 2000, une employée d'ambassade a refusé de répondre aux questions de la police, elle s'est vue interdire l'entrée de son bureau par cette dernière. On a frôlé l'incident diplomatique<sup>100</sup> et l'ambassade en question a dû se séparer de l'employée.

Si certains analystes émettent l'idée qu'à plus ou moins long terme, les Vietnamiens devront s'ouvrir politiquement, cela semble difficile en raison de l'emprise de la bureaucratie. Et libéraliser serait prendre des risques : la contestation pourrait naître et renverser le pouvoir en place.

« C'est un phénomène bien connu de l'histoire : la Révolution française, la révolution russe d'Octobre, la révolution hongroise en 1956, la révolution en Iran et tant d'autres exemples le démontrent uniformément. La colère du peuple, les insurrections, les révolutions violentes ne se produisent pas dans la majorité des cas lorsque la répression est la plus forte, mais précisément lorsqu'elle se relâche, lorsque le système se libéralise » (Kornai, 1996 :505).

Les soulèvements de paysans appartenant aux ethnies minoritaires sont régulièrement réprimés.

---

<sup>99</sup> Logiciel conçu et vendu par une grande compagnie française. Beaucoup de pays occidentaux utilisent aussi ces méthodes de surveillance.

<sup>100</sup> L'Ambassadeur la soutenait.

A ce propos, nous pouvons conclure en disant que la répression, le secret , la surveillance constante font des Vietnamiens une population « docile ». Le culte de la personnalité d'Ho Chi Minh joue aussi un grand rôle dans la cohésion du pays et le maintien d'un régime socialiste. Et en 2002, Nong Duc Manh a confirmé que le multipartisme n'était pas encore à l'ordre du jour :

« The party's leadership role is recognition of the revolutionary struggle of the party over half a decade. The party is the vanguard of the working class. What is in the Constitution is the burning desire and aspiration of all the people of Vietnam. So for the moment, we don't think about opposition parties" (Johnson, 2002).

## CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉCONOMIE DU VIÊT-NAM

*« Le développement de l'économie réelle n'a rien à voir avec la science économique. Bien qu'on les enseigne comme s'il s'agissait de mathématiques, les théories économiques n'ont jamais eu la moindre utilité pratique ».*  
Karl Popper

### 5.1 LE DEVELOPPEMENT

#### 5.1.1 Le développement des pays d'Asie du Sud-Est

Pour aborder le développement du Viêt-nam, il est nécessaire d'aborder le développement économique des pays de l'Asie de l'Est.

L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est constituent une zone privilégiée pour ce qui est du développement, comprenant un pays développé (le Japon), quatre Nouveaux Pays Industrialisés (Corée du Sud, Taiwan, Singapour & Hong Kong), un pays dont le taux de croissance est exceptionnel (Chine) et plusieurs pays dont les taux de croissance sont élevés et qui aspirent au développement (dont la Thaïlande et la Malaysia). Les pays énumérés dans les trois premières catégories font partie de ce que l'on a appelé le monde sinisé. Cela fut suffisant pour que certaines caractéristiques de la civilisation chinoise soient invoquées comme variables explicatives de ce développement. Dans ce contexte, un des traits culturels de la civilisation chinoise qui a été largement invoqué est le confucianisme. Le confucianisme serait selon de nombreux auteurs, un facteur favorable au développement. Il est cependant intéressant de noter dès le départ que ceci est paradoxal. En effet, le confucianisme est une théorie de stabilité sociale. Dans ce cas, comment expliquer le changement qui a eu lieu dans les pays concernés? Quels sont les ingrédients du développement en Asie du Sud-Est? Faire le lien entre la religion et l'économie n'est pas récent. Avant le développement des NPIA tels que nous les connaissons, Max Weber, dans « Confucianisme et Taoïsme » s'y est intéressé: « [il voit] un lien de détermination

causale entre les structures économiques et politiques et les dynamiques religieuses » (Grossein, in Weber, 2000 : XI).

Les pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud-Est ont connu des développements différents. L'influence du confucianisme y diffère aussi: chaque région semble avoir adopté et adapté certains traits du confucianisme. Le confucianisme est une théorie morale associée à un système hiérarchique. L'existence de cette hiérarchie aboutit à une inégalité acceptée par tous. Weber a aussi expliqué qu'en Chine le confucianisme s'est appuyé sur les lettrés. Il a ainsi choisi d'étudier :

« (...) les groupes sociaux qui ont joué un rôle déterminant dans le façonnement et la diffusion d'une éthique religieuse dominante dans une aire culturelle donnée : « les couches sociales porteuses ». Concernant la Chine, après l'époque féodale et durant les longs siècles, ce groupe social « déterminant » est constitué par les fonctionnaires lettrés » (Grossein, in Weber, 2000 : XIII).

Il a aussi souligné qu'il :

« fallait concevoir les « couches sociales porteuses » d'une religion « non pas comme des porte-parole de leur profession ou de leurs « intérêts de classe » matériels, mais comme les porteurs idéologiques d'une éthique ou d'une doctrine de salut qui se mariait particulièrement facilement avec leur situation sociale » (Ibid : XV-XVI).

Enfin, il ajoute que le confucianisme résulte :

« d'une rencontre entre une éthique religieuse et les intérêts matériels et idéels d'une couche sociale, cette rencontre se scellant au plan de la conduite de vie propre à cette couche » (Grossein, in Weber, 2000 : XVI).

Max Weber insista aussi sur la position centrale des Lettrés et de l'État au sein de la société chinoise (Grossein in Weber, 2000 : XIII). La doctrine confucéenne met de l'avant des qualités morales importantes. Les traits valorisés

par le confucianisme sont: “ le sens du rang et du respect de la hiérarchie, de l’obéissance et de la loyauté, de la conformité aux normes, du contrôle de soi et de l’importance accordée au travail ” (Bernier,1988: 272). Ces traits sont partagés par la plus grande majorité. La principale qualité de l’État doit consister en la bienveillance des dirigeants; puis viennent les qualités du peuple c’est-à-dire l’obéissance et la responsabilité. Notons que ces éléments ont été remaniés et redéfinis selon les époques. L’idée du confucianisme est, comme nous l’avons dit, la stabilité. Et c’est là tout le paradoxe. On constate que les pays où la doctrine confucéenne est influente sont des pays qui se sont développés rapidement (Japon et les NPIA).

Les éléments de réponses que nous pourrions fournir pour tenter d’expliquer ce paradoxe seraient les suivants. Premièrement, le confucianisme fut associé à d’autres doctrines dans divers pays (Bernier,1995; Kyong-Dong,1994). Cette association vient limiter l’influence directe du confucianisme et peut même faire disparaître l’idée de stabilité. Deuxièmement, cette créolisation du confucianisme fut différente dans chaque pays. Le confucianisme s’est développé dans des contextes historiques différents. Il n’est pas univoque (Lavigne,1999). Par conséquent, si la créolisation fut différente pour chacun, alors le confucianisme ne peut être vu comme LA cause du développement des pays d’Asie. Il est certes l’un des facteurs qui a joué en faveur du développement mais pas le seul (Bernier,1990).

Le confucianisme préconise non seulement un gouvernement juste mais aussi un gouvernement, et un peuple, qui ont le sens des responsabilités. Ainsi, au Japon: « Dore mentionne aussi l’influence du confucianisme, non seulement dans l’acceptation de la hiérarchie, mais aussi et surtout dans cette tendance qu’ont les Japonais à vouloir s’améliorer eux-mêmes » (Bernier, 1990: 30). Pourtant, le confucianisme n’a pu influencer le développement des NPIA qu’en conjonction avec d’autres éléments. Le nationalisme est très probablement

l'un de ces facteurs d'influence. Un nationalisme qui, à l'exemple du Japon, se traduit par la volonté de protéger le pays et de contribuer à sa grandeur, à son rayonnement (Bernier, 1988). Le nationalisme peut entraîner la mise en place d'une politique protectionniste non seulement en limitant, grâce à une législation adaptée, les investissements étrangers mais aussi en créant des politiques favorisant les exportations et le marché interne. Et les NPIA et le Japon ont su tirer parti d'un certain protectionnisme : en limitant les importations et en favorisant les exportations. Le développement du marché intérieur passait par des mesures d'aide au secteur industriel. L'État a donc investi dans les infrastructures. Cette implication de l'État s'est manifestée de diverses façons :

« l'importance du secteur public, qui englobe les banques ( parfois expropriées plutôt que nationalisées : en Corée, par exemple, les banquiers, d'abord emprisonnés, ne retrouvaient leur liberté qu'en s'engageant à mettre le reste de leur capital au service de l'exécution du plan ); le plan, utilisant les capitaux publics sous des formes diverses, mais à taux d'intérêts très faibles pour que le taux de profit des branches industrielles nécessaires à la réalisation des objectifs du plan suffisant, au risque de les empêcher de fonctionner; le contrôle des prix; les droits de douane élevés, pour protéger des secteurs plus faibles, ou permettre à l'agriculture de se développer (condition de la nourriture du pays et de son indépendance alimentaire); une politique des revenus » (Lavigne, 1999 : 91).

Selon certains auteurs, l'utilisation de la doctrine confucéenne comme un facteur de développement serait une tentative de valorisation des valeurs asiatiques, voire l'affirmation d'une " asianité ", et le confucianisme serait un élément d'une construction idéologique: « A Taiwan comme au Japon, les États passés aux mains des modernisateurs " développeurs " après 1949 ou 1868 ont bien plus instrumentalisé la haute culture confucianiste (sans en faire d'ailleurs leur seule ressource idéologique) qu'ils n'ont été " créés " par elle » (Chevrier,1997<sup>101</sup>: 207). Chevrier va plus loin en affirmant que le développement actuel de la Chine est à l'opposé des objectifs confucianistes: « Si l'on s'en tient à

l'idée d'un confucianisme instituteur, ordonnateur et médiateur du social, cette Chine si pleine de dynamisme et d'entreprise, mais aussi de conflits, de désordre et d'injustice, est remarquablement vide de confucianisme » (Chevrier,1997:212).

Le confucianisme comme facteur de développement serait en bonne partie une construction idéologique, produite par les différents gouvernements d'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'idée selon laquelle les valeurs asiatiques sont supérieures à celles de l'Occident apporte de l'eau au moulin de l'asiatisme. « Le noeud essentiel de l'argumentation asiatiste est que le triomphe des économies asiatiques s'explique avant tout par des valeurs morales particulières: les "valeurs asiatiques".(...) Ces valeurs sont reliées au confucianisme par les Singapouriens » (Domenach, 1997: 26). Ces valeurs sont le respect des autres, la famille, l'éducation de masse, l'épargne et la frugalité, le travail dur, le sens de la communauté, le respect mutuel des citoyens et de l'État, l'association des citoyens à la propriété, un environnement moral, une presse responsable. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est mettent donc en avant ces « valeurs asiatiques<sup>102</sup> » : celles-ci seraient à l'origine de leur développement. Soulignons que ces valeurs, bien que moins précises, sont aussi présentes en Malaysia et en Indonésie. Or, du côté malaysien la présentation est plus religieuse: "c'est l'islam qui fonde les valeurs morales" (Domenach,1997:27). Selon ce raisonnement, grâce à ces valeurs, l'Asie serait en pleine ascension. Et le "déclin" de l'Occident s'expliquerait, pour eux, par la priorité qu'il accorde à l'individu, à la jouissance, à la distribution. Mais ces valeurs sont-elles uniquement asiatiques ou peut-on en retrouver certaines dans d'autres sociétés? En effet, si ces valeurs se retrouvent aussi dans des pays comme la Malaysia ou l'Indonésie, pays musulmans, cela peut aussi vouloir signifier que ces valeurs ne sont pas particulières au confucianisme.

---

<sup>101</sup> In Camroux & Domenach (ed), 1997.

<sup>102</sup> Aussi dans : Lavigne,1999 :82.



Un débat sur la culture asiatique et son rôle dans le développement des NPIA a commencé à se développer. Si pour Funabashi (1993) la culture asiatique tient plus d'un « *new breed of cross-fertilized civilisation* »<sup>103</sup>, on observe donc un mélange des interactions, des influences mais il est difficile de les identifier. Krugman (in Lavigne 1999) affirme que « le miracle asiatique n'est qu'un « mythe », la croissance asiatique n'est pas un mystère . (...) leur succès témoigne de la supériorité des nations qui réduisent les libertés civiques et planifient plus que les occidentaux ne le souhaitent» (Lavigne,1999 : 80). Enfin, c'est Amartya Sen qui clot provisoirement le débat sur l'influence de la culture sur le développement des pays de l'Asie en notant que le « succès de l'Asie s'est expliqué de manière différente » (Lavigne,1999 :82).

« Quand le Japon est devenu une grande puissance économique, on a mis en avant les valeurs traditionnelles du Japon, héritage des samouraïs, gestion des entreprises comme des familles. Les performances ultérieures des 4 « dragons » puis de la Chine ont attiré l'attention sur le confucianisme, lien entre le Japon, la Chine et l'Asie orientale. Le dynamisme plus récent des « tigres » a valorisé le bouddhisme, aux traditions très différentes du confucianisme, certes présent en Chine et au Japon, mais quasi exclusif en Thaïlande. Enfin la progression de l'économie indienne a été interprétée par d'autres facteurs culturels encore (notamment sa tradition comptable très ancienne!). Le prix Nobel d'économie en conclut que de multiples traditions et valeurs culturelles peuvent favoriser le développement, et que si l'on doit retenir en ce sens quelque chose du XX<sup>e</sup> siècle, c'est bien que « la culture européenne n'est pas la seule voie vers une modernisation réussie ». Les particularités du mode asiatique de développement, où l'auteur, après bien d'autres, privilégie le rôle de l'éducation et les relations « plus harmonieuses et plus coopératives » entre le marché et l'État, ne doivent pas être comprises comme une exclusivité asiatique dérivant de valeurs propres » (Lavigne,1999 :82).

Pour conclure sur ce thème, les auteurs actuels s'accordent à dire que le confucianisme comme facteur de développement est plus une construction idéologique qu'une réalité. Et que le développement actuel des NPIA doit

---

<sup>103</sup> Cité par Lavigne,1999 :80.

beaucoup à l'histoire: " Quand viennent les succès économiques, la faculté d'entreprendre est liée à une faculté d'abstinence politique et de discipline sociale qui fait figure de prédestination culturelle, quoiqu'elle soit l'oeuvre contingente de l'histoire " (Chevrier,1997:217).

### **5.1.2 Le développement du Viêt-nam**

Au Viêt-nam, comme on l'a vu, le Parti entend toujours contrôler étroitement l'économie même si cette dernière s'ouvre un peu vers l'extérieur. Le parti se retrouve par conséquent devant un paradoxe et il va lui falloir aménager l'idéologie pour permettre la coexistence du marché et du contrôle qu'il veut encore exercer. D'un côté le Parti veut tout contrôler et de l'autre il envoie un message qui équivaut à dire que gagner de l'argent est maintenant souhaitable. Le problème est double, il : « a néanmoins deux faces indissolublement liées: la démocratisation nécessaire de la société, la maîtrise de leur ouverture » (Amin, 1989: 18). Le gouvernement vietnamien a peur de s'engager: il n'a pas de programme de développement. Et la libéralisation économique semble être bien plus importante que la démocratisation de la société.

#### **5.1.2.1 Les nouvelles politiques**

Si nous nous penchons de plus près sur le cas vietnamien, nous observons que le développement du Viêt-nam s'est fait grâce à une politique de développement de l'agriculture, à l'État qui est le moteur essentiel de la stratégie de développement du pays, et à la mobilisation des financements internes qui en est l'instrument (Lavigne, 1999 : 92). Dans un premier temps, le Viêt-nam a d'abord réformé son secteur agricole en annulant l'obligation faite aux paysans d'être rattachés à une coopérative et en accordant à ces mêmes paysans le droit de posséder la terre.

« Pour l'essentiel, les réformes qui se sont engagées se limitent à une adaptation des procédures de production; elles ne visent surtout pas à remettre en cause le cœur du corpus doctrinal de la construction du socialisme. Dès lors, à tout moment, les réformes apparaissent incomplètes et forcées par le destin. Même si les réformes économiques vietnamiennes se sont engagées plus tôt que dans d'autres États socialistes, leurs mécanismes puisent à la recherche du même besoin de financement pour poursuivre le redressement national » (Lechervy, 1997 : 122).

En dépit d'une croissance atteignant les 9,5% par an en 1995, certains problèmes persistent. En 1996, les bailleurs de fonds et les observateurs étrangers ont souligné de nombreux problèmes liés au régime de substitution d'importations et au rôle de l'État, en particulier le fait que les entreprises d'État soient encore le principal moyen de développement (Hakkala et al. 2001). La politique de réduction des importations se caractérisait par la mise en place de mesures restrictives comme des taxes prohibitives, des quotas ainsi que la limitation des licences d'importation (Ibid). Le gouvernement a par la suite décidé de réformer le secteur financier. En effet, il devenait nécessaire de financer le développement et pour ce, de se doter d'institutions bancaires.

« Depuis 1988, Le Vietnam a introduit progressivement un système bancaire à deux niveaux. La Banque d'État du Vietnam a abandonné ses fonctions de banque commerciale pour devenir une Banque Centrale au sens occidental du terme. Le système bancaire a été diversifié et comprend désormais, à côté des banques commerciales d'État, différents types d'établissements de crédit » (Lavigne :1999 :118).

Si le secteur informel tient une place très importante dans l'économie du pays, il est tout aussi prépondérant dans le domaine financier. Il reste difficile à estimer, cependant; en 1995, la Banque Mondiale avance que le volume des crédits faits aux ménages ruraux serait quatre fois plus important que celui des crédits effectués par le système bancaire formel (Lavigne,1999 :118). Le taux d'emprunt est usuraire (jusqu'à 10% par mois) et les remboursements sont toujours effectués (la pression sociale et la menace de l'impossibilité d'emprunter par la suite sont suffisantes). Dans sa politique de réforme du système financier, le

gouvernement s'est engagé dans celle du domaine fiscal. Le 1er janvier 1998, l'État instaure une nouvelle taxe : la TVA. Les entreprises disposant des « bons de TVA » seront les premières contactées comme fournisseurs : créant ainsi une inégalité. L'instauration de cette taxe est très certainement selon Philippe Papin : « un indice qui montre la volonté de réduire la part de l'économie informelle parce que son application suppose une identification des entreprises légales. C'est un premier pas, et il est énorme » (1999 : 168). Aux dires de certains investisseurs étrangers, il n'est pas si facile de trouver un fournisseur avec des « bons de TVA ». D'abord parce que la majorité des entreprises ne déclarent pas la totalité de leurs revenus. Ainsi ceux qui fournissent ces bons peuvent alors pratiquer les prix qu'ils veulent. Les entreprises étrangères se trouvent prises au piège : elles se doivent de respecter la loi.

Autre changement de poids et somme toute symbolique, l'ouverture du marché boursier d'Ho Chi Minh Ville. Celui-ci fêtera bientôt son deuxième anniversaire. Depuis juillet 2000, la bourse essaye d'attirer les capitaux vietnamiens. Si cette nouvelle réforme est une avancée politique, elle n'est cependant pas une totale réussite. Seulement cinq entreprises sont cotées en Bourse.

« Cette ouverture est encore largement symbolique mais participe à la volonté du Vietnam de se donner les moyens d'une gestion économique libérale. Toutefois, les conditions pour être introduit en bourse sont telles, qu'elles rebutent un bon nombre d'entreprises. Les investisseurs étrangers sont autorisés à intervenir sur le marché boursier mais ne peuvent détenir plus de 20% des actions d'une entreprise, ce qui n'est d'ailleurs pas cohérent avec la possibilité qu'il leur est offerte par ailleurs d'acheter 30% d'une société privatisée » (Maliverney, Octobre 2000 : 2).

Le vrai marché boursier est en réalité un marché qui s'est développé parallèlement : « With no tax collectors or state regulators in sight, novice investors are jumping into a grey market with more than 90 companies on offer—compared to just five firms listed on the tightly-controlled official

exchange "(Cohen,2001)<sup>104</sup>. Certains estiment que l'on retrouve sur le marché parallèle dix fois plus de participants que sur le marché officiel. L'économie informelle, malgré les réformes, reprend ainsi ses droits :

« Take Nguyen, a 35-year old Hanoi restaurateur who's already made nearly 300 million dong on the official exchange. In late June, Nguyen purchased 1,000 shares of Saigon Hotel, a tourism firm that subsequently listed on July 16. Although the shares were not yet transferable, Nguyen bought them under a friend's name, with just a handwritten contract on a blank piece of paper. No lawyers, no witnesses, no official seal. "Friends trust each other", Nguyen says confidently. As long as the good times keep rolling, such deals will be hard to resist » (Cohen, 2001)<sup>105</sup>.

Depuis 1986, les réformes économiques se sont multipliées sans qu'aucun changement ne soit apporté à l'administration. Et en dépit des réformes faites au fil des ans, certains problèmes persistent:

« High unemployment, inadequate domestic accumulation of capital, low productivity, poor quality control, bad management and other systemic problems, too great a budget deficit, and inadequate efforts to curb smuggling and corruption » (Avery,1993:71-72).

Pourtant, même avec un environnement instable, les choses s'améliorent lentement au rythme des réformes. Entre 1991 et 1996, le PNB est passé de 228 à 290 par habitant (en \$US). La croissance quand à elle a bondi de 6% à 9,3%. L'inflation est presque contrôlée : elle est tombée de 67% en 1991 à 5,6% en 1996<sup>106</sup>.

### 5.1.2.2 Un appareil administratif inchangé

Comme dans de nombreux pays socialistes, le poids de la bureaucratie est énorme au Vietnam. L'État est le premier employeur. Et

<sup>104</sup> In Far Eastern Economic Review , 02 août 2001. Version électronique.

<sup>105</sup> Voir note précédente.

contrairement à d'autres pays, il n'y a pas eu de formation d'une bourgeoisie nationale :

« Il faut constater qu'il n'existe pas dans beaucoup de pays du Tiers-Monde de " bourgeoisie nationale " remplissant la " fonction " qui a été la sienne en Europe : la formation d'une société capitaliste industrielle dans le cadre de l'État-nation. L'État joue donc son rôle, à côté de ses fonctions traditionnelles de régulation sociale et de maintien de l'ordre. C'est pourquoi l'autre grande force sociale est la technobureaucratie. Celle-ci tire sa force de sa compétence (ou soi-disant compétence), de sa formation, souvent effectuée à l'étranger, de sa présence aux points stratégiques de l'appareil d'État comme des entreprises, publiques ou privées, de l'idéologie d'efficacité et de rationalité dont elle se proclame porteuse et qu'elle fait accepter aux dirigeants et à la population, de ses relations avec le monde international qui lui donnent accès à une information refusée aux autres couches sociales. Elle peut même transmettre ses privilèges à ses enfants, non par la propriété des moyens de production, mais par l'éducation qui, dans des sociétés peu pénétrées par le capitalisme, ou dans les pays socialistes, ouvre la porte aux postes supérieurs(...). Elle est formée par le personnel politique et administratif supérieur, ainsi que par les dirigeants des entreprises publiques et privées. Le groupe le moins stable en est le premier : il ne peut en effet se prévaloir des compétences professionnelles des deux autres, les individus qui en font partie doivent souvent leur position à des liens personnels ( ou " tribaux " souvent dans les pays africains ou arabes) avec le chef de l'État et disparaissent avec lui en cas de changement politique à moins que son humeur ne les ait éliminés avant. Quoi qu'il en soit, c'est ici la proximité du pouvoir et le contrôle (non la propriété) des moyens de production qui assure l'accès aux richesses et non l'inverse comme en Occident » (Lê Thành Khôi, 1992 :101-102).

La bureaucratie est forte et l'effectif des fonctionnaires est estimé à 10 millions (Papin,1999). Un chiffre bien trop important et une caste bien trop lourde pour l'économie vietnamienne. Le système socialiste s'est superposé à l'ancien système chinois de la bureaucratie mandarinale. L'image des Lettrés est restée très forte.

---

<sup>106</sup> Chiffres UNDP, 1996 : « Catching up : Capacity Development for Poverty Elimination in Viet Nam ». UNDP and UNICEF, Hanoi.

« Les fonctionnaires lettrés constituent un *Stand*, un corps, dont l'identité se manifeste dans une conduite de vie spécifique marquée par un rationalisme utilitariste et bureaucratique, un aristocratismes de la culture, une valorisation sociale du geste et de la convenance. Et le confucianisme apparaît comme l'éthique de corps la mieux adaptée à la situation de cette couche sociale » (Grossein, in Weber, 2000: XV).

## 5.2 L'ÉCONOMIE AU VIÊT-NAM

Sur le plan économique, jusqu'en 1989 le Viêt-nam a dû faire face à une inflation de 30% par an et cette même année le pays comptait 6 millions de chômeurs. Depuis 1990, l'aide en provenance de Moscou<sup>107</sup> s'est tarie (Pike,1991). Les résultats du secteur d'État sont plus que médiocres. De source vietnamienne, 40% des entreprises étatiques ne seraient pas viables (Papin,1999). Les réformes semblent nécessaire pour sortir le pays de l'ornière.

Selon D. Pike, en 1991, les infrastructures sont faibles, le système d'éducation technique défaillant et le régionalisme (nord-sud) qui divise le pays est encore très fort. Il n'y pas de consensus social: les habitants du Sud reprochant à Hanoi sa politique d'après-guerre et les conditions dans lesquelles ils ont vécu<sup>108</sup>. Il y a peu d'investissements de capitaux et les relations diplomatiques et économiques sont pauvres. L'inflation y est encore galopante (80%) mais le pays a pu enfin exporter du riz. Deux millions de tonnes de riz furent exportées en 1992 et l'inflation atteignait encore 15%. Le taux moyen de croissance du PIB fut de 7% entre 1990 et 2000. « Jusqu'en 1997, le chiffre fut de 9% mais durant les dernières années de la décennie, l'impact de la crise financière de la région se manifesta par des taux nettement inférieurs, 4,7% en 1998 et 4% en 1999 » (Houtart & Duterme, 2001 :30).

<sup>107</sup> Elle s'élevait à 3 milliards de dollars US par an.

<sup>108</sup> "We have seen hell, and never again" (Pike,1994:69).

Comme on l'a vu au chapitre 4, le Viêt-nam a complètement changé sa politique économique avec la *Doi Moi*. En 1994, l'Assemblée Nationale confirma son choix "d'économie de marché à orientation socialiste" (Baud, 1995), expression certes qui semble contradictoire dans les termes<sup>109</sup>.

« La différence entre l'économie de marché capitaliste et l'économie de marché à orientation socialiste se situe dans le but, la manière et l'extension de l'intervention de l'État. Celle-ci dépend de la nature de l'État. Dans l'économie de marché à orientation socialiste, l'État fait partie intégrante du peuple, est construit par le peuple et pour le peuple. Dans l'économie de marché capitaliste, l'État fait partie de la bourgeoisie. (...) Le développement et l'équité ne peuvent être atteints que par l'intervention d'un État qui fait partie du peuple, construit par le peuple et pour le peuple, en d'autres termes par un État socialiste » (Doan Duy Thanh<sup>110</sup>, 2001 : 190).

Avec la mise en place de la *Doi Moi*, le Viêt-nam devenait un pays en transition.

« La « transition » implique la réalisation de quatre facteurs : la *stabilisation* des politiques économiques, la *marchéisation*, c'est-à-dire l'introduction des mécanismes de marché (prix, taux de change), la *privatisation* (dénationalisation et promotion des entreprises privées) et *restructuration* de la production domestique. A ce processus il convient d'ajouter les nécessaires mutations et évolutions des institutions et du secteur public » (Fabry & Richet, 1998 : 122).

En l'an 2000, la population compte près de 79 millions d'individus dont 41% ont moins de 15 ans. Cette population est en grande majorité rurale (à 82%) mais une forte croissance urbaine se dessine déjà. Les plus fortes densités de population se situent dans les deux deltas: celui du Mékong et celui du Fleuve

---

<sup>109</sup> « Le socialisme de marché, modèle initié en 1978 par la Chine (...), a pour caractéristique première l'introduction de modes de production et d'échanges capitalistes dans un cadre politique qui reste largement enfermé dans les définitions du communisme tel qu'il s'est forgé et développé dans la première moitié du XXe siècle » (Bazin & Sélim, 2001 : 111).

<sup>110</sup> In Houtard & Duterme, 2001.



Rouge. Quand à la population active, elle représente environ 35 millions d'individus.

### **5.3 LES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE**

#### **5.3.1 Le secteur agricole**

Le Viêt-nam est avant tout un pays rural. Dès l'indépendance, les dirigeants ont axé l'économie du pays vers le secteur agricole. L'agriculture représente encore 70% de la population active et environ 24% du PIB en l'an 2000. Le Viêt-nam bénéficie d'un climat qui permet toutes les cultures or:

« Les agriculteurs ne disposent pas de filières de production solides: les transports sont difficiles en saison des pluies, les capacités de stockage inexistantes, la transformation des cultures à peine ébauchée ou, dans le cas du riz, mal maîtrisée » (Ortoli in Baud (ed),1995:68).

La mécanisation est encore faible car le secteur agricole manque cruellement de capitaux (Cahn 1993; Baud 1995). Les produits défoliants utilisés lors du conflit avec les Américains ont détruit une grande partie des terres cultivables du pays. Les agriculteurs montrent peu d'entrain à utiliser du matériel agricole commun. Enfin, l'utilisation d'engrais ou de produits vétérinaires pour le bétail est encore marginale, seules les exploitations de pointe y ont accès. En l'an 2000, les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la forêt, en dépit des aléas climatiques, ont connu une forte croissance de + 5,2%. Deux produits de ces secteurs font partie des six principaux produits exportés par le Viêt-nam : le riz et les produits de la mer. Le riz est la quatrième exportation après le pétrole, le textile et les chaussures et représente 9% du total des exportations. Les exportations de produits de la mer sont en progression constante, en 2000 elle a été de 14,1%. Enfin, le café, la noix de cajou, le poivre et le caoutchouc sont autant de produits importants en terme d'exportations.

Le secteur agricole est donc une base non négligeable de l'économie vietnamienne. C'est pour cela que le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a décidé d'investir 40 000 milliards de dôngs<sup>111</sup>, de 1999 à 2010 dans l'industrie de transformation des produits agricoles, sylvicoles et aquatiques. La part de l'agriculture dans le budget de l'État est passée de 17,4% en 1998 à 25,2% en 1999. La transformation des produits agricoles reste un vrai problème. Car si, par exemple, les noix de cajou vietnamiennes s'exportent bien, elles sont réimportées une fois transformées. Les industries agro-alimentaires étaient encore peu nombreuses. On recense entre autres Vinamilk<sup>112</sup> qui traite les produits laitiers, les sucreries Bourbon<sup>113</sup> dans le Sud, Nestlé et d'autres petites compagnies locales qui produisent biscuits et confiseries.

### **5.3.2 La politique de collectivisation et son échec : 1954-1988**

L'agriculture devait poser les bases pour le développement de l'industrie. Aussi, aux yeux des dirigeants politiques des années 1950, la collectivisation était nécessaire au socialisme. Cette collectivisation n'envisageait pas uniquement celle des terres mais aussi celle du bétail et des systèmes d'irrigation. La collectivisation était justifiée par les modèles chinois et soviétiques et permettait de diviser les travailleurs en équipes sur une même exploitation. Toujours selon les dirigeants, la collectivisation avait pour but d'augmenter la productivité et ainsi de permettre, au moyen de taxes, de financer l'industrialisation. Enfin, la collectivisation entraînerait l'égalité et par conséquent barrait la route au capitalisme. Dans un premier temps, la collectivisation ne posait pas de problèmes, car les membres des coopératives étaient des amis et des membres de la famille.

---

<sup>111</sup> Soient environ 4 milliards de dollars canadiens.

<sup>112</sup> Entreprise vietnamienne

<sup>113</sup> Investissement français.

Les difficultés augmentèrent proportionnellement à l'augmentation de la taille des coopératives. Et des critiques commencèrent à émerger. Le premier exemple que nous pourrions citer est le fait que l'assiduité au travail ne procure pas obligatoirement assez de nourriture. « Dans certaines provinces les coopérateurs gardent 100% du surplus si bien que les coopératives reçoivent moins de riz qu'auparavant » (Yvon, 1989 : 79). Il peut arriver que parfois les récoltes ne soient pas équitablement réparties entre les citoyens. De plus, les coopératives sont dans l'obligation de vendre 80% de leur production à l'État qui fixe lui-même le prix de vente : avec des prix fixes, les bénéfices sont peu importants.

Comme on l'a vu, les biens collectifs des coopératives sont très mal entretenus, les animaux de traits sont trop peu nombreux et mal nourris. Les équipes de travail étaient souvent composées de gens qui n'appartenaient pas à la même famille. La coopération au sein de ces équipes était alors difficile. Chaque famille disposait aussi d'un petit lot qu'elle cultivait. Or, on a rapidement constaté que ces lots avaient un rendement supérieur à celui des terres collectives, car tous y accordaient plus de temps. Dernière entrave à la collectivisation : le poids administratif. Il était devenu une charge trop lourde pour les villageois devant consacrer 45 à 60 jours par an à des réunions, des conférences organisées par le district, la localité. Aux yeux des paysans, les fonctionnaires sont des poids morts. Ajoutons à cela le fait que certains d'entre eux revendaient les céréales au marché noir pour leur propre profit : la collectivisation perdait de son attrait. Les conditions de vie se détériorèrent. Lê Thanh Khoi résume parfaitement les difficultés de la collectivisation :

« Mais la collectivisation suppose un haut niveau de conscience socialiste, de dévouement au bien public, de désintéressement, de responsabilité. Lorsque ces qualités font défaut, la propriété sociale engendre l'inertie, car les fonctionnaires (dans tous les systèmes d'ailleurs) avancent à l'ancienneté, ne peuvent être licenciés sauf cas exceptionnels, aiment la tranquillité, ont peur de prendre des initiatives qui risquent d'être

désavouées par leurs supérieurs, de dénoncer des erreurs ou des actes illicites qui peuvent leur coûter leur promotion ou même leur être imputés. Dans les usines et les coopératives, l'inertie se traduit par la négligence du matériel, le manque d'entretien, les pertes, la sous-utilisation des capacités et même le vol pur et simple. Le phénomène est aggravé par l'existence d'un double appareil : celui du Parti et celui de l'État. Théoriquement le rôle de chacun est bien délimité : le Parti dirige, l'État administre. (...) Enfin, n'oublions pas le poids de siècles de Confucianisme et de mandarinat. Le Confucianisme, c'était le conformisme. Il avait maintenu la cohésion de la société à travers toutes les vicissitudes, mais au prix de l'immobilisme intellectuel surtout à partir du XIV<sup>e</sup> siècle avec l'imposition d'une interprétation " officielle " (celle de Zhou Xi). (...) On n'ose pas critiquer les supérieurs de peur de s'attirer la répression ou des tracasseries de toutes sortes : l'État étant le seul employeur dispose d'un puissant moyen de contrainte. On ne s'exprime que lorsque la direction elle-même a donné le signal de la critique » (Lê Thành Khôi, 1992 :116-117).

La collectivisation ne fonctionnant pas comme prévu, l'État se trouva dans l'obligation de faire quelques concessions. La première fut d'autoriser les paysans à élever du bétail pour leurs propres besoins. Les réformes ne commencèrent réellement qu'en septembre 1979. Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que les dirigeants en vinrent à accepter de reconnaître les problèmes:

« Nguyen Ho, said in 1988 that " Vietnam hasn't advanced to socialism. Vietnam is the poorest and most backward country in the world at present. The influence and prestige of the party and socialism have seriously declined among the people and the world. That is great disaster for the party and the people of Vietnam » (Elliot, 1995: 414).

### **5.3.3 Les réformes agricoles**

C'est donc en septembre 1979 que le Parti autorise les entreprises locales à traiter avec les producteurs et reconnaît l'importance de la motivation matérielle pour cultiver plus. En 1980, le Conseil des Ministres autorise les coopératives à laisser les individus cultiver les terres en jachères et élever du bétail à vendre. La même année, le Parti pose les bases d'une nouvelle politique:

« Pour consolider la gestion, l'organisation du marché et les composantes de l'économie socialiste et garantir que le commerce d'État contrôle le marché, pour restaurer l'ordre dans l'économie, accélérer la transformation socialiste, pour organiser la distribution des biens dans le but de garantir et d'améliorer le niveau de vie du peuple, le secteur du commerce socialiste doit contrôler les biens et organiser directement leur vente aux consommateurs ; il faut intensifier le contrôle du marché, lutter contre le marché noir grâce à l'adoption de mesures administratives ; il faut appliquer les relations de marché dans une bonne direction pour contrôler de plus en plus les biens, les produits qui sont en dehors des quotas obligatoires » (Yvon, 1989 : 86).

En janvier 1981, le Comité central du Parti autorise finalement les coopératives à assigner des parcelles aux individus des maisonnées et à traiter avec chacune d'elles pour les semailles, la culture, la récolte du riz et des autres céréales. En dépit de la promulgation de ces réformes les problèmes persistent. « Jusqu'en 1986, l'agriculture du Vietnam était soumise au contrôle des prix agricoles et aux quotas de réquisition des récoltes par l'État » (Lavigne, 1999 : 93). Cette même année, l'État se rend compte que les familles n'investissent que peu dans la culture des parcelles attribuées: en effet, ces dernières étaient en fait réattribuées d'une année à l'autre. Ceci sans compter le manque de fertilisants et de semences. Dans les faits, la décollectivisation ne signifie en aucun cas propriété privée. Car si, pratiquement, les paysans ont le droit de cultiver individuellement la terre, théoriquement (constitutionnellement) la terre appartient au peuple dans son ensemble. La terre est redistribuée aux communes et villages qui à leur tour la répartissent entre les résidents (Le Cao Dan, 1995<sup>114</sup>). En 1986, au VI<sup>e</sup> Congrès, les priorités définies sont les suivantes:

- « - la production de vivres, pour satisfaire aux besoins urgents de la population et constituer des réserves;
- la production de biens de consommation courante, pour répondre à la demande croissante;

---

<sup>114</sup> in Norlund, I; C.L Gates & Vu Cao Dam, 1995.

- la production d'un certain nombre de produits d'exportation, pour dégager des devises nécessaires à l'importation de machines, de pièces de rechanges etc... » (Dirier,1989:172 in Ruscio et al., 1989)

Pour intéresser les paysans au travail de la terre, l'État a dû opérer deux réformes fondamentales : la première étant la suppression de l'obligation faite aux paysans de se grouper en coopératives, et la seconde qui est la modification du statut de la terre elle-même (Lavigne,1999 : 96). Ce n'est qu'en avril 1988 que de vraies réformes sont mises en place. Ces réformes voient le jour au travers du " contrat 10 " ou " contrat de la maisonnée ".

« [Le] Contrat 10 (Khoan 10), promulgué en 1988, transféra aux foyers paysans l'ensemble des tâches et des prérogatives liées à la production et à la commercialisation des denrées agricoles. Les rizières furent allouées aux familles individuelles pour une période préliminaire de cinq ans, ce qui augmenta considérablement la sécurité foncière et les incitations aux investissements productifs » (Bergeret, 2000 : 457).

Cette réforme ouvrit la porte à l'exploitation faite entièrement par la famille (De Hartingh,1994).

En 1993, une autre loi stipule que chaque maisonnée possède le droit de cultiver sa parcelle pendant vingt ans, elle a aussi le droit de la vendre, de l'hypothéquer et de la transmettre en héritage. Les conséquences ne se sont pas fait attendre: la production de céréales a finalement augmenté, il n'y a plus de terres en friches et c'est la première fois depuis des années que la récolte de riz est excédentaire. « La production de produits alimentaires en équivalents paddy passera de 304 kg par personne en 1986 à 400 kg en 1998. Le Vietnam deviendra auto-suffisant en riz, et les exportations de riz, parties de zéro, atteindront 3,6 millions de tonnes en 1998 » (Lavigne, 1999 : 96). Par conséquent, il y a plus de nourriture disponible dans le pays. Et le surplus généré permet parfois de s'acheter des biens de consommation, commencer une entreprise, un petit commerce. Toutefois certains auteurs mettent un bémol à cette réussite. Si entre 1985 et 1995 les exportations de riz ont augmenté de 10% annuellement :

« (...) pendant la même période, la consommation de riz par personne passe de 305 kg par année à 272. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment l'augmentation démographique, un changement dans les habitudes alimentaires, mais aussi par une exportations massive commandée plus par les besoins de devises que les exigences alimentaires de la population » (Houtart & Duterme, 2001 : 30-31).

Donc dès les années 1980, le Viêt-nam a amorcé un virage dans sa politique de développement du pays. L'agriculture était un secteur en crise, par conséquent il était nécessaire de le réformer. Cependant, ce passage rapide d'une agriculture socialiste à une agriculture fondée sur la petite propriété privée (de fait) et le jeu du marché n'a pas résolu tous les problèmes<sup>115</sup>. En effet, la pauvreté semble s'être accrue dans les zones rurales et l'on estime à 30% le nombre de ruraux dans le besoin (Lavigne,1999 :101). La situation des femmes dans les secteurs ruraux a régressé : « elles ont des durées de travail plus longues (12 heures par jour), assurent toutes les tâches domestiques, l'essentiel des tâches de production, et la quasi-totalité des tâches d'approvisionnement-vente dans les nouvelles conditions du marché » (Lavigne,1999 :101). En Chine, les recherches ont mis en exergue le même phénomène (Nee & Matthews, 1996 : 428)<sup>116</sup>. Cependant, on y a aussi observé que les femmes restées au village (dont les conjoints sont partis en ville chercher un emploi rémunéré), assument alors le rôle de chef de famille ce qui leur confère plus de pouvoir de décision dans cette même famille. Mais les journées de travail sont plus longues pour celles-ci. Si l'accès à l'éducation, aux soins de santé ont augmenté, que la mortalité infantile est faible, les populations accusent cependant d'important retards en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, à l'électricité et au téléphone.

---

<sup>115</sup> Lavigne,1999.

<sup>116</sup> « Parish et al (1995) assess the extent to which women are participating in emergent rural labor markets. Their data, drawn from ten rural counties in 1993, show that women are just 10% likely to obtain nonfarm jobs than men. Moreover, women with nonfarm jobs make about 80% to 90% of male wages » (Nee & Matthews, 1996:428).

### 5.3.4 Le secteur secondaire

Le secteur industriel vietnamien est encore très peu développé. Jusqu'en 1975, le Viêt-nam était un pays en guerre, « bénéficiant de l'aide militaire soviétique et d'une aide économique axée sur la survie du pays » (Lavigne, 1999, p :43). Après la fin du conflit, l'aide provenant de l'URSS et des pays de l'Est a continué de s'axer sur les industries légères, « notamment parce que dans une conception d'ensemble de la division internationale socialiste du travail, le Viêt-nam (qui au total a reçu 40% de l'aide aux pays socialistes non européens dans le cadre du Comecon) devait devenir une base d'approvisionnement des pays de l'Est en biens de consommation industriels, en particulier vêtements et chaussures » (Lavigne, 1999 :43). Dans le secteur industriel, c'est une stratégie de modernisation des entreprises d'État qui fut décidée plutôt qu'une privatisation comme le voulait la Banque Mondiale. La rationalisation du secteur entre 1990 et 1995 permit une croissance de la productivité (Houtart & Duterme, 2001 : 30). En 1995, ce secteur employait 12% de la population active et produisait 30% du PIB. C'est un secteur où les entreprises d'État sont encore très présentes.

« Le secteur est dominé par l'industrie légère, agro-alimentaire textile et maroquinerie. Bien qu'ils ne constituent que 16% de la production industrielle, les secteurs du textile et de l'habillement sont dans les premiers postes d'exportation et offrent une source d'emploi significative. Les entreprises privées dominent ces secteurs, employant les trois-quarts de la main-d'oeuvre » (p :29<sup>117</sup>).

L'avenir du secteur secondaire semble passer par un développement de l'industrie légère :

« Tandis que l'industrie lourde et la construction mécanique restent très en retard, l'industrie légère connaît un développement rapide, en particulier dans les secteurs du textile-habillement et des chaussures qui représentent près du quart des exportations du pays » (Maliverney, avril 2001 :1).

---

<sup>117</sup> In LBLF Vietnam.



L'industrie lourde, encore dans les mains d'entreprises d'État, est peu productive. Le gouvernement s'était décidé à remédier à cette situation en prévoyant investir 17 milliards de dollars US dans ce secteur à l'an 2000. Modernisation et productivité sont les mots d'ordre. En 2000, les chiffres n'ont guère évolué. Néanmoins, le secteur de l'industrie et de la construction occupe toujours 12% de la population active mais produit 37% du PIB<sup>118</sup>.

La plupart des entreprises d'État dans le secteur industriel ont conservé leur importance (42% de la production industrielle). Mais la part des entreprises à capitaux étrangers augmente et atteint les 35% en 2000 (Maliverney, 2001).

Si le Viêt-nam présente des conditions favorables au développement: nombreuses ressources minières (bauxite, fer, cuivre, chrome), plaines fertiles, il manque cruellement d'infrastructures:

« En dépit d'une progression incontestable depuis 1975 sur le plan de la production, on peut dire que le Viêt-nam, en 1988, est encore au stade de la petite production agricole et son industrie au stade de la manufacture » (Dirier, 1989 : 168).

Le Viêt-nam souffre d'un déficit chronique. Et le manque d'infrastructures est criant: routes, réseaux téléphoniques, chemin de fer et électricité font défaut comme les réseaux bancaires et financiers (Cahn 1993). Pour en revenir aux ressources naturelles, le pays a un très fort potentiel encore sous-exploité. Le pétrole est le premier produit exporté (15,5 millions de tonnes en 2000). La production de gaz connaît une croissance de 40% par an. En 2000, le Viêt-nam en a exporté 1,8 milliards de m<sup>3</sup> (Maliverney, avril 2001). Le transport maritime est aussi limité. Au moment de la mise en place de la *Dôl Môl*, les

infrastructures bancaires et financières étaient faibles. Les crédits en provenance de l'étranger sont encore peu nombreux, alors les plus pauvres empruntent à court terme à des taux allant de 10% à 50% par mois. Au fil des ans, les organisations internationales (BAD, CEE ou PNUD) ont mis sur pied des programmes de micro-crédit pour les populations locales. Programmes qui, aux dires des responsables européens, fonctionnent très bien.

### 5.3.5 Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire croît annuellement d'environ 9%. Il représentait, en 1995, 42% du PIB et 39% en 2000. La croissance que l'on constate dans ce secteur depuis quelques années est due à "l'explosion des secteurs bancaire, financier et des assurances, dont la croissance annuelle a été de 15,3% en moyenne de 1990 à 1994"(p:31<sup>119</sup>). Depuis 1992, les banques étrangères sont autorisées à ouvrir des succursales au Viêt-nam. On recense 27 succursales et 50 bureaux de représentations. En matière d'assurances, le marché s'est libéralisé avec la fin du monopole de la compagnie Bao Viet. Quelques licences ont été accordées mais le secteur reste tout de même très protégé.

Depuis 1988, on assiste à un véritable "boom" des entreprises privées locales. Le Sud du pays est plus en avance que le Nord à ce niveau. Mais le tiers des entreprises ayant reçu une autorisation n'exercent pas faute de moyens financiers. Les entreprises sont généralement de petite taille car plus faciles à gérer et elles sont surtout reconnues pour leur corruption et les fraudes fiscales. Les nouveaux entrepreneurs investissent dans ce qui rapporte beaucoup et rapidement. Et ces entreprises privées sont avant tout des entreprises familiales. Enfin, les employés de ces entreprises sont beaucoup mieux payés que ceux des entreprises d'État. Malgré cela, en 1994, 95% des salariés sont employés par

---

<sup>118</sup> L'industrie est un secteur plus productif que l'agriculture et le petit commerce mais éprouve des difficultés à écouler sa production. La production est ainsi « immobilisée ».

l'État (Le Hong Ha,1996<sup>120</sup>). Cependant, le taux de croissance étant insuffisamment élevé à la fin des années 1990, le Viêt-nam se retrouve face à un problème d'emploi. Le « boom » des entreprises privées locale fut a posteriori décevant, car il ne génère pas assez d'emplois pour la masse de travailleurs qui arrive chaque année sur le marché du travail.

Le secteur touristique est en pleine expansion depuis quelques années. En effet, il a connu une croissance annuelle de 45% de 1991 à 1996. Cependant, face à l'afflux de touristes, les infrastructures d'accueil se révèlent bien insuffisantes. Pourtant de nombreux investissements étrangers dans ce secteur permettent de mettre en place de nouvelles infrastructures. Depuis 1998, les chiffres du tourisme s'essouffent tout comme ceux de la construction. Le dernier grand chantier hôtelier à Hanoi était le « Hilton Hanoi Opera »<sup>121</sup>. A Hanoi comme à Ho Chi Minh Ville, le taux d'occupation des hôtels baisse. Il est de 40% dans la capitale et de 30% dans l'ancienne Saigon. Ces mauvais chiffres n'empêchent certes pas les Vietnamiens eux-mêmes d'investir dans le secteur. Ainsi l'un deux a décidé de construire, avec son partenaire américain, un grand hôtel dans la province du Centre, dans une petite ville très touristique : Hoi An<sup>122</sup>.

Enfin, il reste un secteur économique non négligeable : le secteur informel. Il est estimé à environ 34% du revenu national (1989-1990). C'est le deuxième employeur au pays (Papin,1999 : 152-153). Les petites entreprises informelles nécessitent moins d'investissements et embauchent peu de personnel. Leurs bénéfices sont inférieurs certes mais le taux de profit du secteur est largement supérieur à celui des entreprises enregistrées (44% contre 17%).

---

<sup>119</sup> Hoang & Hoang, 1995.

<sup>120</sup> in Norlund,Bates & Vu Cao Dam (eds).

<sup>121</sup> A ne pas confondre avec le célèbre « Hanoi Hilton », nom donné à la prison de la ville par les soldats américains durant le conflit armé.

<sup>122</sup> Proche de Da Nang.

« L'informel n'est donc pas l'économie des pauvres, bien au contraire. En outre, parce qu'il est extrêmement rentable, c'est un excellent moyen de mobiliser une épargne populaire longtemps accumulée mais qui n'a pas d'autres lieux pour s'investir(...) On l'aura compris : parce que l'économie clandestine est à la base du système vietnamien, il est aujourd'hui extrêmement difficile de déterminer les niveaux de vie et d'analyser les différents groupes sociaux du pays » (Papin, 1999 :153).

Avec la politique d'ouverture au marché, les investissements étrangers se sont multipliés au Viêt-nam.

#### **5.4 LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU VIÊT-NAM**

##### **5.4.1 Les investissements directs étrangers**

Depuis plus de dix ans, le Viêt-nam s'est ouvert aux investisseurs étrangers. Dans son programme de réformes, le gouvernement autorisa quatre formes d'investissements étrangers:

« le contrat de coopération d'affaires (sans entité juridique, obligatoire dans certains secteurs protégés comme celui des télécommunications car ils n'entérinent pas un investissement étranger définitif), la société mixte (avec la possibilité de négocier un partage des profits différent de celui du capital et avec un pouvoir de la partie minoritaire revu récemment à la baisse), l'entreprise à capital 100% étranger (certains secteurs comme celui des assurances, des télécommunications, de la distribution...sont difficilement accessibles sous cette forme), les BOT (en pratique très peu courants et difficiles à mettre en place) » (Maliverney, 2000 : 1).

Les "joint-ventures" conjointes avec l'État sont très peu nombreuses car il y a toujours un climat de méfiance (Hoang Kim Giao et Hoang Vu Cong,1996<sup>123</sup>).

La loi sur les IDE fut amendée plusieurs fois. La loi en vigueur actuellement, votée le 07 novembre 1996, fut promulguée en février 1997. Cette loi définit les secteurs prioritaires :

---

<sup>123</sup> In Norlund, Bates & Vu Cao Dam (eds).

1. les industries de grande taille, orientées vers l'export et/ou assurant la substitution à l'importation
2. les industries de haute technologie utilisant du travail qualifié, permettant d'assurer le plein emploi et utilisant les ressources potentielles du Vietnam;
3. les industries à forte intensité de travail utilisant des ressources nationales;
4. les infrastructures;
5. les activités de service permettant d'obtenir des devises (tourisme, réparation de navires; services d'aéroports et services portuaires, etc.) (source : Lavigne, 1999 :112).

De nouveaux amendements de la loi sur les investissements étrangers de 1996 ont été promulgués en 2000. On note trois améliorations importantes pour les entreprises à capitaux étrangers :

« elles obtiennent le droit de se restructurer et de changer de statut juridique, les investisseurs étrangers ont le droit d'hypothéquer le droit d'usage sur le terrain afin d'obtenir un prêt, les entreprises étrangères sont expressément autorisées à acquérir auprès des banques commerciales toutes devises nécessaires à leur activité » (Ambassade de France , janvier 2001:2).

Mais revenons plus en détail aux quatre formes directes d'investissement au Viêt-nam. La première est le contrat de coopération d'affaires. Celui-ci est conclu entre partie(s) étrangère(s) et partie(s) vietnamienne(s). Cependant aucune société n'est créée à la suite de ce contrat. Ce contrat laisse une relative liberté aux différentes parties.

« A l'exception de certaines clauses obligatoires (notamment une liste des équipements importés) le contenu du contrat est laissé à l'appréciation des

parties notamment quant à sa durée, à la répartition des résultats et aux responsabilités des parties. Il doit être approuvé par le Ministère du Plan et des Investissements (MPI). Ce dernier contrôle par la suite le fonctionnement du contrat au travers du rapport annuel d'activité qui doit lui être adressé » (Ministère du Plan et des Investissements et LBLF Vietnam: *Guide de l'Investissement direct étranger*, Ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam, Hanoi, juin 1997 :34).

La deuxième forme d'investissement est l'entreprise conjointe ou *joint-venture*.

« Il s'agit d'une entreprise créée par une ou plusieurs parties étrangères et une ou plusieurs parties vietnamiennes sous la forme d'une société à responsabilité limitée. La partie étrangère peut constituer en [*sic*] des entreprises conjointes ou des entreprises à capitaux 100% étrangers. L'entreprise conjointe jouit de la personnalité morale de droit. Chacune des parties est responsable vis-à-vis de l'autre, vis-à-vis de l'entreprise conjointe et vis-à-vis des tiers dans les limites de sa souscription au capital légal » (Ministère de Plan et de l'Investissement et LBLF Vietnam: *Guide de l'Investissement direct étranger*, Ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam, Hanoi, juin 1997 : 35).

La *joint-venture* est dirigée par un Conseil d'Administration. Ce dernier représente aussi les associés. Les administrateurs vietnamiens doivent être au minimum deux. Par conséquent, le Directeur Général ou le Premier Directeur doivent être vietnamiens. De nombreuses *joint-venture* ont comme partenaire une entreprise d'État. Le partenaire étranger apporte le plus souvent la technologie et le savoir-faire. Il apparaît en effet clairement que les entreprises d'État fonctionnent avec du matériel obsolète. Ainsi, avec des structures incitatives et des mauvaises pratiques managériales, les performances techniques et financières de celles-ci étaient minables. En 1997, on rapporte que la majorité des entreprises d'État étaient déficitaires et que seules 300 entreprises participaient à 80% pour le secteur au budget de l'État. (Hakkala et al.2001).

La troisième forme d'investissement est l'entreprise à capital 100% étranger.

« Il s'agit d'une entreprise créée sous la forme d'une société à responsabilité limitée. Elle est dotée de la personnalité juridique vietnamienne et est placée sous la tutelle du MPI, qui peut arrêter ou suspendre ses activités dans les cas d'atteinte graves à la loi ou de non-conformité à l'objet social tel que mentionné dans la licence d'investissement » ( Ministère du Plan et des Investissements et LBLF Vietnam : *Guide de l'Investissement direct étranger*, Ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam, Hanoi, juin 1997 : 36).

Ces formes d'investissements sont les plus directes. La quatrième, qualifiée d'investissement élargi, se compose des contrats " Bâtir-Opérer-Transférer " (B.O.T) et les formes assimilées. Les contrats B.O.T<sup>124</sup> concernent la concession de travaux publics. Ils visent à construire et exploiter des infrastructures avant de les transférer au Gouvernement vietnamien. On notera aussi la présence de " Zones de Productions pour l'Exportation " (Z.P.E). Celles-ci sont établies dans des zones géographiques déterminées.

« (...) les activités des sociétés implantées dans une ZPE sont régies par le règlement relatif à la zone franche de production pour l'exportation au Vietnam du 24 avril 1997 abrogeant un règlement de 1991. Elles bénéficient ainsi d'un régime particulier: *une fiscalité avantageuse (...)* toute transaction se fait en devises librement convertibles; un interlocuteur administratif unique; un accès aux infrastructures favorisé » ( Ministère du Plan et des Investissements et LBLF Vietnam : *Guide de l'Investissement direct étranger*, Ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam, Hanoi, juin 1997 :39).

Trois types de zones ont été définis par le décret du gouvernement (n°36- ND/CP)<sup>125</sup> : les zones industrielles (ZI), les zones de production pour l'exportation (ZPE) et les zones industrielles de haute technologie (ZHT)<sup>126</sup>. En 2001, on recensait au Vietnam, 66 ZI, 2 ZPE et 1 ZHT (11 500 ha) qui représentent un investissement total de 9,9 milliards de dollars US (1700 projets).

<sup>124</sup> Il est intéressant de noter que jusqu'à présent, on ne recense aucun B.O.T au Vietnam .

<sup>125</sup> promulgué le 24 avril 1997.

<sup>126</sup> Maliverney, 2002,p.1

La part des investissements étrangers y est de 7,6 milliards de dollars US (966 projets) et les entreprises ainsi créées emploient 240 000 personnes. Tous ces projets n'ont pas encore été réalisés.<sup>127</sup> L'objectif de la réglementation des zones spéciales est : « de créer un environnement favorable aux investissements étrangers et vietnamiens en développant une activité industrielle ou de service orientée vers l'exportation » (Maliverney, 2002 :1).

« L'intérêt principal de ces zones pour les investisseurs étrangers est double : ils bénéficient d'un régime d'octroi de licence simplifié et d'une fiscalité avantageuse. Les comités de gestion qui souhaitent attirer les entreprises étrangères peuvent dans le cadre des zones spéciales qu'elles gèrent leur accorder des avantages par rapport au droit commun, notamment en matière sociale et légale » (Maliverney, 2002 : 4).

Pour conclure sur les diverses formes d'investissement, il nous faut aborder la question des nombreux bureaux de représentation. « Ils ne sont pas à proprement parler un mode d'investissement, il s'agit le plus souvent du premier pas vers un investissement » (Maliverney, Décembre 2001 :2).

« L'activité d'un bureau de représentation doit être strictement circonscrite à la gestion des programmes de coopération avec le Vietnam ou à l'étude et à la préparation de projets de contrats commerciaux ou d'investissements conclus avec les entreprises vietnamiennes. Il n'est pas autorisé normalement, aux bureaux de représentation d'exporter ou de vendre des biens achetés au Vietnam, d'importer des biens autres que ceux nécessaires à la satisfaction de ses besoins propres, d'avoir plus généralement une activité commerciale ou lucrative sous quelque forme que ce soit » (Maliverney, Décembre 2001:2).

Enfin, nous pouvons dire que la *joint-venture* reste la forme la plus courante d'investissement direct étranger. Les investisseurs étrangers sont encouragés à choisir la forme de joint-venture, ils peuvent ainsi espérer que leur partenaire vietnamien saura « pousser » pour que les choses avancent plus vite (Herland, 1998). Dans la plupart des cas, les entreprises conjointes sont

---

<sup>127</sup> Maliverney, 2002,p.1



constituées de deux entreprises : l'une vietnamienne et l'autre étrangère. Le plus souvent comme nous l'avons dit, la première fournit le terrain . Elle est donc minoritaire. Cependant,

« Le droit vietnamien a organisé une structure de type confédéral pour préserver les intérêts de la minorité. Même si cette finalité est compréhensible, la division du pouvoir entraîne des dysfonctionnements dès lors que les deux parties ne tirent pas dans la même direction » (Herland, 1998 : 316).

#### 5.4.2 La part des investissements étrangers dans l'économie du pays

De 1988 à 1996, 1767 projets d'IDE ont reçu une autorisation pour un investissement total de 28,4 milliards de dollars (Fabry & Richet, 1998 : 123). A la fin de l'année 1996, plus de 700 sociétés de 50 pays différents ont investi au Viêt-nam. La même année celles-ci regroupent environ 145 000 employés Vietnamiens. « Le taux de réalisation (rapport en % des dépenses par rapport au total des investissements approuvés) était passé de 29 à 33% sur la période de 1988-1994 (ce qui est un taux honorable pour l'Asie du Sud-Est), et la progression des flux d'IDE approuvés avait été importante » (Lavigne, 1999 : 108). En 1997, le taux de réalisation passe à 35% (Fabry & Richet, 1998 : 123). Enfin, la part des IDE<sup>128</sup> dans le PIB fut de 5,5% en 1994 et de 6,9% en 1996. Durant cette même période, les dix premiers pays investisseurs au Viêt-nam sont dans l'ordre décroissant: Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, Japon, Îles Vierges, Malaisie; États-Unis, Thaïlande et Australie. En 1999, les conséquences de la crise asiatique sont telles que la France devient le premier investisseur européen au Viêt-nam. Le Viêt-nam est dépendant des autres pays d'Asie non seulement pour ses exportations mais aussi pour les investissements comme le mentionne la Banque Mondiale<sup>129</sup> .

<sup>128</sup> Investissements Directs Étrangers

<sup>129</sup> Les Figures 2 et 3 sont tirées du rapport de la Banque Mondiale : "The Current Economic Situation" . 1999 : 3.

Régions de destination	Pourcentage
Europe	14
Etats-Unis / Canada / Cuba	3
Autres	6
ASEAN	27
Autres pays d'Asie	50

Figure 3: Exportations du Viêt-nam selon les régions de destination (1996).

Région d'origine	Pourcentage
Europe	12
Etats-Unis	17
Autres	3
ASEAN	28
Autres Asie	40

Figure 4 : Investissements étrangers au Viêt-nam selon la région d'origine 1997.

Les investisseurs étrangers doivent faire face à de nombreux obstacles (Fabry & Richet, 1998; Richer, 1999). S'il n'existe pas de restrictions aux IDE, le gouvernement exerce pourtant son contrôle au travers du MPI qui accorde les licences. Ce qui lui permet de favoriser certains domaines ou certaines régions. Les secteurs dans lesquels se concentrent les IDE ont évolué au cours des années. Ils sont passés de l'exploitation du gaz et du pétrole à la construction d'hôtels et d'aménagements touristiques et enfin au secteur industriel. Fabry et

Richet (1998 :128) relatent le parcours du combattant des investisseurs étrangers pour obtenir leurs autorisations :

« Ainsi, une proposition de projet à Ho Chi Minh-Ville doit passer par trois étapes : (i) soumission de huit copies de la proposition au Comité du Peuple de la ville et à son comité local pour l'Évaluation de la Coopération de l'Investissement (le Comité d'Évaluation de projets de la ville) pour l'évaluation; (ii) après avoir reçu l'accord du Comité du Peuple, le CECI local examine le projet pour s'assurer que tout est « en bon ordre avant de le transmettre » (8 copies) au CECI central; et (iii) le CECI central approuve ou rejette le projet sur recommandation du Comité Central d'Évaluation des Projets, présidé par le Président du Comité d'État à la Planification. Les grands projets d'investissements, dont le montant dépasse 40 millions de dollars, ou ceux qui concernent des industries prioritaires ou stratégiques et les secteurs de l'import-export, des voyages internationaux, de l'immobilier et des banques doivent recevoir en plus l'accord du Premier Ministre ».

En 1998, les sociétés 100% étrangères<sup>130</sup> sont encore peu nombreuses mais le gouvernement commence à les accepter un peu mieux. La première à avoir franchi le pas est la société Coca Cola. Le Ministère du Plan et des Investissements a, en mai 1998, soutenu sa demande de rachat des actions de ses associés afin de détenir toutes les actions de l'entreprise. En 1998, les sociétés étrangères employent 265 000 personnes et pèsent lourd au Viêt-nam : 25% du budget de l'État. En 1998, les joint-ventures représentent 64,5% des IDE et 65,3% des capitaux investis (Fabry & Richet, 1998 :122).

### **5.4.3 L'aide internationale au développement**

Les investissements étrangers ne se font pas uniquement au moyen des entreprises privées. En effet, le Viêt-nam reçoit chaque année, de la part d'autres gouvernements et des ONG, des fonds pour le développement du pays.

---

<sup>130</sup>Elles sont souvent utilisées pour des produits d'exportation ou des services spécialisés. En 1998, elles représentent 27% des IDE et 18% des capitaux investis (Fabry & Richet, 1998).

Les deux tiers de l'aide sont apportés sous la forme de prêts. Le premier bailleur de fonds est le Japon avec un montant total des prêts cumulés fin 1999 à quelques 5 milliards de dollars US pour plus de 50 projets. Les prêts japonais privilégient deux secteurs : le secteur de l'énergie avec les centrales de Phu My ou Pha Lai et celui des transports. Ces deux secteurs concentrent par conséquent 70% de l'aide japonaise.

Le deuxième bailleur de fonds bilatéral est la France. En 1999, la France a déboursé près de 450 millions de francs français au titre de l'aide publique au développement. Cette aide provient du Ministère des Finances et de l'Economie à 49%, du Ministère des Affaires Etrangères à 15% et de l'Agence Française de Développement à 36%. Viennent s'ajouter à ce montant quelques 40 millions de FF provenant des actions de coopération de certains organismes français comme le Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD, ex-ORSTOM) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), ainsi qu'une vingtaine de millions de francs alloués par des collectivités locales : une coopération décentralisée s'étant développée<sup>131</sup>. En matière d'investissements directs, 200 entreprises françaises ont été recensées au Viêt-nam en 1999.

Depuis 1994, la Banque Mondiale accorde des crédits au Viêt-nam. Plus de la moitié des prêts accordés l'a été pour la réhabilitation des infrastructures du pays. En ce qui concerne la période 1999-2002, la Banque Mondiale a décidé d'accroître son effort envers l'agriculture et le secteur rural. Néanmoins, même si la part du financement des infrastructures diminue, elle restera de 32% des engagements prévus. Pour le domaine de l'énergie, la Banque Mondiale se concentrera sur la distribution dans les régions rurales et reculées.

---

<sup>131</sup> In « L'aide publique au développement de l'Union Européenne au Développement en 1999 », Hanoi, juin 2000.

Depuis six ans, la Banque Asiatique de Développement (BAD) a financé principalement les secteurs suivants : les transports (31%), l'énergie (11%), l'agriculture (42%) puis la santé, l'éducation, l'eau et l'environnement (22%). Sur la période allant de 1999 à 2002, la BAD a annoncé qu'elle prêterait au Viêt-nam en moyenne 300 millions de dollars US par an et qu'elle accorderait environ 10 millions de dollars US de dons chaque année au titre de l'assistance technique.

Enfin, l'Australie a, entre 1991 et 1998, engagé 240 millions de dollars US d'aide en faveur du Viêt-nam. La Corée du Sud est aussi un important bailleur de fonds avec 77 millions de dollars US d'engagement en 1999. Enfin le PNUD<sup>132</sup> fournit de l'aide au pays dans deux domaines essentiels : le développement social et la réduction de la pauvreté ainsi que la réforme publique et institutionnelle. De 1997 à 2000, le PNUD disposait d'un budget de 82 millions de dollars US.

---

<sup>132</sup> Programme des Nations-Unies pour le Développement.

### **PARTIE III : ANALYSE DES DONNÉES**

Au Viêt-nam, l'implantation des IDE a apporté des changements dans les sphères économique, politique et sociale. D'un point de vue économique, les IDE font partie intégrante de la mise en place d'une « économie de marché à orientation socialiste ». Le gouvernement a, pour attirer les IDE ( mais aussi dans une volonté de réformer le secteur d'État depuis la chute de l'URSS), procédé à des réformes bancaires et fiscales.

Sur le plan politique, les lois concernant les investissements étrangers ont changé. Depuis 1986, les réformes successives ont eu pour volonté de permettre aux investisseurs étrangers de venir s'implanter dans un environnement favorable. Cependant, le climat d'investissement reste incertain. Et cette incertitude alliée à la lenteur de la mise en application des nouvelles lois a entraîné des effets pervers dont la corruption. Enfin, en ce qui concerne la sphère sociale, les investisseurs ont souvent contribué à l'apparition et au développement de changements dans les manières de travailler et de vivre de leurs employés vietnamiens. Un contact quotidien a permis aux Occidentaux et aux Vietnamiens de mieux se connaître et parfois une certaine « acculturation » s'est développée : des traits culturels ont été intégrés et transformés. Pour traiter de l'impact des Investissements Directs Etrangers au Viêt-nam, nous aborderons dans le chapitre 6 les freins à ces investissements étrangers, les réformes politiques et les difficultés perçues par les investisseurs étrangers. D'un point de vue politique, la *Dôl Môl* et l'ouverture au capital étranger ont quelque peu émoussé le rôle de l'État et du P.C.V. Dans le chapitre 7 nous parlerons plus longuement du problème de la corruption, des réseaux sociaux d'influence (*guanxi*) et du capital social. Dans le chapitre 8, nous traiterons des incompréhensions et de la méfiance mutuelle de part et d'autre. Enfin, le chapitre 9 abordera les changements sociaux émergents de l'ouverture du pays à l'économie de marché et par là, aux investissements étrangers. Le statut de la femme change et s'améliore. Les femmes vietnamiennes s'affirment de plus en plus dans la société moderne. Affirmation qui ne va pas sans heurts car le pouvoir masculin va en décroissant.

## CHAPITRE 6 : LES FREINS AUX IDE : L'ÉCHEC DES RÉFORMES

*« On est tous égaux...mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres »  
G. Orwell*

Au fur et à mesure des entrevues, nous avons constaté deux courants de pensée parmi les investisseurs étrangers. Un courant relativement optimiste sur la situation actuelle au Viêt-nam, courant qui regroupe de nombreux investisseurs nord-américains et australiens. En revanche, les Européens appartiennent en général à un courant plus pessimiste qui ne voit que peu d'avenir pour leur société dans le pays, les réformes étant jugées trop lentes et la corruption trop étendue.

### 6.1 LES IMPASSES DES RÉFORMES AU VIÊT-NAM : UN FREIN AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

#### 6.1.1 Les freins institutionnels

En dépit des réformes économiques amorcées depuis 1986, le Viêt-nam semble figé. Comme le titrait l'hebdomadaire *L'Express* en mai 2000, le Viêt-nam c'est « le tigre immobile <sup>133</sup> ». Nombreux sont les investisseurs étrangers ayant quitté le pays, tant les conditions étaient défavorables. Après le boom du début des années 1990, où tous voyaient le Viêt-nam comme un futur dragon asiatique, il faut, selon certains, se rendre à l'évidence, nous sommes plutôt face à « un lézard qui n'est pas devenu dragon <sup>134</sup> ». Les raisons du désenchantement sont diverses. La majorité des investisseurs étrangers s'accordent à dire que les réformes, trop peu nombreuses et trop lentement appliquées, en sont les principales raisons.

---

<sup>133</sup> Sylvaine Pasquier, *L'Express*, 18 mai 2000. Version électronique.

<sup>134</sup> Bruno Birolì, *Le Nouvel Observateur*, 12-18 août 1999 : 48-49.

« En dépit du code promulgué dès 1988 et d'autres mesures prises (mais pas toujours appliquées) avant d'être annulées, les règles du jeu étaient encore peu stables, avant que la crise de 1997 vienne contribuer à accélérer la chute des investissements qui, estimée à 18% en 1996, a atteint 50% en 1997, entraînant l'arrêt de plusieurs grands chantiers et la réduction de leurs équipes locales par un nombre important d'entreprises étrangères » (Richer, 1999 : 217).

En effet, les mesures gouvernementales protégeaient le monopole des entreprises d'État et avaient mis en place des barrières aux échanges commerciaux en encourageant les investissements excessifs dans les industries qui produisaient des produits jusqu'alors importés (Hakkala et al., 2001).

Mais les tracasseries quotidiennes en sont autant d'autres.

« En 1994, lorsque Washington lève son embargo, plus de 400 compagnies américaines débarquent. Deux ans plus tard, les investissements étrangers directs représentent quelque 8 milliards de dollars, soit le tiers du PIB vietnamien. En 1999, ils sont tombés à 1,4 milliards, une chute que la crise de 1997 en Asie du Sud-Est ne suffit pas à expliquer – comme le prétendent certains officiels. Sous l'étiquette du *doi moi*, les pionniers de l'aventure ont découvert une bureaucratie tatillonne qui soumet la moindre initiative à autorisation préalable, la corruption, les taxes, les lenteurs....Assez de nuisances pour aller voir ailleurs. C'en est au point que la France s'est retrouvée au premier rang des investisseurs étrangers en 1999 » ( Pasquier, 2000).

La corruption est ainsi identifiée comme un obstacle majeur :

« (...) and the prevalent need to pay commissions and 'give envelopes' are barriers to doing business. Paying commissions to influence company and administrative decisions is thought to be commonplace, including in tendering processes. Many foreign businesses which were attracted by the early reforms of the *doi moi* period (perhaps unrealistically) have now become disillusioned and are reassessing their presence in Vietnam, citing corruption and unpredictable business environment as major factors » (Banque Mondiale, 1999b : 59)

Nous en traiterons au chapitre 7.



Comme le montre le tableau<sup>135</sup> ci-dessous (figure 5), les investissements directs étrangers ont chuté de manière considérable. Puis ont repris progressivement à partir de 1999, sans pour autant atteindre le niveau de 1997. Les autorités vietnamiennes sont très inquiètes de cette baisse constante des IDE depuis plusieurs années consécutives maintenant.

« Les statistiques des promesses d'investissements indiquent une baisse constante depuis 1996 (8,6 milliards USD en 1996, 4,6 milliards USD en 1997, 3,9 milliards USD en 1998 et 1,6 milliards USD en 1999). La première moitié de 2000 se poursuit sur cette tendance avec 700 millions USD de promesses depuis le début de l'année. Il faut noter que les promesses d'investissements, dans la période euphorique qui a précédé la crise asiatique, étaient sur-dimensionnées et sans base réelle. Les flux de déboursements réels chutent également mais dans une moindre mesure » (Maliverney, Octobre 2000 : 1).

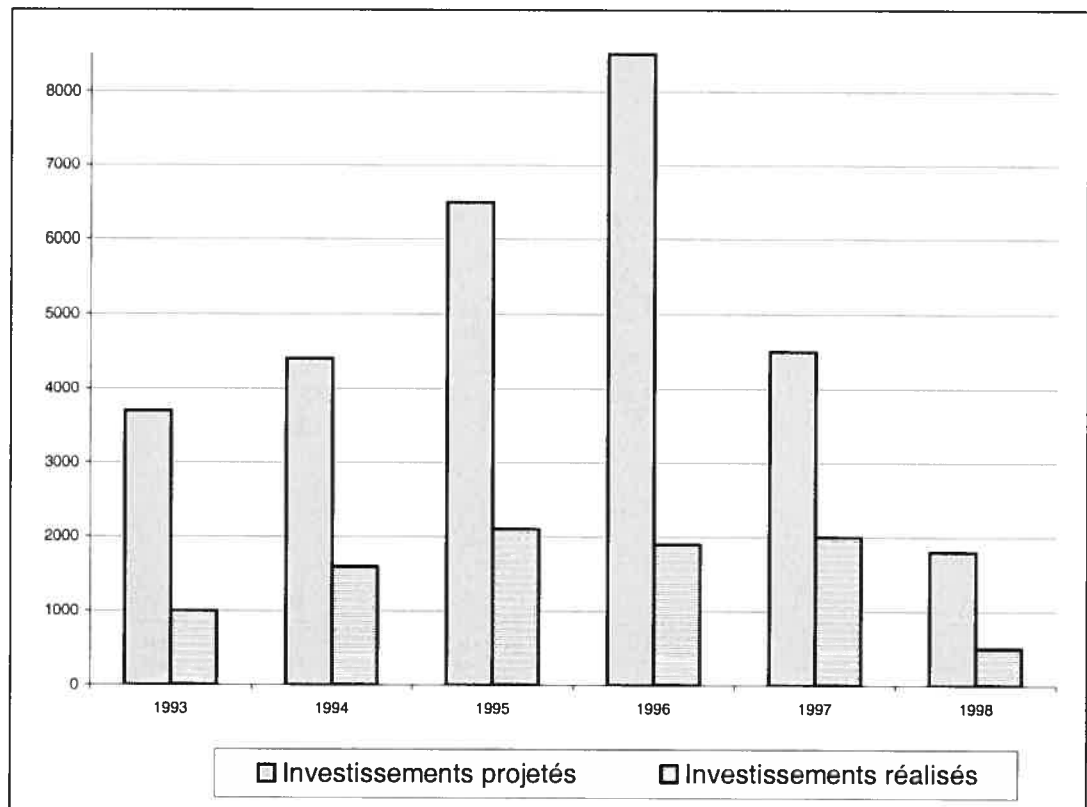


Figure 5 : Investissements étrangers projetés et réalisés en milliards de dollars, 1993-1998. (source MPI).

<sup>135</sup> In « The Current Economic Situation », World Bank, 1999 :5.

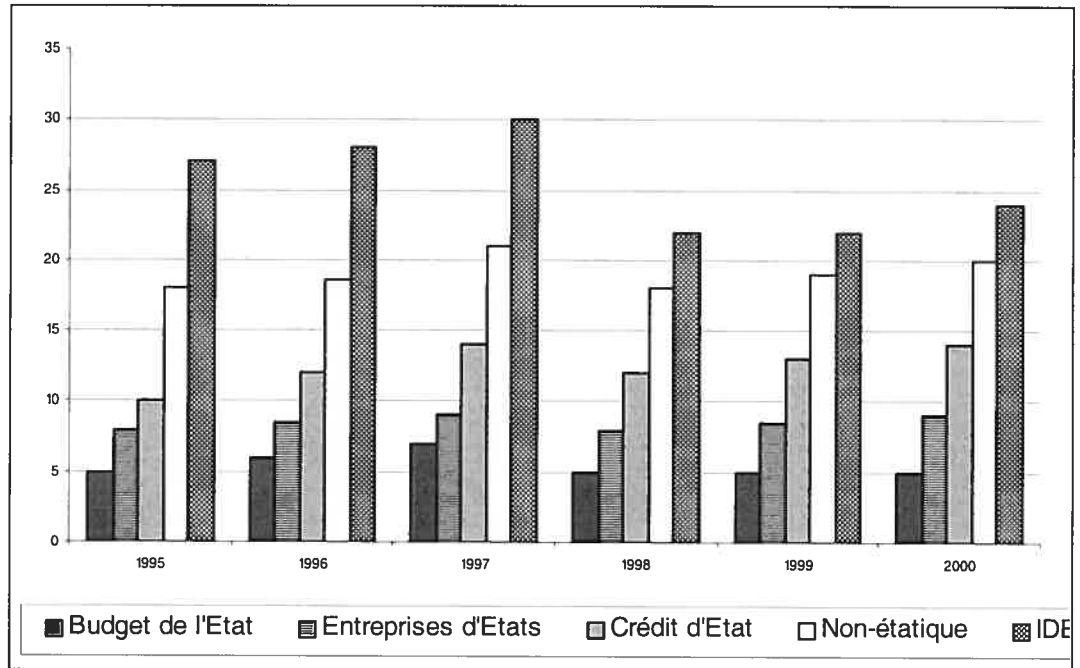


Figure 6 : Composition des investissements étrangers au Viêt-nam.<sup>136</sup>

La croissance vietnamienne a chuté à + 4,7% en 1998 et à 4% en 1999. Et selon certains économistes, cette chute est en partie due à la baisse des investissements étrangers depuis 1996, et non pas à la crise asiatique de 1997 comme le laissent entendre les autorités locales (Biroli, 1999).

« (Cette première partie) nous permettra de conclure que le système socialiste a mieux réussi dans sa lutte contre la pauvreté que dans ses efforts pour relever les performances de l'économie. Inversement, les nouvelles politiques ont eu des effets ambivalents sur l'évolution de la pauvreté, notamment en creusant les inégalités et en détériorant les indicateurs de développement humain. La performance économique a été spectaculairement améliorée, dans un premier temps, par l'application des méthodes de marché, nonobstant le maintien du secteur d'État. La détérioration depuis 1997 des résultats doit être attribuée moins à l'impact de la crise financière asiatique qu'à l'inachèvement de la réforme et aux résistances empêchant la modernisation du secteur d'État » (Lavigne, 1999 : 15).

<sup>136</sup> source Banque Mondiale, 2001.

Les investissements étrangers ont chuté de 60% en 1998. Et les nouveaux engagements chutent encore plus durement, les nouvelles licences pour les IDE sont tombées de 8,5 milliards de dollars US en 1996 à 4 milliards en 1997 et à 1,8 milliard en 1998. Les licences accordées et non déboursées atteignent 26 milliards de dollars dont la moitié sont des projets dans le secteur du tourisme et de l'immobilier, secteurs où la demande et les prix se sont effondrés. En 1998, les investisseurs de l'Asie de l'Est (Thaïlande, Chine, Hong Kong et Malaisie) n'ont que peu investi au Viêt-nam (Banque Mondiale 1999). En 2002, les IDE contribuent à 34% de la production, 7% des recettes budgétaires (hors pétrole), 12% du PIB national et fournissent 350 000 emplois (Maliverney 2002), soit une augmentation de plus de 130% par rapport à 1996.

L'économie vietnamienne repose en très grande partie sur celle des autres pays asiatiques qui sont les principaux investisseurs au Viêt-nam. La zone asiatique compte pour 70% des exportations du pays (Banque Mondiale, 1999). Bien avant la crise asiatique, les investisseurs voyaient les obstacles au commerce extérieur du Viêt-nam comme les pires dans la région. Le Viêt-nam avait été classé comme l'un des derniers pays (sur 58) en matière de compétitivité en 1997. Les contraintes les plus décourageantes selon les entreprises étrangères implantées au Viêt-nam sont liées au système juridique, au système fiscal et au commerce réglementé. Les lois sur les activités des entreprises émises par le gouvernement et leur application discrétionnaire furent le premier obstacle cité (Fabry & Richet 1998). Cependant, ils firent état de certains avantages dans les domaines suivants : forte demande pour des produits manufacturés, main-d'œuvre bon marché et disponible, lois sur le travail moins strictes<sup>137</sup> et un environnement sécuritaire<sup>138</sup>

---

<sup>137</sup> Il est facile d'embaucher et de débaucher des employés. Pour les manoeuvres, les journaliers par exemple, il n'y a pas de contrat de travail, ni pour les employés de maison.

<sup>138</sup> Il semble y avoir peu de délinquance. Cependant, certaines compagnies ont dû faire face au vol de leurs marchandises. En effet, une compagnie étrangère voyait arriver ses camions vides de toute marchandise. Le conducteur refusant de dire quoi que ce soit. Les camions étaient vidés en chemin.

(Banque Mondiale,1999). Les entreprises d'État se trouvent elles aussi dans l'ornière après la crise asiatique.

« Three-fifths of state enterprises were unprofitable before the growth slowdown. The rest were having difficulty, evident from their declining profits and tax contributions. What is most worrying are the debt levels of SOE<sup>139</sup>; total debt exceeds the capital of enterprises. With overall demand down, state enterprises are finding it even more difficult this year to produce, sell, make a profit and service debt » (Banque Mondiale, 1999 : 9).

Après la crise asiatique, le taux de chômage a augmenté. Les chiffres officiels font état de 6% de chômeurs dans les zones urbaines en 1998, cependant les chiffres réels seraient plus proches des 8% à Hanoi. Selon l'Agence Vietnamienne de l'Information, le taux de chômage en 1998 aurait atteint 28% dans les campagnes<sup>140</sup>. On a pu constater un réel malaise paysan<sup>141</sup> qui s'est manifesté par des mouvements de protestations dans certaines provinces du Centre. Le ralentissement des activités dans le secteur de l'immobilier et du tourisme a contribué à l'augmentation du taux de chômage. Le pays était devenu moins attractif pour le tourisme que ses voisins.

« The external shock to Vietnam from the regional crisis –through large declines in foreign investment inflows and in export growth- has been equivalent to US\$3 billion or 12 percent of GDP » (Banque Mondiale, 1999 : 15).

---

Les responsables de la compagnie se sont aperçus que la mafia locale était responsable de ces vols et revendait par la suite les marchandises pour son compte. D'autres problèmes sont apparus quand il s'est avéré que la mafia locale était aussi la police locale.

<sup>139</sup> State Owned Enterprise.

<sup>140</sup> Richer, 1999 : 219.

<sup>141</sup> « Celui-ci s'alimente à la cruelle inégalité entre paysans riches – qui, avec la complicité des cadres, ont acquis à bas prix le matériel des coopératives existantes et étendent leur domaine – et paysans pauvres – dont les conditions de vie ne s'améliorent pas et qui subissent l'intervention de fonctionnaires, dont la compétence et l'honnêteté sont loin d'être toujours établies. Ainsi, le paysan ne perçoit que 16% du profit du riz qu'il produit, le reste étant réparti entre les petits acheteurs (9%), les grossistes (16%), les entreprises d'État (44%) et les agents d'exportation (15%). Que l'État de désengagement est peu probable; les bureaucrates y perdraient pouvoir et...revenus ! » (Richer, 1999 : 219).

Suite aux problèmes rencontrés par le Viêt-nam depuis 1997, le gouvernement a décidé de prendre un certain nombre de mesures. Si des actions furent décidées, le problème reste qu'il faut les implanter rapidement. Trois problèmes à cette implantation furent identifiés par la Banque Mondiale<sup>142</sup> :

- certaines mesures autorisent une certaine discrétion dans leur implantation ;
- des règlements pour cette implantation n'ont pas été émis alors que des lois et des décrets furent approuvés plusieurs mois auparavant ;
- les processus douaniers complexes et lourds rendent l'implantation de règles libérales difficiles.

La Banque Mondiale va plus loin en préconisant une plus grande ouverture des marchés vietnamiens aux investisseurs étrangers, ainsi qu'une augmentation des exportations, particulièrement vers des pays ne faisant pas partie de la zone asiatique.

« Expanding access to all markets, especially non-Asian ones, enhancing export competitiveness and improving profitability of FDI will be critical to Vietnam's growth in these difficult times. All three require further liberalization of trade and greater incentives for FDI. Such liberalization will help unlock Vietnam's comparative advantages. It will provide clearer domestic signal to allocate more resources to labor-intensive exports and rural industry, more investment out of capital-intensive import-substitutes, and attract a bigger share of available FDI for the region. In addition, many countries have opened up the divestiture of state-owned assets to foreign investors, providing additional ways to increase FDI. Such a move would facilitate the movement of capital, managerial and technical expertise, and access to foreign markets for many of the present loss-making SOEs » (Banque Mondiale,1999:38).

---

<sup>142</sup> In « The Current Economic Situation »,Banque Mondiale,1999 :38.

Il reste que le gouvernement actuel veut montrer sa bonne volonté quant aux investisseurs étrangers. Nong Duc Manh, Secrétaire Général du P.C.V, n'hésitait pas à dire qu'il faut accélérer le processus de « rénovation » :

« Foreign investment is an important component of our economy. It helps move our economic structure toward industrialization and modernization, and accelerates our ongoing renovation [doi moi ] process. In the past few years we have made a number of policy adjustments to attract foreign investment. And in the future, we will do more to improve the investment environment for investors. So by combining our internal strength and our external investment, we hope that we will able to maintain the growth rate of 7% in 2002 » (Johnson, 2002).

Or récemment, dans un article paru dans le Courrier du Vietnam (Truong, 2003), les « experts étrangers » se félicitaient de l'évolution de la pensée économique au Viêt-nam. L'État a mis en place une économie de marché qui a amélioré la productivité des entreprises vietnamiennes et favorisé les investissements étrangers. Le pays envisage même d'adhérer à l'OMC. Et « avec l'amélioration de son image économique, le pays attirera plus d'investissements et de technologies étrangers. De plus, l'État et le gouvernement cherchent à perfectionner le système juridique pour que ce dernier soit plus proche des normes de l'OMC. Le processus de réforme économique et administrative est accéléré » (Ibid).

### 6.1.2 Corruption et incertitude : deux obstacles aux IDE

La corruption<sup>143</sup> et le climat d'incertitude économique et politique sont d'autres raisons au départ des capitaux étrangers.

---

<sup>143</sup> « Le problème central réside dans la faiblesse de l'appareil administratif d'État bureaucratique, corrompu, incapable de faire appliquer la loi. La corruption est généralisée. Tout se négocie avec l'administration, licences, passe-droit, et surtout impôts-l'évasion fiscale est considérable. L'administration est incapable de se faire une idée précise des comptes des entreprises d'État. Le système fonctionne dans la plus grande opacité, ce qui à son tour favorise le développement du secteur informel (lequel contribue à 30-35% à la formation du PNB) puisque c'est le principal

« Vietnam does not yet offer an easy climate for entrepreneurs. Both domestic and foreign businesses find that complex and detailed nature of permit requirements, the opaque nature of decision-making, and the prevalence of corruption are barriers to doing business. The recent Global Competitiveness Survey found that unclear procedures, lack of public information, bureaucratic discretion on the part of middle-level officials, and long delays were the factors which caused Vietnam to be viewed by the private sector as near last in competitiveness out of fifty-eight countries. Similarly, Transparency International, an organization which monitors transparency and corruption, ranks Vietnam forty-third in its list of fifty-two countries, only slightly higher than Indonesia. The Government and party recognize these issues and have announced that improving the efficiency of public administration, establishing accountability among public officials, and addressing corruption are important steps in developing a vibrant economy in Vietnam » (Banque Mondiale, 1999a: 43).

Beaucoup d'investisseurs se plaignent non seulement des lenteurs administratives mais aussi des changements constants d'un point de vue juridique :

*« On a besoin de plus de temps, aller vite c'est impossible. Le gouvernement change toujours les décrets. Mais avec les nouveaux décrets ce n'est pas toujours facile et puis on paye à tous les niveaux » (Marc, Directeur).*

En matière de contrat, les Vietnamiens ont coutume de dire qu'un contrat signé ne vaut rien et qu'ils peuvent le renégocier en tout temps. C'est uniquement la parole qui compte. Seulement les investisseurs interviewés m'ont expliqué que très rapidement ils se sont aperçu que cette confiance est relative. Les cassures de contrats sont, selon eux, fréquentes. Et que contre cela, juridiquement parlant un étranger n'a aucun pouvoir. Le règlement des différends n'étant pas toujours clair (Maliverney, 2001).

---

moyen pour les agents économiques non étatiques de contrebalancer la préférence au secteur

C'est un problème qui préoccupe nombre d'investisseurs étrangers à la tête d'une joint-venture car, pour les co-entreprises, la question du partenaire se pose. Jusqu'en 1998, il était difficile d'avoir une société à capital 100% étranger. Donc il est nécessaire trouver un associé vietnamien, qui le plus souvent prête son nom, parfois apporte la terre mais extrêmement rarement du capital. Les problèmes avec le partenaire sont multiples, comme nous le verrons avec les diverses entrevues. Le scénario le plus fréquemment évoqué par les investisseurs étrangers est le suivant: tant que le partenaire étranger perd de l'argent, le partenaire vietnamien reste dans l'ombre. A partir du moment où l'entreprise dégage des bénéfices alors les choses changent. Le partenaire prend de plus en plus de place, et va même dans certains cas jusqu'à évincer l'étranger qui n'a que peu de recours juridique<sup>144</sup>.

Enfin, un autre frein au développement des IDE a pu être identifié : la contrefaçon. C'est un phénomène très répandu au Viêt-nam et dans la zone asiatique. Les exemples sont nombreux et vont de la petite contrefaçon à la contrefaçon officielle. Ainsi dans une entreprise de Hanoi, le directeur de l'usine s'est un jour aperçu qu'une partie de son personnel cadre avait monté une usine parallèle, copiait ses modèles et contactait ses propres clients pour leur vendre les mêmes produits moins chers. Les recours légaux dans ce cas sont peu efficaces, il a donc fallu se débrouiller pour que cette usine arrête de faire de la contrefaçon, ce qui ne fut pas sans mal. Les boutiques du centre de Hanoi fabriquant des vêtements brodés et des objets destinés à une clientèle plus aisée sont elles aussi copiées. Une boutique copiant vos modèles (donnés parfois par le tailleur) peut

---

d'État (Nguyen Minh Tu, 1997) » (Lavigne, 1999 :51).

<sup>144</sup> « Lorsqu'il y a litige ou infraction, le modèle occidental privilégie le contentieux et la confrontation directe sous l'empire de la loi, tel n'est pas le cas dans une société marquée par le confucianisme, le juge n'exerce qu'une faible autorité et il n'y a pas de supériorité de la loi. Le règlement des conflits à l'amiable, par l'arbitrage et la négociation sont préférés aux procédures judiciaires. Lorsqu'on a recours à celles-ci, l'esprit risque de prévaloir sur le texte : l'interprétation des règles de droit se fait très librement et au cas par cas, la coutume y prend une place très importante, il n'y a pas de jurisprudence, de règle du précédent et la doctrine est encore à l'état embryonnaire » (Maliverney, 2001 : 2).



très bien s'installer à côté ou en face de la vôtre et copier jusqu'à votre enseigne et votre logo. Les grandes marques d'eau minérale comme « La Vie » (appartenant à Vittel –France) voit leurs petites sœurs se multiplier : La Ville, La Villa, La Vierge etc. Le plus étonnant reste la copie de films vidéos ou de DVD. Aucune vidéo ou presque en vente au Viêt-nam est un original. La question de la propriété intellectuelle et des *copyrights* préoccupent nombre de sociétés étrangères présentes en Asie.

## 6.2 L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE

Après l'euphorie du milieu des années 1990, nombreux sont les investisseurs étrangers désabusés et déçus de la tournure qu'ont prise les choses au Viêt-nam. Le « tigre » vietnamien rugit bien faiblement aux yeux des investisseurs étrangers. En effet, à la corruption et à la lenteur administrative s'ajoutent des lois bien souvent contradictoires.

*« En plus, le gouvernement change sans arrêt les décrets. Et les nouveaux décrets ne sont pas très faciles pour les compagnies étrangères. Il faut se tenir au courant tous les jours : par exemple, au niveau des profits. Il y a un temps pour changer les dollars en dong vietnamiens »*  
(Marc, Directeur, Entreprise 3, oct.1998).

Le système juridique est identifié par certains investisseurs comme instable et difficile.

*« I think that the legal and regulatory environment in Vietnam is very difficult because the lines of the laws and regulations are contradictory and...If you look at the regulations and you followed exactly what they say, you probably could not do business in the country at all. They're that bad. Yes, the government encourages us to do business and sometimes even encourages us to, I wouldn't say violate the regulations, but to interpret their own regulations in the way it allows us to do the business. And often times, officials even apologize for the regulations: oh we know*

---

*they're bad, we're going to fix them later, don't worry about it. I think that here we're an institution that tries to comply with the law. We don't want to violate the regulations. It's sometimes difficult to do business because regulations don't really permit it. And then you have those regulations which are also not helpful to what we want to do and the government intends to really force the compliance on these regulations"*  
 (Alexander, Country Manager, *Entreprise* 8, oct.1998).

Cette contradiction et cette invitation par les autorités à contourner les lois peuvent être interprétées de différentes manières : la première est de favoriser les investissements étrangers et donc de rendre les règles plus flexibles. Mais ce genre de pratique est à double tranchant : d'un autre côté les autorités peuvent déclarer du jour au lendemain que l'entreprise ne respecte pas les lois vietnamiennes et les mettre dans une position difficile. C'est à mon avis un moyen de pression supplémentaire sur les investisseurs, un moyen de contrôler les choses. Mais cela reflète aussi l'hésitation des autorités ou tout au moins d'une partie des députés.

En faisant souffler le chaud et le froid, les autorités maintiennent une certaine pression qui augmente leur pouvoir et qui garde les investisseurs dans l'incertitude; cela permet aux autorités de garder leur indépendance. Cette indépendance est extrêmement précieuse aux yeux des Vietnamiens en général. En effet, fiers vainqueurs des armées françaises et américaines, les Vietnamiens tiennent chèrement à leur indépendance, à leur liberté vis-à-vis d'un autre État, d'une autre puissance. Et certains officiels peuvent encore cette vision de l'étranger qui vient piller le « pays natal » (*quê huong*). Depuis 1954 et encore plus depuis 1975, le concept de « pays natal » et de son intégrité (géographique) est très important aux yeux des Vietnamiens. La peur d'une autre invasion chinoise reste latente. Les tensions aux Îles Spratly et Paracel fréquentes.

La propagande du gouvernement diffusée, depuis 1975, sur les étrangers n'a pas encouragé à une meilleure compréhension mutuelle. Comme nous le verrons, les incompréhensions culturelles sont, de part et d'autres,

fréquentes. Enfin, s'ouvrir à une économie de marché pose de nombreux problèmes idéologiques. Il devient obligatoire de gérer les changements mais il est nécessaire de ne pas jeter l'idéologie communiste aux orties. Le spectre d'une libéralisation rapide à la soviétique effraie les autorités. La volonté d'indépendance et aussi de contrôle a incité le gouvernement vietnamien à mettre en œuvre une politique de « dédollarisation ». En 1998, le gouvernement vietnamien a décidé qu'il serait maintenant illégal de payer pour des biens et des services en dollars américains. Les entreprises étrangères devaient elles aussi se conformer à la loi et payer en dông. Enfin, le temps imparti aux entreprises pour changer les dollars en dông fût limité.

*« The dong is not convertible, you have to have special state-bank approvals for every foreign exchange transaction you do unless you are, you know, a priority trader, investor. So what you're really doing is enforcing in a rather harsh way their exchange laws they have for many years. So today they say, look we're really serious about exchange regulations so, you better comply. This other thing is we're not that serious about these regulations. So we don't care if you comply. That you know that's the problem. I tell my organization, I said: the biggest risk I ran in Vietnam is the legal regulatory risk »  
(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

Dans la pratique, si les prix étaient désormais affichés en dông, les dollars américains étaient encore largement acceptés et préférés ! Le gouvernement ne s'est pas engagé dans un processus de libéralisation politique. Et plus que jamais, l'orientation vers une « économie de marché socialiste » prend tout son sens. Une politique de développement de type socialiste, c'est-à-dire basée sur les forces internes reste d'actualité.

*« The Party and the Secretary and all the others are saying that we must mobilize our internal strengths. Now, what that means to me, you know, is that they want to use their domestic resources more and more, and be less dependent on foreign resources. So they should, you know, maybe borrow too much money in dollars or maybe bring in too much foreign capital. Maybe they shouldn't use foreigners too much, they should use their domestic resources more, their internal strengths. And I like the sound of*

*that. I said you know what your strength is, your best internal strength is financial in this country: it's the fact that you got billions of United States dollars or billions of dollars, we can even call Vietnamese dollars because they're in Vietnam. (...) There is so much hidden savings in this country in forms of dollars»*  
*(Alexander, Country Representative, Entreprise 8)*

### 6.3 LES TENTATIVES DE RÉFORMES

Le ralentissement des IDE en 1998 a fait prendre conscience au gouvernement vietnamien qu'il était probablement temps de prendre des mesures pour tenter de renverser la tendance. En effet, depuis 1998, le maître-mot des autorités est : « un environnement favorable aux investissements étrangers ». De nombreux investisseurs quittaient le pays en raison des difficultés rencontrées. Si le gouvernement prétend avoir identifié les problèmes, les solutions se font pourtant attendre.

« The nation's capital plans is to lure around US\$ 13 billion in foreign investment over the next decade, but economists say city authorities must dramatically improve the investment environment to realise the goal »  
 (Viet Nam News, 20 mars 2001).

Une des solutions apportées par le gouvernement a été la Décision n°53<sup>145</sup>. Celle-ci vise à améliorer l'environnement pour les entreprises étrangères. L'une des préoccupations des investisseurs étrangers était le système de « double-prix ».

« Par ailleurs, l'application de prix duaux entre entreprises locales et étrangères (téléphone, électricité...) encore maintenus malgré les annonces contraires ne contribuent pas à encourager les investissements étrangers »  
 (Maliverney, Octobre 2000 : 2).

---

<sup>145</sup> Cette décision gouvernementale stipule que les entreprises étrangères payeront moins chers certains services : téléphone, électricité etc.

En effet, ce système est une question de moindre importance mais c'est une question avec laquelle il faut vivre quotidiennement. La majorité des investisseurs étrangers estiment que le gouvernement devrait montrer l'exemple pour contrecarrer l'idée communément répandue que tous les étrangers sont riches et donc doivent payer plus cher que les Vietnamiens. Les exemples d'une telle pratique sont nombreux. Les compagnies étrangères payent le double ou plus pour l'électricité qu'une entreprise vietnamienne, cinq fois ou plus pour les frais mensuels d'abonnement téléphonique, quatre fois plus pour l'eau, le double pour les billets d'avion, cinq fois plus pour la publicité et aussi plus cher dans les hôtels d'État. Des prix plus élevés ne sont pas certes le seul problème :

« Another hidden price factor is that there seems to be more pressure on foreign companies and Vietnamese private companies to follow the rules and regulations of Vietnam. We are all very happy to do so, but we believe that Vietnamese law should be enforced for all sectors, including the state sector » (Hjortlund, 1999:37)<sup>146</sup>.

Officiellement, la loi est très favorable aux investissements étrangers, cependant la réalité est encore confuse et instable (Maliverney, Octobre 2000 : 2).

« La Constitution révisée de 1992 encourage dans ses articles 23 et 25 les investissements privés et reconnaît la libre entreprise comme la propriété des moyens de production, à l'exception du sol et du sous-sol. De plus, la loi sur les investissements étrangers plusieurs fois amendée dans le sens d'une libéralisation croissante, garantit les droits des investisseurs ainsi que leur autonomie vis-à-vis de la planification d'État, prohibe l'expropriation et la nationalisation et protège contre les préjudices que pourraient causer des modifications législatives postérieures à l'agrément du projet d'investissements » (Maliverney, Octobre 2000 : 2).

Pourtant l'octroi de licences et d'autorisation est à la discrétion des autorités. Et le contrôle qui s'exerce peut aller jusqu'à la fermeture d'un secteur

---

<sup>146</sup> In « Dual Pricing System », Peter Hjortlund, The Vietnam Business Journal, June 1999, p :37-38.

économique aux investisseurs étrangers. Cinq problèmes furent identifiés par les investisseurs : 1) les lois sont souvent promulguées de manière théorique<sup>147</sup>; 2) les garanties accordées, de même que l'exécution pratique des jugements ou des sentences arbitrales internationales, restent quelquefois théoriques en l'absence d'un système judiciaire efficace; 3) le régime foncier actuel (qui force à louer des terrains ou à passer par un partenaire qui en dispose) reste un obstacle ; 4) la disponibilité des devises n'est jamais certaine et 5) le règlement des litiges est quelquefois fastidieux<sup>148</sup>.

En résumé, les critères d'attractivité des IDE au Viêt-nam et les facteurs de dissuasion sont résumés dans le tableau suivant :

**Tableau 1 : Les facteurs d'attraction et de dissuasion**

Les facteurs d'attraction des IDE :	Les facteurs de dissuasion des IDE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Offre de facteurs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- abondance de ressources et matières premières</li> <li>- niveau de salaire, disponibilité en main-d'œuvre</li> </ul> </li> <li>• <b>Environnement macro-économique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtrise de l'inflation</li> <li>- restructuration des entreprises d'État</li> <li>- introduction de la concurrence</li> <li>- introduction des mécanismes de marché</li> </ul> </li> <li>• <b>Environnement juridique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi sur les IDE (incitations, fiscalité)</li> </ul> </li> <li>• <b>Demande</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- taille du marché</li> <li>- expansion du marché</li> <li>- adhésion à l'ASEAN</li> <li>- droits de douane, quotas.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Offre de facteurs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faiblesse des infrastructures</li> <li>- faiblesse du marché du travail</li> <li>- faiblesse de la formation professionnelle</li> <li>- faiblesse du système bancaire et financier</li> <li>- absence de calcul économique, de comptabilité</li> </ul> </li> <li>• <b>Environnement macro-économique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déficits publics</li> <li>- déséquilibres extérieurs</li> <li>- faiblesse du taux de change</li> </ul> </li> <li>• <b>Environnement juridique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- corruption, délais administratifs, bureaucratie</li> <li>- instabilité juridique</li> <li>- omniprésence du Parti communiste</li> <li>- chevauchement d'autorité</li> </ul> </li> <li>• <b>Demande</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faiblesse du pouvoir d'achat</li> <li>- distorsions villes/campagnes</li> </ul> </li> </ul>

Source : Fabry & Richet, 1998.

<sup>147</sup> « des décrets d'applications viennent après quelques mois (de retard) en préciser les termes ou corriger le contenu, selon les difficultés soulevées : l'investisseur se trouve par conséquent confronté à un vrai problème de sécurité juridique » (Maliverney, Octobre 2000 : 3).

<sup>148</sup> Maliverney, Octobre 2000, p :3.

#### 6.4 LE SECTEUR INFORMEL

La place du secteur informel dans l'économie vietnamienne est telle qu'il freine aussi les activités des investisseurs étrangers. Il est difficile pour les investisseurs de faire des affaires dans un contexte où l'informel, la corruption et le système D sont la norme. La corruption et le secteur informel sont intimement liés dans leur fonctionnement. La plupart des fonctionnaires ont un revenu annexe grâce aux services qu'ils rendent. La part du secteur informel dans l'économie du pays est difficile à évaluer. Force est de constater qu'il est présent partout. Dans les rues de Hanoi, de nombreux petits restaurants sont installés sur les trottoirs, quelques tabourets en plastique et quelques tables sont suffisants. Les « restaurateurs » ne payent pas de taxes à la ville de Hanoi, ni d'impôts sur leurs revenus car ces petites entreprises ne sont pas légales. Le plus souvent la police ferme les yeux sur ces activités. Pourtant de temps en temps, la police décide de venir dans une rue précise avec un camion et saisit le matériel des petits propriétaires. Ils peuvent le récupérer après avoir payé une amende. Tout se passe très vite : vous pouvez être en train de manger une soupe, et en moins de deux minutes, votre table a disparu et il ne vous reste que votre bol dans les mains ! On peut recenser des centaines de petits boulots : cireur de chaussure, cyclo, *xe ôm*<sup>149</sup>, vendeur de journaux, de cartes postales, serveuses, vendeuses de fruits etc. Les plus chanceux peuvent aider les étrangers à trouver une maison et ainsi obtenir du propriétaire l'équivalent d'un mois de loyer. Le secteur informel est estimé à environ 34% du revenu national (1989-1990) (Papin,1999).

A l'hôpital, il faut acheter le ticket avec le numéro qui vous accorde une place dans la file d'attente. Si vous pouvez payer alors vous aurez un numéro plus petit qui vous permettra de voir le médecin rapidement<sup>150</sup>. Les

---

<sup>149</sup> Moto-taxi

<sup>150</sup> Ce système ne s'applique qu'aux étrangers.

professeurs sont extrêmement mal payés (environ 40 à 50 \$ US par mois en 1998). Un système de cours privés s'est développé dans les quartiers. Les professeurs organisent des cours du soir pour lesquels les parents doivent payer. Le *Courier du Vietnam* expliquait dans un article que seuls les élèves de milieux plus favorisés pouvaient s'offrir ces cours. Le scandale ne résidait pas dans l'existence d'un enseignement privé mais plutôt dans le fait que les étudiants qui n'assistaient pas à ces cours étaient pénalisés par les professeurs au moment des examens.

Dans les circonstances actuelles, l'État vietnamien a de plus en plus de difficultés à remplir son rôle. Le mécanisme de marché et la corruption ont entraîné de nouvelles règles du jeu.

« La fraude fiscale et douanière est massive, si bien que les ressources de l'État s'avèrent insuffisantes pour assurer un fonctionnement satisfaisant des services publics de base, comme la santé et l'éducation. Les traitements des fonctionnaires ne leur permettant pas d'accéder aux biens de consommation que l'on trouve désormais en abondance, l'écart entre leurs besoins et les ressources dont ils disposent contraint ceux-ci à chercher des revenus complémentaires. Dans son rapport politique présenté à l'ouverture du VIII<sup>e</sup> congrès du parti, l'ex-secrétaire général Do Muoi soulignait la nécessité de *'continuer à améliorer la grille des salaires, de telle sorte que les fonctionnaires puissent vivre des revenus provenant de leur salaire'*. En somme la société vietnamienne se trouve dans une situation où l'État ne remplit plus véritablement son rôle, et face à des dysfonctionnements de tous ordres. Les lois ne signifiant plus rien, ou plus grand-chose, chacun est libre d'inventer son cheminement pour parvenir à ses fins. L'ancien système ne marche plus, mais le mécanisme de marché, qui est devenu le principe cardinal, ne fonctionne pas plus correctement » (Herland, 2000b : 14).

L'incertitude du climat économique et de l'environnement juridique ainsi que l'importance du secteur informel dans l'économie vietnamienne sont telles que les investisseurs locaux choisissent des investissements à retour rapide :

« D'une part, percevant leur environnement comme encore incertain, les entrepreneurs privilégient les investissements à retour rapide : le



commerce, l'immobilier et l'hôtellerie absorbent ainsi une part importante des capitaux investis, l'industrie étant à l'inverse désavantagée. D'autre part, ces incertitudes s'ajoutant à une aversion universelle à l'égard de l'impôt, l'entrepreneur se veut aussi discret que possible, ce qui a le même effet sur la répartition de l'investissement entre les différents secteurs, le commerce ou même l'immobilier étant plus facilement maintenus dans « l'informel » qu'une activité industrielle. Cette voie incomplète des réformes a pour effet de laisser émerger un secteur économique qui apparaît sous l'emprise d'une société politique sur la voie de la criminalisation, puisqu'elle n'emprunte que rarement les voies légales pour fonder ses réussites » (Lechervy, 1997 : 122-123).

Pour conclure ce chapitre, il semblerait que le Viêt-nam ne soit peut-être pas l'Eldorado auquel pensaient les investisseurs étrangers. Face aux changements opérés en ex-URSS, les autorités vietnamiennes et le PCV voulaient éviter la mise en place d'un capitalisme sauvage qui aurait créé des déséquilibres plus grands au sein de la population. Cependant, le bien du peuple peut aussi servir les dirigeants qui, sous le couvert du bien de tous, gardent la main mise sur le pouvoir. Le gouvernement régule ainsi la mise en place de l'économie de marché à orientation socialiste. Cette mise en place ne se fait pas sans problème : le climat juridique reste très incertain. Si l'Assemblée Nationale promulgue des lois pour faciliter l'implantation des IDE, des décrets allant à l'encontre de ses lois sont aussi promulgués laissant les investisseurs dans le doute. L'incertitude et la corruption sont les deux principaux problèmes identifiés par les investisseurs étrangers et les experts. Comme se plaît à le dire l'Ambassade de France, les maître-mots des investisseurs étrangers au Viêt-nam doivent être : « prudence – patience et persévérance ». Dans le chapitre suivant, nous verrons au travers des entrevues comment les investisseurs étrangers perçoivent et vivent ces obstacles.

**CHAPITRE 7 :**  
**GUANXI, « FACE » ET CAPITAL SOCIAL AU VIÊT-NAM :**  
**L'OCCIDENT FACE À L'ASIE**

*« No good man becomes rich  
suddenly »  
Publius Sirius*

Avant toute chose, je me dois de préciser que les entrevues effectuées sur le terrain ont très fréquemment fait ressortir les problèmes dus à la corruption. Il va sans dire que le Viêt-nam ou l'Asie en général ne sont pas les seuls pays où la corruption sévit. PVD ou pays développés occidentaux, la corruption n'en épargne aucun. Mon but ici n'est pas de peindre un portrait peu flatteur du Viêt-nam et de ses institutions ou de porter un jugement sur leur fonctionnement. Néanmoins, il m'est impossible de faire abstraction des observations faites sur le terrain et du contenu des entrevues recueillies sur place.

La question que nous sommes en droit de nous poser concerne les circonstances propices au développement de la corruption. Celle-ci se nourrit en partie de l'incertitude et de la lenteur des réformes au Viêt-nam. Pour contourner ces deux problèmes, certains sont prêts à payer pour obtenir plus rapidement une autorisation ou un contrat.

### **7.1 LA CORRUPTION : UN PROBLEME AU VIET-NAM**

La Banque Mondiale a identifié dans un rapport daté de 1999<sup>151</sup> les différentes attitudes qui génèrent la corruption dont:

---

<sup>151</sup> "Combating Corruption" World Bank , Hanoi, 1999:4.

- « **Income assistance.** In countries where civil servants are poorly paid, they may seek a mechanism to skim funds in order to share the money with higher- and lower- ranking officials within their work units .
- **Performance outcomes.** Some civil servants may be evaluated according to how much “extra income” they share with appropriate persons (rather than according to project effectiveness or performance outcomes)
- **Cost recovery.** Civil servants in lucrative positions tend to be in agencies that have a large volume of development dollars. Civil servants occupying these lucrative positions, in some cases, pay specific fees to acquire the position. The fee is recovered through illegal transactions involving development projects (as well as overall budget) » (Banque Mondiale, 1999b :4)

Il est normal d'arriver à une rencontre avec des officiels ou des partenaires vietnamiens avec des « cadeaux ». Certains investisseurs m'ont confié que pour intéresser leurs futurs clients, il était fréquent de leur remettre une enveloppe dans le but de susciter leur intérêt. Ainsi quand on organise une réunion d'information ou un séminaire, il est devenu presque habituel de donner, pour les gens qui se déplacent, une enveloppe contenant une somme qui peut aller de 50 000 à 100 000 dôngs<sup>152</sup>. Et ce phénomène de corruption est répandu à tous les niveaux. La corruption rend possible toutes sortes de transactions. Comme d'acheter un visa, des papiers, son permis de conduire<sup>153</sup>, des autorisations en tout genre, voire des diplômes<sup>154</sup> ou encore de signer un marché important. Chaque fonctionnaire ou employé se fait un revenu supplémentaire grâce à ces petites enveloppes (Biroli, 1999). Quelques billets à un policier ou à un douanier peuvent éviter le paiement d'une amende ou de taxes diverses<sup>155</sup>. Policiers et

---

<sup>152</sup> Soit 5 à 10 dollars canadiens en 1998-2000.

<sup>153</sup> Environ 200 000 VND en 1998-1999.

<sup>154</sup> C'est devenu un tel problème que des journaux tels le Courrier du Vietnam se sont mis à en parler. Le problème est aussi présent dans les pays voisins comme le Cambodge. Bazin & Sélim, 2001.

<sup>155</sup> Recevant des colis à la poste centrale, les officiers des douanes m'encourageaient à faire une fausse déclaration de douanes pour payer le minimum de TVA sur les biens importés que je

douaniers sont ainsi des emplois très recherchés. Et en matière de création de nouveaux impôts et d'amendes ils sont particulièrement créatifs (Biroli, 1999). Un poste de douanier à Haiphong peut par conséquent s'acheter pour 7000 \$ US<sup>156</sup>. Cela laisse imaginer les bénéfices qu'un tel poste peut rapporter à un individu pour lui permettre d'amortir l'investissement. Nous reviendrons sur le problème de l'achat du travail par la suite. Enfin, il n'est pas rare qu'un policier placé en faction devant une ambassade demande un petit billet à chaque compatriote qui désire y entrer. Ce système est tellement intégré par la population que bien souvent, il n'est pas utile au fonctionnaire de demander de l'argent, l'individu en face de lui va le faire instinctivement et discrètement :

En ce qui concerne la main-d'œuvre, les formalités et les contraintes pour pouvoir embaucher un Vietnamien sont nombreuses pour l'employeur autant que pour l'employé. En effet, ceux qui sont employés par des étrangers doivent se rendre au poste de police une fois par mois pour rapporter ce qui se passe dans le bureau où ils travaillent. Il en va de même pour le personnel vietnamien travaillant dans les ambassades. On ne peut employer quelqu'un sans autorisation préalable du « Bureau d'aide » qui, grâce à cela, place qui il veut où il veut et perçoit une partie du salaire de l'employé.

« (...) « Les officiels incitent fermement à passer par le Ministère du Travail où, bien entendu, les membres du Parti sont prioritaires à l'embauche. Pour figurer sur les listes, les autres glissent 100 ou 200 dollars à un fonctionnaire ». Cela explique sans doute pourquoi, le chômage aidant – à Ho Chi Minh Ville, la capitale économique, il est estimé à 18% de la population active – le PC a enregistré 114 000 adhésions en 1999, soit 7% de plus que l'année précédente. Par ailleurs, la croissance, qui s'envolait autrefois autour 10% est tombée à 4,5 % et pourrait s'éroder davantage, avertit la Banque Mondiale, si Hanoi s'obstine dans son immobilisme » (Pasquier, 2000).

---

recevais. En revanche, je me dois de préciser que les officiers des douanes ne me demandaient rien en échange!

Les sociétés étrangères qui souhaitent employer des travailleurs Vietnamiens doivent donc s'adresser soit à des sociétés de recrutement spécialisées soit à un service d'offre de main-d'oeuvre (Maliverney, avril 2001).

Le système de « commissions » est ainsi très répandu. Cela va de la femme de ménage au haut fonctionnaire. Beaucoup s'arrangent pour surfacturer un service ou un achat à l'investisseur étranger et gardent la différence. Cette pratique est utilisée pour un grand nombre de services comme des envois de courrier express, des réservations de chambres d'hôtels, des courses en taxi, l'achat de fournitures de bureau ou de matériel de construction. De même, la contrebande est un réel fléau.

« En 2003, les pays de l'Ansea inaugureront un marché douanier commun auquel le Vietnam, qui devra y adhérer trois ans plus tard, sait déjà qu'il ne pourra faire face : les importations frauduleuses viennent mettre à mal toutes les tentatives de développer une industrie compétitive. Sur les 24 000 véhicules importés en 1996, un tiers l'ont été en contrebande et, deux ans plus tard, l'usine automobile Mékong fermait ses portes, tandis que Ford et BMW faisaient face à de graves difficultés » (Papin, 2000:11).

Et la corruption agit en défaveur des plus pauvres.

« The harmful effects of corruption are especially severe on the poor. They suffer most from delinquency and inefficiency in the provision of public services; they are deprived of a fair share of the country's wealth because of private accumulation by a few individuals; and they are least able to pay extra costs associated with bribery and fraud. But corruption is a two way street, involving those in the private sector who are prepared to give bribes as well as those in the public service who are prepared to take them » (Banque Mondiale, 1999 : 44).

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, si la corruption met du « beurre dans les épinards », cela ne bénéficie en aucun cas au pays d'une manière globale. Seulement à certains individus.

---

<sup>156</sup> En 1999.

« We need to be clear : corruption is not the grease that oils the economy. Corruption undermines economic stability, deters foreign and domestic investment, and erodes support for development assistance » (J. Wolfensohn, Président Banque Mondiale).

Dans un tel environnement, de nombreux investisseurs et bailleurs de fonds ont parfois de la difficulté à évoluer.

Très rapidement, mes informateurs étrangers travaillant pour des entreprises privées n'ont pas hésité à me faire part de tous leurs soucis sur le terrain. Les principaux obstacles identifiés par ces derniers furent la lenteur de la bureaucratie vietnamienne et la corruption. Les recherches faites sur la corruption révèlent plusieurs dimensions. Dans cette partie, nous nous pencherons davantage sur la petite corruption. La grande corruption existe très certainement au Viêt-nam mais elle est plus difficilement observable et surtout plus discrète, nous entendons par là qu'aucun PDG ou diplomate ne reconnaîtra avoir utilisé de tels moyens (sauf si le contrat leur a échappé!<sup>157</sup>).

« On pourra alors distinguer entre des formes *individuelles*, *institutionnelles* ( par exemple, la corruption affecte à la fois les institutions et les comportements individuels, à tous les niveaux d'un système politique). On pourra encore démarquer la *petite* corruption – mécanisme de récupération des richesses de l'État – de la *grande* corruption – moyen illégitime d'enrichissement des élites politiques (Morice 1991). Par ailleurs les techniques varieront selon les enquêtes : on s'attachera parfois à *mesurer* la corruption ( la fréquence des transactions corruptrices, les montants en jeu, le degré d'extension des pratiques dans les différentes institutions publiques, l'évolution dans le temps), parfois à identifier les *acteurs* impliqués, ou parfois à élucider les *mécanismes* la pérennisant » (Blundo, 2000 : 24).

La corruption est d'autant plus facile que ce sont les fonctionnaires locaux qui contrôlent les principales transactions telles :

- « Information disclosure and dissemination
- Daily monitoring and supervision (including data input into monitoring information systems)
- Processing invoices for payment
- Providing signatures for licenses or approvals
- Developing project budgets » (Banque Mondiale, 1999 b : 4)

Des investisseurs étrangers n'ont pas hésité à me confier, qu'ils préféreraient nettement payer pour que les choses aillent plus vites.

*« On a eu la licence en trois semaines. Ça va mieux qu'avant : ça pouvait prendre huit mois! Maintenant, ça va mieux on peut même l'avoir avec une enveloppe moindre et parfois même sans payer ».*  
(Paul, Directeur, Entreprise 1, Sept. 1998).

*« Il y a une histoire qu'on raconte souvent. Il y avait à Hanoi deux projets qui ont commencé à demander des permis dans le même mois. Il y en avait un américain qui ne paye pas de dessous de table. Et la société Daewoo, la société coréenne, qui a eu son permis après deux mois. Les Américains ont attendu deux ans. Il est possible d'imaginer qu'ils ont payé. J'ai un autre exemple, c'est un de nos clients qui a demandé un permis de construire pour un « power plant ». Ils ont demandé au Ministère de la Justice pour payer une certaine somme pour savoir si leur entreprise était légale ou non. Ils n'ont toujours pas de permis après quatre ans ».*  
(Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5, Sept. 1998).

D'une manière générale, le directeur étranger de l'entreprise n'est que rarement impliqué dans le versement d'argent. C'est toujours un employé vietnamien ou le partenaire vietnamien qui s'en charge, sachant comment fonctionne le système et surtout comment donner le « cadeau ».

*« And there is a certain level of corruption that goes on, this is Asia... We know that it's almost impossible to do this without corruption in Asia. We*

---

<sup>157</sup> Certains investisseurs m'ont parlé des montants versés dans le but d'obtenir un marché.

*see that our job here is to minimize this. And keep it under control which we do. But you don't always know what's going on" .  
(Daniel, Directeur, Entreprise 11, Oct.1998).*

La corruption n'est pas un problème au Viêt-nam uniquement. L'Asie est souvent perçue comme un continent où faire des affaires se fait au moyen d'enveloppes, de « bakchich », de relations bien placées. L'Asie n'est certainement pas le seul continent où ce genre de pratique a cours<sup>158</sup>. Et ce même directeur d'entreprise va jusqu'à préciser même que les Vietnamiens ne voient pas forcément ce système de « cadeau » comme un problème.

*« (...) But there will always be corruption. They don't see it as wrong. If you're looking at it from their point of view, if you're somebody deserving 60 \$ a month and you get the opportunity to get a commission of 500 \$ , it's a lot today. If you get the opportunity to get a commission of 10 000 \$. It will change your all life. What you're gonna do? They see it as a part of life. That's how business is : commissions and friends».  
(Daniel, Directeur, Entreprise 11, Oct.1998).*

Certes le système de « cadeaux » est très bien intégré à la culture locale. Cette corruption se fait à tous les niveaux.

*« Ils se plaignent plus des relations avec les officiels vietnamiens ou avec les Vietnamiens?*

- *Tous les deux. Avec les officiels il faut assez d'argent pour régler les problèmes. Au niveau basse (sic), il faut payer toujours mais moins : c'est pas si cher que ça.*
- *A tous les niveaux?*
- *A tous les niveaux. Si tu veux je te donne un exemple. Je viens de réviser les comptes pour la compagnie. J'ai vu combien d'argent on doit compter chaque mois au bureau des taxes. Chaque mois c'est deux ou trois cent mille (VND). C'est pas si haut mais.....(...)Les officiels ont souvent des business à côté avec lesquels ils font de l'argent. Mais ne déclarent pas tout au bureau de taxes ».*

*(Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5, Sept.1998)*

---

<sup>158</sup> Les derniers scandales financiers aux USA avec Enron et d'autres firmes le prouvent.



Elle me confiera plus tard que le principal est de convaincre l'inspecteur des impôts que finalement l'entreprise ne fait pas tellement de bénéfices et que l'on ne gagne pas tant d'argent! C'est le même jeu pour de nombreux expatriés étrangers pour qui il est plus avantageux de payer des impôts au Viêt-nam et de convaincre la personne responsable que leur salaire n'est pas aussi important qu'elle pourrait le croire.

## 7.2 DON, CADEAU ET LA « FACE » : FAIRE DES AFFAIRES EN ASIE

La Banque Mondiale estime que la corruption est un fléau sérieux au Viêt-nam. Constat que font aussi les officiels du PCV et du gouvernement, investisseurs, citoyens et bailleurs de fonds. Elle est aussi responsable du gâchis et de l'inefficacité en matière de dépenses publiques. Ainsi en 1998, on a estimé que 5% du PNB a été dépensé sans résultats (Banque Mondiale, 1999 b : 59).

« Such inefficiencies are in many cases a legacy of the former centrally planned economic system practiced prior to 1986. Centralized state management is still the norm throughout much of the economy and state owned enterprises dominate commercial activity. Laws and regulations are often ambiguous, criminal and civil law are not separated, and considerable authority for the interpretation of laws rests with designated authorities. This is a recipe for arbitrary and unpredictable decision-making, favoritism by authorities, opportunity for corruption, and for weak mechanisms for arbitrating conflicts » (Banque Mondiale, 1999b : 59).

En Chine comme très probablement au Viêt-nam, le concept de cadeau, de don est en corrélation avec celui de la « face ». La notion de réciprocité est très importante car il est nécessaire de montrer sa reconnaissance. La dimension sociale de la corruption est très cruciale :

« Un autre facteur de réintégration, proche du précédent, mais plus empirique encore, consiste en ce que la corruption n'est pas analytiquement dissociable du régime des « faveurs », des « passe-droit », des « recommandations », du « piston », du népotisme, et de l'ensemble des avantages accordés au titre de la famille, du voisinage, de l'amitié, de

la « promotionnalité », ou du corporatisme. Ainsi, toute enquête sur la corruption qui conçoit celle-ci comme une transaction entre pouvoir et argent ( *cf.* Scott 1969 :321) doit inévitablement prendre aussi en compte les transactions entre pouvoir et influence, pouvoir et réseau. (...) L'échange corrompue n'est pas détachable d'autres formes semblables ou contiguës d'échange, faisant intervenir du « capital social » plutôt que du « capital économique » (Blundo, 2000 : 23).

La principale manifestation sociale de la corruption est sans doute le népotisme, un problème qui se pose au quotidien pour de nombreux investisseurs étrangers. Dans certaines entreprises conjointes, le partenaire étranger se retrouve confronté aux demandes de son partenaire vietnamien qui souhaite engager quelqu'un de sa famille ou encore un membre de la famille d'une personne à laquelle il est redevable. Ces futurs employés n'étant pas forcément qualifiés pour le poste à pourvoir.

« - *Do you have problems in the company?*

- *Yes. One of the problems I mentioned before, we have a family here who is very strong. We have a lot of family members in a senior position. There is nepotism and cronyism: friends and relatives get the important jobs. And, there is a certain level of corruption that goes on ...» .*

*(Daniel, Directeur, Entreprise 11, Oct.1998).*

Parfois certains patrons se retrouvent coincés dans des situations délicates. Dans une co-entreprise, un ami du patron était venu lui demander s'il n'avait pas un poste pour une parente. Ce dernier lui a demandé ses qualifications et surtout si elle parlait français. Après la confirmation du premier sur les capacités linguistiques de cette parente, le patron de l'entreprise lui a dit qu'elle pouvait venir travailler une semaine. Or il s'est avéré que cette dernière ne parlait pas français. Il reste que le directeur se trouvait embêté et ne savait comment dire à son ami que la jeune femme ne faisait pas l'affaire. Cet exemple montre que le népotisme est assez répandu et que même les Occidentaux ont de la difficulté à gérer ce type de phénomène. Le népotisme est ancré dans les habitus, ceci en raison du fait que la piété filiale est une valeur centrale dans la société

vietnamienne. La famille est à la base de la société vietnamienne, l'appartenance à une famille, à un clan crée des liens très forts. Et le népotisme prend ses racines dans ce sentiment d'appartenance à la famille et au clan. Si, comme l'explique P.Papin, les lignages jouent un rôle politique crucial, ils jouent aussi un rôle économique important car les affaires se font en famille.

« Les querelles entre lignages pour l'accession au pouvoir sont une constante dans l'histoire vietnamienne, chacun d'entre eux manœuvrant pour placer l'un des représentants aux postes clefs de l'administration communale.(...) Parce qu'ils structurent les clans et leur confèrent une dignité religieuse, parce qu'ils sont le cadre dans lequel se joue la politique locale, parce qu'ils sont le lieu où s'élaborent les stratégies de domination, les lignages jouent un rôle politique essentiel » (Papin, 1999 : 104).

Ainsi placer aux postes clés des membres de son clan, de sa famille est la normalité. Par exemple, au Courrier du Vietnam, le rédacteur en chef est un proche parent d'une des journalistes; et une autre jeune journaliste est la fille du responsable de la mise en page. Une tante et sa nièce travaillent aussi comme journalistes.

L'obtention d'un emploi peut se faire grâce à l'argent si l'individu n'a pas de réseau social étendu. L'achat du travail est devenu aussi une pratique courante et « corrolairement considérée comme 'normale', c'est-à-dire justifiée » (Sélim, 1998 : 321). Si un poste de douanier à Haiphong se paye quelques milliers de dollars, les autres postes moins en vue se monnaient eux aussi :

« En effet, selon le cas, trois à quatre millions de dongs ( environ trois cents à quatre cents dollars<sup>159</sup>) ont été payés par chacun des intermédiaires divers se présentant comme des agents de 'centres d'emploi' ou en relation avec ces derniers, un à deux million de dongs étant destinés au directeur de l'entreprise. A cet achat de travail; il faut ajouter deux à quatre mois d'emploi gratuit sans salaire avec, comme alibi, l'apprentissage du métier. Le salaire mensuel ultérieur se monte quant à lui à environ quatre cent

---

<sup>159</sup> En 1997.

cinquante mille dongs pour un travail de trente jours sur trente, avec cinq jours de repos dans l'année sans paye » (Sélim, 1998 :320).

Enfin, l'achat de diplômes est aussi relativement répandu et l'accès à l'Université facilité grâce à une autorité bien placée. On constate donc : « une reproduction des couches éduquées en fonction du soutien politico-institutionnel dont elles disposent : comme les jeunes le disent, sans relations privilégiées avec des membres influents, sans « pouvoir », on est écarté. Parallèlement la corruption s'avère aussi nécessaire pour obtenir les certificats garantissant l'âge requis pour l'emploi et ceux-ci ont dû être achetés en cas de besoin » (Sélim, 1998 : 321-322).

Pour conclure sur l'achat du travail, nous pouvons ajouter que certains postes au sein de la fonction publique peuvent être « héréditaires » comme en témoigne Van.

*« [Mon père] est communiste: il a 25 ans de parti communiste. Il travaille au Ministère de l'Industrie. Au début, moi je travaillais à l'Université et mon père voulait que je reste là-bas. Car ici ce n'est pas bien vu de gagner de l'argent. Ma famille ne m'en demande pas. Si je voulais, comme mon père part à la retraite l'année prochaine, je pourrais reprendre sa place. Si quelqu'un veut prendre sa place, il doit payer. Mon père pense que c'est pas correct bien sûr mais c'est comme cela que les choses se passent maintenant! » (Van, Manager).*

La perception que les individus ont de la corruption peut varier considérablement. En effet, beaucoup voient plutôt la corruption comme une redistribution. Certains étrangers ont même intégré ce système après des années passées sur place. L'un d'eux m'a confié un jour que tout bien considéré c'était un bon système. De cette manière tout le monde dans l'entreprise bénéficiait de la redistribution. Il m'expliquait que le gardien à l'entrée le remerciait régulièrement même s'il ne lui avait pas donné d'enveloppe directement, quelqu'un d'autre s'étant chargé de la redistribution à sa place. Et cette redistribution « sert à renforcer la dépendance des uns envers la largesse des autres » (Hertz, 2000 : 109). C'est aussi un moyen de s'assurer de la conscience professionnelle des

employés et surtout de leur fidélité, de leur intégrité. Un informateur m'a expliqué qu'il savait pertinemment que son contremaître ou son chef de chantier volait dans le stock pour pouvoir le revendre par la suite ou encore trafiquait à droite à gauche pour recevoir une « enveloppe » régulièrement. Mais surtout que ce dernier s'arrangeait pour que tout ne disparaisse pas sur le chantier. C'était donc un mal pour un bien.

Toute cette logique de faveurs et de cadeaux est parfaitement intégrée, comme nous l'avons dit, et n'est pas perçue comme de la corruption. C'est le terme de cadeau qui est mis en avant:

*« Mon partenaire pense que si nous ne les payons pas, ils vont penser que nous sommes « ungrateful! » ».*  
*(Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5, Sept.1998).*

Dans ce cas-ci, on parle plus d'un remerciement, d'une marque d'appréciation pour service rendu que d'un cadeau.

Revenons au discours des étrangers sur la corruption. Celui-ci est totalement contradictoire : ils se plaignent de la corruption mais l'utilisent à leur profit dès que les circonstances le leur permettent. Nombreux sont ceux qui se défendent d'utiliser ce système et d'autres moyens se sont développés parallèlement. Ainsi certains investisseurs étrangers semblent croire que l'absence d'échange d'argent élimine de fait la présence de corruption. On peut aussi se cacher derrière l'écran de formations à l'étranger pour cadres vietnamiens, de voyages d'études ou encore de voyages en vue de négociations qui ressemblent plus à de la coopération qu'à de la corruption :

*« But I think, I'd like to think that, you know, our proposals are read on their merits; that we got our branch licence in Ho Chi Minh City for what we have done to help this country.(...) We gave pretty good experience of tours for people: we sponsored senior government officials on trips to the United States before they have normalized political relations. In order to*

*make contacts and so forth...And we've done a lot of educational stuffs in the country. And I think there's different ways you can win friends and influence people right? You can do it by handing envelopes stuffed with cash or you can do things which add value to people's lives » (Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

En résumé un cadeau en « nature » reste un cadeau et n'est pas de la corruption.

### 7.3 LE « CAPITAL SOCIAL » ET L'ART DES *GUANXI*

Le « capital social » est un concept de taille au Viêt-nam où la réputation et la « face » régissent les relations sociales. Un homme sans relations n'est rien. Et pendant longtemps, être membre du Parti était un avantage considérable. L'appartenance au P.C.V. garantit à ses membres en général un bon réseau de relations et donc un capital social important. A tel point que jusqu'à récemment, les jeunes femmes cherchaient à épouser un homme inscrit au PCV et fonctionnaire. Maintenant elles cherchent plutôt un homme d'affaires anglophone. La *Dôï Môi* a pourtant principalement profité aux cadres du Parti.

« Dans ce nouveau capitalisme vietnamien, l'accumulation du capital financier suppose une accumulation préalable de capital relationnel, laquelle passe par l'insertion dans le réseau politico-syndical, c'est-à-dire dans le réseau étatique dont font partie les firmes publiques. Dans les pays d'Europe de l'Est comme en Chine, les privatisations ont souvent profité à d'anciens cadres des entreprises publiques. Au Vietnam, où elles ne sont pas encore vraiment à l'ordre du jour, on observe un phénomène du même type, mais plus éclaté : le nombre des bénéficiaires est plus élevé, car l'entreprise publique, tout en se maintenant, suscite la création, à ses côtés, d'une myriade de petites unités privées. Ainsi se constitue progressivement une caste bourgeoise » (Herland, 2000b : 13).

Mais certains regrettent la présence du PCV dans la vie active des Vietnamiens, l'appartenance au PCV accordant de nombreux avantages. Toute cette logique s'est trouvée modifiée avec l'arrivée d'un nouvel acteur, l'économie de marché:

« Avant le *doi moi* les organisations de masse étaient très actives car à cette époque si on travaillait pour les organisations de masse, on pouvait avoir de la promotion, des bonnes choses, des bénéfiques. Après le *doi moi*, les organisations de masse n'ont plus eu d'importance, les gens qui y travaillent n'ont plus de privilèges, même les gens du Parti, du syndicat. Les gens qui travaillent pour les organisations de masse devraient avoir des bénéfiques. Mais même les jeunes ne veulent plus être au Parti, au syndicat ça ne sert plus à rien, on n'a pas de meilleures choses et si un membre du Parti qui est ouvrier travaille mal, on va le montrer du doigt en premier. Avant, les gens du Parti pouvaient travailler trois heures sur huit pour le Parti et ils touchaient le même salaire. Mais maintenant on est payé à la productivité, alors si on travaille trois heures pour le Parti, non seulement ça ne nous rapporte rien mais en plus le salaire est diminué; tout a changé, maintenant ce qui est important c'est le manager de l'usine, si on travaille bien, si on a une bonne qualification, on a de la promotion, c'est lui qui décide, et si on est dans son petit groupe proche de lui, alors c'est mieux; dans ces conditions pourquoi travailler encore pour des organisations de masse? C'est fini » (Sélim, 1998 :329).

Ce passage d'entrevue recueilli par Monique Sélim révèle plusieurs dimensions de la vie du salarié vietnamien. La première est que finalement l'appartenance au Parti pourrait être perçue comme un moyen d'obtenir de nombreux avantages et non comme une « profession de foi » politique. Le travailleur vietnamien se devait d'être pragmatique, et appartenir au PCV pouvait lui procurer un emploi ainsi que d'autres bénéfiques. Depuis quelque temps, les inscriptions au PCV à Ho Chi Minh Ville ont augmenté chez les jeunes. Ces derniers espéraient probablement obtenir un emploi plus aisément. La deuxième dimension réside dans l'opposition faite entre le travail de fonctionnaire et celui de salarié. De toute évidence, fonction publique et productivité sont deux termes contradictoires. L'économie de marché a apporté la notion de rendement, de productivité, qu'une économie socialiste n'avait jamais réellement mise de l'avant. Bazin et Sélim (2001) ont noté que l'appartenance au PCV n'était plus comme auparavant un gage de promotion sociale et que l'intégration progressive au capitalisme a fait du « travail un réel objet marchand » (p : 129). Certains employés du secteur privé retournent parfois dans la fonction publique préférant

un rythme de travail bien plus lent même si le salaire est moindre (Le Courrier du Vietnam, 21 juin 1998). Enfin, la troisième dimension est encore une opposition. Celle faite par le répondant entre la nécessité d'être bien vu du patron et celle finalement d'être bien vu du Parti. Si les personnes changent, le système de base reste le même : favoritisme et népotisme sont encore très présents. Au Viêt-Nam comme en Chine, la société est fortement tournée vers la famille, non seulement vers la famille nucléaire mais aussi vers la famille étendue. Weber (2000) avait déjà établi l'importance de la parentèle dans la société chinoise. Et on la remarque aussi dans la société vietnamienne où le culte des ancêtres, principal témoignage de cette importance, a toujours été présent (avec une résurgence de la pratique culturelle ces dernières années).

La métaphore de l'amitié occupe une place importante dans le système de *guanxi*, de réseaux sociaux, de capital social. On ne corrompt personne, on aide un ami. C'est un registre sur lequel les Vietnamiens jouent beaucoup. Faire de quelqu'un son « ami » au sens large pour agrandir son réseau et donc pouvoir obtenir des faveurs, des services ou de l'argent. Comme le disait un des interviewés, le népotisme est très présent et en Asie le concept de faire des affaires avec les amis est partout (Alexander, Country Manager, Entreprise 8). Entretenir des relations d'amitiés implique une certaine dépendance l'un vis-à-vis de l'autre. D'ailleurs, le recours au réseau est fréquent. Un investisseur étranger m'expliquait que lorsqu'il a recruté du personnel, il a remarqué la tendance des hommes vietnamiens à recourir à leur réseau plutôt que d'essayer de résoudre le problème soumis. Leur réponse à tout problème étant : « je vais contacter mon oncle (mon père, mon frère...) dans tel ou tel ministère » (Michaël, Entreprise 2). Selon d'autres informateurs, devenir « amis » avec un employé peut engendrer des problèmes et des demandes de services divers. Si confrontation il y a entre l'étranger et le Vietnamien, ce dernier avancera toujours que vous êtes « amis » et que vous ne pouvez agir comme ça, lui demander ça, qu'il faut que vous le (la) compreniez. C'est pour cela que certains investisseurs étrangers recommandent



fortement de maintenir une certaine hiérarchie dans l'environnement de travail. La société vietnamienne étant elle-même fortement hiérarchisée, il faut s'y conformer.

C'est une façon d'entremêler les concepts d'amitié et de corruption, de telle manière qu'il devient parfois quasiment impossible de faire la différence entre les deux. Il est alors plus difficile de refuser une faveur à un « ami ».

*« I don't like the notion of doing business with your friends. Or you're doing business because you have friends, because you have contacts...in a sense that is a type of corruption. Which I think partly explains why Asians have a lot of problems today. This whole idea of guanxi , you know in Chinese, which you must have connections in order to do anyway, which is another way of supporting the "old boy network". You know: it's not what you know, it's who you know kind of thing. Which I personally detest from a philosophical point of view. But in Vietnam I think...I think it's true you have to...you have to influence, in a sense, the right people because they have to make decisions »*

*(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

La notion de réseau social est centrale au Viêt-nam. Un bon réseau social peut apporter non seulement du capital économique mais aussi du capital social. Les investisseurs en Chine ont compris comment tirer parti des *guanxi*.

*« The establishment of enterprises run on a capitalist basis within a socialist nation raises a wide range of problems and obstacles that must be overcome in the pursuit of profit. A strategy used by many Hong Kong entrepreneurs is to utilize or construct social ties with individuals who can facilitate the process of investment. This strategy can dramatically speed up the process of establishing an enterprise, but at the cost of relying primarily on social guarantees rather than on carefully negotiated legal guarantees set out in contractual documents » (Smart 1993 : 397).*

Les *guanxi* et les réseaux d'influence sont bâtis sur l'échange de cadeaux, faveurs et banquets. L'art des *guanxi* « lies in the skilful mobilization of moral and cultural imperatives such as obligation and reciprocity in pursuit of

both social ends and calculated instrumental ends (Yang 1989 :35) » (Smart, 1993 : 399). Renforcer des réseaux sociaux d'influences reste une action plus sûre que de payer un officiel totalement inconnu. Cela permet d'obtenir le « service » voulu plutôt que de payer un officiel qui ne sera peut-être pas compétent pour rendre le dit service. D'où l'intérêt de posséder des « relations ». En ce qui concerne les entrepreneurs étrangers, ils se reposent souvent sur un employé local dans leur bureau. Un informateur étranger m'a dit un jour, « s'il y a un problème avec le business, tu appelles *ton Vietnamien* qui lui se chargera de téléphoner à qui il faut pour savoir se qui se passe vraiment. Mais surtout, toi tu ne fais rien »<sup>160</sup>.

*« -Because as a foreigner you can not understand everything?*

*- You can understand nothing. You can understand what people are willing to let you understand. I believe that in order to have a successful business here, you have to be run by local people. I mean and I'm after mercy for just about everything you know that... I don't , you know, I try to avoid ...hummm...any situation where I have to explain to the government we did this or that. I try to let my staff do that. You deal with your government...of course we comply».*  
*(Alexander, Country Manager, Entreprise 8, Oct.1998).*

Dans ce passage, on note que l'informateur ne peut comprendre tous les enjeux et tout ce qui se passe sur le terrain. D'une part parce que s'il pouvait évoluer seul, les intermédiaires n'auraient plus de sources de revenus. D'autre part, parce qu'il est vrai qu'au Viêt-nam, beaucoup de choses restent dans l'ombre (voir plus haut p.110).

Smart a observé la même chose en Chine :

« Investors may have little choice but to provide extravagant banquets, trips to Hong Kong, or video players to important local officials, but in general they prefer to rely on people with whom they have stronger social connections, who can give them advice about which bribes cannot be avoided and how to minimize expenses without « losing face ». Foreign investors are invariably subjected to repeated demands for under-the-

---

<sup>160</sup> Jean, 30 ans, Entreprise 15.

counter payments, frequently requested in the form of gift exchange, and often initiated by the prestation of minor gifts by the official desiring something in return. Non-Chinese foreign investors are often insufficiently attuned to the cultural forms to recognize the implicit cues by requesting bribes; then explicit demands must be made and the form of the gift completely dropped. Among Hong Kong investors, this kind of directness is seldom required, and subtle hints generally suffice » (Smart, 1993 : 400).

Smart ajoute qu'un de ses informateurs chinois avoue que face aux officiels chinois, il utilise une nouvelle stratégie « jouer les idiots » comme le ferait un étranger dans les mêmes circonstances; et ce pour circonvenir la demande et ne pas faire perdre la face à son interlocuteur. Sur le terrain, j'ai vu des Occidentaux agir de manière identique. Ils ne pouvaient se permettre de faire « perdre la face » à leur interlocuteur vietnamien mais ils ne pouvaient pas lui accorder la somme demandée (très élevée) et ainsi « perdre la face » eux-mêmes. La négociation s'est faite de telle manière que ni l'un ni l'autre n'y perdrait trop financièrement.

D'autres investisseurs étrangers m'ont dit que les Vietnamiens étaient « calculateurs »<sup>161</sup> et qu'à chaque fois qu'un employé de leur bureau venait leur dire quelque chose, ils se demandaient d'abord pourquoi il venait lui dire cela et ensuite pourquoi il venait lui dire cela à ce moment précis. Car rien n'était laissé au hasard, il y avait une raison pour toute chose. Comme me le disait un informateur sur place, le paradoxe du pays est qu'il faut à la fois être « transparent » pour que personne n'ait envie de venir fouiller dans votre vie et parallèlement à cela, il est impératif de garder tous ses secrets pour être protégé : personne n'ayant de pouvoir sur vous<sup>162</sup>. Le maintien de la « face » ou des apparences est primordial en Asie selon les Occidentaux. Par la voix de leur représentants sur place, les entreprises américaines m'ont sans cesse réitéré qu'aucune d'entre elles ne corrompait de fonctionnaires vietnamiens pour obtenir

---

<sup>161</sup> Edouard, 31 ans, manager.

des marchés, des autorisations. Ou n'acceptait de pratiques népotiques de la part de ses employés ou partenaires. Pourtant, Alexander nous dit bien qu'il laisse faire son personnel pour éviter d'avoir à se justifier ultérieurement devant son gouvernement.

Le « capital social » permet ainsi d'augmenter son « capital économique ».

« Social capital is the most tentative and least secure of these forms, while economic capital is the most « objective », certain, and enforceable. Social capital, designating such things as obligations and trust, is by its very nature vague and unmeasurable. Obligation is always potential: once it has been used, it does not exist anymore, and until then, there is no certainty that the obligation or “gift debt” will actually be reciprocated. Thus, you do not really know how much you have until you try to use it. It is nebulous because of the forms in which it is created, through exchanges of reciprocity, gifts, or favors. The obligation created by gift prestation must be implicit, because once it is made explicit, it no longer follows the forms of the gift and become something else ( a bribe or a failed gift performance, which may lead to its devaluation without the receiver feeling ungrateful). (...) If social capital cannot be possessed, although it can be converted into other forms of capital, then social capital is contingent on the persistence of the social relationships within which the obligation or trust is contained. If these obligations can in fact be enforced and imposed on the obliged party by third parties, then we are talking not about social capital, but about economic capital » (Smart, 1993 : 393).

Le capital économique devient aussi un facteur d'importance. Capital social et capital économique sont intimement liés. Par exemple, un informateur nous disait que le plus important pour son partenaire vietnamien était d'avoir le plus grand nombre d'employés, cela lui assurait aux yeux des autres beaucoup de prestige. Mais nous y reviendrons plus tard.

#### **7.4 LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.**

---

<sup>162</sup> Antoine, 28 ans, étudiant.

Face à ce problème grandissant, la lutte contre la corruption a été décidée par les plus hautes instances vietnamiennes.

« Du point de vue culturel, on observe un discrédit du socialisme, en partie à cause de la corruption qui est devenue endémique et qui affecte notamment les membres du parti. C'est particulièrement le cas de la jeunesse urbaine. L'État est conscient de ce phénomène et essaye de réagir, par exemple, en instaurant la peine de mort pour certains types de corruption et par la publication dans la presse des cas les plus spectaculaires » (Houtart & Duterme, 2001 : 34).

Ainsi ce fut l'un des thèmes majeurs des VI<sup>ème</sup> et VII<sup>ème</sup> Congrès du PCV en 1998 et 1999. Congrès durant lesquels Lê Kha Phieu, le Secrétaire Général du PCV a fortement critiqué la lourdeur de la bureaucratie, le manque de supervision et d'inspection, la corruption et le gâchis (Banque Mondiale, 1999b) :

« The most urgent task for us now is not to downsize, split or merge political or administrative organizations or ministries, rather, it is to improve the quality of the entire state system, particularly the political quality (...) Strengthening the leading role of the political system must go hand in hand with fighting corruption, mismanagement and law violations....» (Banque Mondiale, 1999b : 60).

Lê Kha Phieu a invité les fonctionnaires à l'auto-critique mais aussi à critiquer les membres du gouvernement. Ce nouveau mot d'ordre a contribué à l'augmentation de plaintes à l'encontre d'officiels. En 1998, le Premier Ministre vietnamien expliquait que la corruption touchait plus les « petits fonctionnaires » que les « hauts fonctionnaires » de l'État. Cependant il est important aux yeux des bailleurs de fonds, que les autorités vietnamiennes ne se contentent pas de poursuivre pour corruption les petits fonctionnaires ou les cadres du PCV en disgrâce (Banque Mondiale, 1999b : 61).

Néanmoins lutter contre la corruption n'est pas chose aisée car elle reste difficile à identifier. Et les hautes instances vietnamiennes souhaitent garder, dans une certaine mesure, une image d'incorruptibilité pour leurs partenaires.

« That Vietnam's is one of the most opaque governments with considerable arbitrary authority resting with civil servants does not mean it is one of the most corrupt. Other factors – including the incentives (low wages, preparedness to offer bribes), counter-incentives (likelihood of getting caught, penalties) and moral and ethical standards within the civil service are also critically important. In particular, the ethos of peer-criticism and the very high penalties (including the death penalty for corruption cases involving more than a few thousand dollars) are major deterrents. And some strong sense of national pride may heighten standards of ethics and integrity. Against this, the very low wages for civil servants relative to living costs (averaging about \$ 25 per month) encourage bribe-taking and other bad practices (such as multiple office-holding and moonlighting). And officials, particularly in the major provinces and municipalities enjoy a high degree of autonomy, enlarging opportunities » (Banque Mondiale, 1999b : 62).

Le gouvernement, grâce au GCOP (Government Committee on Organization and Personnel), a mis en place un programme anti-corruption qui comprend 4 éléments<sup>163</sup> :

- 1) Des réformes juridiques et des changements dans les réglementations pour promouvoir la transparence, réduire la paperasserie et favoriser un gouvernement plus propre ;
- 2) Des réformes au niveau des procédures administratives, incluant renforcer le respect des délais, encourager l'efficacité, promouvoir les standards éthiques pour les fonctionnaires, restructurer le système de plaintes pour les citoyens, etc ;

---

<sup>163</sup> In Banque Mondiale, 1999b : 64.

- 3) Des réformes de la structure de la fonction publique ; et
- 4) Des réformes des salaires de la fonction publique, pour donner le minimum vital et donc surmonter l'une des principales motivations pour la petite corruption.

Depuis 1997, le gouvernement a pris des mesures pour combattre la corruption et purger le Parti de ses éléments corrupteurs<sup>164</sup>. Les procès de hauts membres du Parti Communiste accusés de corruption ont été bien couverts par la presse vietnamienne et internationale.

« Ce capitalisme engendre son cortège de fléaux sociaux : corruption, contrebande, prostitution, jeux d'argent et même, plus récemment, drogue. La presse et les discours officiels reprennent ce thème d'une manière insistante. En fait, la corruption atteint l'État au cœur puisqu'elle implique que même ses propres agents ne respectent pas les règles qu'ils édictent. Cela va du détournement d'une partie (peut-être le quart) de la production des houillères nationales de Hong Gai jusqu'à la fraude fiscale généralisée, en passant par les constructions illicites en plein centre de la capitale » (Herland, 2000b : 13).

Or, il est parfois difficile de faire la différence entre ce qui est de la corruption et ce qui ne l'est pas. D'autant plus, que l'on joue bien souvent sur le vocabulaire employé.

## 7.5 « SYSTÈME D », COMMISSIONS ET CORRUPTION

---

<sup>164</sup> « Les opérations idéologiques de purification symbolique de l'État-parti –telle la lutte contre la corruption, prenant pour modèle la Chine- jouent précisément sur l'imbrication dans les perceptions des acteurs de la légitimité héritée autour de la figure ancestrale d'Ho Chi Minh et du déferlement quotidien des injustices et de l'iniquité. L'accusation et la punition, par l'autorité monopoliste, des membres du parti « corrompus » est censée réhabiliter la pureté imaginaire de l'accusateur institutionnel refoulant dans l'illégitimité l'accusé individuel comme une sorte d'accident contingent d'une cohérence inentamable. Aussi éperdues qu'impuissantes, ces tentatives étatiques ne peuvent avoir la moindre efficacité puisqu'elles ne touchent pas dans leur construction originelle les processus de polarisation politico-économique qui sont une déduction « naturelle », rationnelle du monopolisme » (Bazin & Sélim, 2001 :130-131).

Plus haut, j'ai fait état de la vision que les Chinois avaient des gens de Hong Kong (Smart, 1995 : 401). Les Vietnamiens semblent avoir la même attitude vis-à-vis des Vietnamiens de l'étranger (*Viêt Kieu*) et des Occidentaux. En ce qui concerne les *Viêt Kieu*, ils sont parfois encore perçus comme des traîtres. Et la position des autorités locales reste ambivalente, d'un côté les Vietnamiens savent qu'ils ont besoin de l'argent des *Viêt Kieu* et de l'autre ils semblent envier leur situation économique. Toutefois une partie de la population ne peut se résoudre à mieux les respecter et à leur « pardonner ». Depuis la fin des années 1980, on assiste cependant à une plus grande ouverture envers les *Viêt Kieu*. Une nouvelle législation a été mise en place pour faciliter leur retour et leur installation. Cette législation évolue en permanence.

« Afin de bénéficier des avantages liés à leur statut (à mi-chemin entre celui des étrangers et des Vietnamiens), les Vietkieu doivent se montrer "*méritants de la nation*". (...) Cette législation concerne les domaines qui touchent à la vie matérielle des Vietkieu au Vietnam : droit de propriété d'un logement et utilisation du terrain, mise à niveau du régime de tarification des déplacements, prestation de services, achats courants... Elle porte également sur le système bancaire et fiscal afin de faciliter le transfert de devises des Vietkieu à leur famille. En effet, les services destinés à transférer les devises ont été diversifiés. La Banque d'État a permis l'ouverture de succursales et des bureaux de transactions à l'étranger et dans tout le Vietnam afin de rendre plus accessible aux particuliers les retraits de devises étrangères » (Dagouassat, 2002 : 2).

En 2002, les *Viêt Kieu* sont environ 3 millions et vivent dans 80 pays différents. 1,2 millions d'entre eux vivent aux États-Unis. Certains souhaitent revenir au pays pour visiter leur famille ou pour s'y installer pour une longue durée. La plupart des Vietnamiens qui ont quitté le pays en 1975 étaient originaires de Saigon (actuelle Ho Chi Minh Ville) et des provinces du Sud. La région d'Ho Chi Minh Ville bénéficie par conséquent de 40% des devises envoyées par les *Viêt Kieu* soit 850 millions de \$ US sur les 2 milliards transférés en 2001. Le montant total des devises aurait été multiplié par 50 en dix ans. Les *Viêt Kieu* envoient de l'argent à leur famille mais ils investissent également dans



des projets de développement. « En 2000, 105 sociétés à participation Vietkieu ont été créées à Ho Chi Minh Ville et dans les provinces du Sud, contre 76 en 1999. Aujourd'hui, près de 400 projets fonctionnent avec du capital à 100% Vietkieu, contre un seul en 1999 » (Dagouassat, 2002 : 1). Chaque année au moment du Nouvel An Lunaire (*Têt*), les journaux vietnamiens font la part belle aux *Viêt Kieu*. De nombreux articles parlent du retour des compatriotes au pays pour les Fêtes, des nouvelles mesures prises : ils payeront le même prix que les Vietnamiens pour les transports, pourront bientôt posséder la terre etc. Cependant, au quotidien les problèmes persistent car en dépit de cette nouvelle législation, son application reste à l'entière discrétion du fonctionnaire local. Il reste des tensions et du ressentiment : les Vietnamiens étant tiraillés entre la haine des « traîtres » et la volonté de voir revenir des compatriotes. Il arrive que les autorités considèrent ces derniers comme des citoyens vietnamiens (même s'il possède un passeport d'une autre nationalité<sup>165</sup>) lorsque cela les arrange. Si l'on prend l'exemple d'une citoyenne canadienne (*Viêt Kieu*) qui fut arrêtée avec sa mère pour trafic de stupéfiant, elle fut jugée, condamnée à mort et exécutée sans que les autorités canadiennes aient pu faire quoi que ce soit<sup>166</sup>. Cette affaire provoqua un incident diplomatique en l'an 2000 qui entraîna la cessation de toutes relations diplomatiques pendant un moment. Les *Viêt Kieu* ne sont plus vraiment des Vietnamiens mais ne sont pas totalement des étrangers. Si les Chinois pensent que leurs concitoyens de Hong Kong leur doivent quelque chose et donc peuvent payer, donner des cadeaux, il en va de même au Viêt-nam avec les Vietnamiens de l'étranger. Le manque d'argent, le manque de tout et les besoins sans cesse grandissants de la population ont accentué les différences entre les Vietnamiens et les étrangers. L'écart entre les niveaux de vie a engendré certains comportements à l'égard des expatriés. Et il m'a été donné d'entendre fréquemment de la bouche

---

<sup>165</sup> Le Viêt-nam ne reconnaît pas la double nationalité. Tout Vietnamien qui fait la demande d'un autre passeport perd sa nationalité vietnamienne.

<sup>166</sup> La police de Toronto ayant offert son aide à la police vietnamienne pour tenter de résoudre l'affaire.

d'étrangers que les Vietnamiens sont uniquement intéressés par l'argent qu'ils vont pouvoir obtenir d'eux. :

*« Perhaps it's a personal opinion but it's also, I think shared by colleagues from Denmark : all the Vietnamese want is our money. As much as it's possible. And they...even though we have a good cooperation from day to day, they work to a very different agenda to us. They are interested in lining their profits with money...They're interested in the business being a success because it's good for their prestige and they're a part of a successful JV. But really behind it they are not interested in [the company<sup>167</sup>] or...being really part of the company. So you have to realize that, you know, they're not going to turn [company<sup>168</sup>] people »(Alexander, Directeur, Entreprise 8)*

Un jour sur le terrain, un informateur m'a confié qu'il en avait assez d'entendre le discours de certaines ambassades qui, en résumé, disaient aux investisseurs étrangers de venir au Viêt-nam avec des « cadeaux », surtout de ne jamais faire perdre la « face » à leurs interlocuteurs vietnamiens. L'informateur a ajouté qu'en fait tout cela signifiait : « Venez vous faire plumer au Viêt-nam, donner un maximum de bakchich et si vous vous faites plumer, surtout gardez le sourire et ne dites rien...Vos partenaires pourraient perdre la face! »<sup>169</sup>. D'autres informateurs ont ajouté qu'il serait difficile de faire changer les mentalités et que les étrangers étaient toujours un peu perçus comme des vaches à lait.

Dans un tel contexte, faveurs et passe-droits se sont multipliés. Ce genre de système s'est instauré dans certaines ambassades pour l'obtention de bourses d'études. Et il arrive que certains fonctionnaires vietnamiens ne se gênent pas pour demander ouvertement qu'une bourse d'étude soit accordée à leur fils (fille), neveu (nièce) etc. Le « jeu » diplomatique veut que certaines requêtes ne peuvent être refusées. Les enfants de la nomenklatura peuvent donc continuer à étudier à l'étranger, et ce au détriment d'étudiants plus modestes, sans réseau

---

<sup>167</sup> Pour des raisons de confidentialité, le nom de l'entreprise nommée lors de l'entrevue a été substitué par [the company].

<sup>168</sup> Voir note précédente.

social influent et bien souvent méritants. Dans le même ordre d'idée, un professeur de français<sup>170</sup> faisant passer des tests d'aptitude linguistique pour l'attribution des bourses s'est vu remettre une enveloppe contenant 100 000 VND par un étudiant ne parlant pas un mot de français. Certains étudiants considèrent les bourses comme un véritable revenu et partent en France en ayant donné la quasi-totalité du montant reçu à leur famille. Arrivés à Paris, avec peu d'argent, ils font face à des difficultés considérables pour vivre décemment.<sup>171</sup>

En revanche, si la plupart des étrangers acceptent de parler sans problème de la petite corruption, il est plus rare qu'ils le fassent concernant celle qui implique des hauts fonctionnaires et l'obtention de marchés. Ainsi, deux entreprises internationales ont quitté le pays en 1999, leurs projets n'aboutissant pas. Les directeurs m'ont confié qu'ils avaient déjà versé pendant plusieurs années de fortes commissions et que rien n'avait changé. En effet, ce n'est pas parce que vous donnez des « cadeaux » que vous allez obtenir ce que vous avez demandé en échange<sup>172</sup>. Et c'est là un problème de taille : la confiance n'est pas facile. Au Viêt-nam on vous dira qu'un contrat signé ne vaut rien et que c'est la parole qui compte. Or certains étrangers et ce dans tous les domaines vous diront que justement la parole souvent ne compte pas.

*« En plus, ils n'ont pas de parole. Ils te promettent quelque chose puis ne le font pas. Et te disent –ah, je t'ai dit ça quand? La semaine dernière? Oui mais c'était la semaine dernière! » (Jacques, Chef de chantier, Entreprise 4).*

C'est aussi un phénomène que l'on observe dans la vie quotidienne où les conséquences sont moins graves. Les Vietnamiens ont selon certains investisseurs, en raison du conflit qui a duré 25 ans, une vision à court terme. On

---

<sup>169</sup> Isabelle, 40 ans, entreprise 17, 1999.

<sup>170</sup> Diane, 38 ans.

<sup>171</sup> Thuy, 25 ans, Entreprise 17.

<sup>172</sup> John, Manager, Entreprise 18 . Kim, 30 ans, Entreprise 6 .

vit au jour le jour et on fait ce qu'on l'on veut au moment où l'on veut. C'est aussi une manière de faire très individualiste. D'ailleurs il est intéressant de voir qu'un régime socialiste, influencé par le confucianisme, a produit une société qui, pour autant qu'elle soit centrée sur la famille, n'en est pas moins individualiste que nos sociétés occidentales. Dans un pays où l'on ne peut savoir de quoi sera fait le lendemain, l'épargne est de fait très importante. Une informatrice vietnamienne m'a dit qu'au Viêt-nam comme la population manquait de tout, rien ne se jetait, tout se conservait et se transformait : papier, carton, plastique etc... Le même type de comportement s'applique avec les IDE. Certains Vietnamiens tentent de tirer le plus de bénéfices possible de leur co-entreprise dans un minimum de temps car ils ne peuvent savoir si cette entreprise continuera sur cette voie ou si le partenaire étranger restera.

Si la corruption semble institutionnalisée au Viêt-nam, il peut arriver que les Vietnamiens s'en plaignent. Il y a encore quelques années, tous se taisaient. Mais depuis peu, les procès en corruption de hauts fonctionnaires s'étant multipliés, les Vietnamiens abordent plus facilement le sujet. Un ami étranger fut un jour surpris de voir rentrer son épouse vietnamienne très rapidement après l'épreuve de conduite pour son permis moto. Il lui a demandé si cela c'était bien passé. Elle lui a répondu « oui ». Et lui de lui répondre : « Combien as-tu payé? ». Réponse : « 200 000 VND ».

En 2000, on a constaté des problèmes à l'entrée d'une ambassade à Hanoi<sup>173</sup>. Sur le trottoir, est construite une guérite où se tient 24h par jour un policier vietnamien. Raison officielle de sa présence : la sécurité des lieux. Chaque Vietnamien qui ne travaille pas à l'ambassade et qui veut y entrer, doit montrer sa carte d'identité au policier de garde. Celui-ci prend le nom en note et lui demande l'objet de sa visite. Nous avons appris que le garde interdisait à

---

<sup>173</sup> Les noms des différentes ambassades ne seront pas mentionnés dans ce texte. Cependant, tous les événements relatés sont connus des personnes vivant sur place à cette période.

certaines citoyens vietnamiens l'entrée ou demandait de l'argent pour l'autoriser. L'Ambassade a émis une plainte officielle et le garde a été remplacé mais le suivant peut aussi bien continuer les mêmes pratiques. Le système est tellement intégré qu'il est devenu la « norme ». Tout est négociable.

« Enfin, dans certains secteurs de la fonction publique et dans un certain nombre d'entreprises publiques, les employés sont prêts à payer pour obtenir certains postes. Certains carrefours de Hanoi sont réputés être particulièrement rémunérateurs pour la police des transports. Ces pratiques permettent d'expliquer le nombre de motos à 2000 dollars qui s'alignent avec un ordre parfait dans les cours des organismes publics. Les cadres vietnamiens font preuve d'une imagination sans faille pour générer des revenus, imagination qui ne semble pas particulièrement stimulée par le salaire distribué pour remplir leurs missions de service public. Le temps consacré à ces missions est d'ailleurs restreint » (Henaff, 2001 : 157).

Les journaux vietnamiens font parfois état de procès d'officiels, de fonctionnaires pour corruption. Ceux-là font beaucoup de bruit mais sont peu nombreux. De plus, ils sont souvent l'occasion de régler des comptes entre factions rivales. Et pour contenter les bailleurs de fonds, les autorités ne peuvent pas se contenter d'agir uniquement contre la petite corruption (Banque Mondiale, 1999).

« In particular, a former Deputy Prime Minister was sacked for corruption and criminal charges were leveled at top customs officials caught out in a corruption scam. In addition, in order to increase fiscal transparency in public management, in November 1998 the government introduced Decree 29 on "Democracy at the Grassroots Level", which, *inter alia*, enhanced budgetary transparency and public accountability of local officials and fostered opportunities for citizens to express grievances, and in June 1999, for the first time, published the state budget plan and past year expenditures in detail by agency, province and program. (...) In 1998, the Prime Minister established a complaints "hot-line" primarily for foreign and local business leaders but also for private citizens; in its first year this received some 50,000 complaints alleging inefficiency and corruption » (p.2)

Seuls les Américains semblent avoir une politique sur place de « mains propres ». Les investisseurs américains vous répondront qu'en aucun cas, ils participent au jeu de la corruption :

*«- French, Belgians... they told me it's better for your permit and your licence to pay..so...»*

*- French companies can do that. They have funds to do that. American companies on the other hand are not allowed to pay. It's very strict. The advantage we have is that it's a good project. It's a worldwide project. It's based on its own merit. We'll not do any bribing! »*  
(Hung, Directeur, Entreprise 6).

En 1999, le directeur de cette entreprise a quitté le pays. Un bureau de représentation avec un employé a été maintenu, juste pour la forme. Les Américains ont parfois un discours très égalitaire. Ils viennent faire des affaires au Viêt-nam mais dans un climat de respect et de réciprocité voire d'entraide. Suite au scandale de l'usine Nike à Ho Chi Minh Ville<sup>174</sup>, les entreprises américaines tentent de changer leur image auprès non seulement des Vietnamiens mais aussi du reste du monde puisque la production de Nike, par exemple, n'est pas destinée au marché vietnamien. Et les propos d'Alexander illustre le fait que la coopération est mise en avant mais cette « coopération » peut être perçue par les partenaires comme un « cadeau ». Et c'est bien souvent le cas<sup>175</sup>.

*« We make an investment in the people, in the system, in the institutions and that will pay off. But people respect that once they understand that's what we're doing, why we're doing it. We develop what I think are healthy relations with people. Not relationships based on dependence or based on that envelope or .... but based on, I would say..., a relationship that is two ways. And that we're trying to develop, you know, I think relationships in a...I would say... a positive way where we're, you know, ...they... hmmm I do believe that whenever you hand somebody an envelope at the end of the day they don't like you. It's a shameful thing, people are embarrassed by it even if they take money. Working with somebody you know, doing*

<sup>174</sup> Les employées vietnamiennes de l'usine Nike d'Ho Chi Minh Ville étaient maltraitées par les contremaîtres et très mal payées (Hiebert,1997).

<sup>175</sup> Dans certains cas, des entreprises sont «obligées» d'envoyer certains de leur partenaires vietnamiens dans leur pays pour continuer les négociations. Les partenaires s'attendent évidemment à voyager en « business class » et à être défrayés de leurs frais.

*something positive and doing it together, it's their self-esteem as well as your own ... and in a sense that's to build a long lasting relationship. So, that's our approach and it works. And we do that with our people, our local staff. We do a lot of training together: between our staff and our customers. And so they can sometimes enter training programs . So we get to know each other. And when it comes time to make business with them, well they know who to talk to. And they also speak the same language. And again, we are trying to appeal to people's reason and logic you know. We don't want them to do business with us simply because I'm your friend and you're my friend. But because we have the best deal. That's why you want to do it. But they always talk to us because they know us too. By the end of the day, I don't think anybody buys our goods and services, simply because ... because friendship or paybacks...or anything like that. You know...»*

*(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

Les investisseurs étrangers sont conscients de l'importance du réseau de relations nécessaire et des conséquences. Cependant ils ne savent pas toujours évaluer cette importance ou l'utiliser.

*« So, if we want to be competitive in this market, it is very important to follow the guidance and the policies of the leadership in order to be better competitive, more competitive. And also to build a relationship between [entreprise 7] and Vietnam based on the principle of mutual benefit. Always mutual benefit. Never thinking only about something good for us also something good for Vietnam, something good for the customer. That's what we call in [entreprise 7] « win-win situation ». They win, we win, we win together based on mutual benefit. Because by building it in Vietnam we create more opportunities for Vietnamese labouring people to develop better skills in manufacturing. And we, by winning the bid, create jobs for some of our Canadian employees and American employees maybe. We are also able to provide turbine control equipment or generator control equipment or electrical units for the inside of the generator. Those things are made in Virginia in the US. So, maybe we won't do that for this project, but maybe for some other project. So it's a mutual benefit and I think it's the... to answer your question why we'd build here for those reasons...that makes...and also [entreprise 7] it's our own policy too. Because our CEO, our chairman believes in what we call « globalization by localization ». « Globalization by localization », you understand?? You see the [entreprise 7]'s policy « globalization by localization » outsourcing to more economic locations, comes together with the policies of the Party and the State. And the resolutions of the Party and the decrees of the government and the legislation of the government to bring us together to mutual benefit. That's my answer about that ».*

*(Bob, Chief Representative, Entreprise 7)*

Dans son article intitulé : « La corruption comme terrain. Pour une approche socio-anthropologique », Blundo précisait que pour observer certains phénomènes, le chercheur socio-anthropologue avait dû, dans une certaine mesure, y participer.

« Il est vrai que la corruption, étant occulte, se prête peu à l'observation. Mais ce « peu »-là est important. En fait, l'observation participante menée par le chercheur sur les pratiques corruptrices est en général une observation spontanée « du point de vue du client ». Le chercheur socio-anthropologue qui travaille ou vit en Afrique est comme tout un chacun pris dans les mailles de la corruption quotidienne. Non seulement il est çà et là soumis à des tentatives d'extorsion, mais aussi il occupe parfois la position du corrupteur, hors enquête proprement dite » (Blundo, 2000 : 32).

Observer la corruption n'est pas chose aisée, il reste cependant que la petite corruption, celle du quotidien est plus aisément accessible. Et l'observation peut parfois se transformer en observation participante. Ce fut mon cas, lors de ma cueillette de données. En rentrant un soir chez moi, quatre policiers nous ont arrêtées une amie et moi, et ceci sans raison. A peine descendues de moto, ils m'ont immédiatement demandé 200 000 VND. Après 30 minutes à « jouer les idiots », ils nous ont finalement laissées partir sans payer.

La corruption dans un contexte socialiste peut paraître difficile à comprendre. En effet, au Viêt-nam comme dans de nombreux pays socialistes ou anciennement socialistes, tous les citoyens sont déclarés égaux et chacun doit œuvrer pour le bien de son pays et donc de ses concitoyens. Le système de corruption a pu se mettre en place grâce au passé du pays. La domination et le pouvoir des lettrés, puis la colonisation française et l'implantation de son administration ont très certainement aidé la bureaucratie vietnamienne à reprendre le flambeau. Les fonctionnaires disposent à leur niveau d'un certain pouvoir. Ils détiennent le pouvoir d'accorder ou non autorisations et permis divers. Et



l'application de certaines lois et décrets est dans une certaine mesure à leur entière discrétion. Leur traitement peu élevé a très certainement aidé au développement et à l'institutionnalisation de la corruption. Le peu de pouvoir qu'ils détenaient leur permettait d'obtenir de l'argent ou des faveurs.

Ces fonctionnaires craignent de perdre leur pouvoir car ce pouvoir est synonyme d'argent et de capital symbolique et donc de capital social. Les *habitus* et l'idéologie sont pour beaucoup dans le maintien de cette « caste ».

« L'idéologie officielle a profondément implanté dans l'esprit des fonctionnaires du parti marxiste-léniniste le sentiment que la perte du pouvoir est irréversible et signifie la tragédie la plus grave qu'on puisse concevoir. Il peut encore s'y ajouter des craintes individuelles : au cas d'un changement révolutionnaire de système, le fonctionnaire pourra perdre sa position sociale passée, son pouvoir personnel, ses privilèges matériels; il devra même, le cas échéant, craindre des représailles » (Kornai, 1996 : 508).

Le pouvoir semble très important au Viêt-nam. Au quotidien, il est relativement aisé d'observer ce jeu de pouvoir. Nous l'avons dit, tous sont égaux mais dans la pratique les choses sont bien différentes. Les employés de bureaux se sentent supérieurs aux travailleurs et autres journaliers. Dans les faits, les aînés ont l'avantage sur les cadets. De même, les citadins se sentent supérieurs aux ruraux. Il est très important de ne pas passer pour un paysan : l'insulte suprême étant « *nha qué* » soit paysan en vietnamien. De nombreux hommes se laissent donc pousser un ongle ou les ongles pour montrer qu'ils ne sont pas des paysans, qu'ils ne travaillent pas de leurs mains. Comme le faisaient les mandarins d'avant la colonisation française. Il est intéressant de voir que la pratique vient contredire la théorie. Finalement, la notion de classes sociales est belle et bien présente au Viêt-nam. Si l'égalité des citoyens est bien réelle constitutionnellement parlant, au quotidien il n'en est rien. L'idéologie communiste n'a pas réussi à effacer complètement plus de mille ans de pratiques quotidiennes.

Ainsi, le climat politique et la corruption ont engendré de 1998 à 2000 un ralentissement des investissements étrangers au Viêt-nam. Le Viêt-nam n'est pas devenu un tigre asiatique mais il reprend peu à peu le dessus depuis 2000. Parmi les autres problèmes rencontrés par les investisseurs, nombreux sont ceux qui citent les différences de vision en ce qui concerne la gestion des affaires. Principalement, les investisseurs ayant un partenaire vietnamien. Nous aborderons dans le chapitre suivant les incompréhensions qui existent entre les Vietnamiens et les investisseurs étrangers.

**CHAPITRE 8:**  
**INCOMPRÉHENSIONS ET MÉFIANCE MUTUELLES : COMMENT LES  
VIETNAMIENS ET LES ÉTRANGERS SE PERÇOIVENT-ILS ?**

*« C'est dans le rapport à autrui que l'on prend conscience de soi ; c'est  
bien ce qui rend le rapport à autrui insupportable. »  
Michel Houellebecq*

Travailler pour des étrangers a entraîné des changements dans la vie des salariés vietnamiens. Des changements relatifs à la formation, au rythme de travail, à la langue de travail, aux façons même de travailler. Le rythme de travail du fonctionnaire est bien loin. De même, le fait de côtoyer des étrangers a permis à certains Vietnamiens de changer l'opinion qu'ils avaient des étrangers et inversement les étrangers ont aussi vu leurs perceptions changer. Dans un premier temps j'aborderai la situation des employeurs étrangers au Viêt-nam, leurs attentes et leurs réserves envers la main-d'œuvre locale. Puis je parlerai du climat de méfiance qui règne dans de nombreuses entreprises et des incompréhensions observées. L'un des changements les plus importants qu'il m'a été donné d'observer concerne les femmes. Il se pourrait que le changement dans la société vietnamienne passe par les femmes. En effet, elles sont nombreuses à travailler pour des étrangers et recherchent plus d'émancipation, plus de liberté sur leur lieu de travail mais aussi dans leurs foyers. Enfin, l'ouverture à l'économie de marché et aux investissements étrangers a permis à une certaine frange de la population de s'enrichir.

## 8.1 LA SITUATION DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS AU VIÊT-NAM

Les investisseurs étrangers se plaignent non seulement de la corruption, des lenteurs de l'administration<sup>176</sup> (Herland 1998, Richer & Fabry 1998) mais aussi des divergences dans la vision qu'ils peuvent avoir du monde des affaires. Selon les investisseurs interviewés, la conception vietnamienne du commerce et des affaires est relativement différente de la nôtre. L'économie de marché n'en est qu'à ses débuts, d'autant qu'elle est à « orientation socialiste ». Certes les Vietnamiens apprennent rapidement, cependant certains concepts de l'économie de marché, de marketing ou de publicité restent encore flous comme la relation client/commerçant, la fidélisation d'une clientèle ou le suivi d'un stock. Tout cela est compréhensible dans un pays avec une économie socialiste. Pendant longtemps, les magasins d'État n'offraient que peu de choix. On achetait parce que l'on en avait besoin. Mais depuis quelques années l'achalandage des marchés est en nette amélioration.

Comme nous le verrons avec nos entrevues, la plupart des investisseurs étrangers préfèrent embaucher des femmes. Ils justifient leur préférence en précisant que les hommes contournent les problèmes ou alors tentent de les résoudre en faisant appel à leurs relations ou à un membre de leur famille qui occupe un poste bien placé. Ils précisent aussi que cela semble toujours être un jeu de pouvoir, de relations et d'intermédiaires. Enfin, ils ajoutent que la plupart d'entre eux se sentent socialement supérieurs car ils sont des hommes. De ce fait, les investisseurs étrangers estiment être les premiers témoins du jeu du système de relations.

De nombreux investisseurs ont déclaré que certains employés Vietnamiens continuent d'agir comme s'ils étaient fonctionnaires. D'autres

confondent tiroir caisse et bénéfices m'a expliqué un informateur américain. Bien des informateurs étrangers m'ont dit que dans de nombreux cas de joint-venture, dès que l'entreprise a commencé à faire des bénéfices, le partenaire vietnamien prend de plus en plus de place et n'hésite pas à évincer le partenaire étranger<sup>177</sup>. Dans le cas de deux restaurants connus, l'un d'eux a vu le partenaire vietnamien et sa famille de plus en plus présents dans le restaurant, et la qualité de la nourriture et de l'accueil baisser (selon le partenaire étranger). Dans l'autre cas, le partenaire étranger s'est retiré (en raison d'exigences financières trop élevées de son associé vietnamien) et le partenaire vietnamien a gardé le restaurant et le nom.

La gestion des stocks peut être parfois problématique comme l'a déclaré un informateur. En effet, dans un pays à économie socialiste, avoir des stocks est signe d'une économie en santé. Depuis 1998, les journaux vietnamiens font état quasi-constamment de la production de riz, d'acier et d'autres produits qui augmente. En ce qui concerne la production agricole, il est important de souligner l'extraordinaire exploit des Vietnamiens : le pays atteint l'autosuffisance en 1994. Et les autorités ont raison de s'enorgueillir d'un tel effort. Tous les ans, au moment du Nouvel An Lunaire (*Têt*), on étale à la Une des quotidiens les grandes réussites du pays. La production industrielle qui augmente (même si elle n'a aucun débouché) est un bon signe. Mais ces produits sont stockés et non vendus et c'est là qu'est le problème selon certains. Plusieurs Vietnamiens pensent que « plus c'est mieux » : et pour afficher une bonne santé économique une entreprise doit avoir beaucoup d'employés. Ce qui n'est pas forcément l'avis du partenaire étranger qui voit dans cette façon de faire une perte de bénéfice, voire une augmentation du déficit.

---

<sup>176</sup> « Il est irréaliste de penser obtenir sa licence en moins d'un an. Le processus est totalement discrétionnaire, ce qui facilite l'apparition des comportements déviants au sein de l'appareil bureaucratique » (Herland, 1998 : 315)

<sup>177</sup> François, cinquantaine, directeur de joint-venture. Steven, 40 ans, directeur de joint-venture.

*« It's because it's harking back to the communist system and the state system. You're measured not really on what profit you make but on what taxes you pay and how many people you employ. Not how much you make...They are not really here. You'll see in the newspapers so and so companies' production has increased 20% last year. What they don't tell you is that they're just building stock, they're not selling it. It's a waste of time and money »*

*(Daniel, Directeur, Entreprise 11).*

Lors des entrevues et d'entretiens informels, la majorité des employeurs ont fait part des mêmes constats et des mêmes reproches envers leurs employés vietnamiens. Les reproches le plus souvent exprimés sont : le refus de prendre des responsabilités, le manque d'initiative ou une prise d'initiative inadaptée. Selon eux, le manque d'initiative résulte en partie du système communiste et de la prépondérance de la bureaucratie où la critique n'est pas permise. Dans un système étatique, les fonctionnaires ne sont pas engagés ni formés pour penser mais pour exécuter ont-ils précisé.

*« Dans l'esprit de la majorité des fonctionnaires du système classique la vérité et le mensonge étaient mélangés. Ces gens donnaient foi à leurs propres déclarations parce qu'ils faisaient confiance à leur propre idéologie, qui avait façonné leur vision des choses ; parce qu'ils avaient confiance en leurs dirigeants qui leur avaient inspiré ces déclarations ; parce qu'ils avaient peur de penser autrement ; parce qu'on les avait formés à obéir et non pas à douter, ou à critiquer. Leurs bonnes intentions et leur foi sans esprit critique avaient été placées en eux par les personnes mêmes qui leur avaient fait croire tant de mensonges. Par exemple, on leur avait fait croire les fausses accusations qui avaient été utilisées pour justifier les jugements sévères prononcés à l'issue des procès arrangés, ou bien encore au mythe de l'infaillibilité des dirigeants » (Kornai, 1996 : 504).*

Avec dix millions de fonctionnaires, cette conception, cette manière de faire est répandue. Les décisions sont centralisées et personne ne veut vraiment les prendre ou même les soutenir :

*« We also found...one of our difficulty, it's not with our joint-venture it's with the whole way to work in Vietnam...is the idea of all responsibility falling on one person who has the job. Only that person can make a decision. And so we found difficult the development of staff on management in the future. And it slows down decision making. Just to explain what I mean is that if we're planning to do something and someone has to support it. They're too scared to support it because if it goes wrong, they feel that all the responsibility will be on their shoulders. So they would rather delay or say no, rather than supporting your idea. (...) But that's another point actually. If there's a problem, people will either cover it up or just say that's what we have to live with. Rather than looking for a way to solve; but that's changing »*  
*(Jennifer, Sales Manager, Entreprise 12).*

Si la prise de décision n'est pas facile au Viêt-nam c'est aussi en partie dû au fait que les hauts fonctionnaires prennent des décisions qui bien souvent ne sont pas appliquées selon certains. Ils montrent de la bonne volonté face aux réformes, selon certains investisseurs, mais c'est le « fonctionnaire moyen » qui semble poser problème :

*« At the higher level in the government, they're good, they think long-term. But, problem is, it's hard for them to make a decision. Decision process here is amazing. They want to do this project for example. All people in the top level really want our project; but they cannot do it. They cannot do it, they can not tell EVN to go ahead and do it. Because they will have to present them: "Okay, if we do that, we're going to loose that much money. And we need you to tell us to loose money". And then the people at the top can't make that decision. You know it's very hard to make that kind of decision when people underneath [don't agree]. So it's very tricky for foreign investors who have to work with these lower level people. Make sure that they present your project in a good light. And then people can make a decision»*  
*(Hung, Directeur, Entreprise 6).*

Les rapports entre la bureaucratie et les dirigeants sont en évolution du fait du changement d'orientation politique. Et il est parfois difficile pour les dirigeants de faire en sorte que les changements demandés soient effectués à la base. Si les dirigeants décident des politiques et des orientations à prendre, il va sans dire que ce sont les fonctionnaires sur le terrain qui mettent en œuvre les

politiques. Ils peuvent aussi bien montrer leur désaccord en n'agissant pas comme il leur est demandé.

« Although a civil society need not accompany market transition, a formal model of a dynamic change in political commitment shows that market reforms alter the principal-agent relations between communist rulers and bureaucrats at the middle and lower levels in the state hierarchy (Nee & Lian 1994) » (Nee & Matthews, 1996: 430)

En ce qui concerne les IDE, le fonctionnaire « moyen » peut très bien décider de traîner pour accorder une licence ou une autorisation quelconque à un investisseur étranger<sup>178</sup>. Il faut aussi noter que le gouvernement craint que la « base » ne suive pas si les réformes sont trop rapides et qu'ainsi il risque de perdre le contrôle. Le fait que le capital économique prenne le pas sur le capital social en quelque sorte pourrait créer une perte de pouvoir aussi. L'argent serait devenu le seul agent motivant de la bureaucratie et non plus l'approbation du Parti.

« The Nee & Lian (1994) model and Walder's work (1994) support the view that market reforms alter relations of dependence in the government hierarchy, greatly affecting the party's ability to monitor, sanction, and reward its members, and that this in turn reduces its capacity to govern, as both its legitimacy and its monitoring and enforcement capacity decline » (Nee & Matthews, 1996: 430).

Enfin, dans la société vietnamienne les rapports sociaux sont très hiérarchisés. Et ce rapport à la hiérarchie peut parfois poser problème pour les investisseurs étrangers.

*« Auparavant c'était une joint-venture avec un partenaire vietnamien qui était une compagnie d'État. C'était une grosse structure et il ne se passait*

---

<sup>178</sup> Récemment le Courrier du Vietnam titrait « Investissement : Quang Nam délivre la licence en 5 jours » ( 06 mai 2003). Cet article explique que le MPI et le Comité Populaire de la province ont permis « au comité provincial de gestion des ZI de délivrer directement la licence d'investissement aux projets domestiques et étrangers ». Dorénavant, les formalités durent au maximum 5 jours.



*rien de vraiment constructif car on ne pouvait rien faire vite : on ne pouvait pas changer d'idée facilement. Au début, le directeur de la Compagnie d'État était un homme âgé d'environ 55 ans. Tout le monde le respectait. Après l'obtention de la licence, il a été retiré et il est parti pour une autre compagnie d'État. Le nouveau directeur était un homme de 40 ans. Mais il n'avait pas la même autorité que l'autre. Il demandait toujours plus haut ce qu'il devait faire. Cela prenait un temps fou !!! On n'avait jamais de contact direct et ça allait de ministère en ministère pour prendre les décisions : et il fallait attendre l'accord. Il n'est pas possible de travailler dans ces conditions pour une petite compagnie »  
(Marc, Directeur, Entreprise 3).*

## 8.2 LA FORMATION DES SALARIES VIETNAMIENS

En ce qui concerne la formation de la main-d'oeuvre, les employeurs émettent de nombreuses réserves. Les femmes s'orientent plus fréquemment vers des études en langues étrangères (UNDP 2000), elles sont donc plus présentes dans les entreprises étrangères. La réflexion que j'ai entendue le plus souvent était que les Vietnamiens n'étaient pas formés pour réfléchir. Ce qui expliquerait, pour certains étrangers, le manque de prise d'initiative. Des entrepreneurs étrangers m'ont fait part des difficultés qu'ils ont rencontrées à expliquer exactement ce qu'ils voulaient à leurs ouvriers.

*« Les expats<sup>179</sup> arrivent ici avec des images d'Épinal : celle du Vietnamien, travailleur consciencieux et efficace en est une. Car en France, on a récolté les lettrés, les intellectuels donc cette image s'est accentuée. Mais en réalité c'est totalement différent »  
(Jacques, Chef de chantier, Entreprise 4).*

*« On forme la main-d'œuvre mais ils font quand même le contraire. Il faut les former constamment mais ils ont l'esprit de contradiction. Ils tentent toujours de te démontrer que c'est mieux autrement. Il partent toujours du principe que tout ce que tu dis n'est pas vrai : ils remettent tout en question. Tu les formes mais finalement ils font comme ils veulent »  
(Paul, Directeur, Entreprise 1).*

---

<sup>179</sup> Abbréviation pour expatriés.

Dans les conversations, il apparaissait que les ouvriers vietnamiens étaient très peu doués pour les finitions selon les chefs de chantiers. Cela posait de nombreux problèmes dans le domaine de la construction et du textile. L'un d'eux m'a expliqué que dans le cas de la construction d'un hôtel, il a été très difficile d'obtenir des finitions correctes. La peinture était mal faite, il y avait des coulées, les fils électriques étaient mal cachés. Or, il m'a été donné d'entendre le contraire d'un informateur qui travaillait dans le textile. Celui-ci me disait qu'il lui avait fallu très peu de temps pour former des brodeuses hors pair. Enfin, certains entrepreneurs m'ont précisé que la manière dont on présente la critique est importante :

*« Par exemple au « Club », pour le système informatique, tous les câbles sont reliés dans une pièce au sous-sol. C'était un petit gars qui bidouillait qui avait fait ça. Mais c'était n'importe quoi ! Si je lui avais dit : refais-moi ça, c'est moche ! Il ne l'aurait jamais fait. Mais si je lui dis : tu sais quand il y a des clients, j'aime bien leur faire visiter tout le bâtiment. Et ils aiment qu'on leur montre des pièces que personne ne voit habituellement, ils se sentent en confiance et si c'est beau et bien rangé, alors nous aurons un nouveau client ! Si tu justifies ta critique alors ça va marcher »  
(Jacques, Chef de chantier, Entreprise 4).*

Selon Jacques, il ne faut pas faire perdre la face à ses employés ou l'on peut faire une croix sur leur collaboration.

#### **8.4 DIFFERENCES CULTURELLES ET MEFIANCE MUTUELLE**

Les incompréhensions entre les Vietnamiens et les étrangers sont nombreuses et le tout évolue dans un climat de méfiance mutuelle. Pendant longtemps, le gouvernement a diabolisé l'étranger et encore maintenant, les journaux accusent l'économie de marché de tous les maux : prostitution, chômage, délinquance, trafic et consommation de drogue. Ces dernières années, le trafic de drogue a augmenté ainsi que la prostitution. Cette prostitution n'est pas

l'entière responsabilité des étrangers<sup>180</sup>, mais il existe effectivement du tourisme sexuel dans le Nord, où de nombreux hommes d'affaires chinois traversent la frontière vers Ha Long où de nombreux « karaokés » se sont ouverts. Mais il existe à Hanoi comme dans d'autres grandes villes, de nombreux établissements du même genre destinés à une clientèle locale. Cependant, le gouvernement souhaiterait ne pas devenir une destination privilégiée pour le tourisme sexuel comme l'est la Thaïlande, pays qui, selon certains intellectuels thaïlandais, n'est pas un N.P.I mais un « P.I.P : Pays Industrialisant la Prostitution » (Formoso, 2001 : 58).

Pour en revenir à la méfiance que les Vietnamiens peuvent ressentir envers les étrangers, elle est telle qu'ils peuvent refuser tout contact inutile avec des étrangers. Ainsi, dans une entreprise où j'ai travaillé quelques mois, j'étais exclue des activités sociales de mes collègues vietnamiens. Un matin où je travaillais, j'ai vu arriver de nombreux collègues bien habillés et avec des paquets emballés. J'en ai déduit qu'une fête se préparait. J'avais raison mais je n'étais pas invitée. Le patron m'a dit ce jour là : « tu peux partir plus tôt aujourd'hui si tu veux ! ». Cette méfiance est mutuelle car les étrangers de leur côté n'accordent que peu leur confiance aux Vietnamiens. Et deux investisseurs m'ont fait part de leurs expériences respectives:

*« You can explain how it goes until it blew in their face but still they don't want to understand » .*

*(Daniel, Directeur, Entreprise 11).*

Les façons de faire radicalement opposées ne facilitent pas toujours les affaires quotidiennes. Certains employés refusent de faire ce que leur employeur leur dit car ils préfèrent agir différemment m'ont expliqué certains informateurs. Les étrangers sont devenus, depuis quelques années, plus méfiants. La faillite de certaines entreprises et le départ de nombreux investisseurs ont

---

<sup>180</sup> Il y a 1% d'étrangers au Viêt-nam.

rendu les relations plus difficiles, plus tendues. Souvent, les investisseurs étrangers n'ont pas confiance dans les compétences de leurs employés vietnamiens.

*«- Quand je suis partie aux USA, mon partenaire faisait une quotation pour un de nos clients. C'était un étranger, un Américain. Quand cet homme travaillait avec moi, il croyait tout ce que je disais. Et j'ai envoyé des instructions par e-mail à mon partenaire pour dire à notre client. Mais pour lui, le client ne l'a pas cru parce qu'il était Vietnamien. C'est moi qui l'a dit mais il ne le croyait pas. Il y a beaucoup d'autres cas comme ça.*

*- Est-ce-qu'ils te font plus confiance parce que tu es étrangère ?*

*- Oui.*

*- Est-ce qu'ils se disent que les Vietnamiens vont les tromper ?*

*- Oui.*

*- Est-ce que tu crois que c'est fondé ?*

*- Oui en général. A n'importe qui ils peuvent (les Vietnamiens) donner un prix élevé, ils le donnent. Par exemple, si je vends des tomates et quelqu'un de la campagne arrive et que je pense qu'il ne sait pas le prix des tomates alors je peux demander plus.*

*- Est-ce que pour le reste les étrangers font autant confiance à toi qu'à ton partenaire ? Quand vous parlez de stratégie etc...*

*- C'est pareil. Quand mon partenaire dit quelque chose, ils ne disent rien et quand je répète ce qu'il vient de dire, ils disent : « Ah intéressant ». C'est déjà arrivé dans des réunions.*

*- Est-ce qu'ils pensent que les Vietnamiens ne sont pas aussi capables que les étrangers ?*

*- Ils pensent qu'il ya la corruption, que ce sont des socialistes, des communistes... Ils ne donnent pas de confiance aux Vietnamiens » (Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, des investisseurs étrangers se sont vus par le passé complètement dépossédés par leur partenaire vietnamien. Ce genre d'événement entretient le climat de méfiance qui existe déjà entre Occidentaux et Vietnamiens.

*« - Est-ce-que tu lui fais confiance ?*

*- Oui à 95%.*

*- Tu penses que c'est comme avec tout partenaire, il faut faire attention même si on a une bonne relation ?*

*- Oui. Si demain je découvrais qu'il est parti avec tout l'argent de la société...je ne serais pas surprise.*

- *C'est courant ici que le partenaire parte avec l'argent ?*
  - *Oui. »*
- (Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

D'un côté comme de l'autre, les individus vivent avec des préjugés, des conceptions prédéfinies. L'une des idées préconçues la plus répandue parmi les Vietnamiens et que les étrangers sont tous très riches. Et l'épargne est très importante au Viêt-nam. Un climat de guerre et d'incertitude a fait que la majorité des Vietnamiens dispose d'un bas de laine. Les Vietnamiens supposent donc que la plupart des étrangers disposent eux-aussi d'économies importantes. Lors de conversations, ils sont parfois extrêmement surpris d'apprendre qu'ils possèdent en épargne bien plus que certains d'entre nous.

Avec l'ouverture au marché et aux investissements étrangers, selon plusieurs expatriés, certains Vietnamiens ont vu immédiatement les avantages qu'ils pouvaient retirer d'une telle situation. Certains tirèrent avantage de la situation au moyen de pratiques frauduleuses. Cela expliquerait peut-être en partie la chute des IDE à partir de 1997 selon certains étrangers. En plus de la crise asiatique, les investisseurs étrangers perdaient peu à peu confiance. Et certaines sociétés ont décidé de quitter le pays.

D'un point de vue plus général, les investisseurs étrangers n'accordent que peu de confiance au gouvernement vietnamien. Ce dernier doit encore prouver qu'il est digne de la confiance qu'il demande aux investisseurs étrangers.

*« We deal with the top level and government. Vietnam still needs to show its trustworthiness<sup>181</sup>. Too many companies are not making profit in Vietnam yet. Some JV have broken up. (...) Those people working in a JV, they have very short-term view. Big companies think more long-term »*

---

<sup>181</sup> Par exemple, en ce qui concerne le nouvel aéroport de Hanoi, il y eu deux appels d'offre successifs.

*(Hung, Directeur, Entreprise 6).*

Un autre problème que rencontrent les étrangers est dans l'évaluation du temps. Tout prend du temps au Viêt-nam. Cette lenteur administrative contraste énormément avec le quotidien et le rythme de vie des Vietnamiens qui semblent frénétique si l'on regarde l'activité dans les rues de Hanoi ou Saigon. Les délais et l'attente peuvent parfois compromettre certains contrats.

La plupart des investisseurs étrangers interrogés ont donné l'impression qu'ils s'attendaient à ce qu'il y ait peu de divergences avec leurs employés vietnamiens. Nombre d'entre eux s'attendaient à fonctionner avec leurs employés vietnamiens comme avec une main d'œuvre occidentale. Or, si l'employeur fonctionne avec des concepts tels que la productivité, le profit, le marché. Les employés vietnamiens peuvent avoir des définitions différentes de ces trois concepts. La frustration rencontrée chez les investisseurs découle en partie du désaccord sur la signification de certains concepts économiques mais aussi des significations divergentes données au travail. De plus, les étrangers s'attendaient aussi à plus de dévotion de la part d'un employé vietnamien que de la part d'un autre.

## **8.5 LA VISION DES VIETNAMIENS SUR LES IDE ET LES ÉTRANGERS**

Après de nombreuses années de guerre et d'économie socialiste. Le marché s'ouvre aux investissements étrangers en 1986. La citation qui suit permet de mieux comprendre comment les Vietnamiens organisent la réalité. Quarante années de guerre ont modelé les façons de faire et de penser. Et si 75% environ de la population vietnamienne n'a pas connu la guerre, cette manière d'appréhender la réalité est toujours présente.

*« - A Vietnamese woman told me that it's because of the forty years of war. They just don't know what will happen the next day. So that's why they try to get the most...*

*-Yes. That's very true. (..) But yes, they want everything NOW because to some extent... in their history, there have been no tomorrow »*

*(Daniel, Directeur, Entreprise 11).*

Avec la *Dôï Môï* un certain nombre de Vietnamiens découvre non seulement le marché mais aussi d'autres interlocuteurs : des investisseurs étrangers. Avec l'ouverture sur l'extérieur, les rapports avec l'étranger ont changé.

« Toutes les formes des relations personnelles avec le monde occidental deviennent plus étendues et intenses : on citera la correspondance, les coups de téléphone et surtout les rencontres personnelles entre les citoyens d'un pays socialiste et des parents ou amis vivant dans un pays capitaliste; le tourisme privé, les voyages officiels (pour affaires, missions scientifiques, culturelles etc.) , et ceci dans les deux sens. Les fonctionnaires de la bureaucratie voyagent le plus souvent dans des pays capitalistes, officiellement ou en tant que touristes. Un plus grand nombre de pays permettent que des étudiants, des chercheurs, des professeurs, des artistes passent même des années à l'étranger : on accepte que les gens aient un emploi à l'extérieur du pays. Ces choses vécues à titre personnel exercent un effet profond sur la population » ( Kornai, 1996 : 502).

Si les relations avec le monde occidental sont plus étendues, il n'en reste pas moins que le Viêt-nam est géographiquement éloigné du monde occidental. Les contacts sont plus difficiles, la minute de communication téléphonique en dehors du pays est facturée 4,50 dollars US. Et si les café-internet se multiplient dans les villes, peu de Vietnamiens y ont accès et le « firewall » mis en place par les autorités empêche la diffusion de certaines informations. Si les Vietnamiens ont une tendance à se méfier des étrangers, le gouvernement renforce cette méfiance et bien sûr son contrôle en exigeant des employés vietnamiens qui travaillent pour des étrangers de venir au poste de police une fois par mois rapporter ce qui se passe dans l'entreprise.

Les voyages à l'extérieur du pays restent réservés à la nomenklatura. Les Vietnamiens commencent à voyager à l'intérieur du pays pour des vacances. Le concept de loisirs se développe petit à petit. Les Vietnamiens voyageaient déjà beaucoup au moment du Nouvel An lunaire (*Têt*) pour aller rendre visite à la famille. Mais de plus en plus, ils voyagent pour le plaisir vers Ha Long, Hoi An ou Saïgon. Certains interlocuteurs vietnamiens qui ont eu l'opportunité de voyager pour leur travail ou leurs loisirs m'ont avoué avoir grandement apprécié la liberté ressentie à l'extérieur du pays. Ils se sentaient plus libres d'agir à leur guise et de ne pas avoir à répondre de leurs actes et de leurs déplacements à leur famille. Certains même ont décidé de changer de vie, de travail et de pays de résidence. D'autres au contraire n'ont rien changé à leur vie. Il est à noter que seuls les répondants célibataires étaient les plus enclins au changement. En effet, au travail comme parfois en dehors du travail ils fréquentent des étrangers. Contrairement aux Vietnamiens mariés employés par des étrangers qui restent en famille en dehors des heures de travail.

En ce qui concerne leur travail, les salariés vietnamiens estiment qu'ils travaillent de longues heures et qu'ils sont peu payés. Une secrétaire vietnamienne peut gagner environ 200 dollars US par mois. Un cadre peut obtenir dans certains cas un salaire avoisinant les 1000 dollars US. Ce qui est peu comparativement aux employés expatriés. De nombreuses responsabilités reposent sur eux : en plus de leurs tâches quotidiennes, ils doivent aussi être l'interprète de leur employeur. Un interprète linguistique mais aussi culturel. En effet, bien souvent ils sont l'interface entre l'employeur et l'administration, les fournisseurs etc... Cette tâche peut devenir très délicate pour eux. Une informatrice me disait combien il lui était pénible de faire constamment l'interface entre sa patronne et le propriétaire de la maison de cette dernière. Non seulement son employeur l'appelait le soir ou le week-end en cas de problème mais elle devait aussi transmettre les doléances à un propriétaire parfois peu réceptif. Travailler pour une compagnie étrangère expose les salariés vietnamiens au regard



de leurs compatriotes. Certains d'entre eux s'entendent parfois reprocher par leur famille et leurs amis les changements qui s'opèrent en eux. Changements de personnalité imputés à la fréquentation d'étrangers.

Les Vietnamiens peuvent aussi reprocher à certains expatriés leur comportement de colonisateurs. En raison de la différence de revenus, des conditions et du soi-disant prestige de l'homme blanc, certains expatriés se permettent d'exiger une totale dévotion de leur part mais qui en retour ne témoigne d'aucun respect, d'aucune considération. Les propos que certains expatriés peuvent tenir (entre eux) à l'endroit des Vietnamiens sont parfois très désobligeants.

Les heures de travail des entreprises étrangères diffèrent de celles des entreprises vietnamiennes et le rythme n'est pas le même. En effet, dans les entreprises vietnamiennes, la journée de travail commence et se termine plus tôt. Et la pause pour le dîner et la sieste y sont plus longues. Les salariés vietnamiens m'ont expliqué que l'adaptation n'est pas toujours facile. En dehors du cadre du travail peu de Vietnamiens fréquentent les étrangers. Les Occidentaux sont aussi perçus comme colériques, peu responsables et pressés. Certains m'ont avoué que leur perception des étrangers avait peu à peu changé. Peu à l'aise au début, certains se sont habitués aux manières de faire des étrangers. D'autres sont mêmes allés jusqu'à changer dans leurs comportements: certains m'ont avoué se mettre en colère ou encore à s'opposer à leur famille.

L'individualisme occidental et la famille sont deux sujets qu'ils abordent volontiers. Pour certains d'entre eux, la déliquescence de la famille occidentale est incroyable et peu envisageable au Viêt-nam. Dans une société communautaire, centrée sur la famille où les cadets prennent soin des aînés, le fort taux de divorce dans les sociétés occidentales les stupéfie. De même quitter la résidence familiale avant le mariage n'est pas envisageable.

Quant au développement des réformes et à la présence des IDE en sol vietnamien, les répondants sont peu bavards. Certes, cela crée des emplois mais il fut très difficile de savoir si les salariés vietnamiens voyaient les réformes politiques d'un bon œil.

Pour conclure, j'ai récemment trouvé un article sur un site internet vietnamien qui se voulait être une réflexion sur l'intégration du Vietnam dans le monde occidental<sup>182</sup>. L'auteur justifie une ouverture nécessaire sur l'Occident en arguant que l'Occident serait un possible contrepoids au pouvoir de son gigantesque voisin : la Chine. Il met aussi de l'avant les démocraties occidentales et des valeurs qu'elles véhiculent.

« La démocratie repose sur le respect de l'autre, qui implique la tolérance, l'acceptation de la différence. Il n'est pas certain que l'éducation traditionnelle au Vietnam aille dans ce sens. Toute notre éducation tendait à nous faire respecter une vérité officielle, dans une société à la hiérarchie. Changer cela, c'est une véritable révolution des mœurs »<sup>183</sup>.

Mais l'auteur sait ménager dans son article la chèvre et le chou :

« Prendre ses distances avec la Chine, c'est adopter des mœurs politiques différentes qui nous rapprochent de l'Occident. (...) Le Vietnamien n'a jamais eu d'antipathie vis-à-vis de l'homme chinois. Ce sont les dirigeants chinois qui ont parfois été assez déraisonnables pour vouloir nous imposer leur volonté, et qui sont même venus chez nous en armes, nous obligeant à nous défendre. Tout au long de son Histoire, la Chine a subi les attaques des Barbares sur ses frontières du Nord et de l'Ouest. Au Sud, le Vietnam pays civilisé lui a assuré une paix qu'elle seule a pris parfois l'initiative de rompre. Il convient que la Chine nous marque sa reconnaissance. La culture chinoise est une grande culture qui reste notre source. Avec l'ouverture à l'Occident, nous allons accepter d'autres apports. (...). S'intégrer à l'Occident, c'est aussi accueillir Mc Donald et le rock . (...) A y regarder d'un peu plus près, on voit cependant la machine commerciale

<sup>182</sup> [http://www.thongluan.org/FR2/Opinion/NghiemPhongTuan\\_LeVNDoitSinteger.htm](http://www.thongluan.org/FR2/Opinion/NghiemPhongTuan_LeVNDoitSinteger.htm)

<sup>183</sup> Voir note précédente.

qui soutient la diffusion de ces produits. Nous voici au cœur du problème que pose la civilisation marchande. Les économistes nous alertent sur le danger d'une recherche de l'intérêt immédiat au détriment des valeurs qui assurent le développement de la civilisation à long terme ».

C'est en partie le paradoxe dans lequel évolue le Viêt-Nam actuellement. Une situation où, aux dires de Vietnamiens eux-mêmes, cohabitent le communisme et un capitalisme sauvage qui tараude une grande partie de la population.

## CHAPITRE 9 : DES CHANGEMENTS SOCIAUX ÉMERGENTS

*«Les temps changent. On ne sait pas quand,  
mais c'est toujours avant qu'on s'en aperçoive ».  
Catherine Breillat*

L'implantation de compagnies étrangères en plus grand nombre a apporté quelques changements dans la société vietnamienne. Sans trop nous étendre sur la globalisation et la mondialisation, le Viêt-nam au travers de sa politique de rénovation s'est quelque peu ouvert sur le monde. Les nouvelles technologies de communications sont venues dans une certaine mesure proposer à une partie de la population de nouvelles façons de faire, de voir les choses. Sur leurs lieux de travail, les salariés vietnamiens en contact avec des étrangers sont devenus plus familiers avec les manières de faire occidentales. Les changements qui s'amorcent timidement au Viêt-nam sont pour le moment le fait d'une minorité d'étudiants ou de salariés des entreprises étrangères. Le contexte politique, la politique de rénovation et une population jeune rendent le changement possible.

En étant en contact avec des employeurs étrangers, les employés vietnamiens deviennent plus familiers avec des cultures différentes, avec des manières de faire et de penser bien souvent à l'opposé des leurs. Et le fait de s'adapter à une entreprise privée étrangère, alors que l'on vit dans une société communiste où le secteur privé est réduit, est un défi pour nombres de salariés. Avec la mise en place de la Doi Moi, le contexte économique et le travail ont changé avec la multiplication des PME et des IDE. Et le concept de « travail » a lui aussi évolué .

« L'intégration progressive du capitalisme a bouleversé ces régulations dans les entreprises obligées de s'inscrire dans un marché interne et externe de concurrence axé sur le bas coût de la main-d'œuvre. Le travail est devenu un réel objet marchand tandis que la pression sur la main d'œuvre s'est considérablement accrue en terme de rythmes, de durée, d'intensité et de qualification » (Bazin & Sélim, 2001 : 129)

Dans un premier temps, nous allons aborder les changements sociaux d'une manière générale. Puis nous verrons les changements subis par les salariés vietnamiens.

### 9.1 LES CHANGEMENTS SOCIAUX

Avec une ouverture sur l'économie de marché, l'épargne est sortie de dessous les matelas. Il n'était plus honteux ou dangereux d'avoir de l'argent. Les années difficiles semblent bel et bien terminées. Alors dans un contexte de réformes plus libérales, les Vietnamiens se lancent dans les affaires. Avec le boom des petits commerces et du secteur tertiaire et les réformes économiques, on voit apparaître un nouveau phénomène : la consommation. Les biens de consommation se multiplient sur les marchés et dans les boutiques. Les marchés de tissus sont bien achalandés, les produits de beauté coréens envahissent les supermarchés d'État; et dans la rue, les Vietnamiens et les Vietnamiennes ne s'habillent plus en kaki. Afficher des signes extérieurs de richesse est maintenant acceptable voire souhaitable. La création de petits commerces ou de plus grosses compagnies est florissante, l'achat de voitures comme véhicules personnels se multiplie. Chaque famille ou presque possède une télévision. Le climatiseur est un signe de richesse tout comme le téléphone cellulaire. La position sociale, le statut social sont primordiaux au Viêt-nam. Et la reconnaissance de ce statut peut passer par la possession d'une moto.

*« Il y a dix ans tout le monde avait des vélos. Il y avait peu d'autos et de motos. Tous les étudiants allaient à vélo. J'ai fait des économies et j'ai acheté une moto à crédit mais pas avec un crédit bancaire. C'est mon cousin qui me l'a revendue pour 500 US\$. Chaque mois, je lui payais 100*

*§US. C'était un moyen de passer de l'école au travail. Au début, il y avait de la jalousie. Je ne veux pas en parler... » (Minh, Commercial, 1999).*

Une moto neuve coûte environ 3000 USD mais il est courant de voir dans les rues de Hanoi, de nombreux Vietnamiens au volant de scooters pouvant atteindre jusqu'à 6000 USD. Un marché parallèle de véhicules s'est développé : il existe un réel trafic de motos qui fait chuter les prix. Cela consiste à importer en fraude au Viêt-nam des motos qui, par la suite, seront revendues moitié prix. Ce trafic entraîne la faillite d'un certain nombre de concessionnaires « légaux ». Le phénomène de contrebande est vraiment très étendu non seulement en termes géographiques mais aussi en termes de variété d'objets.

Corollairement au développement d'une société de consommation, le concept de loisir commence timidement à se développer mais pas encore celui de confort intérieur. Les plus riches prennent des vacances et voyagent, ils vont dans des clubs de sport. Les habitudes de consommation changent. En ville, la population semble mieux nourrie : les marchés sont plus achalandés de jours en jours. Les plus favorisés sortent danser dans des discothèques modernes, qui n'ont rien à envier à celles de Bangkok en termes de matériel électronique, d'éclairage et de décibels, et dont les propriétaires sont des investisseurs vietnamiens. Le Viêt-nam comme d'autres pays a sa jeunesse dorée, fils et filles issues de la nomenklatura et des nouveaux riches.

Travailler pour des étrangers peut signifier gagner au minimum quatre fois plus que le salaire moyen. Ainsi, une partie du salaire peut revenir à la famille. Certains jeunes salariés aident leurs proches : frères et sœurs ou parents, surtout s'ils résident encore avec eux. La résidence reste patrilocale pour le fils aîné qui doit prendre soin de ses parents.

*« Avant mon mariage, tout l'argent que j'économisais, je l'ai donné à mes parents. C'était un petit cadeau pour eux. Pour acheter une maison et une*

*moto. Comme je n'ai pas d'enfants, je n'ai pas pensé économiser pour eux » (Thuy, secrétaire, 1999).*

Peu nombreux sont les jeunes Vietnamiens non mariés qui choisissent d'habiter en dehors de la maison familiale.

*« Des Australiens m'ont proposé de partager leur maison. Mais la maison était bien trop chère. Alors on a pris un troisième colocataire. Mes amis vietnamiens me disaient que ce n'était pas bien de faire ça. Au début; on s'est engueulé un peu. Chaque week-end je revenais chez mes parents. Chaque mois, je leur donnais une sorte de « cotisation », ils ne me le demandaient pas. Mais je me sentais obligé de le faire. Je leur donnais 100 USD. Ils n'ont pas de problèmes financiers. J'ai un seul frère. Il est très conservateur, plus traditionnel, plus lié à mes parents. Il vit encore avec eux et n'est pas marié. Je suis retourné chez mes parents pour des raisons financières et j'y habite toujours. C'est une grande maison confortable mais psychologiquement c'est la maison de mes parents. Je ne me sens pas à l'aise. Chaque mois, je donne toujours de l'argent à mes parents». (Minh, Commercial, 1999).*

Le carcan familial peut être très lourd pour certains :

*« Dans la famille vietnamienne, les parents ont pour obligation de nourrir et éduquer les enfants. Ils te donnent le chemin à suivre. Il n'y a pas d'initiatives possibles. Je déteste être bloqué, je veux faire ce que je veux. Mes parents ont toujours voulu m'imposer des choses mais j'ai toujours refusé. Je veux travailler pour pouvoir faire ce que je veux. Je fais mes études mais je travaille en même temps. Mais eux ne voulaient pas. » (Minh, Commercial, 1999).*

Au paragraphe 8.3, nous avons parlé d'un paradoxe existant au Viêt-nam celui de la cohabitation du communisme et du capitalisme sauvage. Un autre est aussi très présent, c'est l'individualisme et l'idéal de communautarisme véhiculé par les autorités et la population elle-même. Dans un pays en guerre pendant plus de 50 ans, le chacun pour soi est bien souvent la norme.

## **9.2 PRODUCTIVITÉ, RENTABILITÉ ET TRAVAIL SALARIÉ : LES CHANGEMENTS OBSERVÉS DANS LES MANIÈRES DE TRAVAILLER ET DE PENSER.**

Avec l'ouverture au capital étranger, de nouveaux concepts sont apparus tels que la performance, la productivité ou la responsabilité. De nouveaux concepts qui remettent en cause beaucoup de choses pour les salariés vietnamiens. Les relations hiérarchiques avec les supérieurs, entre Vietnamiens ou entre étrangers et Vietnamiens, sont ébranlées par les changements.

*« Respected people are being challenged and they have never been before. It is very threatening and troubling. They do not like to be questioned about the law and be contradicted » (Michael, Lawyer, 1998).*

Ces changements remettent en cause l'idéologie communiste car l'ouverture semble être ni plus ni moins qu'un aveu d'échec du socialisme ou du développement dans un cadre de pensée socialiste. Lors des entrevues effectuées auprès d'employés vietnamiens, nous avons remarqué que certains d'entre eux reprochaient aux autres employés vietnamiens les mêmes choses que les employeurs étrangers (uniquement dans des entreprises privées).

*« Depuis que je travaille avec des étrangers, il y a des choses qui m'énervent chez les Vietnamiens. A chaque fois que tu vas dans une administration ils ne font rien, ils jouent avec leurs ordinateurs! » (Van, Manager, 2000).*

Une jeune femme interrogée m'a dit qu'elle s'était vue contrainte de licencier un employé après quelques semaines car il ne faisait rien, arrivait en retard, ne se lavait pas et dormait au bureau. La sieste est une tradition au Viêt-nam. Dans la plupart des entreprises vietnamiennes, les employés font la sieste entre 12h et 14h dans leur bureau quand ils ne peuvent rentrer chez eux. Ils s'installent sur les bureaux, les chaises, des nattes. Bien souvent, les entreprises étrangères ne tolèrent pas cette pratique habituelle.

Certains salariés vietnamiens, après une certaine période, avouent avoir commencé à agir comme leur patron :



*« Quand j'ai commencé à travailler avec mon patron c'est très difficile à cause de la différence de cultures. J'ai même eu envie d'abandonner. Puis j'ai compris que c'était la différence culturelle. Par exemple, les Vietnamiens ne s'énervent jamais (même s'il y a quelque chose de très embêtant). Quelle horreur avec lui! Il tapait sur le bureau et jurait. J'étais insultée puis j'ai vu qu'il faisait ça avec tout le monde. Puis après c'était tout. Ça ne se fait pas au Viêt-nam ou après ça reste avec toi. Mais j'étais sa secrétaire personnelle. Maintenant, je travaille avec des gens qui ne s'énervent pas. Des fois, je m'énerve aussi comme ça, ça me calme. C'est une très mauvaise habitude que j'ai prise des Français. Au bout de deux mois, j'ai appris à m'énerver. Je m'énerve aussi avec des Vietnamiens mais pas trop souvent! Ils me le font remarquer. Si je m'énervais dans la rue, tout le monde me regarderait » (Thuy, secrétaire).*

Les relations entre les étrangers et Vietnamiens sur le lieu de travail peuvent comme dans nombre de pays être bonnes ou mauvaises.

*« Certains de mes collègues sont gentils, il n'y a pas de problème. Mais il y en a un qui a un comportement colonial. Il pense que les Vietnamiens sont stupides et il nous traite mal. Il a un sentiment de supériorité. Mais en général, les Japonais favorisent la coopération. Ils savent qu'ils sont dépendants des Vietnamiens pour travailler ici. Alors ils n'essayent pas comme les Français et les Australiens d'imposer leur façon de faire. Ils ne disent pas c'est la « Japanese way » et il faut faire comme ça. Ils ont compris comment faire. Les Japonais sont très administratifs, il faut des papiers pour tout! » (Van, manager).*

Dans mes différents contacts avec des Vietnamiens, nombre d'entre eux, au contraire du témoignage précédent, m'ont fait part du fait que les employeurs asiatiques (coréens, japonais, taiwanais) étaient peu appréciés par les employés locaux. On me les décrivait comme cruels et surtout, selon les Vietnamiens, ils les considéraient comme des êtres inférieurs.

Dans certains cas, des liens se sont créés entre employeurs et employés, particulièrement avec des employés de maison. Probablement en raison d'un rapprochement, d'une proximité avec les membres de la famille.

*« I have a good relationship. I love them, I like them. They are good with me. I think the foreigners have a polite way to tell things. They are always gentle. I try to do my best for them. I take care of them. I think I can tell them a lot of things » (Phuong, femme de ménage).*

Le fait de travailler pour des étrangers peut mettre les employés vietnamiens dans des situations où les requêtes peuvent être quasi-constantes. La famille, les voisins peuvent à tout moment demander de l'aide, qu'elle soit financière ou non.

*« On me demande des services parfois. Si je ne peux pas, j'explique. Souvent c'est des questions de visas et je dis que ce n'est pas mon service » (Thuy, secrétaire).*

Certaines ambassades ont mis un employé occidental au service des visas pour éviter les problèmes.

Les disparités salariales entre les salaires dans les entreprises à capital étranger et entreprises locales peuvent entraîner non seulement de la jalousie mais encore faire que les salariés soient sollicités par la famille pour des prêts. Ainsi, un informateur s'est vu littéralement harcelé par la belle-famille d'un de ses frères pour un prêt de plusieurs milliers de dollars. Après plusieurs semaines de harcèlement, il finit par céder tout en m'avouant qu'il ne récupérerait jamais l'argent. Mais vis-à-vis de son frère il n'avait pas le choix. Et de nombreux jeunes Vietnamiens travaillant pour des compagnies étrangères aident financièrement leur famille.

*« J'aide mes parents. Je ne suis pas obligé mais je le fais. Mon père gagne dix fois moins que moi. Au début cela posait des problèmes mais maintenant beaucoup moins. Il est communiste: il a 25 ans de parti communiste. Il travaille au Ministère de l'Industrie. Au début, moi je travaillais à l'Université et mon père voulait que je reste là-bas. Car ici ce n'est pas bien vu de gagner de l'argent. Ma famille ne m'en demande pas. Si je voulais, comme mon père part à la retraite l'année prochaine, je*

*pourrais reprendre sa place. Si quelqu'un veut prendre sa place, il doit payer. Mon père pense que c'est pas correct bien sûr mais c'est comme cela que les choses se passent maintenant! » (Van, Manager).*

Les jeunes femmes vietnamiennes sont souvent préférées par les compagnies étrangères pour leur compétence et leur sérieux. De plus, elles ont souvent étudié en Langues Etrangères ce qui les rend plus qualifiées pour certains postes. Celles qui travaillent pour des étrangers se retrouvent non seulement face à de nouvelles manières de faire mais aussi face à une autre culture. Dans les paragraphes qui suivent je vais essayer de dépeindre la situation des femmes vietnamiennes à l'heure actuelle.

### **9.3 DES CHANGEMENTS APPARAISSENT POUR LES FEMMES VIETNAMIENNES**

#### **9.3.1 Les Vietnamiennes et le travail salarié**

Comme nous l'avons vu plus haut, la situation des femmes au quotidien n'est pas toujours enviable. L'article 9 de la Constitution de 1946 stipule que « les femmes sont les égales de l'homme en tous points »<sup>184</sup>, mais elles gagnent généralement moins que les hommes pour un travail équivalent ou supérieur. Certains hommes exerçant bien souvent des métiers prestigieux comme directeur d'usine, de compagnie d'État, fonctionnaire ou professeur, ont des salaires insuffisants pour faire vivre la famille. Alors leurs épouses décident parfois de s'installer un petit commerce, la plupart du temps, un petit restaurant de rue, sur le trottoir sans autorisation (elle devra négocier régulièrement avec la police pour rester là et aussi pour s'y installer). Et c'est elle qui rapportera assez d'argent à la maison pour subvenir aux besoins de la famille. Les femmes n'hésitent pas non plus à aller travailler pour des étrangers.

*« I have to do a lot. I can make more money. I feel happy when I try to work hard. The timetable is always full: overwork, overtime. You work a lot but you have a lot of money. For a Vietnamese company you don't*

---

<sup>184</sup> UNDP, 2000.

*work a lot and you have lot of free time. And you don't have a lot of chance to get more knowledge » (Phuong, femme de ménage, 1999).*

Travailler pour des étrangers a entraîné des changements dans le quotidien pour un certain nombre de Vietnamiennes. D'abord, très rapidement sur le terrain, les employeurs étrangers ont fait une nette différence entre les employés et les employées. Lors des entrevues, leurs premiers commentaires : les femmes sont de bien meilleures employées que les hommes :

*« - Women are far better than the men. Give me women all the time. The men are lazy, arrogant. The best managers I have are women without the shadow of a doubt... I think part of this nepotism, cronyism, it's very much...more the men who are involved in this. The sons and brothers get important jobs, just sit around, doing nothing all day. And the women do all the work.*

*-Do they get respect from their men colleagues?*

*No. We have a director who is a woman. In fact our chairwoman is a woman. (...) She is actually the daughter in law of Mr. "X", so in some ways she has some respect. (...) In the brewery we have 4 to 6 women. Again the best worker»*

*(Daniel, Directeur, Entreprise 11).*

Selon les patrons étrangers, les femmes seraient plus disposées à apprendre:

*« In February, we will have 10 Vietnamese employees. All under 34 years old. One is 48 years old. More Vietnamese women. I agree that they are easier to work with...Men don't want to learn so much»*  
*(Timothy, General Manager, Entreprise 13).*

Plusieurs autres m'ont affirmé la même chose. Les hommes sont selon eux trop arrogants, trop fiers et parfois trop paresseux. Les hommes se basent trop sur leur statut pour obtenir un travail et le respect (Michael, Entreprise 2). A tel point que dans l'entreprise 2 tout le personnel est féminin. Ils ont fait plusieurs tentatives pour recruter des hommes mais leurs efforts ne furent pas couronnés de succès. Selon notre informateur :

*« - Women are much more serious, polite and careful in answering the questions they're being asked »  
(Michael, Lawyer, Entreprise 2) .*

Et à propos des hommes, il ajoute qu'ils ne savent pas résoudre un problème et ont plus facilement recours à leur réseau de relations. Finalement, que :

*« - they're expecting not too work very much »  
(Michael, Lawyer, Entreprise 2).*

Pour un autre, il est plus facile de travailler avec des femmes car elles sont réputées plus compétentes, plus méticuleuses etc... Il considère que les femmes « sont souvent des chefs au Viêt-nam ». Et que cela ne pose pas de problème aux hommes car dans le Nord ils sont moins « machos » que dans le Sud. Et il ajoute que depuis 1954, les femmes ont eu la part belle. Elles furent à l'honneur avec « les veuves héroïques », donc une femme qui a un poste de pouvoir est bien acceptée (Jacques, Chef de chantier, Entreprise 4). Pourtant, la société vietnamienne est toujours une société patriarcale.

*« I think also in Vietnam women have a tradition of management, especially in the South. Or even in the North... During the war years, the men were off fighting and the women stayed behind to run businesses. There are a number of major even stated-owned companies in Vietnam run by women. Southern Food Corporation in the South is run by a woman... which is the big rice trading company. Also Vinamilk, the general director, the deputies are women. This company called RE: Refrigeration Electrical Company was the first equitized company. The general director is a woman, and she's been with the company 3 years. And I think she's one of the best managers in Vietnam»  
(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).*

Notons qu'en terme de statut de la femme, les pays occidentaux font sombre figure aussi. Peu de femmes sont nommées à des postes de direction

dans de grandes entreprises ou simplement à des hauts postes de direction au gouvernement.

### **9.3.2 Le rôle traditionnel de la femme vietnamienne freine encore le processus d'égalité.**

Les femmes sont donc préférées par les employeurs étrangers lors d'entretiens d'embauche. En dépit de cela, il reste que dans la plupart des cas, la femme est considérée comme un être inférieur socialement.

*« Ce qui est difficile pour moi c'est d'éviter que les hommes vietnamiens traitent les femmes vietnamiennes comme des inférieures. Moi je suis à part, je ne suis pas Vietnamienne. Ils me traitent comme une étrangère : pas comme une femme, pas comme un homme.(...). Il y a quatre sexes au Viêt-nam : femme vietnamienne, homme vietnamien, femme étrangère et homme étranger. La différence entre vietnamien et étranger est si grande qu'être un homme ou une femme, ça ne fait absolument pas de différence » (Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

Mais elle rencontre certains problèmes à cause du fonctionnement des relations entre hommes et femmes au Viêt-nam :

*« J'ai des difficultés différentes. En général, les femmes manquent de confiance et d'initiative. Si je demande une tâche à une femme, par exemple de téléphoner à un homme pour lui demander quelque chose, elles ont peur de le faire. Le problème est plus grand chez les femmes plus âgées, il n'y a pas de problème avec les jeunes femmes » (Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

Traditionnellement, une femme doit obéir à son père et à son mari. Même si les femmes sont respectées et bien considérées des inégalités restent flagrantes. Mais le gouvernement s'engage dans un processus d'égalité :

*« Women's right and gender equality are embedded in many of Viet Nam's government policies, including its constitution. The Government of Viet Nam put in place various institutional mechanisms to implement gender equality policies, such as the National Committee for the Advancement of*

Women. The recent decision of the Prime Minister approving a Strategy for the Advancement of Women to the year 2010 demonstrates the Government's ongoing commitment to the long-term process of achieving gender equality. Nevertheless, persisting traditional practices and attitudes prevent Vietnamese women from enjoying equal rights. At times implementation barriers impede progress in achieving gender equality. (...) However, there remain many areas where women and girls are still at a disadvantage compared to men or boys. Continued targeted efforts are required to sustain as well as further improve the situation of women and girls in Viet Nam » (UNDP, 2002, foreword).

De même, comme il est dit au chapitre 2, les règles sociales établissent qu'il est préférable qu'une jeune femme soit mariée avant l'âge de 25 ans. Certaines n'ayant pas trouvé de prétendant qu'elles aiment vraiment épousent un jeune homme de leurs amis ou un jeune homme trouvé par leur famille. D'autres, ne voulant pas se marier, sont pourtant obligées de le faire pour leur famille, en raison de la pression sociale<sup>185</sup>. Et cette pression sociale vient contrebalancer le fait que constitutionnellement les femmes sont les égales de l'homme. Elles ne peuvent l'être si les hommes quant à eux ne font face à aucune pression pour prendre épouse. Par conséquent, si vous n'êtes pas mariée à 25 ans, la plupart des Vietnamiens considèrent que vous devez « avoir un problème » pour qu'aucun homme ne veuille de vous. Les mariages sont par conséquent souvent arrangés et là le patrimoine des deux familles entre en ligne de compte. Une jeune femme sans patrimoine ou avec un handicap aura peu de chance de trouver un mari (et ce comme dans beaucoup d'autres pays).

*« On a un gardien de nuit ou plutôt une gardienne. Elle a 43 ans, vend du thé dans la journée et la nuit vient dormir ici. Il faut garder contre les voleurs mais aussi contre les rats. Quand c'est habité, il n'y a pas de rats. Elle n'a pas peur des voleurs, elle n'a peur de rien. Elle a 43 ans, elle n'a qu'un pied. Elle a fait la guerre (contre le Cambodge). Elle n'a pas de famille car elle n'a qu'un pied et donc n'a pas pu trouver de mari. Et elle est trop pauvre aussi donc elle n'a pas de mari »  
(Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

La famille est, je l'ai dit, le pilier la société vietnamienne. Avoir des enfants est ce qu'il ya de plus important. Et la femme vietnamienne est avant tout une mère. Une fois mariées, les femmes doivent penser à avoir une famille. Des statistiques réalisées récemment montrent que de nombreuses naissances surviennent environ 7 mois après le mariage, ce qui remet en question les tabous de virginité avant le mariage. Et certains employeurs avouent rechercher des employés hommes car ils ne demandent pas de congé de maternité.

*« The fact is you would probably prefer more men than women. Simply because women in this society tend to get married and get pregnant. And have children. So that you have more women than men, you're gonna have a problem because....(...) I think just from a practical point of view. You know if you have too many women it can be disruptive to your business. You know you gotta have some balance »*  
(Alexander, Country Manager, Entreprise 8).

La plupart des Vietnamiennes qui travaillent pour des étrangers sont, selon certaines d'entre elles, bien mieux traitées que si elles travaillaient pour des Vietnamiens. Mais d'autres avancent que les Américains les traitent mieux que les autres.

*« I don't think it's because of the pay. But it's just the atmosphere... you know the quality...how the US companies treat them. They treat them very well. With respect. There's no harassment like in French or German Companies. You should talk to some employees of Japanese, Korean or Taiwanese companies. The culture thing: the Japanese control their employees. It's a lot stricter...they get more out of their employees. (...) The way the Japanese treat people: they feel superior »*  
(Hung, Directeur, Entreprise 6).

Sur le terrain, j'ai peu entendu parler de harcèlement de la part d'employeurs étrangers. Harcèlement dont je ne mets pas en doute l'existence. A l'inverse, j'ai aussi entendu parler du harcèlement que subissaient certaines

---

<sup>185</sup> Tu, 40 ans, secrétaire.



jeunes femmes travaillant pour des employeurs vietnamiens. Certains hommes se sentant supérieurs, ils se permettent certaines libertés.

*« Pour les hommes c'est un problème de politesse. Ils ne sont pas aussi polis qu'ils devraient l'être avec certaines clientes ou journalistes. Mon partenaire traite une journaliste comme une femme vietnamienne » .  
(Linda, Directrice-adjointe, Entreprise 5).*

Ce qui laisse supposer encore une fois que la femme vietnamienne est encore loin d'être l'égale de l'homme. Et comme nous l'avons dit plus haut, les femmes sont souvent moins bien rémunérées que les hommes et effectuent des tâches rébarbatives.

« A real wage gap persists between men and women. The real average hourly wage women receive (2,266 dong) is only 78 percent of the hourly wage earned by men (2,900 dong). Women receive lower wages for the same type of work as men. For example, in agricultural work, which constitutes 42 percent of all waged jobs in rural areas, women's hourly wage is only 73 percent of men's. Women are also concentrated in lower skills professions such as teachers and manual workers, and are less likely than men to be found in senior management positions. (...) In all sectors, across all locations, men report higher average wages than women, except in the administration sector within rural locations. (...) Women are concentrated overwhelmingly in teaching professions, while men exhibit a far more balanced participation in various occupations » (UNDP, 2002 : 12).

De plus, leur charge de travail est accrue dans la mesure où ce sont elles qui doivent aussi tenir la maison.

« Men and women record similar amounts of hours spent in income-generating work. However, women spend almost twice as much time as men undertaking housework, completing household chores for which they are not remunerated. As a result, women consistently work significantly more hours than men at each point in the life cycle. Their leisure hours therefore are substantially less than those of men. Between the ages of 25-64 years, a women spends on average, 13,6 hours a week in housework, compared to a man who contributes 6 hours a week to household chores » (UNDP, 2002 : 8).

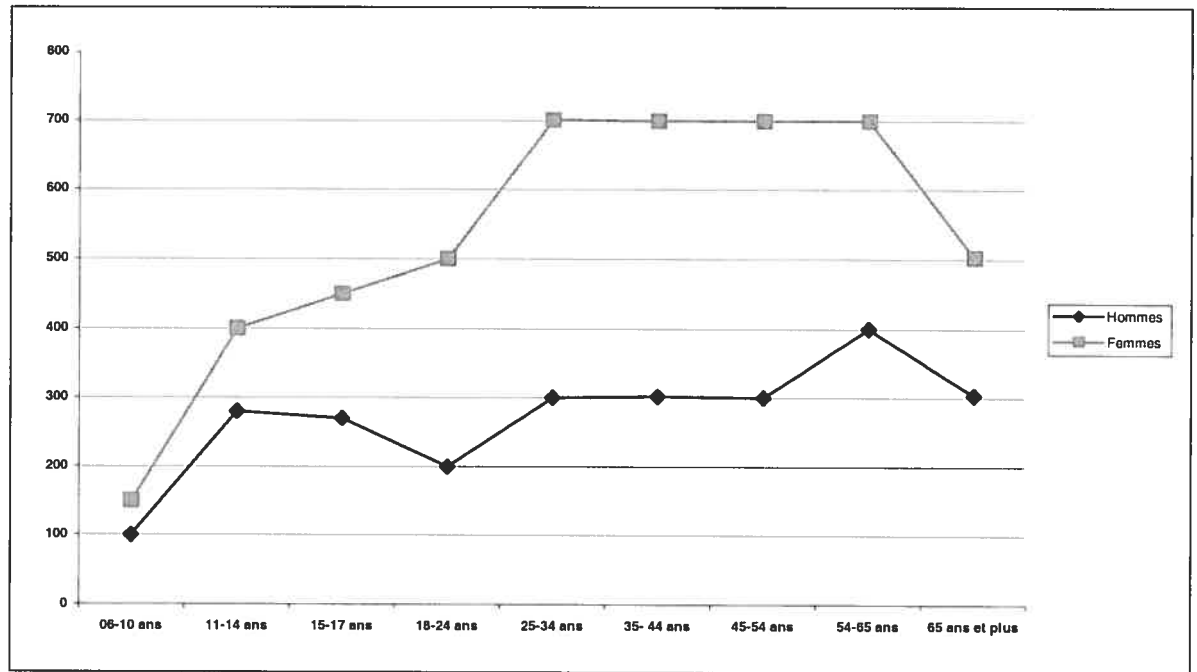


Figure 7 : Heures moyennes de travail domestique, homes et femmes, 1997-1998. source : « Gender Differences in the Transitional Economy of Vietnam » (UNDP, Hanoi, 2002)

Pourtant certains hommes participent donc aux tâches ménagères comme les maris de certaines de mes informatrices.

*« He can help me with the cooking. I don't want my daughter to have no mother, no father. I study, so he does some housework. He never complains. We are very equal. When I'm busy he does » (Phuong, 29 ans, femme de ménage).*

*« Dans la tradition, la femme doit servir les hommes. Le mari qui invite ses amis et c'est la femme qui fait la cuisine, sert et fait la vaisselle. Malgré tout cela, c'est la femme qui dirige dans la maison, qui prend la clé en fait. Quand la femme s'énerve alors il fait attention. C'est très contradictoire. Elle a un poids assez magique finalement. Devant les amis, la femme fait toujours semblant qu'elle obéit à son mari » (Thuy, 25 ans, secrétaire).*

Thuy me racontait que le mari de l'une de ses amies accepte de tout faire à la maison sauf quand il y a quelqu'un d'autre avec eux. Quand ils n'ont pas

d'invités alors il se charge de tout. Certains jeunes hommes vietnamiens se rendent compte de la situation de la femme :

*« Ici avant le mariage les Vietnamiens sont romantiques mais après c'est terminé. La femme reste à la maison. C'est comme une clé, on l'a dans la poche et elle ne bouge plus. L'homme va boire des bières avec ses amis, quelquefois il va au karaoké et la femme reste à la maison. Les seules qui travaillent ici ce sont les femmes. C'est les femmes qui ramassent les ordures, font les routes, vendent les fruits etc... Les marchandes de fruits gagnent difficilement 10 000 VND par jour. Sur les chantiers les femmes gagnent 20 000 VND de la journée, et les hommes au moins 30 000VND ! Ma belle-mère travaille beaucoup, elle fait la cuisine, le ménage et lave les vêtements de trois hommes. Elle ne sort pas beaucoup de la maison. Je dis à mon père de l'emmener avec lui mais il ne veut pas » (Van, 29 ans, manager).*

La société vietnamienne est très hiérarchisée, nous l'avons expliqué préalablement. Cette hiérarchie se ressent aussi sur le lieu de travail.

*« Il existe toujours une hiérarchie, héritée probablement de la hiérarchie confucéenne. Le chef doit se comporter comme un chef et un ouvrier comme tel. Il y a un certain respect et ils apprécient que tu parles avec eux. Tu as d'autant plus de respect que tu parles vietnamien. Dèjà ils ne plaisantent pas à ton sujet en ta présence. Les relations sont meilleures » (Jacques, Chef de chantier, Entreprise 4).*

*« Mais on a des gros problèmes avec la main-d'œuvre. C'est la plus compliquée à gérer. Et trouver un encadrement n'est pas facile. Il faut trouver des Vietnamiens qui parlent une langue étrangère, qui savent s'organiser. Et bien souvent ce sont des jeunes. Il y a donc des problèmes avec les plus âgés lorsqu'il s'agit de se faire respecter des plus vieux » (Paul, Directeur, Entreprise 1).*

*« Managers listen to each other more than to staff » (Anh, secrétaire).*

Le fait que les femmes soient de plus en plus nombreuses à travailler pour des étrangers et qu'elles soient « préférées » pose problème aux hommes. Le système patriarcal est remis en cause.

*« It's tough for guys to adjust to the system : they have to justify their opinion, and their status doesn't mean everything anymore. Vietnamese society is still male-oriented but women are present. Women are more flexible because they always had to work to get something. They have to adjust too. But it's easier for them to adjust because they always had to do so. They never get anything because of their status »  
(Michael, Avocat, Entreprise 2).*

La place des femmes dans la société vietnamienne est en train de changer sensiblement et irrémédiablement, ceci en partie à cause de l'influence des IDE.

*« They gain financial independence, status, recognition and have a career » (Michael, Avocat, Entreprise 2).*

Cet informateur cite aussi l'exemple d'une avocate de 27 ans, qui travaille pour leur société d'Ho Chi Minh Ville et qui maintenant a la possibilité d'acheter des actions dans la société. Et son travail a incontestablement des effets sur sa famille, sur son statut parmi ses frères et sœurs car c'est elle qui paye pour leurs études. Dans un spectre plus large, les changements s'opèrent aussi dans les communautés vietnamiennes de l'étranger. Selon lui, dans la communauté vietnamienne de Californie, beaucoup de femmes sont de mieux en mieux éduquées et ne trouvent pas de maris vietnamiens. En effet, les hommes préfèrent se marier avec des mexicaines car ils préfèrent être respectés plutôt que d'avoir une femme éduquée<sup>186</sup>.

Cependant, les changements qui s'amorcent sont encore timides. Non seulement en raison du peu d'ouverture du pays sur l'extérieur<sup>187</sup> et de l'emprise du gouvernement, mais aussi en raison des rôles traditionnels attribués aux femmes et aux hommes.

---

<sup>186</sup> Michael, avocat; Sophie, secrétaire.

<sup>187</sup> Ouverture qui va en augmentant.

« Viet Nam is a country in which gender roles are in transition. Gender stereotypes and gender values in Viet Nam have changed little from earlier decades or centuries, although what women do as part of their daily tasks has changed dramatically in recent years. Juggling these multiple, and sometimes contradictory expectations, has created new stresses for the younger generations of Vietnamese women. The present full-time productive workloads of women are conflicting with traditional roles and values causing anguish and confusion for many women trying to fulfil all expectations of themselves » (UNDP, 2000: 3).

Ce virage dans les rôles attribués aux hommes et aux femmes a, sans aucun doute, une influence sur le quotidien et les relations entre les deux genres. En 1999, la Banque Mondiale a produit un rapport sur la violence conjugale au Viêt-nam, qui fait état de la situation dans le pays. La violence conjugale est un phénomène difficilement mesurable. D'abord parce que la notion de violence et d'abus inexcusables varie d'une personne à l'autre. Ainsi, les conflits occasionnels sont perçus comme partie intégrante de la vie familiale. Beaucoup de Vietnamiens et de Vietnamiennes voient les emportements d'un mari comme une fonction normale du rôle de chef de famille et d'éducateur de sa femme et de ses enfants.

La violence conjugale existe en raison des attitudes profondément ancrées relatives aux rôles, aux responsabilités et aux traits de caractère des hommes et des femmes attribués socialement et culturellement. Il est généralement admis que les femmes sont responsables du maintien de la paix et de l'harmonie dans la famille. Dans les relations familiales les femmes sont considérées comme les subordonnées des hommes. Inversement, les hommes sont vus comme des êtres colériques ayant moins de contrôle émotionnel; traits de caractère qui sont exacerbés par la consommation d'alcool. Cette consommation d'alcool est une caractéristique masculine parfaitement acceptée. Elle est perçue comme une partie nécessaire du rôle social de l'homme.

« Severe violence is considered socially unacceptable throughout Vietnam. When violence occurs, however, this study shows that both women and men often view it as the woman's fault, and believe the man to be justified in hitting his wife. Violence is considered illegal and socially unacceptable only when a woman is deemed 'innocent' of wrongdoing » (The World Bank, 1999 : i)

La consommation d'alcool est un thème récurrent dans le discours des femmes. La plupart des hommes disent boire en raison du harcèlement que leur font subir leurs épouses. Ils estiment que leurs femmes devraient être plus patientes avec leur consommation d'alcool. L'alcool n'est cependant pas le seul responsable de la violence conjugale. La Banque Mondiale a récemment remarqué qu'elle diminuait légèrement dans les zones urbaines et les causes seraient les suivantes :

« (...) it is also believed that disputes between spouses are exacerbated by men frequenting *bia om*<sup>188</sup> or "hugging bars", and massage parlours. Urban men also have greater access to pornographic videos. Some informants linked these developments to men placing greater sexual demands on their wives » (The World Bank, 1999 : i).

Les « *bia oi* » sont d'autres endroits où l'on consomme de la bière. La clientèle y est presque exclusivement masculine ( on peut y voir aussi quelques femmes). Mais ils sont différents des « *bia om* » précédemment cités, ce sont de simples bars. Etre capable de boire de grandes quantités d'alcool est vu comme un signe de virilité<sup>189</sup>. Cependant, selon une enquête récente du NCFAW<sup>190</sup> les perceptions de ce que doit être l'homme idéal différent chez les hommes et les femmes.

---

<sup>188</sup> En italique dans le texte.

<sup>189</sup> A ce propos, les contrats se signent souvent lors de repas d'affaires bien arrosés au cognac, à l'alcool de riz ou autres alcools. De nombreux étrangers et Vietnamiens m'ont raconté que ces repas étaient très éprouvants dans la mesure où on les faisait boire et qu'ils ne pouvaient refuser. Un refus de boire est un véritable affront au Viêt-nam. La tactique habituelle, si je puis dire (c'est devenu un jeu de soûler des étrangers), et de faire « tram van tram » c'est-à-dire 100% ou « cul-sec » avec l'invité. Seulement l'invité doit répéter ça avec chaque Vietnamien. S'ils sont 20 alors il devra faire « cul-sec » avec chacun d'eux!

« While men perceived the ideal man as a person earning lot of money for his family, women- particularly young women, considered the ideal man as a good father and husband who loves, understands and supports his wife actively » (UNDP, 2000 : 3).

Enfin, on a constaté que dans les maisonnées où les époux ont un salaire et décident en commun des dépenses, le niveau de violence conjugale est inférieur. La violence conjugale est encore un sujet tabou, peu évoqué par les médias et les journaux. Ce qui pourrait avoir pour conséquence une augmentation de celle-ci.

#### 9.4 LES “MAUX SOCIAUX” ET LES CHANGEMENTS SOCIAUX.

Les changements effraient. C'est pourquoi lorsqu'ils sont trop rapides et difficiles à gérer, les autorités ont tendance à les rendre responsables de toutes sortes de problèmes : corruption, prostitution, consommation de drogue, perte de la piété filiale ou la déliquescence du tissu social. Ainsi, les autorités vietnamiennes identifient souvent les maux sociaux comme des conséquences de l' « occidentalisation » du pays. Or des problèmes comme le jeu, la drogue et la prostitution ne sont pas apparus avec la *Doi Moi* et l'ouverture du pays à une économie à orientation socialiste. Des problèmes comme le jeu, les dettes familiales et la consommation de drogue sont autant de facteurs créateurs de disputes au sein des familles vietnamiennes. Le jeu peut atteindre des proportions impressionnantes. Au moment du Nouvel An Lunaire (Têt), beaucoup de Vietnamiens passent leurs congés à jouer, en famille ou non, pour de l'argent. Certains vont même jusqu'à jouer leur moto et même leur maison. On parie sur tout. Il y eut même un projet de construction d'Hippodrome à Hanoi, une joint-venture franco-vietnamienne de plusieurs millions de dollars. Le projet a obtenu

---

<sup>190</sup> National Committee For the Advancement of Women.

sa licence, avait un partenaire mais depuis les choses n'ont pas avancé. On peut même dire que l'Hippodrome est, à ce jour, totalement oublié.

Les problèmes de drogue ont aussi pris de l'ampleur. Officiellement, les autorités vietnamiennes estiment à 101 000 le nombre de drogués (Cohen, 2001c). Personne ne connaît réellement les chiffres exacts et ceux-ci augmentent en raison du prix dérisoire de l'héroïne (50 000 VND soit \$ US 3.45) la dose. Les drogués sont aussi de plus en plus jeunes. Les autorités ont créé des Centres de rééducation avec des dortoirs pour les jeunes de 12 à 17 ans. Et la presse a même fait un reportage sur les chauffeurs de taxi de Hanoi qui prennent de la drogue pour pouvoir supporter les horaires de travail.

L'adultère semble assez répandu parmi les hommes. Dans certains cas, l'adultère est lié à la fréquentation du *bia ôm*<sup>191</sup>. Les Vietnamiens peuvent aussi avoir une maîtresse ou une seconde femme. Là encore, la faute est rejetée sur la femme :

« Women interviewed attributed these practices to a woman's inability to produce a son, or to her failure to please her husband sexually. Most women felt that they had no right to say no when their husbands asked for sex, and viewed sex as his right » (The World Bank, 1999 : ii).

Le divorce est encore peu fréquent et mal accepté. Et beaucoup de Vietnamiens seront fiers de vous dire que le taux de divorce au Viêt-nam est extrêmement faible. Les « maux sociaux » sont également jugés en partie responsable des comportements violents :

« Some believe that the influx of outside influences and rise in 'social evils' such as pornography and brothels, particularly in urban areas, may also be contributing to a rise in domestic violence. However, the findings of this study are inconclusive, and show no evidence to support either

---

<sup>191</sup> Bar où l'on sert de la bière et où l'on peut s'enlacer.



hypothesis of increasing or decreasing rates of domestic violence » (The World Bank, 1999 : ii).

Les « maux sociaux » sont aussi utilisés par certains conservateurs pour mettre un frein aux réformes :

« Sur le plan interne, il faut affronter politiquement et gérer idéologiquement certains effets sociaux perçus comme ceux de la *doi moi*, au nombre desquels l'aggravation du chômage et de la corruption, la progression de 'fléaux sociaux' tels la drogue ou la prostitution, que les plus conservateurs prennent comme arguments pour justifier un ralentissement du processus de réforme » (Lechervy, 1997 : 126).

« However, underlying all of the factors that can lead to domestic violence are traditional gender values, roles; and responsibilities. The failure of institutions to question existing and entrenched gender stereotypes allows domestic violence to continue occurring, permeating all layers of society, and being treated as a 'normal' and accepted part of spousal relations. Given the deep-rooted nature of these perceptions, it is not surprising that institutional actions and policy documents perpetuate the existing *status quo*<sup>192</sup> » (The World Bank, 1999 : ii).

Les femmes vietnamiennes sont donc dans la majorité des cas subordonnées à leurs maris. Si la situation change pour les femmes éduquées et travaillant dans des zones urbaines, cela n'est pas le cas pour les femmes vivant dans les zones rurales.

## 9.5 L'ÉVOLUTION DES HABITUDES MATRIMONIALES

A l'heure actuelle, il existe toujours un certain conservatisme et respect des traditions dans les campagnes. Les mariages sont en général arrangés et l'âge moyen du mariage est entre 22 et 25 ans. Traditionnellement, « le mariage a pour but de perpétuer à la fois le lignage, le nom et le culte ancestral. Il est donc envisagé comme une affaire de famille et non comme un acte personnel. Le

---

<sup>192</sup> En italique dans le texte.

célibat des garçons est d'ailleurs toujours considéré comme un acte d'impiété filiale » (Krowolski, 2000 : 76-77). En ville, la situation est différente. Les traditions se perdent. Selon un article du " Vietnam News "(24/06/1998 : 5), les jeunes Vietnamiens se marient de plus en plus tard. Une enquête de l'Université des Sciences Sociales et des Humanités d'Hô Chi Minh Ville révèle que 90% des Vietnamiens interrogés planifieraient de se marier après 27 ans. Il est bon de rappeler que l'âge moyen du mariage pour la classe d'âge des 30 ans et plus était de 25 ans ; alors que pour la classe d'âge des plus de 50 ans, l'âge moyen du mariage était 22-23 ans. La principale raison d'un tel comportement réside dans le fait qu'il faille étudier plus longtemps pour obtenir un travail : la date du mariage se trouve, comme en Occident, repoussée. On remarque aussi une tendance à l'augmentation des relations sexuelles avant mariage (60% de l'échantillon déclare déjà avoir eu des relations sexuelles). Le concubinage fait son apparition mais uniquement dans les milieux intellectuels et aisés. Traditionnellement, les enfants célibataires vivent avec leurs parents. Les personnes âgées ne restent jamais seules, et il arrive encore fréquemment que les jeunes couples vivent avec les parents de l'époux (résidence patrilocale). Les mariages arrangés sont encore d'actualité. Certaines Vietnamiennes vous vanteront les mérites d'une telle pratique. Ainsi, une jeune femme de plus de 30 ans essayait de convaincre une de mes amies française que sa mère lui avait trouvé un bon mari et qu'elle pouvait lui en trouver un aussi.

Le choix d'un conjoint peut être aussi motivé par les circonstances. J'ai eu l'occasion de rencontrer en entrevue une jeune femme de 29 ans qui a fui le Viêt-nam à l'âge de 18 ans et qui a passé cinq années dans un camp de réfugiés à Hong Kong. Elle a quitté le pays avec son jeune frère de 15 ans. Elle m'a expliqué qu'elle a demandé à revenir au Viêt-nam car la vie dans le camp était terrible et les gens « *mauvais* ». Les Vietnamiens étaient « *différents* ».

*« I met my husband in the camp. By chance I got married. There were bad people there. I can't protect myself. My young brother can't protect me.*

*My husband is very kind but I don't love him. He loves me but I respect him. Now Vietnamese can choose someone they love [to marry]. They also got married with someone because of money or other reason. (...) In the camp, I stayed in the room, so tiny. There was a lot of person in my room. Lots of single bad people who wanted to abuse people. When I stayed alone in the bed, a lot of boys came there. And do bad things. I didn't want to be abused. (...) I said to my parents that I had to have someone to protect me that's all. I need someone. He's good. But he has no money, no properties. The relationship with my parents is difficult. They are not happy with their daughter. They wanted me to stay in Hong Kong. They paid a lot of money for me to go to Hong Kong. When I was married I met a man 24 years older than me. He said he loved me. He wanted me to go with him to Canada. He wanted to take me with him and my daughter. But I refused, it wasn't me. My parents were unhappy» (Phuong, femme de ménage, 1999).*

Le changement actuel au Viêt-nam passe par les femmes. Ce sont elles qui sont en contact avec d'autres manières de faire et s'adaptent plus facilement. Ayant obtenu respect et reconnaissance au travail, certaines jeunes femmes se retrouvent dans une situation délicate au moment de devoir choisir un conjoint. D'abord parce que le fossé avec leurs amis vietnamiens s'est creusé. Leur manière de faire et de penser a considérablement changé et le reproche qui leur est fait constamment est qu'elles fréquentent trop d'étrangers, qu'elles ont changé. Au fur et à mesure, une de mes amies s'est éloignée de ses amis étrangers et s'est aperçu qu'elle avait de la difficulté à s'imaginer mariée avec un Vietnamien. Car ses amis vietnamiens, m'a-t-elle raconté, traitaient mal les femmes. Or, elle n'arrivait pas non plus à s'imaginer mariée à un étranger. La pression sociale est encore forte et épouser un étranger équivaut à un véritable ostracisme. Etre vu(e) avec des étrangers peut aussi être délicat. Les jeunes femmes s'exposent aux quolibets et aux insultes.

De nombreuses jeunes femmes cherchent un mari étranger qui les mettra à l'abri du besoin jusqu'à la fin de leurs jours. Les mariages avec des non-Vietnamiens sont encore mal perçus. Les jeunes Vietnamiennes qui fréquentent des étrangers sont souvent jugées et maltraitées, insultées par leur famille, leurs

voisins et leurs amis. La situation semble être légèrement différente pour un homme.

*« J'ai eu des problèmes aussi avec mon père car j'ai une relation avec jeune femme étrangère depuis 4 ans. Depuis 2 ans j'habite avec ma copine. Au début j'avais des difficultés avec mes amis et ma famille car nous n'étions pas mariés. Au Viêt-nam on juge que cela n'est pas bien d'habiter en dehors de la famille alors que l'on est pas marié. Mon père avait peur que je "joue" avec les filles, que je ne sois pas sérieux. Mais comme nous sommes ensemble depuis 4 ans, il a pu voir que je suis sérieux donc ça va mieux! »(Van, manager).*

Les étrangers qui fréquentent des Vietnamiennes se retrouvent confrontés à la réticence de la jeune femme d'abord et à l'hostilité de la famille ensuite. Les relations demandent patience et nombres de compromis.

Les habitudes matrimoniales de la communauté vietnamienne à l'étranger ont aussi évolué avec le temps. Au Viêt-nam, de nombreux *Viet Kieu* français n'hésitent pas venir à Hanoi chercher une épouse vietnamienne, bien souvent, une jeune femme peu éduquée (cuisinière, couturière etc...). Certains avancent qu'ils sont à la recherche d'une épouse soumise.

En ce qui concerne le planning familial, on note que le taux de fécondité a baissé mais qu'en dépit des moyens de contraception, le taux d'avortements reste élevé. Le nombre d'avortements est plus élevé que le nombre de naissances (Thai Thi Ngoc Du<sup>193</sup>, 2000).

« La situation est devenue inquiétante ces dernières années car c'est parmi les adolescentes que le nombre d'avortements augmente. La libéralisation des mœurs n'a pas été accompagnée de la mise en place d'une éducation sexuelle et d'informations sur la santé de la reproduction. L'utilisation du préservatif reste encore peu répandue. Il ya donc une distorsion entre le

---

<sup>193</sup> in Gubry (ed), 2000.

comportement sexuel et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, notamment le SIDA » (Thai Thi Ngoc Du, 2000 : 418).

Au Viêt-nam, le taux de malades du SIDA a augmenté ainsi que le nombre d'avortement chez les adolescentes même si le gouvernement essaye de minimiser les faits. Seules les ONG s'occupent de ce genre de problème. Le taux de contamination par le HIV a augmenté ces dernières années en raison du manque de prévention.

« La libéralisation des mœurs n'a pas été accompagnée de la mise en place d'une éducation sexuelle et d'informations sur la santé de la reproduction. L'utilisation du préservatif reste encore peu répandue. Il y a donc une distorsion entre le comportement sexuel et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, notamment le Sida. Le nombre de personnes séropositives s'est accru fortement et rapidement, il s'élevait à plus de 3 200 à la fin de 1995. A noter que l'infection n'atteint pas uniquement les populations à hauts risques (toxicomanes, prostituées) mais aussi l'ensemble de la population » ( Thai Thi Ngoc Du<sup>194</sup>, 2000 : 418).

Il faut savoir qu'au Viêt-nam on ne parle pas de sexualité. C'est un sujet extrêmement tabou. Si les hommes semblent relativement bien informés sur la chose, on essaye de maintenir les jeunes femmes dans l'ignorance. Une jeune femme respectable ne parle pas de sexe et ne sait rien sur le sexe. Sans prévention ni éducation sexuelle, SIDA et avortement ont donc pris de plus grandes proportions. L'homosexualité est aussi vue comme une maladie. Plutôt que de vous dire que quelqu'un est homosexuel, on va vous dire il est « malade ». Le sexe est un sujet tabou et comme me le disait en rougissant une informatrice vietnamienne : « une jeune fille vietnamienne ne parle pas de ça ». Même le terme « sexe » est tabou. Dans la mesure où l'éducation sexuelle est réduite à sa plus simple expression, les jeunes vietnamiens sont peu informés à ce sujet. Cependant, les hommes ont quant à eux le droit de parler de sexe et ne s'en privent pas. L'accès à la pornographie est plus facile qu'il y a quelques années.

---

<sup>194</sup> In Gubry (ed), 2000.

Tout bon magasin de DVD et VCD a dans l'arrière-boutique de nombreuses copies de films XXX. Les étrangers sont souvent perçus comme de bons consommateurs de ce genre de produits, comme en témoigne une amie : « A chaque fois que je viens ici et que je lui demande quelles sont les nouveautés, il ne peut s'empêcher d'aller me chercher la boîte où il n'y a que des films de c...! Pour qui il me prend... » (Sophie, secrétaire).

Les rapports sexuels avant le mariage sont proscrits mais quand le couple est fiancé : « ça se fait » mais personne n'en parle. Une informatrice, Giang, me disait qu'une collègue lui avait demandé si elle avait des rapports sexuels avec son copain. Cette dernière choquée lui répondit que non! Et la première de lui répondre que s'ils étaient fiancés cela se faisait et qu'elle-même avait couché avec son mari bien avant le mariage; ajoutant que toutes les filles mariées du bureau avaient fait la même chose. Dans la mesure où parler de sexe est tabou, parler de contraception l'est aussi. Si la pilule contraceptive était bien disponible, seules les femmes mariées osent aller se la faire prescrire m'a dit une interlocutrice vietnamienne. En effet, la pression sociale est tellement forte qu'il aurait été extrêmement mal vu pour une jeune femme célibataire d'aller à la pharmacie pour se faire délivrer un contraceptif oral. Tout son quartier aurait fini par l'apprendre et l'aurait sans aucun doute traitée de prostituée. Aux yeux d'un Occidental, cela peut paraître incroyable qu'un quartier sache ce que les autres habitants font. C'est pourtant le cas. Seules les femmes mariées parleront de sexe avec vous et plaisanteront à ce sujet, jamais une jeune femme célibataire. A moins qu'elle n'ait l'habitude de fréquenter des étrangers. Certains étrangers ont avoué ne pas avoir eu de relations sexuelles avec leur future épouse vietnamienne avant le mariage et ce à sa demande.

On note que la prostitution a changé les normes pour certaines jeunes femmes. Avec une présence accrue d'étrangers, la prostitution a augmenté. La prostitution n'est cependant pas apparue avec les IDE, elle existait bien avant

même si c'est un phénomène peu documenté et caché. La prostitution contribue aux négociations de marchés :

*«- Pour le business, c'est vrai que ça se traite au karaoké?  
- C'est inévitable avec les Japonais, les Français, les Australiens etc... Il y a toujours des filles aux repas d'affaires. On va au "karaoké ôm"<sup>195</sup>, on boit beaucoup: cognac, whisky... Moi je dis que j'ai trop bu, je rentre chez moi en disant que je ne me souviens de rien. On discute et signe les contrats au karaoké. Avec ton boss Japonais, les relations sont moins formelles. Tu peux lui lancer ta chaussure et boire aussi dans ta chaussure... Lui dire que tu n'es pas d'accord. Parfois les clients t'invitent pour le week-end dans un club avec restaurant, piscine etc... Tu ne payes rien, tu peux venir avec ta femme ou ta copine mais si tu viens seul, ils te trouveront une fille c'est pas un problème! » (Van, manager).*

Un responsable de joint-venture étrangère<sup>196</sup> me contait le même genre d'histoire un jour où nous discutons de la manière de faire des affaires en Asie. Il me racontait en détail la dernière soirée avec des partenaires d'affaires qui se passait dans une maison close très « sophistiquée » de Bangkok où l'on pouvait « commander » la fille voulue, choisir la couleur des cheveux, des yeux, la taille etc... Les Vietnamiens en déplacement à l'étranger s'attendent aussi à ce que leurs partenaires leur rendent la pareille lors de séjours dans les pays Occidentaux.

Pour en revenir aux jeunes femmes qui fréquentent des étrangers pour de l'argent, certaines ont un travail salarié dans une joint-venture ou un bureau de représentation et espèrent ainsi trouver un mari, quitter le pays, ou juste arrondir les fins de mois et profiter de la vie. Or il faut savoir que fréquenter un homme occidental les expose encore à la vindicte publique.

---

<sup>195</sup> « ôm » en Vietnamien signifie enlacer. Quand on parle de « karaoké ôm », on parle d'un karaoké où il y a des femmes que l'on peut enlacer.

<sup>196</sup> Jean-Michel, Directeur Bureau de représentation, quarantaine.

Pour conclure sur les changements, il nous faut insister sur le fait que Hanoi est bien différente de l'ancienne Saigon. Les mentalités et les façons de faire sont relativement opposées.

*« On déménage à Ho Chi Minh Ville dans une zone industrielle avec de meilleures installations. Si on veut exporter, on a besoin d'un lieu international. Ici on n'a pas confiance. Ho Chi Minh Ville est plus développée. Dans la zone industrielle, les taxes sont moins élevées et la location du terrain plus raisonnable. Le MPI supporte notre déménagement » (Marc, Directeur).*

*« Saigon has an easier way to do business. And you can interact with Vietnamese. There are more links with the Western World and refugees in camp were mostly from the South. There are problems here on how to do business. We never agree on how to develop the country » (Michael, lawyer).*

D'ailleurs la plupart des IDE sont dans le Sud. L'environnement légal y semble plus accueillant en raison d'une influence de l'État moins forte qu'à Hanoi. Avec une population jeune, qui en grande majorité n'a pas connu la guerre, nous sommes en droit de nous demander quelle influence pourra avoir l'idéologie communiste dans les années à venir. De même, le contexte de globalisation et la présence d'investissements étrangers vont continuer à faire évoluer les choses. Dans les zones urbaines, les changements sont certes sur une petite échelle mais sont plus visibles. On rencontre de plus en plus de femmes éduquées et avec un poste à responsabilités.



## CONCLUSION

*« La question est de savoir si nous préférons être opprimés  
par le communisme ou exploités par le capitalisme ».*  
*Georges Wolinski.*

En résumé, nous avons tenté dans cette thèse de montrer les problèmes rencontrés par les investisseurs étrangers au Viêt-nam et plus particulièrement à Hanoi, ainsi que les changements sociaux engendrés par la mise en place de la *Doi Moi*, politique de renouveau depuis 1986, changements sociaux plus particulièrement vécus par les employés vietnamiens travaillant pour des entreprises étrangères.

Le Viêt-nam, pays communiste depuis 1954, a entrepris depuis une quinzaine d'années des réformes économiques suite au constat d'échec des politiques de développement socialistes passées. Et ce sont ces réformes et leurs conséquences qui m'ont intéressée.

Les principaux concepts qui nous ont aidée à analyser nos données tels le développement nous ont permis de voir qu'en dépit de l'ouverture aux capitaux étrangers, le Viêt-nam est toujours engagé dans une perspective de développement marxiste, c'est-à-dire misant sur le développement des forces internes et un secteur étatique très présent bien qu'en restructuration. Le secteur secondaire est toujours aux yeux de Hanoi le fer de lance de l'économie vietnamienne socialiste.

Sans revenir en détail sur la définition du développement, il a souvent été synonyme de croissance. Et nombreux sont les auteurs qui se sont élevés contre cette conception, en préconisant une croissance alliée à une redistribution égalitaire de la richesse. Dans un contexte mondial où les pays

marxistes sont de moins en moins nombreux (au début des années 1990, l'URSS éclate), certains s'orientent vers des réformes économiques. L'ouverture économique du Viêt-nam aux capitaux étrangers sous forme d'entreprises conjointes, dans un premier temps, puis sous forme d'entreprise au capital 100% étranger, par la suite, a montré les différentes étapes franchies par le pays en matière de développement. Les différentes réformes économiques mises en place n'ont pas toujours été suivies de réformes politiques adéquates. Cette situation a mis dans l'embarras les investisseurs étrangers, créant ainsi obstacles et retards, au point parfois de dissuader l'investissement. L'organisation administrative du Viêt-nam a contribué au ralentissement des réformes, les autorisations diverses nécessaires aux investisseurs étrangers étant à l'entière discrétion des fonctionnaires locaux. Ce nouveau pouvoir octroyé aux fonctionnaires a entraîné l'augmentation de la corruption. La corruption est en partie responsable du climat d'instabilité économique régnant dans le pays. Alliée aux *guanxixue*, c'est-à-dire aux réseaux d'influence, elle tient une place prépondérante dans le milieu des affaires et dans le quotidien. Le réseau d'influence, comme en Chine, dont il est originaire, n'est pas considéré comme une organisation corruptrice. C'est en fait, une organisation qui rend service au groupe, une organisation au sein de laquelle on parle de don, de cadeau, de réciprocité. Et c'est dans ce dernier terme que se trouve toute la signification du concept. Créer une obligation de réciprocité est d'importance puisqu'elle est à la base du réseau même. Les réseaux d'influence deviennent ainsi un terreau fertile pour la corruption. Corruption et réciprocité sont devenus indispensables l'un à l'autre. La réciprocité est aussi liée à la famille, cette institution qui est le noyau de la société et de la culture vietnamiennes.

La corruption, tout comme le cadre juridique inadapté, constituent des obstacles au développement. La corruption n'est pas un phénomène nouveau mais la réduction des effectifs dans la fonction publique, l'organisation

administrative du pays et l'ouverture économique sont autant de facteurs influençant celle-ci.

Malgré l'idéologie égalitaire, la société vietnamienne est très hiérarchisée. Ainsi, les titres et le statut social sont extrêmement importants. Une nomenklatura s'est créée depuis 1954 et une classe bourgeoise s'est aussi développée depuis la *Doi Moi*. Cette classe bourgeoise est en grande partie issue de la nomenklatura qui a pu bénéficier du pouvoir politique et donc du capital économique pendant toutes ces années. Forte de son pouvoir politique, elle a pu acquérir dès le début des réformes un pouvoir grandissant allié à un pouvoir économique multiplié.

L'idéologie communiste préconise un développement des forces internes, nous l'avons vu. Mais au quotidien, elle influence la population dans ses habitus, c'est-à-dire dans ses comportements conscients et inconscients. L'idéologie est non seulement un formidable outil de cohésion nationale mais aussi de contrôle de la population. L'adhésion au parti communiste est le ciment du pays. L'adhésion à l'idéologie du Parti freine selon certains le développement du pays.

Les conséquences principales pour le Viêt-nam sont telles qu'en dépit d'une ouverture économique, les investisseurs étrangers sont devenus « frileux » et le pays n'est plus vraiment perçu comme un futur « tigre » asiatique. En l'an 2000, la situation s'améliore mais de nombreux investisseurs sont désabusés et restent sur place sans trop d'illusions. La visite de Bill Clinton au Viêt-nam en 2000 a aussi ouvert la porte aux capitaux américains, redistribuant les cartes économiques. Si les Européens sont présents, de nombreux chefs d'entreprises estiment que très bientôt les entreprises américaines gagneront la quasi-totalité des marchés dans le pays.

On est en droit de se demander pourquoi la politique de *Doi Moi* n'a pas entraîné un développement comparable à celui des NPIA. Les autorités vietnamiennes encadrées par le parti communiste ont eu, en matière d'ouverture économique, une politique de « un pas en avant, deux pas en arrière » mettant à l'épreuve la patience des investisseurs étrangers. L'idéologie communiste et le nationalisme ont rendu les autorités peu enclines à autoriser les investissements étrangers sur leur territoire. Et si d'autres pays comme la Chine semblent avoir mieux géré leur ouverture, il n'en reste pas moins que les problèmes subsistent. Politiquement, les autorités se retrouvent acculées. Elles ne peuvent changer les lois en matière d'économie et prétendre garder la ligne du Parti. Accorder plus de libertés politiques, envisager un éventuel multipartisme ne sont pas d'actualité et effrayent considérablement les détenteurs du pouvoir. Le spectre d'une libéralisation à la soviétique est très présent, spectre auquel vient s'ajouter la volonté de la classe dirigeante à ne pas abandonner les rênes du pouvoir. Les enjeux économiques sont grands. A l'heure actuelle, économiquement parlant, la *Doi Moi* profite en grande partie à la nomenklatura détentrice des pouvoirs politique et économique. Elle retire beaucoup d'avantages de la présence de capitaux étrangers et de l'ouverture économique puisque dorénavant l'argent n'est plus un tabou.

A la vue du portrait dépeint par les expatriés sur place, nous sommes en droit de nous demander les raisons qui les poussent à rester au Viêt-nam. Nous pouvons distinguer deux catégories. D'abord, certaines grosses entreprises qui restent au Viêt-nam dans le but d'obtenir des marchés, de faire des affaires sur le long terme. Les petits entrepreneurs représentent la deuxième catégorie. Ces derniers ont bien souvent tout quitté dans leur pays d'origine pour bâtir une PME au Viêt-nam. Les liens avec leur pays d'origine devenant de plus en plus ténus avec le temps et les difficultés qu'engendrerait un éventuel retour dans leur pays font qu'ils préfèrent rester.

Enfin, comme nous l'avons vu dans notre dernier chapitre, les employés vietnamiens travaillant directement pour des étrangers voient leur salaire augmenté mais aussi leur manière de travailler et de voir les choses évoluer, avec l'introduction de concepts économiques différents comme productivité ou rendement. Beaucoup de changements se font aussi pour les Vietnamiennes car en travaillant pour des étrangers elles peuvent obtenir la reconnaissance et la considération. Les habitudes matrimoniales viennent à changer aussi. Les cadres du Parti ne sont plus de bons maris potentiels. Un bon conjoint est maintenant un conjoint qui fait des affaires. Nous avons dit au début que le Vietnamien est un être collectif et que l'individu est quasiment nié dans la société vietnamienne. Pourtant au quotidien, ce qui peut frapper c'est l'individualisme et l'amélioration de la situation économique a accentué ce dernier. L'échec de la collectivisation agricole est probablement un signe de la survivance de l'individualisme en dépit de la doctrine communiste et communautariste.

Après une quinzaine d'années d'ouverture économique, il est difficile d'estimer la tournure que vont prendre les choses au Viêt-nam. Même si le gouvernement se félicite de l'évolution de la situation économique, le pays doit encore améliorer son image. Si le discours semble être prêt, les actions vont-elles suivre? Le gouvernement va-t-il continuer à pratiquer un certain immobilisme? Ou va-t-il au contraire s'engager dans une voie plus libérale? Certains vont même jusqu'à suggérer une *Doi Moi* II. Qu'en sera-t-il? Après la crise asiatique, la dévaluation de certaines monnaies asiatiques, le Viêt-nam est un peu moins attractif aux yeux des investisseurs étrangers. Enfin certains économistes préconisent pour une deuxième phase de réformes de libéraliser le commerce, de renforcer le système financier et de promouvoir la transparence de l'économie. Maintenant il reste à voir combien de temps les autorités vietnamiennes attendront avant de lancer une nouvelle vague de réformes. Et si réformes il y a, la direction

que ces dernières vont prendre : le libéralisme aura-t-il raison des politiciens radicaux?



Carte du Viêt-nam

**ANNEXE 1 :  
ENTREVUES AVEC LES INVESTISSEURS ETRANGERS**

<b>Numero Entreprise</b>	<b>Nationalité entreprise</b>	<b>Genre</b>	<b>Personne interviewée (fonction- genre)</b>	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Enregistrée (Oui/Non)</b>
Entreprise 1	Française	Capital 100% étranger	Directeur- Homme Paul	Usine de biens de consommation	Non
Entreprise 2	Américaine	Capital 100% étranger	Directeur- Homme Michael	Avocats	Non
Entreprise 3	Belge	JV puis 100% étranger	Directeur- homme Marc	Usine :industrie alimentaire	Non
Entreprise 4	Français	N/D	Chef de chantier- Homme Jacques	Construction	Non
Entreprise 5	Américaine	JV	Directeur- adjoint Femme Linda	Relations publiques et communications	Oui
Entreprise 6	Américaine	N/D	Directeur Hung	Electricité	Oui
Entreprise 7	Américaine	Bureau de représentation	Chief representative Bob	Matériels	Oui
Entreprise 8	Américaine	N/D	Country Manager Alexander	Banque	Oui
Entreprise 9	Française	JV	Directeur Matt	Import-Export	Non
Entreprise 10	Suisse	JV	Directeur Guy	Imprimerie	Non



<b>Numero Entreprise</b>	<b>Nationalité entreprise</b>	<b>Genre</b>	<b>Personne interviewée (fonction- genre)</b>	<b>Domaine d'activité</b>	<b>Enregistrée (Oui/Non)</b>
Entreprise 11	Danoise	JV	Directeur Daniel	Brasserie	Oui
Entreprise 12	Française	JV	Sales Manager Jennifer	Médical	Oui
Entreprise 13	Australienne	Capital 100% étranger	General Manager Timothy	Chemical-Water supply	Non
Entreprise 14	Australienne	JV	Director Martin	Antiques and restaurant	Oui- Cassette endommagée

**ANNEXE 2 :  
ENTREVUES AVEC LES SALARIES VIETNAMIENS**

Nom du répondant	Nationalité entreprise	Genre entreprise	Personne interviewée (fonction-genre)	Domaine d'activité	Enregistrée (Oui/Non)
Van	Japonaise	JV	Manager-homme	Ingénierie	Non
Phuong	Allemande	Bureau de représentation	Femme de ménage-Femme	Industrie lourde	Non
Thuy	Française	100% étranger	Secrétaire-Femme	Culture	Non
Anh	Canadienne	JV	Secrétaire - Femme	Commerce	Non
Minh	Australienne	JV	Commercial-Journaliste. Homme	Edition	Non

**ANNEXE 3**  
**IMPROVING THE CLIMATE FOR ENTERPRISE, 1998-**  
**OCTOBER 2001**<sup>197</sup>

**Government actions include**

**1998**

- Issuing a new Decree on foreign investment providing additional incentives to foreign investors;
- Initiating the private sector donor dialogue under auspices of the Consultative Group of donors in order to better understand the constraints faced by the private sector, especially foreign investors;
- Amending the Law on Promotion of Domestic Investment, allowing domestic and foreign organizations, and individuals, to buy shares or to contribute capital to domestic enterprises, including equitized SOEs, and provided additional incentives for new domestic investment;

**1999**

- Approving the Enterprise Law and issuing decrees to implement it, eliminating a number of discretionary restrictions on the establishment of private business (May 99);
- Providing regulations on secured transactions (Decree 165/1999/ND-CP), enabling mortgages of land-use rights and houses, and collateralised lending on the back of assets ranging from materials, machines, and production equipment to bonds, shares, and property rights;
- Providing regulations on the organization and operation of a Development Support Fund (Decree 50/1999/ND-CP on July 8, 1999). The Fund is a point of access for medium and long term development finance for private and public enterprises;
- Revising the Land Law to convert, transfer, lease, provide as collateral and capital contribution of land use-rights to banks or joint-ventures;

**2000**

- Implementing the Enterprise Law effectively by revoking unnecessary business licensing restrictions in 145 industries, trades and services, and easing private entry;
- Revising the Foreign Investment Law to create more favourable conditions for foreign investors. Improving access to foreign exchange, allowing mortgaging of land by foreign bank branches in Vietnam (also implementing decrees still not in place), permitting automatic registration for export-oriented foreign investment, and making provisions for the Government to issue guarantees for large infrastructure projects;

---

<sup>197</sup> In « Vietnam Economic Monitor- Autumn 2001 », The World Bank of Hanoi, 2001, p :11-12.

- Amending the 1993 Law on Petroleum making the investment and regulatory environment for foreign investment in the oil and gas sector more attractive;
- Establishing to first stock exchange center in Ho Chi Minh City, which is dealing with treasury bonds and shares of five listed companies. The Government further plans to open the second transaction center in Hanoi and develop the OTC market (Over-the –Counter) for companies prior to listing;

## 2001

- Establishing an Enterprise Information Center under MPI to develop and manage a database of enterprises registered under the Enterprise Law (Decision 75/2000/QD-BKH of Feb 28, 2001);
- Approving two BOT projects in energy sector: US\$ 400 million Phu My 2.2 power plant with EDF led consortium of TEPCO and GEC and US\$ 450 million Phu My 3 combined cycle power project with Statoil/BP (Jan,2001);
- Providing detailed guidelines and listing all necessary documentation for foreign invested enterprises to mortgage land-use rights and assets attached thereto to Vietnamese credit institutions and joint-venture banks (Inter-circular 772 NHNN/TCDC,May 2001);
- Amending the Land Law to align compensation for nationalized land with its market value, allowing overseas Vietnamese the right to hold land-use rights, and decentralizing control and monitoring of land-use rights (June 2001);
- Ending dual pricing policy for overseas Vietnamese in aviation fares, electricity, and visa fees starting this year (Decision 114/2001/QD-TTg,July 31, 2001);
- Establishing a National Register Agency for Secured Transaction under the Ministry of Justice (Decision 104/2001/QD-TTg, July 10, 2001). There will be two offices (Hanoi and HCM City) conducting and recording the registrations, keeping register database and providing information related to such transactions; the Hanoi office is expected to start functioning by November 2001 and the one in HCM City by March 2002.
- Proposing a list of business licenses in 43 sub-sectors to be revoked/modified to be conditions to be fulfilled. The list now is circulated among related government agencies and line ministries for comments before finalizing for approval from the Prime Minister (July, 2001).

## BIBLIOGRAPHIE

Agence France Presse

2001 Les minorités du Cambodge spoliées comme celles du Vietnam. *In* La Presse, Montréal.

—

2001 Vietnam: la tension reste perceptible dans les villages des Hauts-Plateaux. *In* La Presse, Montréal.

ALVARES, Claude

1987 Non au développement. *Interculture* Cahier 95:36-43.

AMIN, Samir

1973 L'impérialisme et le développement inégal. Paris: Editions de Minuit.

—

1981 L'avenir du maoïsme. Paris: Editions de Minuit.

ANONYME

1989 Vietnam. *In* ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Pp. 560-585, Vol. 23.

—

1992 Le développement durable. ACIDI: Développement-Environnement, Ottawa:28-35.

—

1996 Vietnam: le fossé social. *In* Dernières Nouvelles d'Alsace.

—

1997 <http://www.carleton.ca/npsia/policy-reports/govresponse:gov-response-f/58>.

—

1997 You don't understand Vietnam. *In* Vietnam Economic Times. Pp. 16-19. Hanoi.

—

2000 Clinton's Vietnam Visit Taking Shape. *In* Far Eastern Economic Review.

—

2000 L'aide publique au développement de l'Union Européenne au Vietnam en 1999. Hanoi: Union Européenne.

—

2001 La législation sociale applicable aux entreprises étrangères au Vietnam. Hanoi: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.

—

2001 Les investissements étrangers au Vietnam en 2000. Hanoi: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.

APPOLD, Stephen & Dinh The PHONG

2001 Patron-Client Relationships in a Restructuring Economy: An Exploration of Interorganizational Linkages in Vietnam. *Economic Development and Cultural Change* 50(1):47-76.

AVERY, Dorothy

1993 Vietnam in 1992. Win Some, Lose Some. *Asian Survey* January:67-74.

BAIROCH, Paul

1971 *Le Tiers-Monde dans l'impasse*. Pp. 10-111. Paris: Gallimard.

BANQUE MONDIALE

1999a *Combating Corruption*. Hanoi: The World Bank.

1999b *The Current Economic Situation*. Pp. 1-85. Hanoi: The World Bank.

2000 *Vietnam Autumn-Update -September 2000*. Hanoi: The World Bank.

2001a *Vietnam Economic Monitor*. Hanoi: The World Bank.

2001b *Vietnam in 2001*. Pp. 1-38. Hanoi: The World Bank.

BARDIN, Laurence

1977 *L'analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France.

1998 *L'analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France. 9ème édition.

BARLEY, Nigel

1994 *Un anthropologue en déroute*. Paris: Payot.

BAUD, Marie-France (ed)

1995 *Le Viêt-Nam, un vrai marché pour demain?* *MOCI* 1178(27 avril-3 mai):62-78.

BAZIN, Laurent & SELIM, Monique

2001 *Diffractions politiques du marché (Côte d'Ivoire- Vietnam)*. *Journal des Anthropologues* 87(109-137).

- BELL, Duran  
 2000 *Guanxi: A Nesting of Groups*. *Current Anthropology* 41(1):132-138.
- BERESFORD, Mélanie  
 1998 *Vietnam. Politics, Economics and Society*. London: Pinter Publishers.
- BERGERET, Pascal  
 1999 La question agricole au Vietnam à l'heure des réformes libérales. *Revue Tiers-Monde* t.XL(158):421-450.  
 —  
 2000 Vietnam: la crise économique et l'intégration régionale sonnent-elles la fin de l'économie socialiste de marché? *Revue Tiers-Monde* XLI(162):453-471.
- BERNIER, Bernard  
 1988 *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.  
 —  
 1990 La transition au Japon: le jeu des circonstances dans le passage au capitalisme. *Sociologie et sociétés*. XXII(1):pp:107-126.  
 —  
 1994 La famille comme modèle/métaphore de l'entreprise au Japon. Les rapports historiques de la culture, de l'idéologie et des formes institutionnelles. *L'Ethnographie* 90(1):25-50.  
 —  
 1995 *Le Japon contemporain. Une économie nationale, une économie morale*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- BERNIER, Bernard, and Rodolphe DE KONINCK  
 1974 Critique de la théorie libérale du développement. *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 11(2).
- BERTLESMEIR, Wolfgang  
 1999 Reversing the Tide. What it will take to attract investors back to Vietnam. *In The Vietnam Business Journal*. Pp. 34-35.
- BERTRAND, D  
 1994 Viêt-Nam 1993: notes sur les conditions de terrain. *Péninsule* 25(28):71-77.  
 —  
 2000 Eléments pour une approche ethnopsychologique des Vietnamiens. *Etudes vietnamiennes* 135(1):20-45.

BIROLI, Bruno

1999 Le lézard qui n'est pas devenu dragon. *In* Le Nouvel Observateur. Pp. 48-49. Paris.

BLUNDO, Giorgio

2000 La corruption comme terrain. Pour une approche socio-anthropologique. *In* Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption. Pp. 21-46. Paris: Presses Universitaires de France.

BONTE, Pierre et Michel YZARD

1992 Dictionnaire de l'Anthropologie et de l'Ethnologie. Paris: Presses Universitaires de France.

BOURDIEU, Pierre

1984 Distinction. Cambridge, MA: Harvard University Press.

1986 The Forms of Capital. *In* Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education. J. Richardson, ed. Pp. 241-258. New York: Greenwood Press.

1998 La domination masculine. Paris: Le Seuil.

BOWEN, John R.

1995 The Forms Culture Takes: A State-of-the Field Essay on Anthropology of Southeast Asia. *Journal of Asian Studies* 54(4):1047-1078.

BRESSAND, Albert et al.

1999 A perspective from the next generation of "tigers": Vietnal, globalization and the search for adequate rules. *In* Strategic conversations on the two-currency world, between integration and disintegration. A. Bressand, ed. Paris: Prométhée.

BROCHEUX, Pierre

1983 Moral Economy or Political economy? The Peasants are always Rational. *Journal of Asian Studies* 42(4):791-803.

1994 Vietnam 1994: une société en mouvement. *Approches Asie* 12:31-49.

1995 The Mekong Delta: ecology, economy and revolution, 1860-1960. Madison: University of Wisconsin-Madison, Center for Southeast Asian Studies.



BROOKS, David

1990 Au-delà des slogans: que signifie exactement le développement durable? *Le CRDI explore*:24-25.

BRUNE, François

1997 L'idéologie aujourd'hui. *Manière de Voir- Le Monde Diplomatique hors-série*:10-12.

BURKE, Fred

1999 Breaking Away. Foreign Investors are taking the plunge and converting to 100% Foreign-owned companies. *In The Vietnam Business Journal*. Pp. 42-43, Vol. June.

CAHN, Dominique

1993 Le prix du décollage économique vietnamien. *Revue des deux mondes* 6(juin):140-153.

CAMILLERI, C. et M. COHEN-EMERIQUE

1989 Chocs de cultures: concepts et enjeux pratiques de l'interculturel. Paris: L'Harmattan.

CAMROUX, D & J-L, DOMENACH

1997 L'Asie retrouvée. Paris : Seuil.

CARTIER-BRESSON, J

1992 Elements d'analyse pour une économie de la corruption. *Revue Tiers-Monde* XXXIII(131):581-609.

CASTORIADIS, Cornélius

1976 Réflexions sur le "développement" et la "rationalité". *In Le mythe du développement*. C. MENDES, ed. Pp. 205-229. Paris: Le Seuil.

CHANDA, Nayan

2000 Clinton's tricky Vietnam Mission. *In Far Eastern Economic Review*.

CLAVAIROLLE, Françoise

1996 Continuité et Changement: une entreprise Vietnamiennne face à l'économie de marché. *Journal des Anthropologues* 66-67:115-130.

COHEN, Margot

2000 Both Sides Now. *In Far Eastern Economic Review*.

—

2000 A Glimpse of Hope. *In Far Eastern Economic Review*.

—

- 2001 Please, No Rabble-rousin. *In* Far Eastern Economic Review.
- 2001 The Road to Relapse. *Far Eastern Economic Review* (May, 2001).
- 2001 Underground. *In* Far Eastern Economic Review.
- COMAROFF, J, and J COMAROFF  
1991 *Of Revelation and Revolution: Christianity, Colonialism, and Consiousness in South Africa*. Chicago: University of Chicago Press.
- CUCHE, Denys  
1996 *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte.
- DAGOUASSAT, Bernard  
2002 *Les Vietkieu, une réalité économique avec laquelle il faut compter*. Ho Chi Minh Ville: Ambassade de France à Hanoi - P.E.E.
- DANG HONG NGA  
1999 French Stagnation Concern. *In* Vietnam Economic News. Pp. 11, Vol. 27.
- DANG, KY XUAN  
2000 *The Cause of Renovation - AChievements, Experiences and Present Problems*. Vietnam Social Sciences 3:23-31.
- DE HARTINGH, Bertrand  
1994 Libéralisme et autoritarisme dans le Viêt-Nam de la rénovation. *In* Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Pp. 329-342, Vol. T.81. Paris: Ecole Française d'Extrême-Orient.
- 1994 Viêt-Nam: où en est la recherche en sciences sociales et humaines? *In* Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Pp. 364-368, Vol. T.81. Paris: Ecole Française d'Extrême-Orient.
- DE TREGLODE, B  
2000 *Un théâtre d'ombres: le Vietnam entre la Chine et l'ASEAN au lendemain de la crise asiatique*. Paris: CERI, Sciences-Po.
- DE VIENNE, M.S  
1993 Viêt-Nam(s) 1955-1975: bilan socio-économique d'une partition. *Péninsule* 24(27):12-192.

DENOMMEE, Geneviève

1997 Les problèmes de gestion des entreprises à investissements étrangers de la ville de Quindgai en Chine. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal.

DO, BINH THI

1999 Gender Relation in Vietnamese Family - Traditional and Modern. Vietnam Social Sciences 6:47-53.

DOANH, THANH DUY

2000 Market Economy and the Operation of Market Mechanism in Vietnam. Vietnam Social Sciences 2:28-33.

DOCKES, P , and B ROSIER

1988 La question du développement aujourd'hui: le Tiers-Monde éclaté. *In* L'Histoire ambiguë: croissance et développement en question. P.B. DOCKES, ROSIER, ed. Paris: Presses Universitaires de France.

DUCLOS, Denis

1997 L'autophagie, grande menace de la fin du siècle. *Manière de Voir-Le Monde Diplomatique*:pp:13-16.

ELLIOTT, David W.

1995 Vietnam Faces the Future. *Current History* December:412-419.

FABRY, Nathalie & RICHET, Xavier

1998 Investissements Directs Etrangers, Attractivité et Coopération Industrielle au Viêt-Nam. *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 29(4):121-138.

FORMOSO, Bernard

2001 Tourisme et Prostitution en Thaïlande. *Anthropologie et Sociétés*, vol.25, n°2 : 50-70.

FRIEDMAN, Maurice

1958 Lineage Organization in Southeastern China. New York: Humanities Press Inc.

GATES, H

1996 China's Motor: A Thousand Years of Petty Capitalism. Ithaca, NY: Cornell University Press.

GAUTHIER, Benoît

1992 Recherche Sociale. Québec: Presses de l'Université du Québec.

GELINAS, Jacques B.

1994 Et si le Tiers-Monde s'autofinçait. De l'endettement à l'épargne. Montréal: Editions Ecosociété.

GHIGLIONE & MATALON

1985 Les direx analysés : l'analyse propositionnelle du discours. St-Denis : Presses Universitaires de Vincennes.

GOMANE, J.P

1995 Où en est le Viêt-Nam? Etudes 382(6):741-747.

GUBRY, Patrick

2000 Population et développement au Viêt-nam. Paris: Khartala-CEPED.

GUILLAUME, Xavier & NÉPOTE, Jacques

1992 Viêt-nam. La route mandarine. Genève : Éditions Olizane.

HAINES, David W

1984 Reflections on Kinship and Society under Vietnam's Lê Dynasty. Journal of Southeast Asian Studies 15(Singapore (Symposium)):307-314.

HAKKALA, Katarina, HO-KYOUNG KANG, Olivia & KOKKO, Ari

2001 Step by Step: Economic Reform and Renovation in Vietnam Before the 9<sup>th</sup> Party Congress. Stockholm: The European Institute of Japanese Studies. Working paper n°14- January.

HEMERY, Daniel

1990 Ho Chi Minh. De l'Indochine au Vietnam. Paris: Gallimard.

HENAFF, Nolwen

2001 Les fonctionnaires vietnamiens dans la transition. Autrepart 20:145-160.

HERLAND, Michel

1998 Succès et incertitudes de la transition vietnamienne. Revue Economique 49(1):303-320.

—

1999 Le Vietnam en mutation. *In* Le Monde diplomatique, Vol. Novembre.

—

2000 L'avant-garde de la classe laborieuse. *In* Le Monde diplomatique, Vol. Février.

2000 Libéralisation économique, autoritarisme politique. *In* Le Monde diplomatique, Vol. Février.

HERTZ, Ellen

2000 Le bien de l'autre: justice et corruption en Chine Populaire. *In* Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption. Pp. 99-122. Enjeux. Paris: Presses Universitaires de France.

HIBOU, Béatrice

1998 Banque Mondiale: les méfaits du catéchisme économique. L'exemple de l'Afrique subsaharienne. *Esprit* Août-septembre:98-140.

HIEBERT, Bob

1997 Just do it! *In* The Gazette. Montréal.

HIRSCHMAN, Charles & Vu Manh LOI

1996 Family Household Structure in Vietnam: Some Glimpses from a Recent Survey. *Pacific Affairs Spring*:229-249.

HOAI VAN

1999 French Investment in Vietnam. *In* Vietnam Economic News. Pp. 10 et 13, Vol. 27.

HOSTON, Germaine A.

1994 The State, Identity, and the National Question in China and Japan. Princeton: Princeton University Press.

HOURS, Bernard

2001 La recherche en coopération dans les Sciences Sociales au Vietnam ou la réinvention du partenariat. *Journal des Anthropologues* 87(171-182).

HOURS, Bernard & SELIM, Monique

2000 Pratiques et axiologies de l'anthropologie face à la domination politique. *Anthropologie et Sociétés* 24(2):111-127.

HOUTART, François

1990 La méthode d'analyse textuelle de Jules Gritti. *In* Méthodes d'analyse de contenu en sociologie. J.D.R. REMY, ed. Pp. 69-91. Bruxelles: Facultés Universitaires St-Louis.

HOUTART, François & Bernard DUTERME

2001 Socialisme et marché: Chine, Vietnam, Cuba. Paris: L'Harmattan.

JACQUEMOT, P. et M. RAFFINOT

1985 Accumulation et développement. Dix études sur les économies du Tiers-Monde. Paris: L'Harmattan.

JAMIESON, Neil

1984 Toward a Paradigm for Paradox: Observations on the Study of Social Organization in Southeast Asia. *Journal of Southeast Asian Studies* 15(2):320-329.

—

1991 Vietnamese. *In Encyclopedia of World Cultures*. Pp. 284-287, Vol. 5.

—

1993 Understanding Vietnam. Pp. chapitres 1, 6 et 7. Berkeley: University of California Press.

JOHNSON, Kay

2002 We Don't Want to Keep Secrets Anymore? *In Time Asia*.

KALYVAS, Stathis N.

1999 The Decay and Breakdown of Communist One-Party Systems. *Annual Review of Political Sciences* 2:323-343.

KAMM, Henry

1996 *Dragon Ascending. Vietnam and the Vietnamese*: Arcade Publishing Inc.

KARNOW, Stanley

1996 Vietnam: It can succeed, but will it? *Smithsonian* 26(10):32-43.

KERKVLIT, Benedict J. Tria

1995 Village-state Relations in Vietnam: The Effects of Everyday Politics on Decollectivization. *Journal of Asian Studies* 54(2):396-418.

KEYES, Charles F.

1977 *The Golden Peninsula. Culture and Adaptation in Mainland Southeast Asia*. New York: MacMillan Publishing Co., Inc.

—

1984 Tribal Ethnicity and the State in Vietnam. *American Ethnologist* 11:176-182.

KIM HAI

1999 Le rythme lent des investissements étrangers. *In Le Courrier du Vietnam*. Hanoi.

2003 Les pas solides du Vietnam sur le chemin du Renouveau. *In Le Courrier du Vietnam*. Hanoi.

KORNAI, Janos

1996 Le système socialiste. L'économie politique du communisme. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.

KROWOLSKI, Nelly

2000 Mariage et statut de la femme vietnamienne à travers le code de la dynastie Lê. *In* L'énigme conjugale: Femmes et mariage en Asie. J. Cauquelin, ed. Pp. 75-96. Clermont-Ferrand: Université Blaise Pascal.

KYONG-DONG, Kim

1994 Confucianism and Capitalist Development in East Asia. *In* Capitalism and Development. L. Sklair, ed. Pp. 87-106. Londres: Routledge.

LABRECQUE, Marie-France

1991 Les femmes et le développement: de qui parle-t-on au juste? *Recherches féministes* 4(2):9-24.

LAPERRIERE, Anne

1993 L'observation directe. *In* Recherche Sociale. B. Gauthier, ed. Québec: Presses de l'Université du Québec.

LATOUCHE, Serge

1976 Contribution à l'histoire du concept de développement. *in* *Le mythe du développement*, Mendes, C (dir). Paris: Editions du Seuil.

LAURAS, Didier

2001 Vietnam. Le Football occupe le terrain. *In* *Géo*. Pp. 94-106, Vol. 273.

LAUTARD, Stéphane

1997 Les réseaux d'influence. *Pouvoirs* (81):123-138.

LAVIGNE, Marie

1999 Economie du Vietnam. Réforme, ouverture et développement.: L'Harmattan.

LE CUONG

2000 Investment Activities of Overseas Vietnamese. *In* *Vietnam Review*. Pp. 40-41, Vol. 501.

LE THANH KHOI

1986 Culture populaire et culture lettrée. L'exemple du Viêt-nam ancien. *Diogenes* 133:122-143.

1992 Culture, créativité et développement. Paris: L'Harmattan.

LECHERVY, Christian

1997 Les élites du Parti communiste vietnamien face à la *doi moi*. Revue d'études comparatives Est-Ouest 3(septembre):119-130.

LECLERC, Gérard

1972 Anthropologie et colonialisme. Paris: Fayard.

LEMOINE, J

1973 Les Yao. Nord Vietnam, Laos et Cambodge. In Encyclopedie Alpha des Peuples du Monde Entier. Race, rites et coutumes des hommes. Pp. 39-41, Vol. 5.

LENOIR, Annick

2001 Appréhender la nation, vivre la diaspora: regards arméniens., Université de Montréal.

LOROT, P, and T SCHWOB

1986 Singapour, Taïwan, Hong Kong, Corée du Sud. Les nouveaux conquérants? Paris: Hatier.

LUONG VAN HY

1989 Vietnamese Kinship: Structural Principles and the Socialist Transformation in Northern Vietnam. Journal of Asian Studies 48(4):741-756.

MADESCLAIRE, Yannick

1994 Au delà des apparences: un autre regard sur le Vietnam des années 90. Revue Tiers-Monde XXXV(140):891-906.

MALARNEY, Shaun Kingsley

1997 Culture, Virtue, and Political Transformation in Contemporary Northern Viet Nam. Journal of Asian Studies 56(4):899-920.

MALIVERNEY, Jacques

2000 L'investissement direct étranger au Vietnam: positionnement stratégique et environnement. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.

—

2001 La fiscalité au Vietnam. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.

—

2001 La législation sociale applicable aux entreprises étrangères au Vietnam. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.



- 2001 Le droit des sociétés. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.
- 2001 Le règlement des différends au Vietnam. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.
- 2001 Les formes juridiques de l'investissement étranger. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.
- 2001 Situation économique et politique. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi- P.E.E.
- 2002 Les investissements étrangers au Vietnam et leur régime. Hanoi: Ambassade de France à Hanoi - P.E.E.
- 2002 Les zones à caractère spécial au Vietnam. Hanoi, Vietnam.: Ambassade de France à Hanoi - P.E.E.

MARR, David G

1987 Church and State in Vietnam. *Indochina Issues* 74:1-4.

MASSON, André

1972 Histoire du Vietnam. Paris: Presses Universitaires de France.

MAZIER, Jacques & Cuong LE VAN

1998 L'économie vietnamienne en transition. Paris: L'Harmattan.

Mc CLELLAND, Tom

1999 A Step in the Right Direction. Decision 53 responds to investors complaints, but is it enough? *In The Vietnam Business Journal*. Pp. 40-41, Vol. June.

MOREAU DEFARGES, Philippe

1993 La mondialisation. Vers la fin des frontières? Paris: Dunod.

MORICE, A

1991 Les maîtres de l'informel: corruption et modèles mafieux d'organisation sociale. *In L'État et l'informel*. B. Lautier, De Miras, C et Morice, A., ed. Pp. pp:143-208. Paris: L'Harmattan.

MORIN, Edgar

1976 Le développement de la crise du développement. *In Le mythe du développement*. C. MENDES, ed. Pp. 443-459. Paris: Editions du Seuil.

- MORLEY, James et Masashi NISHIHARA  
1997 Vietnam Joins the World. Londres: M.E Sharpe.
- NEE, Victor et Rebecca MATTHEWS  
1996 Market Transition and Societal Transformation in Reforming State Socialism. *Annual Review of Sociology* 22:401-435.
- NEPOTE, Jacques  
1985-1986 Quelle histoire pour quels vietnamiens? *Péninsule* 11-12:7-26.
- NERFIN, M (ed)  
1977 Another development: approaches and strategies. Uppsala: Dag Hamarskjöld Foundation.
- NGUYEN, HUE CANH  
2000 Impacts of the Trends of Globalization and Regionalization on Vietnam's Economy. *Vietnam Social Sciences* 4:53-59.
- NGUYEN HUI LAI, Joseph  
1981 La tradition religieuse, spirituelle et sociale au Vietnam. Sa confrontation avec le Christianisme. Paris: Beauchesne Editions.
- NGUYEN KHAC VIEN  
1993 Vietnam: une longue histoire. Hanoi: The Gioi.
- NGUYEN, MAI  
2000 Economic Integration into the World: Problems and Solutions. *Vietnam Social Sciences* 5:30-42.
- NORLUND, I, C.L BATES et VU CAO DAM (eds)  
1995 Vietnam in a Changing World. Richmond: Curzon Press.
- OZAWA, T  
1994 Exploring the Asian Economic Miracle: Politics, Economics, Society, Culture. A Review Article. *The Journal of Asian Studies* 53(1):124-131.
- PAPIN, Philippe  
1999 Viêt-Nam. Le parcours d'une nation. Paris: La Documentation Française.
- 2000 Au Vietnam, le Parti contre l'État. *In* *Le Monde Diplomatique*. Paris.

PARISH, William L. et Ethan, MICHELSON

1996 Politics and Markets: Dual Transformations. *American Journal of Sociology* 101(4):1042-1059.

PARIZEAU, Nicole

1993 Politiques de développement rural et évolution des petites exploitations agricoles aux Antilles Françaises. L'exemple de Marie-Galante (Guadeloupe). PhD., Université de Montréal.

PARTANT, F

1982 La fin du développement: naissance d'une alternative. *Cahiers libres* 373.

PASQUIER, Sylvaine

2000 Vietnam le tigre immobile. *In L'Express*. Pp. 46-51, Vol. 11 mai.

PHAN, DOAN DAI

2000 Some Characteristics of Vietnam's Confucianism. *Vietnam Social Sciences* 1:80-87.

PHAN KE BINH

1975 Viêt-Nam Phong-Tuc (Moeurs et coutumes du Vietnam). Volume XI (1). Paris: Ecole Française d'Extrême-Orient.

PHONG, Dang

2000 The Vietnamese Diaspora: returning and integrating into Vietnam. *Revue Européenne des Migrations Internationales* 16(1):183-205.

PHONG THE DINH, and Brian CHRISTIE

1998 Mutual Understanding. Different Approaches to Can Negotiation an Delay Projects Before They Get Started. *In The Vietnam Business Journal*. Pp. 48-49, Vol. VI.

PIKE, Douglas

1992 Vietnam in 1991. The turning point. *Asian Survey* January:74-81.

—

1994 Vietnam in 1993. Uncertainty closes in. *Asian Survey* January:64-71.

—

1995 Vietnam in 1994. With Peace at Hand. *Asian Survey* January:92-99.

—

1996 Origins of Leadership Change in the Socialist Republic of Vietnam. *In Leadership Change in Communist States*. R.C. TARRAS, ed. Pp. 107-128. Boston: Unwin Hyman Inc.

POMONTI, Jean-Claude

2000 Incertitudes politiques et économiques en Asie du Sud-Est. *In* Le Monde. Paris.

—

2000 Le "risque prudent" des communistes vietnamiens. *In* Le Monde. Paris.

PREBEN HJORTLUND

1999 Dual Pricing System. *In* The Vietnam Business Journal. Pp. 37-38, Vol. June.

RAMONET, Ignacio

1997 La marchandisation du monde. *Manière de Voir- Le Monde Diplomatique*:6-7.

RICHER, Philippe

1996 L'Asie du Sud-Est. Paris: Flammarion.

—

1999 Le Viêt-Nam incertain. *In* Crises en Asie du Sud-Est. P. RICHER, ed. Pp. 211-228. Paris: Presses de Sciences Po.

RIST, Gilbert

1996 Dans le Développement. Histoire d'une croyance occidentale. Paris: Presses de Sciences Po.

ROCCA, J-L

1998 La corruption en Chine:une production du politique. *Mondes en développement* XXVI(102):89-105.

RUSCIO, Alain (ed)

1989 Viêt-Nam. L'histoire, la terre, les hommes. Paris: L'Harmattan.

SABELLI, Fabrizio

1993 Recherche anthropologique et développement. *Eléments pour une méthode*. Neuchatel: Editions de l'Institut d'Ethnologie.

SAVE THE CHILDREN

1998 Children Rights Forum (Unicef/Save the Children). Hanoi: Save the Children.

SCOTT, J

1969 The Analysis of Corruption in Developing Nations. *Comparative Studies in Society and History* XI(June):315-341.

- SELIM, Monique  
1998 Entreprises Vietnamiennes face au marché. *Sociologie du travail* 3:317-344.
- SIDEL, Mark  
1997 Generational and Institutional Transition in the Vietnamese Communist Party. The 1996 Congress and Beyond. *Asian Survey* XXXVII(5):481-495.
- SMART, Allan  
1993 Gifts, Bribes, and *Guanxi*: A Reconsideration of Bourdieu's Social Capital. *Cultural Anthropology* 8(3):388-408.
- 1998 *Guanxi*, Gifts , and Learning from China. A Review Essay. *Anthropos* 93:559-565.
- SOLA, Richard  
1992 *Communsimes d'Asie. Le crépuscule de l'espoir*. Paris: Sudestasie.
- SOUTY , Jérôme  
2002 Don. De la dépense somptuaire à la nouvelle philanthropie. *Sciences Humaines* 32(Hors-Série).
- STEEDLY, Mary Margaret  
1999 The State of Culture Theory in the Anthropology of Southeast Asia. *Annual Review of Anthropology* 28:431-454.
- STEINBERG, Joel (ed)  
1987 *In Search of Southeast Asia. A Modern History*. Honolulu: University of Hawaiï Press, revised edition.
- STERN, Lewis M.  
1997 Vietnam's Eight Party Congress. Renovated Organizations, Revised Statutes, Evolving Processes. *Asian Survey* XXXVII(5):470-480.
- STONE, L  
1989 Cultural Crossroads of Community Participation in Development:A Case from Nepal. *Human Organization* 48(3):206-213.
- TARRAS, Raymond C  
1996 Political Competition and Communist Leadership/ A Historiographical Introduction. *In Leadership change in Communist States*. R.C. TARRAS, ed. Pp. 1-23. Boston: Unwin Hyman Inc.

- TAYLOR, Keith W.  
1983 *The birth of Vietnam*. Berkeley, University of California Press.
- TEITELBAUM, Mo  
1973 *Les Saïgonnais*. In *Encyclopédie Alpha des Peuples du Monde Entier. Races, Rites et coutumes des hommes*. Pp. 52-61, Vol. 5.
- 1973 *Peuples du Sud Vietnam*. In *Encyclopédie Alpha des Peuples du Monde Entier. Races, Rites et coutumes des hommes*. Pp. 43-51, Vol. 5.
- THAYER, Carlyle A.  
2001 *Vietnam in 2000. Towards the Ninth Party Congress*. *Asian Survey* 41(1):181-188.
- THERIEN, Jean-Philippe  
1988 *Structures et mécanismes de l'aide canadienne*. In *La Quête du développement: horizons canadiens et africains*. Pp. 73-86. Montréal: ACFASS.
- THE WORLD BANK  
1999 *Gender-based violence: the case of Vietnam*, Hanoi.
- TRUONG, Van Quang  
2003 *Investissement : Quang Nam délivre la licence en 5 jours*. In *Le Courrier du Vietnam*. Hanoi.
- TSUBOI, Yoshiharu  
2001 *La réforme administrative au Vietnam*. *Revue française d'administration publique* 94(avril-juin):301-313.
- UNDP  
2000 *Gender Briefing Kit*. Pp. 1-58. Hanoi: U.N.D.P.
- WALLERSTEIN, Immanuel  
1994 *Development: lodestar or illusion?* In *Capitalism and Development*. L. Sklair, ed. Pp. 3-20. Londres: Routledge.
- WEBER, Max  
2000 *Confucianisme et Taoisme*. Paris: Gallimard.
- WEBER, Olivier, and Patrick BONAZZA  
1994 *Vietnam: le réveil d'un petit dragon*. In *Le Point*. Pp. 48-52, Vol. 19 novembre.

WHITMORE, John K.

1984 Social Organization and Confucian Thought in Vietnam. *Journal of Southeast Asian Studies* 15:296-306.

WILDER, Bill

1995 Gender and the Sexes in Southeast Asia. *Anthropology Today* 11(4):17-18.

WOLCOTT, Harry F.

1994 *Transforming Qualitative Data. Description, Analysis and Interpretation*. London: Sage Publications.

YANG, M

1989 The Gift Economy and State Power in China. *Comparative Studies in Society and History* 31:25-54.

YANG, M.M

1994 *Gifts, Favors and Banquets: The Art of Social Relationships in China*. Ithaca and London: Cornell University Press.

YVON, Florence

1989 La difficile émergence des réformes rurales au Vietnam 1976-1988. *Approches Asie* 10:73-103.